

## SOMMAIRE DES THESES

---

**I/** De l'ouverture du cycle historique de la contre-révolution démocratique à la crise générale, mondiale et historique du capital, novembre 1922 - 1938 / Absence de toute expression du Parti Communiste Historique et apparente victoire doctrinale du capital.

**II/** De la crise historique générale et mondiale du capital à la deuxième guerre mondiale capitaliste et de la deuxième guerre mondiale capitaliste à la paix démocratique, 1938 - août 1945 / La constitution de « Il Partito Comunista Internazionalista » contre le rétablissement de la continuité programmatique du Communisme, et contre la genèse de la nouvelle expression du Parti Communiste Historique.

**III/** La paix bourgeoise, la reconstruction capitaliste et la permanence de la contre-révolution démocratique, août 1945 - 1951 / Le rétablissement de la continuité programmatique du Communisme et le développement contradictoire de l'expression du Parti Communiste Historique avec et contre « Il Partito Comunista Internazionalista ».

**IV/** L'expansion capitaliste et la permanence de la contre-révolution démocratique, 1951 - décembre 1966 / La restauration du Programme communiste - œuvre inachevée de l'expression du Parti Communiste Historique au sein d'un nouveau « Il Partito Comunista Internazionalista » puis « Internazionale » ou l'ambiguïté renouvelée.

**V/** La poursuite de l'expansion capitaliste et la permanence de la contre-révolution démocratique, depuis décembre 1966 / Continuité de la restauration du Programme communiste, émancipée de toute ambiguïté, œuvre de l'expression supérieure du Parti Communiste Historique : le Groupe Communiste Mondial.

**VI/** De la crise catastrophique du système capitaliste à la révolution communiste mondiale / Achèvement de la restauration et réalisation du Programme communiste : le Parti Communiste Mondial, son activité catastrophiste.

# VERS LA CRISE CATASTROPHIQUE ET LA REVOLUTION COMMUNISTE

## THESES $\varphi$

I

### DE L'OUVERTURE DU CYCLE HISTORIQUE DE LA CONTRE-REVOLUTION DEMOCRATIQUE A LA CRISE GENERALE MONDIALE ET HISTORIQUE DU CAPITAL

Novembre 1922 - 1938

#### ABSENCE DE TOUTE EXPRESSION DU PARTI COMMUNISTE HISTORIQUE ET APPARENTE VICTOIRE DOCTRINALE DU CAPITAL

1. Le capital a dépassé la crise catastrophique issue de la transformation de la guerre mondiale en révolution mondiale. Il connaît une période de reconstruction et d'expansion générale. Rien à voir avec une prétendue « stabilisation partielle et relative » même si les rythmes d'expansion sont encore çà et là historiquement marqués par d'antérieures difficultés de valorisation liées aux interventions prolétariennes révolutionnaires désormais vaincues. Les États-Unis se consolident et s'épanouissent en tant que centre du capitalisme mondial et se positionnent comme centre en devenir de la contre-révolution démocratique. Ils apportent pour leur plus grand profit un concours déterminant à la restauration à l'échelle mondiale des conditions de l'expansion générale. A cet égard la situation de l'Allemagne est centrale. Comme conséquence de sa défaite dans la première guerre mondiale, l'Allemagne a été sans délais amputée en Europe de l'Alsace et la Lorraine qui revient à la France, les cantons frontaliers Eupen et Malmédy à la Belgique, le corridor de Dantzig et la Sarre (qui ne retournera par plébiscite à l'Allemagne qu'en 1935) sont confiés au haut commissariat de la Société des Nations, la haute Silésie est annexée par la Pologne. Par ailleurs, son empire colonial s'étendait en Afrique Equatoriale au Togo et au Cameroun (depuis 1884), dans le Sud-Ouest Africain Allemand (futur Sud-Ouest Africain puis Namibie), en Afrique Orientale Allemande (créée en 1891 et qui allait de l'Océan Indien aux lacs Victoria et Tanganyika) ainsi que dans les îles du Pacifique (Archipel Bismarck). Elle est ici amputée du Sud-Ouest Africain au profit des Sud-Africains (Angleterre), du Cameroun et du Togo au profit de la France puis, mais plus difficilement de l'Afrique Orientale Allemande au profit de l'Angleterre (Tanganyika) et de la Belgique (Rwanda-Urundi), alors que dans le Pacifique ce sont les Australiens les Japonais, et les Néo-Zélandais qui prennent toutes ses colonies. Les concessions allemandes en Chine tombent aux mains des troupes japonaises et anglaises. Mais ce n'est pas pour rien que les Etats-Unis ont modéré la rapacité de la France envers l'Allemagne. La France est apparue comme la gardienne de l'infâme Traité de Versailles, pour elle taillé sur mesure. Après avoir occupé Düsseldorf, Duisburg et Ruhrort avec ses acolytes anglais et belges en réponse aux premières difficultés de l'Allemagne (1921) et pour

---

$\varphi$  Sont indiquées sous la forme  $\eta^1 \eta^2 \eta^3$  les notes en bas de page dites « de référence » au présent corps de Thèses dont certaines renvoient aux textes constitutifs de ce que nous avons nommé le « Catalogue des Contre-Thèses des Bordiguismes » et qui se trouvent après les Thèses elles-mêmes dans ce premier volume.

Par contre, sont signalés en chiffres arabes tous les « Points de repères historiques » qui vu leur importance et pour faciliter leur lecture parallèle ainsi que la consultation des cartes placées en regard, se trouvent dans le volume 2 de cette même revue n° 12.

contraindre celle-ci aux « réparations », désormais lâchée par ses partenaires, elle a ordonné et réalisé seule l'occupation de la Ruhr (Janvier 1923). Cette occupation renouvelle et élargit les déterminations fondatrices du développement du « National-Bolchevisme » et conditionne d'autre part le développement du « National-Socialisme » qui ont, entre autres, ceci de commun qu'ils considèrent tous deux la France comme leur premier ennemi. Le « National Socialisme » montre sa jeune force à travers le Putsch de Munich Novembre 1923 <sup>1</sup>. Le « National-Bolchevisme » ou « Bolchevisme-National », cette déviation, a trouvé à s'exprimer dès les lendemains de la conclusion du Traité de Versailles et prône une alliance entre prolétariat révolutionnaire et bourgeoisie militariste allemande, pour une guerre sainte contre l'Entente et pour la lutte contre la paix de Versailles <sup>2</sup>. Les Etats-Unis poussent à l'acceptation par les puissances qui en bénéficient principalement (France 52%, Angleterre 22%, Italie 10%) du rééchelonnement puis d'une limitation des paiements, œuvrant ainsi à la révision des conditions qui mettaient l'Allemagne dans l'impossibilité de payer les « réparations de guerre », adoption du plan Dawes (Avril 1924, évacuation de la Ruhr - retrait de la France), puis du Plan Young (à la veille de 1929), et par la suite imposition finale des moratoires de 1931/1932 (Lausanne). Dans le même temps ils se présentent déjà comme le plus grand créancier. A chaque étape, ils contribuent, par l'imposition - facile dans ces circonstances - de leurs propres prêts destinés à la remise en marche de la production nationale, au recouvrement des dettes de l'Allemagne. Ils insufflent ainsi à l'Europe exsangue mais, de ce fait même, potentiellement riche d'un développement et forte d'un expansionnisme sans précédent, une nouvelle vitalité capitaliste de nature à interdire pour une longue période toute reprise de la lutte de classe, réunissant ainsi, en même temps, les conditions de son assujettissement durable. Avec l'énergie du vaincu, animée du désir de revanche nationale contre les pactes de Versailles, et la division en territoires séparés par l'insensé corridor de Dantzig, l'Allemagne répond aux destructions de la première guerre mondiale, aux diverses amputations qu'elle a dû subir, et en s'appuyant finalement sur cette « aide » américaine qui lui passe autour du cou le nœud coulant de la Bourse de New York, par une expansion vertigineuse qui, à travers et au-delà de la crise (financière) de 1923, la place au deuxième rang mondial pour la période 1925-29. Le capitalisme américain, satisfait de la disparition de tout danger révolutionnaire et visant la domination de toute l'Europe, spéculait donc à long terme sur le redressement de l'Allemagne, il entend par là passer au laminoir le prolétariat de ce pays, qui a dû ainsi endurer une double exploitation, et tenir le sien en laisse. Là se trouvent les raisons fondamentales pour lesquelles l'Allemagne fut « épargnée », mieux « investie ». Là se trouve l'explication du fait qu'elle passe si rapidement devant l'Angleterre, dépassement dans lequel se renouvellent les conditions de l'affrontement à ce vieux capitalisme déchu, mais également un temps soutenu par le capitalisme américain <sup>3</sup>. Le renouvellement de la puissance de l'Allemagne est donc le produit d'abord des destructions, car, c'est une loi capitaliste, les expansions ne sont jamais aussi fortes que quand les destructions sont grandes, puis de ces agressions pacifiques financières européennes et américaines planifiées qui continuent la guerre par d'autres moyens et contribuent très directement à la reproduction à une échelle bien supérieure encore du vieil antagonisme. La réaction du capitalisme allemand est également déterminée par sa réduction territoriale et par son exclusion du banquet colonial réalisé sur le dos des malheureux peuples de couleur et qui a profité un temps à la France et à l'Angleterre. Le National Socialisme fournit une réponse appropriée à l'unification et la réorganisation du capital national allemand où celui-ci fait face aux crises internes et répond à l'agression pacifique ou à la pacifique agression des Etats-Unis et de leurs commanditaires européens. En ce sens, il est une production directe de la guerre économique sans merci que livrent les pays vainqueurs aux pays vaincus pendant et après la guerre, les pays qui ont déjà pour eux-mêmes réalisé la démocratie, c'est-à-dire éliminé en premier en le pacifiant plus facilement, leur prolétariat révolutionnaire, à ceux qui doivent encore parachever cette domination en évitant, là précisément où les menaces révolutionnaires furent hier les plus grandes et plus concentrées, les dernières convulsions révolutionnaires du prolétariat agonisant. C'est ainsi que le monde capitaliste produit - en même temps qu'il se prépare à l'affronter en s'assurant qu'elle n'engendre pas de reprise de la lutte de classe - la prochaine crise périodique, celle de 1929.

2. La lutte de classe subit une nouvelle interruption historique. L'Internationale Communiste a succombé au révisionnisme et endosse pour une part déterminante la responsabilité historique de l'échec révolutionnaire. Irrémédiablement transformée en une espèce de compagnie d'assurance contre les incendies sociaux et pour la défense de la démocratie, elle est maintenant facteur de la contre-révolution et concourt à l'organisation systématique des solutions de continuité de l'exploitation capitaliste. Les plus significatives (parce qu'elles contiennent déjà, quant au fond, au-delà de ses visages multiples, tout le déroulement ultérieur jusqu'à la liquidation purement formelle de juin 1943) sont le « Front unique », le « gouvernement ouvrier », le « gouvernement ouvrier et paysan », le « front unique démocratique contre le fascisme » novembre 1922 quatrième Congrès, puis juin 1923 Exécutif Elargi ; la « Bolchevisation », création de l' « Internationale paysanne », prévision de la dissolution de l' « Internationale Syndicale Rouge » dont la constitution même était déjà une erreur , juin 1924 cinquième Congrès, puis mars 1925 Exécutif Elargi ; « socialisme dans un seul pays » février 1926 Exécutif élargi et décembre 1926 Exécutif élargi, puis septembre 1928 sixième Congrès. Les pseudos partis communistes nationaux que l'Internationale Communiste chapeaute en même temps qu'elle tente de les « bolchéviser », mettent en oeuvre la contre-révolution démocratique. Tous ces partis révisionnistes et ceux qui sont à naître, sont et seront, à la recherche de leur « voie nationale au socialisme ». Pour les uns (Partis Communistes Russe et Italien) ils sont directement issus d'une réelle trahison parce qu'ils étaient réellement communistes, pour les autres, tous les autres, ils se situent en ligne de continuité de leurs déviations originelles parce qu'il ne sont pas nés communistes et n'ont pas pu le devenir. Quand c'est au sein de la classe ouvrière en soi qu'ils opèrent, c'est-à-dire au sein la classe réduite à sa pure fonction économique d'objet soumis aux impératifs de valorisation du capital, ils sont parfaitement secondés et relayés par les syndicats anciens et nouveaux, qui organisent son atomisation, planifient sa pacification et participent de son intégration à la communauté matérielle du capital. Le mouvement ouvrier est réduit à la juxtaposition dans l'espace et à la succession dans le temps de luttes revendicatives, auxquelles des formes parfois violentes ne sauraient conférer par elles-mêmes un caractère de classe, mais qui suffisent à entretenir la mystification d'une permanence de la lutte de classe et à attiser la peur des bourgeois et des défenseurs stipendiés du capital. De telles luttes participent ici et là non de la réunification de la classe sur son Programme de classe et pour ses intérêts et son but historiques, mais de la poursuite de sa fragmentation et de sa parcellarisation à l'infini sur le front d'intérêts immédiats et contingents (d'ailleurs systématiquement trahis par les organisations ouvrières, partis et syndicats). Ce mouvement d'intégration et de soumission au totalitarisme capitaliste est facilité et autorisé aussi par la production accélérée et la multiplication des couches moyennes improductives dans lesquelles, au moyen de réelles analogies mystificatrices, est noyé le prolétariat, seul producteur de plus-value et seule classe exploitée. Quand il existe, et alors qu'il est le plus souvent solidaire de la prospérité capitaliste, le renouveau de la lutte revendicative ne peut rencontrer les conditions de sa transformation qualitative en lutte de classe. Dans cette période il atteint un sommet en 1935/1936 avec le célèbre alignement de la classe ouvrière sur le terrain du réformisme. Au cours de ces années auxquelles l'idéologie dominante se réfèrera ensuite sans cesse, pour remplir la mémoire de plusieurs générations d'ouvriers et marquer leur « conscience » d'éternels exploités, ces luttes revendicatives trouvent dans les ignobles « fronts populaires » et démocratiques la forme achevée d'un épanouissement interclassiste et contre-révolutionnaire. Ce sont les années de gloire du frontisme. Les appareils syndicaux sont intégrés au capital qui, sur la base de la tendance à la généralisation de la domination réelle, donne satisfaction aux revendications dans des proportions compatibles avec le maintien des taux de profit. Dans ces limites nationales et historiques, les gouvernements fascistes ne poursuivent pas d'autre but que celui de l'intégration du prolétariat. Ils réalisent le programme du réformisme alors que la démocratie accomplit le fascisme : parachèvent l'intégration des syndicats par l'interdiction statutaire d'y conduire une activité autonome de classe - satisfont les revendications dans des limites compatibles avec la continuité des procès de valorisation - réduisent la durée des journées de travail - améliorent les conditions de travail - compriment l'armée industrielle de réserve. Sur ce plan, rien ne les distingue des gouvernements démocratiques. Illustration, les Etats-Unis, le

plus grand des bastions capitalistes. S'il est vrai que la quasi totalité des partis communistes n'eut pas à trahir le Programme de la révolution communiste, c'est particulièrement vrai et dramatique aux Etats-Unis où le capital en 1912 n'a pas rencontré une classe ouvrière capable de se hisser à la hauteur de la situation et de se doter d'un parti communiste digne de se nom. A considérer les programmes des Partis Communistes Américains, force est de constater que la classe ouvrière a fait une fausse couche, si ce n'est une grossesse nerveuse, et ce fut une véritable catastrophe historique que l'absence d'un parti communiste et révolutionnaire au centre du capital, alors que toutes les conditions matérielles et les autres conditions historiques étaient réunies<sup>4</sup>. Au centre du capital et au centre en devenir de la contre-révolution, l'Internationale Communiste, au moyen du Parti Communiste Américain participe au premier chef à la canalisation dans le lit du plus éculé et plus banal social-réformisme et ce de concert avec les organisations syndicales tous horizons confondus, des luttes revendicatives liées à la prospérité d'après-guerre puis à la crise de 1929, puis à la reprise qui lui succède, enfin à la crise de 1938. Il travaille à conjurer toute tentative de reprise de la lutte de classe autonome c'est-à-dire à interdire la constitution de la classe en parti en regard des conditions de la crise historique du capital, enfin prépare de longue main, avant de l'organiser, l'embrigadement du prolétariat en vue de la seconde boucherie capitaliste généralisée. Ainsi, et tout d'abord sur fond de prospérité retrouvée après la crise post-bellique de 1920, sur la base d'orientations en matière syndicale qui avaient déjà fait la preuve non seulement de leur vacuité révolutionnaire, mais celle de leur capacité à dévoyer le prolétariat révolutionnaire et à interdire sa constitution en classe<sup>41</sup>, les « communistes » continuent de prôner et de pratiquer, au moyen de la Trade Union Education League, la conquête interne de l'American Federation of Labor (Gompers) pour y promouvoir, face au sacro-saint principe de « l'autonomie des métiers » un syndicalisme industriel, et faire abandonner au syndicat de métier sa structure pour adopter celle du syndicalisme d'industrie, riche de toutes les vertus « révolutionnaires » intrinsèques pourtant déjà maintes et maintes fois discréditées. Cette entreprise de noyautage, qui absorbe d'ailleurs toutes les énergies au détriment de l'organisation des inorganisés et des non-qualifiés qui était apparue les années précédentes comme le problème crucial et avait fait les beaux jours des Industrial Workers of the World (I.W.W.) notamment, est présentée comme l'alternative, pour un syndicat de classe et révolutionnaire, aux traditions collaborationnistes séculaires de l'A.F.L.. Elle prend le nom d'« amalgamation » et tourne au fiasco, tant les capacités de résistance de la vieille maison Gompériste, qui répond par des exclusions massives de « communistes », sont grandes. La direction des conflits, des grèves, des luttes revendicatives passent ici et là, alternativement, des mains des « communistes » aux mains des réformistes avérés et vice-versa, dans un ballet incessant qui entretient, pour l'approfondir, la désorientation de la classe ouvrière. La crise de 1929, avec son chômage massif et son gonflement énorme des rangs du paupérisme, ramène avec violence la question de l'organisation des ouvriers non qualifiés et non organisés, qui subissent plus durement encore

---

<sup>41</sup> Pour la critique de la caducité des orientations syndicales de l'Internationale Communiste et la critique de l'adhésion critique de la Gauche Communiste d'Italie à de telles orientations, on se référera au n°10 de « Le Programme de la Révolution Communiste » mai 1998, où l'on trouve cette appréciation générale : « Les tactiques syndicales, multiformes, contradictoires, instables et évolutives préconisées et mises en œuvre : conquête de la direction des syndicats réformistes et « révolutionnaires », pénétration et entrisme dans les syndicats réactionnaires, Front-Unique dans la lutte syndicale, Front-Unique des organisations syndicales, unité syndicale, devaient, dans leurs grandes diversités contradictoires, leurs soumissions particulières aux changements proclamés de situations, leurs subordinations générales aux erreurs de prévision et d'interprétation du cours historique du capital, non seulement demeurer inopérantes, mais échapper aux intentions et s'émanciper des fausses représentations que l'on s'en faisait, pour être transformées - en raison directe de leurs ambiguïtés originelles, de leurs inadaptations à la maturité des conditions de la révolution pure, de leurs inadéquations à la situation de crise catastrophique et d'effondrement de la démocratie sociale, puis en raison de leurs adaptations finales aux conditions imposées par le rétablissement du capital et de la démocratie sociale - en facteurs de la recomposition des conditions du développement capitaliste, en facteurs de la résolution des contradictions économiques et sociales explosives, en facteurs du dépassement de la crise historique du système capitaliste, en facteurs de la restauration de la démocratie sociale. Ceci sous la pression, sans riposte doctrinale suffisante de l'Internationale Communiste (prévision), des déterminations historiques et matérielles de l'ouverture de la nouvelle phase organique du développement capitaliste, dans les circonstances donc du dépassement du point historique singulier de la crise catastrophique du système capitaliste sur fond de destruction de la lutte de classe. »

les effets dévastateurs de la crise. Il y a là, quant au fond, les déterminations fondatrices du « Congress for Industrial Organizations », qui va concurrencer efficacement l'A.F.L et lui disputer le titre de champion de l'achèvement de l'intégration de la classe ouvrière, selon des modalités que d'aucuns n'auront de cesse de saluer comme des « conquêtes », ces conquêtes qui sont au prolétariat ce que la corde est au pendu : un lien qui étrangle et tue. C'est l'heure du grand bain fédérateur du New-Deal, où comme jamais encore communistes, Trotskystes et oppositionnels, syndicalistes de tout bord, sociaux-démocrates, réformistes, grands capitaines d'industrie, ténors des banques et de la finance, avocats et spécialistes, gouvernement américain et président des Etats-Unis d'Amérique vont brasser ensemble les ambitions capitalistes et les intérêts immédiats et contingents de la classe ouvrière, répondre partiellement aux seconds pour mieux satisfaire pleinement les premières, peaufiner ainsi la réalisation de la démocratie sociale, jusque dans ses plus ultimes conséquences et ses plus fines subtilités, soumettre tout et chacun au totalitarisme de la démocratie dans l'entreprise. Par tout ce que compte le mouvement ouvrier de traîtres de tous poils, de ces fils spirituels des grands égorgeurs de la révolution mondiale, qui tiennent affectueusement le « New-Deal » de Roosevelt sur les fonds baptismaux, et aussi par tous les valets stipendiés de la classe dominante, le prolétariat est livré, encore et toujours, plus que jamais et pourtant moins que demain, en prêt et bail aux appétits jamais assouvis du capital, qui se secoue en tous sens pour sortir de l'ornière maudite de la crise et retrouver les chemins bénis de l'accumulation. C'est là la signification profonde des fameuses sections 7a et 7b du non moins célèbre National Recovery Act (juin 1933) qui, quant au fond, couronne l'entreprise, engagée et conduite de longue main avec le succès que l'on sait et bien avant guerre, d'intégration des syndicats à l'Etat bourgeois, et où se lit le parachèvement de la domination réelle du capital sur le travail. « Le droit de s'organiser librement », « la reconnaissance vraiment officielle du syndicat », « la réduction du temps de travail », « la fixation de salaires minimums », « le droit à la négociation collective », la possibilité pour le Gouvernement de « promouvoir des accords mutuels entre employeurs et employés », où l'on voit aussi ce que transformation de l'Etat en rouage économique veut dire. Tous ces acquis honteusement marchandés au capital dans le « deal » le plus sordide qui soit, rivent le prolétariat au présent de l'exploitation capitaliste, et bien plus puissamment que toutes les acceptations conditionnelles et interdictions antérieures, et que tous les abus possibles et imaginables : qui dit « acquis » dit « quelque chose à perdre », et le prolétariat qui a autre chose que ses chaînes à perdre, et les chaînes les plus dorées sont les plus solides, ce prolétariat là n'est rien. L'American Federation of Labor touche les dividendes de sa participation, en voyant augmenter ses effectifs de façon significative, malgré les résistances qu'opposent à l'application du N.R.A, dans telles ou telles branches ou secteurs industriels, quelques compagnies et capitalistes moins lucides et moins au fait des nécessités générales de l'heure. Cependant cet afflux n'est pas sans faire travailler jusqu'à les rompre les antiques traditions d'organisation du syndicalisme de métier, d'ailleurs secouées, également et toujours davantage, par les progrès incessants du machinisme, la mécanisation et la rationalisation de l'industrie, mouvement tendant à réduire relativement le nombre des ouvriers qualifiés. Ainsi l'A.F.L rencontre t'elle bientôt les limites de sa capacité de rendement anti-ouvrière, elle n'est plus aussi efficiente que par le passé pour tenir en laisse les luttes revendicatives et atteler la satisfaction des intérêts immédiats et contingents de la classe ouvrière au char de l'accumulation capitaliste ; elle n'est plus à même de freiner la croissance relative d'un certain radicalisme de la base, qui résonne comme un écho déformé par la profondeur de la contre-révolution de la combativité révolutionnaire des glorieuses années rouges. Il convient désormais d'anticiper, la bourgeoisie aussi apprend des révolutions, sur de futures vagues de fond de luttes revendicatives qui ne pourront plus être canalisées selon des méthodes et moyens rendus obsolètes par le développement même du capital, pour prévenir toute possibilité, au jour de la réunion de toutes ses conditions, de leur transformation en lutte de classe. La conception, fondée sur le développement industriel, d'un syndicalisme d'industrie (chère aux « Knights of labor » puis aux I.W.W, ces derniers affichant beaucoup plus directement des prétentions révolutionnaires) s'impose inexorablement, et malgré les concessions successives de l'A.F.L, se constitue en octobre 1935 le Committe for Industrial Organization. Conçue originellement comme fraction interne de l'A.F.L destinée à encourager

et promouvoir l'organisation des ouvriers dans les industries de production de masse, la nouvelle organisation rencontre la résistance opiniâtre des vieux cadres de la maison mère, ce qui conduit à la scission de 1938, où le Committee se transforme en Congress for Industrial Organizations, au mot d'ordre évocateur : « la démocratie dans l'industrie ». Que les capitalistes d'ici respirent et rassurent les capitalistes d'ailleurs ! L'on va enfin organiser le prolétariat dans les grandes largeurs. Tout est enfin prêt pour conduire, de son premier à son dernier membre, le prolétariat américain abêti, incrépinisé, et dé-classé, jusqu'à cet abattoir où ce ne seront pas les porcs suspendus au trolley que l'on verra s'agiter et pisser le sang, mais les hommes, jusqu'à ce bain de sang qui est un bain de jouvence capitaliste, perspective qui se dessine dans le lointain d'une situation internationale inter-capitaliste mouvementée. Le C.I.O va faire la preuve de sa redoutable efficacité sur le plan de l'encadrement des luttes revendicatives lors des grandes vagues spontanées de grèves avec occupation d'usines des années 1936/1937, et recevoir pour ce faire l'appui décidé et inconditionnel des communistes et sociaux-démocrates ; les revendications salariales sont au centre de ces luttes, filles de la prospérité retrouvée et de la résorption significative du chômage, elles visent aussi à faire pression sur les employeurs qui se refusent encore à l'application inconditionnelle du N.R.A. pour laquelle d'ailleurs, de concert avec les organisations syndicales, le gouvernement a promulgué dès 1935 le Wagner Act qui institue le National Labor Relations Act, organisme chargé de faire respecter le droit des ouvriers à s'organiser librement, à négocier collectivement et de faire grève. Succédant immédiatement à la réélection triomphale de Roosevelt en novembre 1936, ce « grand ami » du Labor dont on appelle et salue les confraternelles entreprises de médiations entre le Capital et le Travail, appelant de leurs vœux la pérennisation du « New-Deal », ces luttes flottent dans l'air vicié du temps, celui des Fronts populaires et démo-pacifistes dont l'exemple le plus connu, mais moins dramatiquement significatif pour l'avenir de la classe ouvrière mondiale, est la France. Le C.I.O sort de ces épisodes renforcé, augmenté, grandi, auréolé d'un prestige indéniable auprès de la classe ouvrière et baigné de la reconnaissance de la classe dominante, non sans rappeler - vérité de classe dite par l'ennemi de classe - face à toutes les jérémiades de tous ceux, A.F.L compris, qui taxent les occupations d'usine d'actes « subversifs », « révolutionnaires », « d'étapes vers l'expropriation pure et simple », que les « sit-down strike » se sont faits dans le plus grand respect du sacro-saint principe de la propriété privée, et nullement dans la perspective d'un changement de société ; et c'est tout naturellement que cette organisation, pour couronner son œuvre, revendique, pour faire la paire avec le déjà très putride "droit au travail", le droit bien singulier du « travailleur à la propriété privée sur son emploi ». Ce mouvement d'occupation des usines, parfaitement encadré, atteint son apogée en mars 1937. Les quelques vellétés qui se manifestent ici et là, d'échapper à la tutelle et à la camisole de force du tout puissant C.I.O pour garder au mouvement son caractère spontané, sont bien vite étouffées dans l'œuf. Le C.I.O condamne d'ailleurs ce qu'il appelle d'une même voix avec les « communistes », les « grèves sauvages » qui sont allumées, ici où là, par quelques provocations capitalistes. Il les déclare illégales et leur refuse tout soutien, comme ailleurs il signe trêves et accords avec les employeurs dans le dos même de la grande masse de ses propres adhérents, lui faisant avaler, non sans difficultés parfois, la traditionnelle couleuvre des « concessions », abject maquignonnage des intérêts immédiats de la classe ouvrière. Un journal bourgeois honore significativement à ces occasions du titre « d'homme d'Etat syndical » - l'expression est fameuse - un des leaders les plus en vue du C.I.O. Tandis que la crise générale et mondiale du capital, mûrie lentement dans les conditions même de l'accumulation et de la prospérité, est prête à exploser et à libérer les solutions bourgeoises à son dépassement capitaliste, gouvernement des Etats-Unis et organisations contre-révolutionnaires travaillent main dans la main à anticiper sur les effets et les conséquences qu'engendreront nécessairement la préparation immédiate puis l'éclatement du conflit inter-capitaliste généralisé. C'est ainsi que, par exemple, le C.I.O soutient de toutes ses forces la promulgation de la loi Walsh-Healey, qui oblige les bénéficiaires de commandes gouvernementales à appliquer et respecter la semaine de 40 heures, concession que le C.I.O demande et obtient du trust de l'acier, l'U.S Steel. Il s'agit quant au fond de prémunir les compagnies industrielles, au moyen de cette « avancée sociale », de cette « victoire du capital sur le travail » contre tous risques d'arrêts

intempestifs de la production liés à tel ou tel mouvement revendicatif, notamment dans ce secteur déterminant, alors même que les Britanniques sont en train de passer d'importantes commandes d'armement naval aux Etats-Unis et exigent des livraisons régulières. Le C.I.O inaugure pendant cette veillée d'armes sa pratique directement et officiellement collaborationniste, pose les jalons de l'infâme union-sacrée des temps de guerre.

Le prolétariat, orphelin de révolution, encadré, domestiqué et muselé par les organisations contre-révolutionnaires, partis et syndicats, démocratisé, noyé dans la masse informe du peuple, suffoquant sous la gangue invertébrée des nouvelles couches moyennes, facteur de l'accumulation capitaliste, acteur de sa propre exploitation, est littéralement ingéré par la société bourgeoise et fait corps avec elle. Sonne l'heure fatidique de la curée : la chair à canon est à l'étal du boucher Capital.

Alors que la contre-révolution mondiale peut aussi depuis fin 1922 s'appuyer à l'Est sur l'appareil d'un Etat prolétarien définitivement dévoyé, l'Etat Soviétique, qui est désormais un des plus puissants facteurs idéologiques et pratiques de conservation et d'expansion sociale du capitalisme, les mouvements nationaux des peuples coloniaux, porteurs de ces révolutions bourgeoises qui ne sont pas arrivées à temps pour concourir au procès de mondialisation de la révolution, et qui se sont manifestées alors que reflue la vague révolutionnaire en Europe, ne se développent que dans certaines limites et dans certaines conditions au final respectueuses des nouveaux rapports inter-capitalistes issus de la guerre mondiale. Ils participent ainsi des bouleversements liés au récent partage du monde. Dans cette mesure, ces mouvements vont concourir non à l'affaiblissement durable - hier justement escompté - du capital en son centre, mais à son renforcement, et à l'éloignement de toute perspective révolutionnaire prolétarienne. Ceci alors même qu'ils renouvellent et exacerbent ces conflits d'intérêts qui opposent entre elles les grandes puissances européennes qui, dans cet après guerre, demeurent plus que jamais colonisatrices (en effet l'Angleterre, la France, l'Italie du fait de l'élimination de l'Allemagne concentrent et personnalisent encore le méfait colonial, alors que les crimes de la politique étrangère américaine sont eux plus insidieusement masqués), mais aussi qu'ils exaltent ceux qui font se heurter les nouveaux Etats-nations qui sont nés sur les ruines des Empires Russe (1917), Austro-hongrois (1918) et Ottoman (1918). La première guerre mondiale pour une part et la révolution double russe pour une autre part non moins déterminante, et surtout dans un autre but, ont eu pour résultats, d'abord la fin de l'Empire Russe, la fin du pivot de la réaction européenne, et l'élévation sur ses ruines, des Républiques Soviétiques Socialistes Fédératives de Russie et celles des divers Etats autonomes, premier Etat prolétarien, Etat de dictature magnifique, dressé comme un phare au dessus la tempête de la lutte de classe, ensuite la liquidation de la puissance capitaliste allemande au moyen de sa subordination au capital étranger et de façon solidaire la destruction de l'Empire Austro-Hongrois, enfin le parachèvement du démembrement de l'Empire Ottoman. La défaite du prolétariat mondial est avant toute chose - affirmation cardinale - la défaite du prolétariat révolutionnaire occidental (euro-nord-américain). Celui-ci non seulement n'a pas lancé d'offensive au moment de la plus grande fragilité du système capitaliste, mais il n'est finalement pas venu au secours du prolétariat « russe » et l'a laissé prisonnier d'une situation d'isolement, et d'un Etat qui du fait de cet isolement devait, inévitablement, perdre rapidement, et non un à un et graduellement, ou encore sur plusieurs dizaines d'années, tous ses caractères communistes révolutionnaires, dont, pas un ne résidait, il faut le rappeler, dans la nature des mesures économiques, toutes dans le domaine du développement contrôlé du capital. Cette défaite n'est évidemment pas sans conséquences sur les mouvements nationaux et anti-coloniaux, sur leur isolement, leur fragmentation, le caractère indéterminé de certains d'entre eux. Au lendemain de la guerre et après la fermeture du cycle révolutionnaire, les mouvements d'indépendance prennent cette configuration particulière qui dépend du sort que viennent de subir au profit de la mondialisation du mode de production capitaliste, à laquelle a contribué avec une énergie sans pareille la révolution, les nations centres-européennes et ces trois Empires.<sup>5</sup>



Déterminée par la décomposition des antiques rapports de production, et soulevée par la pénétration capitaliste permise par la deuxième phase de toute colonisation, la vague révolutionnaire bourgeoise dans l'aire moyenne-orientale et asiatique continue de déferler mais en perdant l'énergie qu'elle avait accumulé et les caractères violents et insurrectionnels qu'elle avait pris à la faveur des politiques expansionnistes, de la guerre elle-même, puis du fait de la révolution prolétarienne qui l'avait interrompue, et, comme conséquence des retournements d'alliances que cette interruption avait entraînée, des guerres civiles et révolutionnaires. Elle continue de déferler mais en épousant maintenant les contours dessinés par les accords inter-capitalistes qui entrent en vigueur entre pays vainqueurs pour l'occupation et l'investissement des pays vaincus et décident de l'horrible destinée des peuples. Mais quelles que soient les limitations des étendues sur lesquelles elle va s'étendre et les obstacles qu'elle va rencontrer dans les profondeurs en retournant les rapports de production, quelles que soient donc les difficultés qu'elle a à se développer pour se conformer à son caractère progressiste, un caractère qui ne lui est pas donné d'avance, et que de faibles et stipendiées bourgeoisies nationales ne sont souvent pas à même de conquérir, un fait incontestable doit émerger : cette vague est maintenant décapitée de toute possibilité de transcroissance communiste. Même lorsque de nombreux prolétaires concentrés en des grands centres industriels implantés par la colonisation y participent, les perspectives de saut par dessus la phase capitaliste qui étaient partout offertes au pays féodaux et pré-capitalistes sont partout fermées du fait du dépassement de la crise catastrophique enterrant la lutte de classe. Toutes les possibilités de révolutions doubles (de type russe) se sont évanouies avec la faillite du prolétariat Euro-Nord Américain donc mondial, à la fois dans les conditions de la crise catastrophique et comme condition du dépassement de la crise catastrophique. Seules vont se réaliser des émancipations partielles progressives bourgeoises (à la française <sup>6</sup>) qui se dilatent d'autant plus dans l'espace et le temps que le prolétariat a été et est violemment ramené et réduit au rôle d'auxiliaire de la bourgeoisie, et de surcroît d'une bourgeoisie prête à toutes les concessions, à toutes les accommodations, à tous les reniements. La bourgeoisie ne se présente dans aucun de ces pays concernés par la nécessité d'échapper au carcan colonial comme l'exécuteur testamentaire des orientations révolutionnaires du Congrès de Bakou (1920) <sup>7</sup> mais comme son fossoyeur, puisqu'elle intègre le prolétariat naissant à sa lutte émancipatrice sans que celui-ci puisse conquérir et conserver la seule garantie du succès de la révolution, qui doit succéder aux révolutions partielles, la révolution intégrale, son indépendance de programme et d'organisation. L'Etat Soviétique joue maintenant, lui aussi, un rôle particulièrement conservateur des conditions de l'élimination de tout rapport de force capital/prolétariat à l'échelle mondiale. Là où ils existent, les jeunes partis « communistes », sous la direction de l'Internationale Communiste faillie, appuient dans l'intérêt de l'Etat Soviétique de victorieuses révolutions bourgeoises, en se subordonnant aux partis bourgeois, en se fondant dans les partis bourgeois, et niant avec eux la stratégie du prolétariat dans toute révolution démocratique, la prévision marxiste, la nécessité de la révolution « en permanence ». Ils concourent ainsi aux côtés des bourgeoisies locales au renforcement de la contre-révolution démocratique mondiale en travaillant, quand ce n'est pas à l'élimination des caractères insurrectionnels qu'ils avaient pris ou qu'il risquaient de prendre, à l'enfermement des mouvements insurrectionnels dans leurs étroits cadres nationaux et démocratiques.

Illustration, Moyen-Orient ! La révolution nationale turque trahit les espérances, pour ne pas dire les illusions, de Bakou, celles de sa « transformation en révolution sociale » « aussitôt que la lutte contre l'impérialisme anglo-français aura pris fin ». Elle est finalement accomplie dans le plus grand respect des intérêts franco-italo-anglais solidaires de la décomposition de l'Empire Ottoman et de son partage pour le contrôle capitaliste des régions arabes, ce contrôle qui fut un des mobiles de la première guerre mondiale et un des moyens du dépassement de la crise catastrophique. D'ailleurs cette perspective dramatique n'était pas exclue dans les visions les plus lucides qui aient pu s'exprimer malgré les ambiguïtés de l'Internationale Communiste. L'on présageait que, sans victoire du prolétariat occidental, la révolution mondiale trouverait des Vendées en la personne des mouvements nationaux échappant à la transcroissance prolétarienne. Certes, le réveil national n'a pas été sans lien

avec la présence à l'Est de l'Etat prolétarien . Le gouvernement soviétique a bien appuyé le mouvement nationaliste de Mustapha Kemal tout en mettant en évidence ses limites qui étaient dans sa nature même, entendant ainsi faire courir le danger d'extension de la révolution prolétarienne alors qu'il proclamait que le but du soutien aux mouvements nationaux particulièrement en Turquie, en Perse, et en Inde n'était autre que de « débarrasser l'Orient de l'impérialisme anglais », objectif pour lequel le premier congrès des peuples d'Orient appelait à « la guerre sainte » dans le cadre de cet affrontement qui était censé bouleverser les enjeux historiques au Proche-Orient et dans le monde. Certes, le réveil National Turc (1918-20) a mis en échec le projet de démembrement (conforme aux accords de Sèvres de 1920). La « défaite » des puissances européennes étant en un sens, dialectiquement, concédée, à cause de la crainte du pouvoir d'attraction de la révolution prolétarienne en Russie. En effet en projetant le démembrement complet de la Turquie, en déchirant le corps vivant de ce pays, les Alliés avaient pris le risque de jeter le mouvement national « Jeune Turc » appuyé par le prolétariat indigène dans les bras des Soviets et de créer une situation telle que les Turcs qui ont toujours vu dans la Russie un ennemi héréditaire se tournent vers Moscou révolutionnaire comme vers le seul point d'où puisse venir le salut. Face à l'occupation anglaise d'Istanbul et des détroits, dont le contrôle était capital pour permettre le passage des navires de la contre-révolution via la mer noire, face à l'occupation française de l'Anatolie, à l'occupation grecques de Smyrne (Izmir), de la Thrace et d'Andrinople qui avait pour but d'isoler la Turquie et la Russie Soviétiste des pays Balkaniques potentiellement révolutionnaires, le mouvement national a redonné à la Turquie, en particulier à travers la guerre gréco-turque de 1920-1921 la quasi totalité de son récent territoire que les alliés seront finalement contraints de reconnaître en 1923 (Traité de Lausanne). Mais si un tel résultat était capital du point de vue de la guerre civile qui faisait rage à l'Est, du point de vue de la conservation et de l'extension limitée des territoires contrôlés par la Dictature du prolétariat, il n'y eut pas de transcroissance prolétarienne à ce mouvement et les boursiers de Paris et de Londres trouvèrent dans le Kémalisme resté entre leurs griffes, le bourreau du prolétariat Turc. Répression immédiate des communistes, couronnée en 1925 par l'interdiction du parti communiste constitué (1920) et liquidation (1928) de ses militants de la première heure.<sup>8</sup>

Illustration, Asie du Sud ! En Inde, sur le sous-continent, la révolution nationale est désormais en proie au pacifisme qui retarde et accommode le mouvement d'indépendance et le châtre de sa puissance déstabilisatrice d'un capitalisme anglais qui ainsi est en mesure de garder un certain contrôle de la décolonisation, d'en limiter les conséquences pour lui négatives, en même temps que cela lui permet de mettre son caractère sans aucun doute progressiste au service de l'expansion générale retrouvée. L'opposition à la domination coloniale a bien pris un caractère violent dès 1917 mais n'a pas fait long feu. Le mouvement pacifiste hindouiste désamorce la révolution au moyen des premières campagnes de « désobéissance civile ». Elles sont conduites par le principal Parti Nationaliste le Congrès National Indien (soutenu par le mahatma Gandhi). Ce mouvement qui enterre la révolution nationale en 1921-22 renvoie à bien plus tard l'émancipation nationale qui sera d'autant moins radicale qu'elle ne pourra s'appuyer sur une action violente et insurrectionnelle<sup>9 10</sup>.

Illustration Asie centrale ! En Chine où dès 1911, la dynastie manchoue a été déposée et où l'antique Empire a été détruit en l'absence de toute intervention prolétarienne, le prolétariat n'a pas connu un long processus de maturation et il ne s'est éveillé à la lutte révolutionnaire que dans le sillage des mouvements nationaux excités par les solutions de Versailles, pour se constituer à la faveur du cycle révolutionnaire en un parti communiste (juillet 1921) intervenant surtout dans les luttes économiques et pour la création de syndicats ouvriers. Il avait, à l'origine, vocation de pousser la révolution bourgeoise au dépassement de ses limites démocratiques, et revendiquait une perspective assez distincte de celle du Kuomintang. L'alliance transitoire avec la bourgeoisie révolutionnaire que ce parti organisait était ici aussi parfaitement conforme aux principes communistes. La collaboration voulue fondamentalement sur le terrain insurrectionnel était fondée sur la perspective de double révolution tracée par l'Internationale en 1920-21. C'est au-delà de la collaboration nécessaire

avec la subordination d'abord, et avec l'intégration ensuite au Kuomintang, celle-ci étant dialectiquement solidaire du reflux et de la faillite du mouvement prolétarien occidental comme ici des cuisantes défaites des grèves de janvier 1922 et de janvier 1923, que la perspective tracée par l'Internationale Communiste pour les révolutions nationales et anti-coloniales, celle de l'organisation de la transcroissance prolétarienne du mouvement, est effacée. Concentré et particulièrement actif dans les grands centres industriels, le prolétariat a bien tenté de commencer de lutter pour lui-même, pour ses intérêts historiques, mais n'a pu conquérir finalement son autonomie de classe. Le Parti Communiste Chinois au programme ouvrier-paysan participe à la liquidation, ici, conformément à l'infâme politique invertie de l'Internationale Communiste, de toute perspective de double révolution. L'Internationale Communiste promotrice à partir de Novembre 1922 d'une intégration contre-nature est historiquement responsable de cette absence finale d'autonomie de programme et d'organisation. Cette faillite de l'Internationale Communiste a agi d'autant plus facilement que le prolétariat était immature. La révolution bourgeoise chinoise s'est alors nourrie un temps de la générosité de la classe ouvrière que l'Internationale Communiste conduisait ainsi au sacrifice. Shanghai (avril 1927), exécution par Tchang Kaï-chek de milliers de prolétaires insurgés et Canton 1927. Le prolétariat paie alors au prix du sang l'adhésion du Parti Communiste Chinois à une perspective en tous points antagoniques à celle de la révolution en permanence. Après le bain de sang, la révolution nationale chinoise non seulement ne sort pas des limites de la révolution bourgeoise et paysanne, mais temporise même. Elle se conforme aux principes théorisés dès 1911 par Sun Yat Sen et prend le contre-pied de la « révolution en permanence » définie par Marx non seulement pour l'Allemagne de 1848, mais pour tracer la ligne que doit suivre le prolétariat dans toutes les révolutions bourgeoises et pour se porter au-delà sur son propre terrain anti-démocratique. Il s'agit maintenant de conquérir l'indépendance nationale au moyen de la réalisation de la démocratie populaire, par étapes successives permettant d'accroître graduellement les forces progressistes en réalisant la conquête des forces intermédiaires, en isolant tout aussi progressivement les forces réactionnaires et en ménageant les intérêts des puissances colonisatrices <sup>11</sup>.

Dans tous les cas, il est désormais certain que le caractère progressif et l'apport indéniable des mouvements anti-coloniaux n'est plus à rechercher dans cet appui décisif qu'ils étaient censés apporter à la révolution prolétarienne en l'amplifiant. Il est à trouver uniquement dans le développement du capital lui-même. La crise catastrophique du capital est dépassée, la révolution prolétarienne n'existe plus, le prolétariat a laissé choir le Programme communiste, il est au centre du capital facteur de la contre-révolution démocratique, c'est-à-dire responsable historiquement de l'enterrement de la lutte de classe ici, alors qu'il est historiquement responsable là, à la périphérie, du caractère larvé et rampant des mouvements nationaux bourgeois démocratiques et interclassistes, de la faiblesse, de la passivité et de l'intégration durable, qui n'étaient pas acquises d'avance, des prolétariats d'ici aux intérêts de leurs bourgeoisies naissantes respectives. Les partis « communistes » qui naissent et se développent maintenant sont taillés sur mesure pour satisfaire les desseins de cette intégration ; il se font et se feront les champions de la défense inter-classiste des intérêts nationaux, on les verra partout participer à la constitution de « fronts de libération » exempts de tout caractère de classe. Le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » décuple son pouvoir de mystification.

3. La continuité de la défense du Programme communiste est historiquement et transitoirement rompue en novembre 1922. Le Programme communiste, la prévision communiste, en tant qu'elle est aussi prévision des contre-révolutions, sont irrévocablement évacués de l'Internationale Communiste et ne trouvent pas l'organe de leur défense. Le Parti Communiste Historique depuis cette date n'est plus efficient et n'a plus de représentation organisée, ni parti, ni fraction, ni groupe. Si la Gauche Communiste d'Italie s'est théoriquement effondrée après sa défaite de Novembre 1922 <sup>12</sup>, c'est du fait de cette

---

<sup>12</sup> Les Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie dites « Thèses de Rome » furent présentées au II<sup>e</sup> Congrès du Parti qui se tint à Rome du 20 au 24 mars 1922, elles furent suivies du « Projet de Thèses » présenté

obstination à ne voir dans la victoire désormais consommée du révisionnisme qu'une crise interne, une « nouvelle vague » de « l'opportunisme », nécessitant une « discussion générale » et un « redressement de l'Internationale ». Cette obstination fatale est évidente dans l'appel lancé « A tous les camarades du Parti Communiste d'Italie » (1923) <sup>3</sup> qui contrevient à ce qu'elle fut primitivement et fondamentalement : théorie de la révolution et dialectiquement anticipation doctrinale de la faillite et prévision de la contre-révolution. Au crépuscule de la période la plus noire qui s'ouvre, à l'origine de ces fausses consciences qui vont se développer sous la chape de plomb de la contre-révolution, et obérer pour une longue période toute recherche nécessaire des formes du rétablissement de la continuité programmatique en dehors de tous rapports organisés avec un quelconque parti formel, se trouve la revendication de cette affirmation, postérieure au point historique singulier du IV<sup>e</sup> Congrès, où se manifestent, avec la disparition dramatique de toute expression du Parti Communiste Historique, la déchéance théorique de la Gauche Communiste d'Italie, la décomposition de ses forces et leur transformation en Bordiguisme, nouveau révisionnisme. Il est donc, avant toutes choses, illusion d'un possible redressement de l'Internationale Communiste faillie, et conséquemment déconstruction de l'Oeuvre originale de la Gauche Communiste d'Italie. Le Bordiguisme est et va être tout entier - sous des figures multiples et différenciées, tantôt successives, tantôt parallèles - dans cette revendication formelle et cette trahison réelle de l'oeuvre de la Gauche Communiste d'Italie, dont il parasite, consomme improductivement et épuise substantiellement les thèses caractéristiques. D'abord, comme « gauche du parti communiste d'Italie », il se fonde et se développe dans les limites d'une lutte fatalement impuissante face au dit « danger » « droitier » ou d'« opportunisme » dans l'Internationale qui n'existent plus en tant que tels. Il se montre occupé à gérer la défaite, alors qu'aussi bien, tout ayant été perdu dans l'Internationale de l'intermédisme, il n'y a plus rien à y reconquérir. C'est là notamment que fleurissent les promesses réitérées jamais suivies des faits et les démentis contradictoires, les menaces jamais exécutées et les vaines justifications, relatifs à la nécessité de la constitution d'une résistance organisée ou d'une opposition fractionnelle de Gauche à la ligne officielle (qui n'auraient de tout façon pas manquées d'être inopérantes parce que désormais tardives et historiquement dépassées). Ces circonvolutions théoriques et gesticulations pratiques incessantes où vit et s'épanouit quant au fond l'illusion d'un possible redressement de l'Internationale contre-révolutionnaire, sont couronnées par la production des « Thèses de Lyon » (janvier 1926) où le Bordiguisme trouve alors sa plus pure et complète expression <sup>4</sup>.

La confusion généralisée que produit et reproduit sans cesse l'entreprise systématique de déconstruction de l'Oeuvre originale de la Gauche Communiste d'Italie et l'échec de toute ligne de conciliation face à la détermination contre-révolutionnaire qui s'empare de toutes les structures hier révolutionnaires et les bouleverse, sont gros de développements divers, qui, s'ils présentent des différences dans la forme, les moyens et les modalités de leur mise en oeuvre, n'en sont pas moins finalement alignés quant au fond, car ils participent tous à asseoir et à pérenniser l'inexistence de l'expression du Parti Communiste Historique. C'est ainsi qu'ensuite, le Bordiguisme vit. D'une part, il se présente sous la forme d'une théorisation du « retrait de l'action » dans l'attente d'une lointaine reprise de l'activité

---

par le Parti Communiste d'Italie au IV<sup>e</sup> Congrès mondial (novembre 1922) « La tactique de l'Internationale Communiste ». L'appréciation des résultats de la lutte de la Gauche Communiste d'Italie pour faire triompher ses Thèses dans l'Internationale Communiste, en proie à l'offensive généralisée de l'intermédisme, doit être recherchée et trouvée dans le corps de Thèses « Crise catastrophique et révolution communiste- 1912-1922 » dans le numéro 9 de cette revue. Cette appréciation est capitale, car ces thèses sont considérées comme les dernières contributions de la Gauche Communiste d'Italie en tant que telle et en tant qu'expression du Parti Communiste Historique.

<sup>3</sup> « A tous les camarades du Parti Communiste d'Italie » (1923) Republié dans le numéro 7 de la revue d'Invariance. Pour la critique de ce texte voir, après les Thèses, le « Catalogue des contre-thèses des Bordiguismes ».

<sup>4</sup> Pour assister à l'exécution sommaire des « Thèses de Lyon », voir après les Thèses le « Catalogue des Contre-thèses des Bordiguismes ».

prolétarienne. Ce « splendide isolement », cette position d'apparence radicale, ne suffit certes pas à fonder la nécessité d'un nouveau moment du Parti Communiste Historique, d'autant que l'on est impuissant à déclarer la faillite du moment antérieur, comme premier point du bilan de celui-ci, donc bien incapable de mettre en œuvre ses fonctions. Si les justifications ne manquent pas, cette théorisation de l'absence volontaire de défense organisée de la continuité programmatique du Communisme ne saurait être théoriquement fondée, et n'a d'ailleurs, c'est absolument remarquable, pas de précédent historique, alors que la contre-révolution en acte n'est pas, loin s'en faut, la première à laquelle des énergies demeurées fidèles au Programme Communiste aient résisté de façon adéquate, préparant, au présent, l'avenir du mouvement. Même si on y appelle encore (habituelles redondances) à une forme au fond attentiste et défaitiste de résistance au dit « cours dégénératif de l'Internationale », la lettre que Bordiga adresse à Korsch (Octobre 1926) est particulièrement significative. Bordiga y affirme, notamment, que dans la « question intérieure » « ... il est souvent préférable d'utiliser la tactique de se laisser pousser par les événements... », et il signale que cette « tactique » « ...est, certes, dans les questions extérieures, très nocive et opportuniste, à cause, d'autant plus, du jeu particulier du mécanisme du pouvoir interne et de la discipline mécanique dont je persiste à croire qu'elle se brisera d'elle-même ». Existe donc déjà, potentiellement, cette position de l'indifférence et du libéralisme en tous points contraire à la satisfaction des exigences historiques, même s'il est vrai qu'elle ne devient effective et ne prend véritablement « corps » qu'avec, et à partir de, l'exclusion de Bordiga du Parti Communiste d'Italie, en mars 1930, fait éminemment pratique et significatif puisque la séparation est subie, et qu'il n'y aura pas de fait de rupture théorique intégrale, mais qui dès lors va autoriser, paradoxe apparent, des prolongements concrets, ceux de la vie privée, à une inactivité notoirement contre-révolutionnaire. D'autre part, le Bordiguisme existe aussi et prospère dans, par et pour la constitution (dans l'émigration) d'une Fraction de Gauche du Parti Communiste d'Italie (Pantin Avril 1928), où se rassemblent certains des exclus du Parti Communiste d'Italie, pour prolonger dans une autre situation, les tentatives de redressement du Parti et de l'Internationale <sup>15</sup>. Ce regroupement ne saurait être reconnu comme un moment de la continuité programmatique du Communisme, mais, précisément, doit apparaître pour ce qu'il est, une des conséquences également de la discontinuité historique. La lutte pour une réintégration à l'Internationale Communiste (résolution de la Conférence de Pantin) de ces forces qui, sans discernement aucun, revendiquent le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale, les Thèses de Rome, les Thèses de la conférence nationale du Parti Communiste d'Italie, les Thèses de la Gauche du Parti Communiste d'Italie au V<sup>e</sup> Congrès, n'est pas une lutte révolutionnaire, mais, d'une part, un contresens historique et une manifestation de la désorientation générale, d'autre part la conséquence de la contribution du Bordiguisme à la déconstruction (1923-1928) des Thèses originales de la Gauche Communiste d'Italie effondrée après sa défaite de Novembre 1922. Une « Plate-forme » dite « de la Gauche » synthétise bien la mortelle stratégie oppositionnelle d'un mouvement qui significativement se déclare « gauchiste » et se présente lui-même comme « Bordiguiste » <sup>16</sup>.

---

<sup>15</sup> La Fraction de Gauche du Parti Communiste d'Italie (Pantin Avril 1928). Du sein de la nébuleuse de militants de la dite « gauche italienne » ou « gauche du Parti communiste d'Italie » en exil principalement en France et en Belgique, s'individualise en juillet 1927 dans la « Fraction de Gauche du Parti Communiste d'Italie », qui publiera « Prometeo » à partir de mai 1928 et jusqu'en 1938, puis « Bilan » à partir de novembre 1933 et jusqu'en février 1938. En 1935, et parce qu'elle confirme alors qu'il n'y a plus de possibilité depuis 1933 de régénérer l'Internationale Communiste et de reconquérir le Parti Communiste Italien par l'élimination des dirigeants stalinien, la Fraction, après les traditionnelles discussions propres à alimenter la confusion sur les caractères de la situation historique et sur les conditions et les modalités de sa transformation en Parti, éliminera toute référence au Parti Communiste Italien, pour s'intituler désormais « Fraction Italienne de la Gauche Communiste ». La guerre entraînera la disparition de la Fraction.

<sup>16</sup> Si les « Thèses de Lyon » sont l'expression d'une agitation aussi vaine que pathétique qui s'inscrit dans l'illusoire perspective d'un redressement de la situation de l'Internationale, des Partis Communistes et de l'Etat Soviétique, le document dont il s'agit ici, et qui s'inspire largement des « Thèses de Lyon », est ce vulgaire et innommable « Projet de Thèses présenté par un groupe de « Gauchistes » (Bordiguistes) à l'occasion du V<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Français ». Voir après les Thèses le « Catalogue des Contre-thèses des Bordiguismes ».

Les truchements révisionnistes de « Prometeo » dérivent de l'erreur qui a coûté la vie à la Gauche Communiste d'Italie elle-même : ne pas avoir déclaré que la fin de l'année 1922 marquait la discontinuité historique, théorique et pratique, et ne pas avoir pu tirer les leçons d'une telle discontinuité, en rappelant l'intégralité de ses prévisions. La dénomination de « Fraction » ou de « Fraction extra-organique » (ersatz de la première) résume cette faillite doctrinale. Le Tout révolutionnaire, l'Internationale Communiste a été détruit, une partie révolutionnaire de ce Tout est impossible. Ulérieurement, bien plus que l'erreur « Bilan » (1933-1939) née de la déclaration - à cette date - de l'ouverture du cycle contre-révolutionnaire, puis « Octobre » (1938-1939), né de l'illusion d'un changement de situation et de la perspective d'un nouvel Octobre Rouge, représentent la confusion généralisée : un syncrétisme inextricable de positions de nature intermédiate, l'addition puis la somme divisée par autant de facteurs qui la composent de Bordiguisme, de Luxembourgeoisisme, de Trotskisme, c'est-à-dire de révisions systématiques du marxisme qui se retrouvent sur la plate-forme de l'anti-stalinisme aux relents démocratiques. Le Bordiguisme et ses diverses combinaisons ultérieures avec d'autres courants, en occupant le terrain stérile des illusions, continuent à participer de la mystification de l'Oeuvre originale de la Gauche Communiste d'Italie (1912-1922). La Gauche Communiste d'Italie est enterrée sous les fausses représentations que ses épigones véhiculent de sa lutte d'hier en renouvelant le mythe de sa continuité en tant que telle après cette période fatidique. La perspective du rétablissement de la continuité des fonctions du Parti Communiste Historique nécessaire à l'affrontement doctrinal avec la situation de la contre-révolution maîtresse est ainsi niée. Ardue mais salvatrice, cette perspective aurait pu s'élever sur le fondement des enseignements impérissables de la Gauche Communiste d'Italie et dans leur continuité, mais à partir de la volonté du dépassement de ses limites historiques, théoriques et pratiques, précisément en tant que « Gauche ». Or la Gauche Communiste d'Italie ne fut pas en mesure d'affronter l'échec historique qui coïncide avec la rupture de continuité organique de la défense du Programme Communiste invariant (Novembre 1922) après le sommet des Thèses de Rome et du Projet de Thèses sur la tactique, et d'accomplir sa métempsychose <sup>n7</sup>. Tout cela explique fondamentalement, mais rien ne saurait cependant justifier théoriquement, l'absence d'activité du Parti Communiste Historique sur le cours de la contre-révolution quand le parti formel du prolétariat est anéanti et la continuité de la lutte de classe transitoirement interrompue, car un nouveau moment du Parti Communiste Historique est nécessaire et possible, et doit trouver la forme de son expression... découverte révolutionnaire d'autant plus nécessaire que la continuité de l'affirmation de l'indissoluble rapport théorie communiste / pratique communiste signifie alors condamnation courageuse du parti, et de toute fraction du parti, ainsi que négation transitoire du parti de classe pour tout un cycle historique de la domination capitaliste. Cette absence dramatique laisse le champ libre à de nouveaux projets révisionnistes qui reposent sur de fausses explications des origines et des causes de la dégénérescence de l'Internationale Communiste et de l'Etat prolétarien, escamotent toute possibilité d'appréciation de la discontinuité historique effective de la lutte de classe, interdisent l'émergence des leçons de la contre-révolution et à fortiori leur systématisation, atteignent les principes du Communisme, falsifient la prévision révolutionnaire, détruisent jusqu'à l'intelligence des conditions du futur resurgissement du prolétariat révolutionnaire. La restauration du Programme Communiste qu'appelle l'épanouissement de la contre-révolution demeure impossible en l'absence transitoire - historiquement déterminée - de toute représentation organisée du Parti Communiste Historique. La forme Groupe Communiste Mondial qui s'impose pourtant comme une nécessité historique n'est pas découverte. La victoire de la contre-révolution prend, pour toutes ces raisons combinées, l'apparence d'une victoire doctrinale sur le Communisme.

4. La première crise générale périodique de surproduction après l'ouverture du cycle de la contre-révolution éclate en 1929 en plein milieu de l'entre-deux guerres. Pour le capital

---

<sup>n7</sup> Le terme est assez singulier et en adéquation avec notre messianisme pour que nous n'en donnions pas une définition : il s'agit de la transmigratio après la mort de l'âme d'un corps dans un autre corps (La croyance en la métempsychose est un fondement du Brahmanisme.)

elle est générale et mondiale, mais elle n'est pas catastrophique au sens marxiste. L'effondrement de la production est brutal, d'une profondeur sans précédent historique. Il s'accompagne du cortège de faillites, de fermetures d'entreprises, d'un accroissement vertigineux de l'armée industrielle de réserve, et d'un gonflement effroyable du paupérisme. Son effet est maximum aux États-Unis « qui connaît le premier indice négatif de son histoire ». Il en est ainsi parce que c'est le pays qui a rassemblé toutes les conditions d'un dépassement rapide de la crise catastrophique des années 1917-1922, la crise historique de 1912 n'ayant pratiquement pas été transformée ici en conditions et circonstances révolutionnaires, la crise catastrophique par définition mondiale ayant trouvée ici les premières conditions de son dépassement, car les solutions capitalistes internationales avec leurs répercussions nationales ne furent pas le moins du monde entravées et retardées ici par la lutte de classe ; il a certes subi la crise de 1912 en premier, mais il l'a répercutée sur l'Europe, il s'est tenu longtemps en dehors de la guerre et, une fois la guerre ouverte, a tout fait pour maintenir la guerre et par voie de conséquence la révolution loin de lui, il a continué pendant la guerre de développer son appareil industriel de production et l'industrie de guerre a été une formidable affaire, il est rentré en guerre pour juguler en Europe le procès de mondialisation de la révolution et réunir ainsi les conditions de son accession au premier rang des puissances contre-révolutionnaires, il a vaincu sans subir sur son territoire de destruction dans la guerre, et il a rapidement dépassé la première crise post-bellique qui survenait au cœur d'années de rétablissement d'une prospérité qui rationnellement, pour toutes ces raisons, se fit sentir ici plus tôt qu'ailleurs. L'Europe elle, participe pleinement à la crise, et le Japon, par contrecoup, accuse une stagnation. En revanche l'U.R.S.S. capitaliste traverse, elle, cette période de haute turbulence non seulement sans connaître de crise, mais en continuant sa progression à un rythme très soutenu. En U.R.S.S., la courbe de la croissance est épargnée par la crise de surproduction de 1929. Seule cette exception altère le caractère général et mondial de cette crise périodique classique. Ce phénomène d'« indifférence à la crise »<sup>18</sup> est de nature à encourager toutes les spéculations sur ce soi-disant socialisme, et propre à fonder les monstrueuses et très bourgeoises (staliniennes) théories mercantiles de l'émulation, de la concurrence et donc de la coexistence pacifique entre « deux systèmes ». Or ces deux prétendus « systèmes » obéissent, rigoureusement, à la même loi, celle de la valeur... qui régit le capitalisme, que le capitalisme domine historiquement, et que le communisme inférieur (ou socialisme) détruira, c'est ce qui le distingue. Il trouve son explication dans le fait que le jeune capitalisme - produit d'une double révolution qui à cause de la défaite historique du prolétariat occidental est violemment réduite à une seule, la révolution bourgeoise anti-féodale - connaît la dynamique d'une puissante accumulation, embraye sur l'élan historique initial d'une deuxième accumulation « primitive » (la première ayant été interrompue et ses effets ayant été laminés par la guerre (1914-1917), la révolution, la guerre civile, le communisme de guerre (1917-1921). Il bénéficie des développements des capitalismes qui l'ont précédé dans cette voie. C'est là un état de fait qui n'attend pas les plans quinquennaux, mais qui est visible dès l'instauration de la Nouvelle Politique Economique, dont la réalisation est, par les conditions générales de son application, ramenée à une succession de mesures révolutionnaires bourgeoises. Ceci non en raison de leur nature même, car il était nécessaire et encore révolutionnaire à l'origine, dans une situation bien déterminée et pour conserver le pouvoir prolétarien, de répondre ainsi aux défaites dans la lutte mondiale de classe en canalisant ici le développement économique dans le lit du capitalisme d'Etat, mais en raison de l'involution des caractères révolutionnaires de l'Etat prolétarien se repliant sur la défense des seuls intérêts capitalistes nationaux russes. L'Union des Républiques Soviétiques Socialistes reprend, à partir d'un niveau de développement des forces productives formidablement bas, l'initiative de l'industrialisation, libérée de la lutte de classe, connaît une puissante ascension qui repose sur les effets d'une généralisation rapide de la forme de domination

---

<sup>18</sup> Sur cette particularité de la crise générale et mondiale de 1929 que constitue la dite « exception russe » voir le dit « Complément » au « Dialogue avec les morts » dans l'édition française, qui est en fait le compte-rendu de la réunion de Turin des 19 et 20 mai 1956 paru en trois points dans les numéros 12-13-14 de « Il Programma Comunista » et intitulé « La Russie dans la grande révolution et dans la société contemporaine » .

réelle du capital, et, en conséquence, des rythmes d'expansions inouïs, alors qu'elle ne rencontre pas ici les limites d'un marché intérieur immense que protège le monopole du commerce, le caractère ténu et la faible extension des liens du jeune capitalisme naissant avec le marché mondial, cette structure interdisant à la surproduction d'entrer de l'extérieur, jugulant ses effets dévastateurs sur l'accumulation.

La crise périodique générale et mondiale de 1929 qui marque de son empreinte l'expansion d'entre-deux guerres est suivie d'une reprise générale et mondiale de l'expansion qui vérifie et renforce les lois intangibles de l'accumulation capitaliste et inaugure un nouveau cycle industriel. Le prolétariat, mobilisé sous des drapeaux qui ne sont pas les siens, participe partout à la mise en oeuvre des solutions capitalistes nécessaires au rétablissement des procès d'accumulation. Les planifications de la production, qu'elles sévissent aux Etats-Unis (New Deal), en Europe, dans les Etats fascistes et staliniens, encadrent le procès de cette intégration prolétarienne où se réalise la démocratie sociale. Elles apparaissent partout, et non seulement dans la très capitaliste et Stakhanoviste « Union des Républiques Soviétiques Socialistes », comme le moyen étatique de contrôler le développement impétueux du capital et les mouvements anarchiques des capitaux. La planification de la production n'est pas le socialisme ! C'est un besoin du capital. Partout s'impose la tendance du capital à s'incorporer l'État qui devient un rouage économique. L'Etat américain répond à la crise au moyen du plan Roosevelt, le New Deal (réduction du temps de travail, partage du travail, entretien des chômeurs par l'État, lutte contre la spéculation). Le développement on ne peut plus légal et constitutionnel du fascisme en Europe fournit des solutions locales, partielles et relatives, aux conséquences mondiales de l'effondrement de 1929. L'Allemagne, dont la structure étatique sous Hitler (1933) rappelle celle de l'État stalinien, parce que comme lui elle pille, au profit de la bourgeoisie, des méthodes, qui en d'autres temps et pour d'autres buts, ont fait la preuve de leur efficacité, les méthodes d'organisation communistes (sélection des forces - formation des cadres - propagande - centralisation - parti unique - militarisation - garde noire - section d'assaut - terrorisme), répond par une forte mobilisation et un fort développement, qui réduisent - comme on réduit une fracture - les conséquences des agressions pacifiques subies, et convertissent la lutte défensive et protectionniste contre le capital financier étranger, donc américain en raison du rapport des forces, en perspective d'expansion du capital allemand (Hitler en formulant un certain programme anti-révolution de novembre et anti-social-démocrate, disait qu'il s'agissait de lutter pour la Nation allemande contre le capital international et cosmopolite donc contre les Juifs, c'est-à-dire contre les marxistes, ou, si l'on préfère, contre les marxistes c'est-à-dire contre les Juifs... simple, simple mais redoutablement efficace ! ! !). La Chine doit aussi faire face à la montée en puissance du Japon. Le Japon, après avoir subi un coup d'arrêt infligé par les occidentaux, répond lui à la crise en annexant la Mandchourie, et en créant l'Etat fantoche du Mandchoukouo, se heurtant à la politique de la Société des Nations, assombrissant ainsi son ciel des menaces anglo-saxonnes et donnant forme à l'antagonisme nippo/américain si lourd de conséquences ultérieures. Le développement pleinement capitaliste et, en ce sens révolutionnaire, de l'U.R.S.S., concourt d'autant plus à la prochaine crise générale et mondiale qu'il a été précédemment épargné. L'Etat Soviétique planifie et contrôle l'industrialisation à marche forcée, enfonçant à grands renforts de moyens mécaniques dans le crâne des prolétaires l'idée que le socialisme qui n'était qu'à « construire » est en construction. A l'issue des années d'expansion vertigineuse et sans rupture, le jeune et puissant capitalisme de l'U.R.S.S. se situe au deuxième rang mondial, bouleverse les hiérarchies capitalistes, relègue l'Allemagne, l'Angleterre et la France au troisième, quatrième, et cinquième rang mondial, fait même de l'ombre à la puissance des États-Unis, donne naissance au mythe de sa suprématie prochaine, construit ainsi la base matérielle de la généralisation des mystifications du « communisme national », ce « super navet », du « socialisme dans un seul pays » et le fondement d'une « émulation socialiste » où le Stalinisme vénère les lois mercantiles de la concurrence et exige que le prolétariat se prosterne devant elles, célébrant - infamie parmi les infamies - l'homme comme son meilleur capital, renforçant ainsi les bases de l'intégration du prolétariat au système de son exploitation capitaliste. Ici, les innombrables et monstrueuses dégénérescences dites « bureaucratiques »,



l'éléphantiasis étatique, ne sont pas les causes mais les effets d'une liquidation antérieure du caractère de classe prolétarien de cet État - qui n'était déjà pas exempt de certaines déformations bureaucratiques parce que non encore débarrassé de certaines formes démocratiques comme il était d'ailleurs impossible de l'éviter - et qui advint lors du renversement complet du rapport de force qui marqua la fin du cycle révolutionnaire. Quant aux liquidations perpétrées en grand, scientifiquement organisées dans les camps de travail, et d'extermination des opposants ou simplement des surnuméraires, ce ne sont autres que les conséquences inévitables, classiques, typiques du développement de la monstrueuse structure économique et sociale purement mercantile, monétaire, capitaliste. Pas de « nouvelle classe » donc ! A l'échelle mondiale, même si l'évolution du capitalisme conduit les entreprises à devenir toujours plus interdépendantes, ce qui contraint les États à tenter de planifier à l'échelle mondiale la fécondation du capital constant par le capital variable, du travail mort par le travail vivant, et à se doter d'organismes qui pallient dans certaines limites à l'instabilité déterminée de certaines zones et de certains petits États, le capital ne peut dépasser ses étroites limites nationales et le capitalisme connaît toujours plus ces développements « inégaux » qui ne sont pas l'expression d'une loi mais un fait immanent du système. Les signes des conflagrations qu'engendrent nécessairement un tel développement sont déjà perceptibles. Antérieurement consacrées successivement, notamment par le Traité de Versailles essentiellement centré sur la situation européenne puis par les accords « révisionnistes » de Washington <sup>12</sup> plus directement centrés sur l'Asie et le Pacifique, qui ont organisé les annexions, les divisions, les fragmentations, les morcellements, les amputations de territoires et avec eux les déchirements, les déplacements des peuples, les migrations forcées de la force de travail, qui ont concilié un temps les intérêts des spoliateurs et des accapareurs, qui ont couvert les partages des zones d'influence et des marchés, à l'arrière plan desquelles se sont poursuivies crapuleusement d'incessantes guerres de brigandage, les « solutions » capitalistes toujours limitées et transitoires se lézardent, et s'écroulent sous la poussée des contradictions inter-capitalistes. Elles sont nécessairement impuissantes à les contenir durablement et à les juguler définitivement. Parce que réalisées jusqu'à l'épuisement de leurs potentialités contre-révolutionnaires par les destructions des prolétariats qu'elles ont non seulement permises mais organisées, et par les développements contradictoires et inégaux des puissances capitalistes qu'elles ont un temps encadrés, ces « solutions » ont fait leur temps et sont désormais caduques. C'est dire qu'elles sont impuissantes à enserrer plus durablement les contradictions inter-capitalistes dans des limites compatibles avec la conservation du dominium des États-Unis sur le monde, impuissantes à régler désormais les rapports de forces économiques et inter-étatiques. Le capitalisme mondial ne saurait devenir "Super Statale", même s'il parvient à se doter un temps d'organismes qui peuvent avoir dans certaines conditions une certaine capacité d'arbitrage et de gestion, et laisser ainsi à penser que l'anarchie capitaliste puisse céder la place à un certain nouvel « Ordre mondial ». Les États-Unis, pour dominer le monde, doivent compter avec ces vertigineuses et incontrôlables ascensions qu'ils ont eux-mêmes indirectement suscitées, lorsqu'ils travaillaient à éliminer leurs concurrents directs, ou directement produites lorsqu'ils travaillaient au rétablissement des ennemis des premiers. Celle de l'U.R.S.S. pleinement capitaliste, qui s'organise violemment en un puissant complexe d'État unitaire et entretient depuis longtemps des rapports capitalistes privilégiés avec l'Allemagne (accords de Rapallo). L'ascension de l'Allemagne elle-même, dont le contrôle échappe désormais, en fin de cette période, aux mains des banquiers américains, qui s'affranchit du Traité de Versailles, et des Traités d'accommodation et de vassalisation successifs, fait une série de coups de force en Europe, renaît en appliquant aussi la loi historique générale qui veut que des États à la population peu nombreuse ne peuvent exercer leur autonomie économique, diplomatique et militaire et doivent se placer dans l'orbite et sous la sujétion des plus grands, réabsorbe les morceaux restant de l'Empire austro-hongrois dissout, réoccupe la Sarre après plébiscite (Janvier 1935), remilitarise la Rhénanie (mars 1936) en privant l'Angleterre et la France de tout moyen de coercition, préparant ainsi la prochaine annexion de l'Autriche (mars 1938), l'occupation de la Bohême - Moravie (mars 1939), puis dans la foulée l'offensive sur la Pologne « libre », encore fraîche du rattachement à la colle démocratique des trois morceaux historiques (septembre 1939). L'ascension du Japon dont la

menace est toute aussi grandissante, qui est bientôt à l'apogée de son expansion en Asie <sup>13</sup>, notamment en Chine. En Chine (1937) où les troupes de Tchang Kai-chek, poussées par les Etats-Unis se sont lancées sans succès dans une contre-offensive. En Chine, où les Etats-Unis vont subir, indirectement un revers, car cette contre-offensive se solde par un nouveau repli, et de nouvelles conquêtes japonaises. En effet le Japon, à travers la guerre de 1937, se rend d'abord maître du centre et du littoral chinois, alors qu'il pousse l'offensive et étend sa zone d'occupation jusqu'en Indochine du Nord. Son expansion vers le Nord en Mongolie (1939) se heurte à l'armée soviétique (alors alliée de l'Allemagne), la Mongolie qui avait acquis son autonomie en 1924 demeurait en effet sous la domination soviétique. Par ailleurs, ce n'est pas qu'indirectement, à travers la Chine, que le Japon menace les puissances occidentales. Il concurrence les Etats-Unis aussi sur ces marchés d'Amérique du Sud qui lui sont acquis depuis longtemps. La tempête est bientôt sur le Pacifique. La petite Italie quant à elle n'entend pas être en reste, elle qui s'était montrée colonialiste à la veille de la première guerre mondiale (Libye) se montre annexionniste à la veille de la seconde. Partant de l'Erythrée et de la Somalie italienne, elle se tourne vers l'Ethiopie (qui seule avait échappée à la colonisation européenne de l'Afrique) et la conquiert (1935), unifiant ainsi les territoires de ses possessions ... puis, elle annexera l'Albanie. La guerre d'Espagne (1936) prend les apparences d'une guerre civile qui voile sa nature capitaliste alors que le brigadisme international se résout en un embrigadement républicain et anti-fasciste de la classe ouvrière, ainsi une nouvelle fois dupée et préparée, à travers la lutte pour la république, à la conflagration mondiale imminente. En fait l'Italie et l'Allemagne se heurtent, déjà ici, sur ce terrain, par l'entremise des forces en présence dans le conflit espagnol, aux autres Etats, dont l'Union Soviétique et la France, dans une situation de paix apparente entre les États, mais sur fond de préparation du conflit mondial. Dans cette perspective, de nouveaux Pactes sont signés... pour être trahis. L'Allemagne et le Japon ont signé en novembre 1936 le pacte Anti-Kommintern et l'Italie les rejoint en 1937. Le Pacte Tripartite de Septembre 1940 complète cette alliance principalement dirigée contre les Etats-Unis et l'Angleterre en cas d'extension du conflit à l'Extrême-Orient. Préludes de la future guerre mondiale ! Et le prolétariat est sous l'emprise de l'anesthésiant le plus fort : la démocratie.

DE LA CRISE HISTORIQUE GENERALE ET MONDIALE DU CAPITAL  
A LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE CAPITALISTE

ET

DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE CAPITALISTE  
A LA PAIX DÉMOCRATIQUE

1938 - Août 1945

LA CONSTITUTION DE IL PARTITO COMUNISTA INTERNAZIONALISTA  
CONTRE LE RETABLISSEMENT DE LA CONTINUITE PROGRAMMATIQUE DU COMMUNISME, ET  
CONTRE LA GENESE DE LA NOUVELLE EXPRESSION DU PARTI COMMUNISTE HISTORIQUE

1. La crise générale et mondiale de 1937 qui répond fondamentalement à la surproduction générale et mondiale, explose au terme de la difficile mais réelle expansion capitaliste - et non stagnation et encore moins décadence - des courtes décennies 1920-1930 et des cycles d'accumulation qui y correspondent (1920-1929 et 1929-1937). Plus immédiatement, elle met fin à l'allégresse des années de reprise 1932-1937. Malgré ses dimensions qui ne peuvent trouver de solution capitaliste qu'à travers et à l'issue d'un conflit mondial et qui font d'elle une crise historique, elle ne peut ramener le prolétariat révolutionnaire sur la scène de l'histoire et avec lui l'alternative historique guerre mondiale capitaliste ou/et révolution communiste mondiale. Elle n'est donc pas catastrophique. L'expansion généralisée antérieure et les antagonismes internationaux appellent la solution bourgeoise de la guerre mondiale seule. Les intérêts des États-Unis sont immédiatement et directement menacés par l'expansion et les extensions soviétiques, allemandes, japonaises et, mais de façon moins flagrante, italiennes. Le cours du capital est à la guerre mondiale. La deuxième guerre mondiale éclate. C'est n'est que parce que la paix fut, au fond, une formidable entreprise d'agression mondiale de facture essentiellement américaine que les puissances de second ordre sont apparues dans l'instant comme responsables de la guerre dans ses premiers moments. Éternelles mystifications de l'agresseur agressé<sup>19</sup>. L'Allemagne et l'Italie précipitent la guerre. L'une en démembrant la Tchécoslovaquie avec une sorte d'assentiment de la France et de l'Angleterre et qui revendiquant Dantzig et le corridor se heurte à la Pologne, l'autre en poursuivant sa politique annexionniste en s'attaquant à l'Albanie (7 Avril 1939) et à la Grèce (Octobre 1940). Le pacte de non agression Germano-Soviétique prend corps de Septembre 1939 à Juin 1941. Il visait le partage en Europe, avec en premier lieu un nouveau partage de la Pologne (le quatrième partage de la Pologne après

<sup>19</sup> « Déjà par deux fois, la masse humaine a été précipitée dans une guerre mondiale et a assisté au triomphe bestial de l'histoire du Loup, de la doctrine de l'Energumène, de la blague de l'Agresseur et de l'escroquerie sur les Criminels de guerre. Et par deux fois, à l'appui de cette duperie colossale et de cette immense tromperie, s'est dessinée sur la toile de fond d'une attente déjà longue la légende la plus crétine qui soit : celle qui a placé la république libre, civilisée et pacifique des rayures et des étoiles comme le protagoniste du salut général (...). C'est donc clair : dialectique et antagonisme de classe, socialisme, révolution prolétarienne, tout cet attirail européen n'est pas valable pour l'autre Monde, pour celui qui se trouve outre-atlantique ; et si parmi les peuples et les gouvernements du vieux monde il y a toujours le danger de voir regermer du sous-sol la peste médiévale qui fera surgir des agresseurs, des militaristes, des tyrans et des délinquants internationaux cherchant la guerre, en revanche, en Amérique, le terrain même est indemne de ces infections ; il est impensable que l'oppression, l'écrasement et l'esprit de conquête puissent y pousser ; l'Amérique se trouve toujours du côté juste, l'Amérique ne peut que se ranger derrière le droit, l'Amérique a toujours raison. Chaque fois que l'Agneau sera sur le point de finir dans la gueule du Loup, le puissant chien berger transatlantique accourra, lui qui a des crocs bien plus effrayants que ceux du Loup, mais qui est végétarien par tradition et intention. » (Battaglia Comunista n° 1, 1951).

ceux de 1772, 1793, 1795), l'occupation russe de la Bessarabie, de la Bukovine et les Etats-Baltes et il favorisait dans l'immédiat les accords commerciaux et les aides matérielles. C'est grâce à ces liens que la France, la Belgique, la Hollande, la Norvège, la Yougoslavie et la Grèce sont momentanément vaincues et rapidement submergées par l'invasion nazie. L'accord capitaliste de l'U.R.S.S. avec l'Allemagne nazie n'est évidemment pas d'une autre facture que ne le sera, après le retournement des alliances, la participation du capitalisme de l'U.R.S.S. à la guerre mondiale au côté de la très démocratique Alliance Atlantique. Le deuxième moment n'est pas moins déroutant, pour qui n'a pas encore assimilé la défaite prolétarienne des années vingt, c'est-à-dire pour la classe ouvrière dans son ensemble et pour ces forces pseudo-marxistes qui prétendent éclairer les travailleurs les plus avancés sur le sens du conflit et sur la marche à suivre... en présence d'une « Patrie du Socialisme » ou d'un « Etat Ouvrier dégénéré ». Le Japon, qui s'en est pris (notamment à travers la guerre sino-japonaise de 1937) à l'existence des puissances occidentales en Asie, occupant Pékin et la plupart des régions côtières, tente maintenant de se rendre maître du Pacifique coté Asie-Orientale. Cette zone extrême-orientale devient, comme dans la première guerre mondiale, un des centres du conflit de la deuxième guerre mondiale dans un premier temps circonscrit à l'Europe, d'une part parce que les puissance coloniales européennes, l'Angleterre, la France, la Hollande sont menacées de perdre leurs colonies, avec leurs pôles de concentration capitaliste, et d'autre part parce que le marché mondial s'y est déplacé et qu'il offre des possibilités inappréciables dans la perspective du dépassement de la crise historique. Il y parvient à travers l'offensive qui se poursuit jusqu'en mai 1942, qui passe par l'occupation de Hanoi, le blocus des concessions françaises et anglaises de T'ien-tsin, l'occupation de l'Indochine, la conquête des Philippines (américaines), la prise de Hongkong, de Singapour, de la Malaisie et de la Birmanie (anglaise) et des Indes néerlandaises, et par la menace de l'Inde de Ceylan et de l'Australie. Dans ce cadre, il frappe de concert la puissance britannique, les bases militaires américaines, notamment à Pearl Harbor (décembre 1941), et obtient la reddition de la forteresse américaine de Corregidor (mai 1942), faisant tomber ici toute résistance, interdisant à la première puissance mondiale tout l'archipel, cette zone d'intérêt stratégique et militaire capitale, et qui a pour vocation commerciale de drainer le flux de marchandises le plus impétueux du monde. Le Japon provoque ici l'élargissement du conflit, et très directement - avec le retournement de l'opinion américaine qui permet la décision de Roosevelt - l'entrée en guerre des Etats-Unis qui donne, pour la deuxième fois, son caractère mondial au conflit <sup>10</sup>. Les armées américaines infligent aux forces japonaises quelques défaites déterminantes permettant de mettre en place ce bandage herniaire, cette ceinture de contention armée, qui évite momentanément toute mobilité et tout élargissement et qui donne aux Alliés le temps de réunir les forces pour mater d'abord le « maudit peuple Allemand ». L'Italie subit les premières défaites, l'empire colonial de l'Italie est à nouveau partagé, l'Ethiopie (1941) est « libérée », par les troupes franco-anglaises qui rétablissent l'Empereur, rétablissement où se trouvent les prémisses de la future mainmise post-bellique, par voie de protectorat, des Alliés sur ce pays. En automne 1942, les forces américaines débarquent sur les côtes du Maroc avec un objectif évident, la Méditerranée et la péninsule italienne, comme épisode de l'invasion qui doit prendre fin à Berlin, mais dont Berlin n'est pas le seul objectif, car l'objectif plus large est toute l'Europe... jusqu'à Moscou. A cette heure, qui est celle des retournements d'alliances, sur le front oriental, les armées soviétiques se saignent aux quatre veines pour aller bientôt aussi à Berlin et gagner contre leur ennemi numéro un de demain, cet allié d'aujourd'hui, la prochaine guerre contre le prolétariat, celle de la paix. C'est vers Berlin, prochaine étape, que convergent d'abord toutes les forces antagoniques. Mais avant que l'un et l'autre ne

---

<sup>10</sup> « Il y a trois étapes dans le comportement de l'Amérique vis-à-vis des guerres générales nées en Europe : premier temps, observation et spéculation sur la guerre - deuxième temps, intervention dans la guerre - troisième temps, liquidation de la guerre, direction de la paix. Contenu identique des trois temps : sale affairisme capitaliste, production de montagnes de milliards en utilisant comme matière première le sang et la faim des hommes. Forme du troisième temps : emploi intensif de tous les canons idéologiques qui peuvent être mobilisés en invoquant le ciel, la terre, de la Bible à la Déclaration des droits de l'homme, de la morale évangélique à l'humanitarisme démocratique. (...) Les cocktails idéologiques ont, dans les deux cas, goût d'eau lustrale, d'alcool de contrebande et de coco : le monde de la moyenne culture s'en extasie » (« Points démocratiques et programmes impériaux » Battaglia Comunista n°2, 1950)

parviennent à leurs fins, il y a en Tunisie la contre-offensive du couple italo-allemand qui s'était assuré entre-temps la neutralité de la France « honteuse » de Pétain, et l'échec de cette contre-offensive. Puis, enfin, dans la grande série des saloperies, les plus grandes saloperies parmi les grandes saloperies, celles fluorescentes de Dresde, la destruction sous les bombes de plus de soixante six des plus grandes villes japonaises, dont Tokyo, où les populations furent bouillies, grillées, calcinées, celles encore d'Hiroshima et de Nagasaki, qui intervinrent alors que la reddition du Japon était acquise, saloperies auxquelles les faiseurs de paix adhèrent spontanément, y compris l' U.R.S.S qui s'est félicitée et a déclaré y voir un moyen de se venger de la défaite de Port-Arthur, biffant rien moins que quarante ans d'histoire et deux révolutions, celles enfin du - non thermo-nucléaire mais tout aussi dégueulasse - débarquement libérateur sur les plages européennes, c'est-à-dire le largage de ces montagnes d'armes et d'explosifs tranquillement accumulés qui feront rentrer sous terre pour des années et des années la moindre velléité d'aversion prolétarienne pour la démocratie. Et que l'on célébrera comme une victoire de la Civilisation sur la Barbarie, pour des siècles et des siècles. Amen !

2. La deuxième guerre mondiale ne rencontre aucune riposte prolétarienne à la destruction mondialement organisée des forces productives et donc de la principale force productive, la classe ouvrière. L'impossibilité où se trouve le prolétariat - en raison de l'absence de continuité de défense et de restauration du Programme Communiste depuis 1922, en raison de la victoire du révisionnisme et de l'efficacité contre-révolutionnaire de toutes les organisations prolétariennes - de réagir d'abord à la perspective et ensuite à l'accomplissement de la solution bourgeoise aux contradictions du système capitaliste, permet le dépassement par la guerre générale et mondiale de la crise historique du capital. A cet accomplissement concourent très directement et très efficacement l'ensemble des organisations ouvrières bourgeoises, les divers partis « communistes » nationaux, mais aussi pour stimuler encore ces derniers, les organisations trotskystes, se joignant désormais aux traditionnels organes sociaux-démocrates et contre-révolutionnaires - qui enserrant le prolétariat dans leurs programmes réformistes, conservateurs, pacifistes, bellicistes, nationalistes, patrisant, partisans, démocratiques et antifascistes <sup>11</sup>. Toute perspective de conjuration et de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et révolutionnaire ayant été historiquement évacuée, le prolétariat est partout dans l'impossibilité de réagir à la solution bourgeoise aux contradictions du système capitaliste, en raison de la toute puissance du révisionnisme et de l'efficacité contre-révolutionnaire de toutes les organisations ouvrières inféodées au capital. C'est là l'expression même de la négation de la crise catastrophique et la condition du dépassement de la crise historique. Les résultats des efforts divers et combinés d'intégration du prolétariat au capital patiemment menés par les ennemis de la classe ouvrière sont partout au-delà des plus folles espérances que pouvait

---

<sup>11</sup> Trotsky là encore, mais pour cette vaste fumisterie que fut la création d'une IV<sup>e</sup> Internationale, fournit une analyse abominable qui, même si c'est loin d'être la première, mérite un coup de piolet dans le crâne. Elle nous porte irrésistiblement à applaudir des deux mains au geste de Ramon Mercader qui mit fin à cette production théorique contre-révolutionnaire ignominieuse. Tant pis si les éclaboussures ont pu engendrer une foule de petits Trotsky, de nouvelles générations d'innocents aux mains pleines du crime de la défense et de la défense des crimes de l'Union Soviétique et des Etats-Unis : « Les libéraux et démocrates disent : « nous devons aider les démocraties par tous les moyens, sauf par une intervention militaire directe en Europe ». Pourquoi cette limitation stupide et hypocrite ? Si la démocratie doit être défendue, nous devons la défendre également sur le sol européen ; d'autant plus que c'est la meilleure façon de défendre la démocratie en Amérique. Aider l'Angleterre à écraser Hitler par tous les moyens, y compris l'intervention militaire, signifierait le seul moyen de défendre la « démocratie américaine ». Une limitation géographique n'a de sens ni politique, ni militaire. Ce que nous travailleurs, estimons digne d'être défendu, nous sommes prêts à le défendre par les moyens militaires - en Europe aussi bien qu'aux Etats-Unis. C'est la seule possibilité que nous ayons à assurer la défense des libertés civiles et autres bonnes choses en Amérique. Mais nous refusons catégoriquement de défendre les libertés civiles et démocratiques à la Française ; (...) Il est important, certes d'expliquer aux travailleurs avancés que la véritable lutte contre le fascisme est la révolution socialiste. Mais il est plus urgent, plus impérieux, d'expliquer aux millions de travailleurs américains que la défense de leur « démocratie » ne peut être confiée à un maréchal Pétain américain - et il y a beaucoup de candidats pour un tel rôle » Trotsky, le 13 août 1940.

caresser en son temps, avant et pour la première guerre, le plus fieffé social-démocrate, pacifiste et chauvin. C'est vrai partout, c'est encore plus vrai aux Etats-Unis où le prolétariat est d'autant plus étroitement associé à la minutieuse préparation de la guerre, que l'entrée en guerre des Etats-Unis est, « comme d'habitude » et pour une plus grande efficacité, volontairement différée. Ici, l'American Federation of Labor et plus encore le Committee for Industrial Organization né et grandi sous la paternelle tutelle de Roosevelt, poursuivent leur entreprise, se mobilisent pour assurer au capital la docilité de la classe ouvrière, reprennent en coeur le slogan Rooseveltien de « l'égalité du sacrifice ». Ils ont pu s'appuyer, au début, sur les conséquences immédiates du cours du capital qui est orienté vers la production de guerre, qui permet une relative résorption du chômage, et une certaine hausse du niveau de vie par multiplication des forces de travail employées à l'échelle d'une même cellule familiale. Les conditions réelles de l'exploitation renforcée du travail salarié sont masquées. Ici, les grèves sont mises hors la loi, mais non par ordre et par décret, comme dans l'Allemagne nazie ou l'Italie fasciste qui poursuivent par d'autres moyens le même but de l'achèvement de la réalisation de la démocratie sociale, mais par la renonciation volontaire à cette arme élémentaire de la classe ouvrière, que les bonzes syndicaux arrachent à la masse substantielle des adhérents. Au lendemain des événements de Pearl Harbor (grâce auxquels le gouvernement de Roosevelt emporte l'adhésion de l'opinion publique pour une intervention militaire en Europe), une conférence tripartite réunit le gouvernement, des représentants des entreprises et lobbies industriels, et les syndicats, qui arrêtent de concert un programme en trois points, où les syndicats vont prendre la responsabilité du maintien de la production et élever au rang d'institution permanente la « négociation collective » : renonciation volontaire au droit de grève (no-strike pledge), arbitrage obligatoire en cas de conflits ouvriers/employeurs, création à cet effet du War Labor Board. Il s'agit de la réédition en grand des dispositions qui ont fait leurs preuves avant et pendant la première guerre mondiale, où l'A.F.L., dès l'ouverture des hostilités et sous la présidence de Wilson, avait pris au nom des ouvriers syndiqués l'engagement d'un appui total à l'effort de guerre « pour l'avenir » (déjà!) de « la démocratie », et avait reçu en échange de ses bons et loyaux services l'assurance implicite que les organisations syndicales étaient enfin reconnues de facto non comme des organisations hostiles aux Etats-Unis d'Amérique, mais comme des institutions officielles propres à assurer médiations et conciliations entre le capital et le travail. Composé à part égale, pour maintenir l'illusion d'impartialité chère aux démocrates de tous bords, de membres des syndicats, des employeurs et du gouvernement, cet organisme paritaire a pour but non avoué de garantir la soumission de la classe ouvrière, et de maintenir la satisfaction éventuelle de ses intérêts immédiats dans des limites compatibles avec les exigences capitalistes de production et de valorisation ; il s'illustre d'ailleurs sans tarder en promulguant le blocage des salaires (Little Steel Formula), sensés être indexés sur la hausse du coût de la vie. Cet organisme n'est pas le seul auquel les organisations syndicales apportent leur précieux concours. Elles participent également, entres autres nombreux offices de guerre, à la War Manpower Commission, qui contrôle l'organisation régimentaire de la main d'oeuvre : décrétées par Roosevelt pour la durée de la guerre, ces dispositions lient l'ouvrier à son emploi, et lui interdisent de le quitter pour chercher de meilleures conditions de travail. C'est littéralement ce que l'on appelle enchaîner la classe ouvrière. Certes, ici et là, la classe ouvrière écrasée sous le poids de l'idéologie dominante manifeste quelques velléités revendicatives qui s'accordent mal au grand consensus du moment, déborde momentanément les directions syndicales, fomenté quelques grèves, bien vite condamnées par les organisations syndicales et impitoyablement matées, parfois à l'aide de l'armée, par le gouvernement. Ces quelques débordements sont d'ailleurs encadrés eux aussi par des forces dissidentes du C.I.O, qui ne se montrent pas moins efficaces à tenir en laisse la classe ouvrière, sous des dehors plus combatifs et plus radicaux vis-à-vis du pouvoir en place, ce qui n'est pas sans leur conférer un certain prestige et donc sans alimenter le mythe de l'existence d'une lutte de classe ; ainsi, un vaste mouvement de mineurs, notamment, au cours de l'année 1943, sur fond de la "crise de guerre de 1943", verra quelques unes de ses revendications salariales et de conditions de travail satisfaites, malgré les mesures gouvernementales et les efforts conservateurs du C.I.O lui-même. Devant ces actes d'indiscipline ouvrière, le Congrès américain instaure pour renforcer les mesures antérieures,

avec la bénédiction, quant au fond, et les traditionnelles pleurnicheries, quant à la forme, des syndicats, le « Smith Connally Act » (juin 1943), qui interdit la cessation du travail dans les entreprises gérées par le gouvernement, et l'autorise à saisir telle ou telle entreprise pour mettre la grève hors la loi. Le Parti Communiste Américain, après avoir, pendant la période couverte par le pacte de non agression Germano-Soviétique (août 1939) clamé, sur les ordres de l'Internationale Communiste défendant les intérêts de classe bien compris du capitalisme russe, son « opposition à la guerre impérialiste », son refus de voir y participer les travailleurs, appelé au « défaitisme » et à la fin de l'Union Sacrée, pris des poses extrémistes et des airs révolutionnaires, change radicalement son... fusil d'épaule après l'attaque de l'Allemagne contre l'U.R.S.S en juin 1941. Il devient plus belliciste que le plus farouche des va-t'en-guerre jusqu'au-boutiste, métamorphose la guerre impérialiste en « guerre de libération », proclame même sa dissolution en gage d'obéissance au capital, se fait le chantre de l'union sacrée, appelle la classe ouvrière à se dévouer à la cause juste d'une guerre contre le fascisme et pour la démocratie, dénonce inlassablement comme traîtres les ouvriers qui, bravant le no-strike pledge, se mettent en grève, propose d'ailleurs que l'interdiction des grèves soit reconduite après la guerre, sabote avec la dernière énergie tous les mouvements revendicatifs pourtant déjà bien timorés de la classe ouvrière, soutient avec enthousiasme la production de guerre à outrance, défend bec et ongles les blocages de salaire et toutes les mesures anti-ouvrières. Le C.I.O et l'A.F.L font finalement, à côté de ce champion de l'émasculatation de la classe ouvrière, figures d'amateurs, au point que nombre de capitalistes disent préférer avoir à faire aux « communistes », plus efficaces selon eux quant il s'agit de maintenir la « discipline » de la classe ouvrière. Pendant les années de plomb de la préparation directe puis du déroulement de la deuxième guerre mondiale placées sous la férule des deux monstres capitalistes dominants, les USA et l'URSS, rien ne soulève d'un millimètre la chape démocratique de collaboration de classe coulée sur le cadavre du prolétariat américain et mondial depuis 1922 par les partisans de la contre-révolution tout corps d'État confondus.

### 3. Les diverses Fractions Belges <sup>12</sup> et Italiennes <sup>13</sup> de la « Gauche Communiste » avec

<sup>12</sup> La Fraction Belge de la Gauche Communiste Internationale s'est constituée en avril 1937 lors d'une scission avec la « Ligue des communistes internationalistes de Belgique » (1930/1939 publie le « Bulletin de la L.C.I.) d'obédience trotskyste. Dans le n°1 de son mensuel « Communisme » (publié jusqu'en août 1939), elle « affirme sa conjonction internationale avec la fraction italienne (..) et décide d'adopter la dénomination Fraction belge de la gauche communiste internationale » et affiche sa « Déclaration de principe », édifiante à tous égards. Voir le « Catalogue des Contre-thèses Bordiguistes » en fin du présent volume.

<sup>13</sup> La « Fraction Italienne de la Gauche Communiste » tente de se reconstituer à partir de 1941, et publie notamment un « Bulletin International de discussion », pour se dissoudre enfin et définitivement à sa conférence de mai 1945, tandis que, à son appel, nombre de ses militants, rentrés en Italie, rejoindront les rangs du Parti Communiste Internationaliste. Signalons en passant que, parallèlement à ses tentatives de reconstitution, se créera en 1942 un Noyau français de la Gauche Communiste à l'histoire tourmentée et d'une importance en réalité inversement proportionnelle à celle que voudront lui conférer ses descendants, véritable confusion dans la confusion, qui militera pour la formation de la Fraction en France et estimera qu'après trois années de guerre « les conditions objectives ouvrent l'ère de la révolution » ; en décembre 1944, ce Noyau, qui nourrira de nombreuses dissensions avec la Fraction italienne (dont il critique notamment l'immobilisme par rapport à la situation qu'il estime grosse de potentialités révolutionnaires), prendra ses distances et adoptera la dénomination de « Fraction Française de la Gauche Communiste » (publication à partir de 1945 de « l'Étincelle » et « Internationalisme ») ; la Fraction française critiquera la décision de dissolution de la Fraction italienne, appellera les membres de celle-ci qui ne peuvent pas rentrer en Italie à la rejoindre, et se posera en tant que véritable continuité de la dite « Gauche Italienne » ; en 1945, une scission se produira au sein de la Fraction, d'où naîtront deux organisations concurrentes se réclamant toutes deux de la « Gauche italienne », la première qui gardera la dénomination originelle de « Fraction Française de la Gauche Communiste » (poursuit la publication de « l'Étincelle » en 1946 puis de « l'Internationaliste » jusqu'en 1949), qui sera seule à être « officiellement » reconnue et soutenue par le Parti Communiste Internationaliste, disparaîtra en 1949, certains de ses membres (après une nouvelle séparation où certains rejoindront « Socialisme ou Barbarie ») rejoignant le Parti Communiste Internationaliste, et l'autre qui prendra celle de « Gauche Communiste de France » pour se dissoudre en 1952 (publication de « l'Étincelle » en 1945 et de « Internationalisme » jusqu'en 1952) et engendrer, après moult péripéties, l'actuel « Courant Communiste International ».

leur Bureau International <sup>14</sup>, celles-là mêmes qui ont donné l'illusion d'une continuité en consommant improductivement l'héritage de la Gauche Communiste d'Italie et de la Gauche Communiste de Russie, se disloquent politiquement, leurs théorisations ne résistent pas à l'explosion de la guerre, et, pour avoir entretenu longtemps certaines illusions vis-à-vis de la nature de l'Etat Soviétique, à la participation de l'U.R.S.S à la guerre mondiale, et se fragmentent pratiquement. Mais l'illusion d'une continuité critique a la vie dure, le mythe fondateur d'une lutte radicale et exemplaire de « la Gauche » entre la fin du dernier cycle révolutionnaire et la guerre n'a pas fini de nuire ! Voyons ! ... Sous la forme d' « Il Partito Comunista Internazionalista » le parti de classe est proclamé (septembre 1943) par des éléments qui se réfèrent quant à leur « filiation » à la lutte de l'opposition de la « Gauche Italienne » au Stalinisme, revendiquent le travail des fractions de la « Gauche Italienne », et se situent, pour l'essentiel, en continuité théorique, si ce n'est pratique, des déviations Bordiguistes de « Prometeo », de « Bilan », d'« Octobre » et de « Communisme ». Il s'agit d'une construction artificielle sans programme, d'une sommation qui ne saurait être une unification, d'un assemblage disparate, qui, en même temps qu'il attire à lui ce qu'il reste des fractions, en laisse perdurer certaines en son sein, provoque la dissolution des unes, élimine les autres, engage à la création de fractions supplémentaires là où elle n'existaient pas. Il charrie donc la confusion de tous ces moments qui le compose et forme un bloc d'opposition qui présente, dans la revue « Prometeo », une combinaison de positions intermédistes de la plus belle eau : lutte contre l'Etat ouvrier dégénéré - anti-substitutionnisme - front unique prolétarien contre la guerre - constitution des conseils ouvriers - formation d'une Quatrième Internationale - perspectives de conversion des luttes armées et « généreuses » de partisans en lutte contre la guerre - participation aux élections. Conformément à sa constitution précaire aux présuppositions démocratiques quant au fond, sous des dehors extrémistes, il se fond et se confond dans les événements de mars et les mouvements revendicatifs de septembre, agitations qui lui donnent ici - dans le Nord de l'Italie où il est localisé - une raison sociale et offrent quelques illusions de succès à sa politique de « Front Unique Proletarien » contre la guerre et contre le fascisme, ceci avant même qu'il ne bénéficie de l'effervescence liée à la libération par les Alliés de cette partie de l'Italie et à la démobilisation. S'il crée, parce qu'il s'est doté de thèses théorico-tactiques qui rappellent obscurément le souvenir de l'Internationale, l'impression trompeuse d'un certain radicalisme qui semble trancher sur le fond de l'intégration généralisée de toutes les organisations ouvrières, il ne saurait être efficient en tant que parti de classe, et donc en tant que parti révolutionnaire, c'est-à-dire diriger un prolétariat qui n'existe pas pour ses intérêts historiques et ne peut être produit - en tant que classe - par la présente situation. Cette constitution en parti - non seulement prématurée comme cela fut d'abord victorieusement établi, mais impossible - est la manifestation désormais évidente d'une erreur d'appréciation des origines de la situation historique d'alors, telle qu'elle résulte de la défaite de 1922, avant de trouver les conditions de son renforcement dans la guerre, et d'une erreur de prévision : le retour imminent de la lutte de classe et la perspective d'un nouvel Octobre Rouge au lendemain de la conflagration mondiale.

Cette erreur de conception et de prospective trouve aussi au sortir de la guerre un certain écho au sein de la « Fraction de Gauche des Communistes et des Socialistes Italiens du Sud de l'Italie ». Cette fraction là est initialement séparée du premier courant par les conditions de l'occupation et de la libération. Autre mouvement plus hétérogène encore qui agrège lui aussi des courants d'origines et de formations diverses, en partie engendrés par l'opposition à la guerre, en partie conditionnés par la découverte on ne peut plus tardive de la trahison de l'U.R.S.S. ... en 1939, en partie produits par l'antifascisme démocratique, en partie suscitées par la restructuration des organisations social démocrates, en partie éveillés par la liquidation de l'enveloppe formelle de la III<sup>e</sup> Internationale, en partie engendrés par

---

<sup>14</sup> Le « Bureau International des Fractions de la Gauche Communiste », avec lequel on nourrit l'espoir de la constitution des bases d'une nouvelle Internationale se constitue fin 1937 et publie à partir de février 1938 le mensuel « Octobre » (qui remplace « Bilan ») et ce jusqu'en août 1939, qui voit la dislocation organisationnelle tant du Bureau que des Fractions Belge et Italienne de la Gauche communiste internationale.



l'absence du Parti Communiste Italien dans certaines régions, en partie créés par les expulsions du Parti Communiste Italien, en partie conditionnés par la faible représentation Trotskyste, en partie solidaires de son existence, et qui se retrouvent dans une opposition à la guerre, et pour la formation d'une sorte de front unique démocratique et antifasciste qui met en contact - s'il ne les rassemble et ne les unifie pas véritablement - Socialistes, Staliniens et Trotskystes en rupture de ban, et, pour donner à tout cela une certaine consistance théorique, Bordiguistes. Au sein de cette coordination de tendances contradictoires, et comme produit de l'impuissance, ressurgit aussi finalement - conformément à la nature et aux traditions des fractions d'entre deux guerres - la problématique fautive et la volonté de la transformation des fractions en parti. A ce titre, elle abrite cette autre affirmation du Bordiguisme, qui balbutie avec et autour de l'ancien chef révolutionnaire déchu, variante au sein de laquelle s'esquisse une ligne qui ne s'en différencie que difficilement. Ce dernier mouvement tend bien à la réactivation des Thèses originelles de la Gauche Communiste d'Italie, recherche l'expression antérieure du Parti Communiste Historique, manifeste à nouveau ainsi l'intention d'une fidélité réaffirmée au seul Programme Communiste, le Programme Communiste originel, alors même qu'il s'oriente dans la confusion la plus grande « vers le véritable parti communiste ».

L'erreur de la formation de « Il Partito Comunista Internazionalista », qui rassemble et coordonne les fractions des « Gauches Italiennes » au Nord et attire à lui, à la veille de la libération, les tendances apparentées du Sud toutes portées par les circonstances et non par les principes à leur transformation de Fractions en parti, conduit à la dissolution de la Fraction (en fait des fractions) des socialistes et communistes du Mezzogiorno <sup>15</sup>, et absorbe de ce fait les premiers balbutiements, en même temps qu'elle escamote les premiers gestes, de l'expression tendancielle du Programme Communiste qui se fait sentir et entendre on ne peut plus confusément en son sein.

La formation de « Il Partito Comunista Internazionalista » est donc une réalité mystificatrice produite en dehors et contre les premières tentatives imperceptibles de rétablissement de la continuité programmatique du Communisme... et elle les absorbe... en même temps qu'elles masquent les premiers efforts d'un rétablissement de l'expression du Parti Communiste Historique, qui ne peut encore, dans ces conditions, véritablement se différencier.

4. Le capitalisme, pour les cycles d'accumulation à venir, se libère des entraves, qu'il a lui-même antérieurement posées à son développement, car la guerre, plus complète que la précédente, en raison même de l'absence de révolution, se développe jusqu'à son terme. La population ouvrière est une nouvelle fois détruite dans des proportions gigantesques jamais atteintes qui correspondent au degré d'extension et de mondialisation de la forme de production capitaliste et de son marché. Ainsi, la deuxième guerre mondiale apparaît comme le prolongement différé et le parachèvement de la première, le cycle de destruction

---

<sup>15</sup> Il n'est pas inutile, pour défaire la légende d'un Bordiga irréprochable et cohérent, de faire remarquer quelle est la conception de la constitution du parti qui s'impose dans « Per la costituzione del vero partito comunista » cet important document élaboré par Renato Matteo Pistone et Libero Vilone avec la contribution de Bordiga, pour la « Frazione di Sinistra dei Comunisti e Socialisti d'Italia » inizi 1945. Car c'est à partir de ce moment que certains éléments de la Fraction considèrent (avec quel retard !) qu'il n'est plus possible de ramener les organisations existantes ( ? ) sur la ligne juste. Bordiga lui-même considérait jusque-là, pour cette raison, que la constitution du parti était prématurée. Les arguments de Bordiga contre cette constitution font apparaître, pour le moins, l'incomplétude de la rupture avec les anciens partis (là il donnera du grain à moudre à tous les falsificateurs de l'histoire du Parti Communiste Historique avec leurs stériles et dérisoires historiographies de Bordiga et des Bordiguismes). Ils font apparaître des illusions en un sens plus graves encore que celles qui président à l'erreur de sa constitution même. Et si les conclusions sont partiellement justes, puisque le parti n'était pas prématuré, il était impossible, les prémisses, elles, sont fausses. La meilleure preuve réside dans le fait que Bordiga s'en laissera finalement imposer par la situation et les invitations, et se rendra finalement au fait de la constitution d'un parti révolutionnaire dans des conditions qui ne le permettent pas. La « Fraction des Communistes et des Socialistes du Sud de l'Italie » est dissoute le 29 Juillet 1945 (cf. circulaire de déclaration de dissolution de la Fraction).

antérieur comme les dimensions de la reprise du cycle industriel « post-bellique » ayant été partiellement jugulés par la lutte de classe et la révolution. La destruction des forces productives qu'elle organise scientifiquement est telle qu'elle relègue la Grande Guerre de 14-18 au rang de solution très imparfaite et très incomplète aux contradictions inter-capitalistes. Les conditions d'un nouveau partage du monde au profit du capitalisme le plus puissant sont conquises. Les Etats-Unis, toujours au nom de la liberté que renouvelle la supercherie mystificatrice de l'antifascisme démocratique, anticipent et organisent pacifiquement la deuxième agression à l'Europe. Les conséquences en seront encore plus profondes et durables. Cette entreprise va être le couronnement de la concentration d'une force militaire immense et destructrice en un centre suprême de domination et de défense du régime de classe capitaliste et voir la réalisation de l'optimum des conditions propres à étouffer la révolution dans n'importe quel pays. La crise dite « crise de guerre » de 1943 qui touche les Etats-Unis passe. Le prolétariat est inerte, il se prépare au débarquement libérateur des conditions renouvelées de son exploitation internationale. La guerre mondiale saigne une nouvelle fois les nations européennes.

En même temps « le deux fois maudit peuple Allemand » fournit au totalitarisme démocratique et libérateur cyniquement triomphant de ces mêmes Alliés le grand Alibi du génocide des Juifs, à l'arrière plan duquel se développe essentiellement le parachèvement de la destruction systématique de la principale force productive que constitue le prolétariat mondial. L'Allemagne national-socialiste et nazie historiquement contrainte puis aidée par ses « ennemis » démocratiques du moment, avant de succomber, trouve entre autres dans la nécessairement partielle et non "finale" résolution prétendue de la « question juive » un des moyens de surmonter ses difficultés internes et nationales, de liquider, en détournant l'attention, la pléthore de capital financier, et commercial qui immobilise le capital productif et de liquider la subordination du capital national aux investissements étrangers. Il s'agit de réduire l'importance économique paralysante de certaines composantes et formes dérivées du capital qui s'étaient autonomisées sur le cours de l'expansion retrouvée après la première guerre mondiale, et de travailler encore et toujours à leur subordination au capital productif national. Par là, l'Allemagne réactive et met en oeuvre le vieux programme national-socialiste. Les références à la « race juive » et le « racisme anti-juif » depuis longtemps agités, qui polarisent tant l'attention de ceux qui en restent à la surface des discours et des événements, mystifient donc ce qui fonde réellement la liquidation des couches de la population attachées prioritairement à la spéculation financière et aux affaires commerciales, petites et grandes. Des Juifs ont donc été au moment de cette crise, pour des raisons matérielles et historiques et non par la folie des hommes, alors que l'argent faisait lui-même obstacle à la valorisation du capital, tout désignés par le capitalisme d'ici, mais c'est bien avec la complicité des instances du capital mondial, qu'il sont sacrifiés sur l'autel de l'accumulation... Ils sont sacrifiés ici sur l'autel de l'accumulation alors que d'autres prospèrent et prospéreront ailleurs et plus tard grâce à ce sacrifice. Dans ce contexte, l'idéologie nazie, mais aussi le discours de sa condamnation anti-fasciste et démocratique, n'ont pas d'autres fonctions que de mystifier une réalité qui satisfait alors l'ensemble des fractions du capital mondial, et avec elle certains affairistes Juifs pragmatiques .

Mais, il y a plus encore, une mystification complémentaire. Cette liquidation à son tour masque ce qui fait aussi le fond même de la guerre, l'élimination de la surproduction de capital en général, de la pléthore de force de travail, et la destruction indifférenciée des armées industrielles de réserve et des autres formes de la surpopulation relative, mais aussi des éléments en surnombre des couches moyennes improductives, celles-là mêmes qui ont été engendrées par les années de prospérité. C'est dire qu'elle masque les solutions classiques mises en oeuvre par le capital pour la résolution de ses contradictions immanentes<sup>14</sup>.

Cette destruction là des forces productives, et avant tout du prolétariat en soi, l'Allemagne nazie, qui est désignée par la propagande comme le pays responsable de cette guerre mondiale qui les intéresse bien tous, n'en a pas l'apanage. Elle a, avec tous les grands

acteurs des précédents conflits inter-capitalistes de bien illustres prédécesseurs, et elle n'est pas la seule à en éprouver l'irrépressible besoin. Cette destruction du prolétariat est depuis le début de la guerre organisée en grand par les champions de la démocratie, consciencieusement, scientifiquement, partout, et elle continuera après. Elle répond à la destruction antérieure du prolétariat « pour soi », du prolétariat révolutionnaire, advenue en 1922 avec le précieux concours non de l'Allemagne nazie, mais social-démocrate. Le crime contre l'humanité, c'est le capital lui-même ! Le crime contre l'humanité, c'est le capital lui-même en temps de paix comme en temps de guerre ! Le crime contre l'humanité, c'est le capital lui-même en tant qu'il est prévision, planification, organisation, de l'exploitation, et des destructions périodiques et historiques de la force de travail, sans lesquelles cette exploitation est enrayée et s'interrompt. Dans ces camps de travail, de concentration et d'extermination là, qui ont focalisé l'attention idéologique des chancres mou de la démocratie, et soulevé l'indignation hypocrite des faiseurs de paix et de liberté, alors qu'ils n'ont constitué qu'une bien faible partie de l'ignominieux déchaînement de violence et de destruction perpétré rationnellement dans l'intérêt du seul capital, et il y en a eu bien d'autres ailleurs, en particulier en Amérique pour soit disant juguler les forces japonaises et pro-germaniques, les prolétaires d'ici connaissent donc un sort identique à cette partie de la population, la population Juive dont le Nazisme a proclamé, sans discernement aucun de l'appartenance de classe, la nécessité de la disparition complète et systématique, ceci, donc, non sans mystifier les enjeux des luttes entre les parties nationales du capital mondial et, à l'échelle nationale, entre les différentes fractions de la classe dominante et les composantes productives et improductives du capital. Mais, contrairement au prolétariat ainsi frappé, certaines fractions de la population Juive sauront tirer et tirent encore les bénéfices historiques et économiques de cette tentative de « solution finale » et ces bénéfices participeront de la croissance du capitalisme. Comme on l'a vu, la collaboration de classe et la solidarité des prolétariats avec leurs bourgeoisies respectives ont atteint, après les infâmes fronts populaires, les sommets de l'ignominie, dans la guerre des partisans contre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. L'antifascisme démocratique et le partisanisme - comme forme dérivée de la guerre nationale - ont renforcé les conditions du patriotisme, de la haine entre les prolétaires des pays belligérants, et de l'odieuse paix sociale entre les classes à l'intérieur des frontières nationales, en même temps qu'ils ont oeuvré à la « libération » ... des conditions de la reprise de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale. L'occupation immédiate des pays vaincus, mais aussi des pays vainqueurs, permettra sur le plan militaire, avec le désarmement des phalanges relativement autonomes de l'armée démocratique des partisans ainsi que des différentes milices populaires, désarmement auquel les partis « communistes » (staliniens) et les Trotskystes prennent, significativement, une part déterminante, de parachever l'unification de toutes les forces des nations. En même temps, elle favorisera la transition toujours délicate de la démobilisation en conjurant ces révoltes des populations que peuvent susciter, dans ces lendemains de guerre qui toujours déchantent, le plan de leur soumission aux conditions d'exploitation renforcées de la reconstruction capitaliste.

LA PAIX BOURGEOISE, LA RECONSTRUCTION CAPITALISTE  
ET LA PERMANENCE DE LA CONTRE REVOLUTION DEMOCRATIQUE

Août 1945 - 1951

LE RETABLISSEMENT  
DE LA CONTINUITE PROGRAMMATIQUE DU COMMUNISME  
ET LE DEVELOPPEMENT CONTRADICTOIRE  
DE L'EXPRESSION DU PARTI COMMUNISTE HISTORIQUE AVEC ET CONTRE « IL PARTITO  
COMUNISTA INTERNAZIONALISTA »

1. Avec la réunion d'abord des deux parties de l'Italie successivement libérées puis la défaite finale de l'Allemagne, avec la « libération » de la France et de l'Europe, et l'anéantissement de la menace japonaise sous les bombes atomiques du monde libre, la paix bourgeoise armée d'occupation, la seule qu'il soit possible d'établir, et qui propose de plus bestiales perspectives que la guerre, est consommée par le dominium des capitalismes les plus puissants. La période de reconstruction capitaliste va s'ouvrir sur les charniers et les fausses communes des morts pour la pérennité du système d'exploitation capitaliste. C'est sur fond d'anticipation sur les rivalités américano-soviétiques que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. ont organisé, avant même la fin de la guerre, la coopération militaire pour la défaite et le désarmement de l'Allemagne et que les frontières de l'Europe ont été redéfinies à la conférence de Yalta (février 1945). L'Allemagne « mise hors d'état de nuire », perd d'emblée à l'Est d'importants territoires de Prusse Orientale au profit de l'URSS et de la Pologne. Le tracé de la Pologne est respectueux des accords passés entre Staline et Hitler. Et déjà se dresse le rideau de fer. Ce qui reste de l'Allemagne après le règlement de la question polonaise est divisée par les vainqueurs en quatre zones d'occupation à partir desquelles vont se former deux Etats séparés. Les Etats-Unis, la France, l'Angleterre (et l'Organisation des Nations-Unies), se répartissent l'occupation de la Zone Ouest qui formera la République Fédérale Allemande. L'Etat Soviétique prend le contrôle de la République Démocratique Allemande qui se crée de l'autre côté du nouveau front. Quand « cesse » l'occupation, il en résulte (1949) deux États séparés sous l'influence des deux Grands qui se partagent le monde capitaliste <sup>16</sup>. L'enclave de Berlin, au sein de la zone soviétique, a subi les mêmes conditions d'occupation et, si l'on s'est acheminé vers la partition, ce n'est pas sans passer par un de ces grands moments de tensions internationales, comme au moment de la tentative de blocus soviétique de Berlin à laquelle les Etats-Unis ont répondu par un pont aérien, et qui se

<sup>16</sup> « Les vrais Grands sont ceux qui ajoutent à l'étendue de leur territoire et à leur nombreuse population (en raison de ces éléments il faut être attentifs à la Chine au cas où il y naîtrait véritablement un grand Etat de type capitaliste moderne malgré sa structure sociale profondément hybride), une vaste constellation de satellites qu'on laisse jouer avec une souveraineté fictive, alors que leur personnel dirigeant est toujours plus enivré, corrompu et acheté dans les maisons de thé et de cocaïne que sont les grands congrès et conseils politiques internationaux. L'Italie étant tombée dans la position la plus basse de satellite, la Grande-Bretagne et la France verront si elles pourront se contenter de la place de premier Lord et de première Lady dans la Constellation Américaine. Reste de l'autre côté la Constellation Russe, aux prises avec un astéroïde indiscipliné qui voudrait sauter hors de la sphère d'attraction primitive. Les Grands Monstres en sont donc réduits essentiellement à deux. Iront-ils vers l'unification au moyen de la paix ou de la guerre ? Ce sera dans les deux cas affreux. Mais ce qui sera tout aussi affreux c'est que pour la troisième fois, après que chacun ait dévoré la moitié des grandes et petites espèces zoologiques de la carte politique de la terre, ils s'attaqueront l'un l'autre, l'un accusant l'autre de vouloir dévorer la liberté sacrée du dernier des rats » (« L'inflation de l'Etat » Battaglia Comunista n°38, 1949). Pour une première carte redessinée notamment de l'Europe comme résultat de la deuxième guerre mondiale, et pour mesurer à quel point « il existe des bandes de cette terre d'Europe en pleurs où en quelques années, la guerre, l'invasion, le canon, le TNT et la police de guerre ont des dizaines de fois broyé leurs malheureux habitants dans le but proclamé de leur fabriquer une Patrie, ce bien suprême monstrueux que le capitalisme dominant promet et inflige aux masses qu'il détient en esclaves » voir également « A nouveau sur l'inflation de L'Etat », Battaglia Comunista n° 41, 1949.

reproduiront plusieurs fois par la suite, non sans faire à tort craindre, à chaque fois, la possibilité du déclenchement d'une nouvelle conflagration mondiale. Les accords de Postdam (juillet -août 1945) ont prévu le démantèlement de l'industrie lourde allemande et la Conférence des réparations a visé une réduction de sa production de 45 à 50% par rapport à celle de 1938. Il s'agit d'anéantir son potentiel militaire. Les monstres capitalistes sont réduits à deux, Etats-Unis/U.R.S.S. Aucune puissance n'est d'abord, de par ses seules forces (car les révolutions anti-coloniales vont modifier sensiblement si ce n'est radicalement la donne), en mesure de menacer les Etats-Unis, pas même l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes que le potentiel économique et militaire situe bien au deuxième rang mondial, mais qui ne dispose pas encore immédiatement, elle, de la bombe atomique, ce que ne saurait compenser ses plus grands effectifs. L'occupation par les vainqueurs associés des territoires de l'Europe entière et non seulement des pays vaincus, comme cela fut le cas au lendemain de la première guerre mondiale, le désarmement, la répression des populations civiles, sont cependant directement organisés au bénéfice du capitalisme le plus puissant, les États-Unis. Les gouvernements de l'Europe occidentale qui sont chargés de la mise en œuvre des plans d'occupation ne sont en place que par la grâce des forces armées américaines. Le capitalisme américain résume l'ossature du capitalisme mondial <sup>17</sup>. Les Etats-Unis qui rassemblent un potentiel maximal de classe et de militarisme sont à la fois centre de gravité du capital et centre de la contre-révolution. Ce qui signifie que la paix couronne ici une concentration progressive et élargie d'immenses forces économiques, militaires et destructives en un centre suprême de la domination capitaliste. La réunion en ce centre de toutes les conditions de la défense du régime de classe qui furent hier conquises dans la guerre de classe, ont pour effet durable l'étouffement de toute velléité de dépassement des luttes contingentes et limitées de la classe ouvrière dans n'importe quel pays du monde, et sous n'importe quel drapeau, et en premier lieu aux Etats-Unis où la classe ouvrière, tout en subissant une exploitation aux taux les plus élevées, « profite » elle-même des fruits de la « victoire » et « bénéficie » de l'exploitation du globe, donc de ses frères de classe, ces conditions permettant de conjurer encore pour des dizaines et des dizaines d'années le péril de la révolution prolétarienne. Les Etats-Unis ont donc acquis à la fin de la première guerre mondiale, entre les deux guerres mondiales et dans la deuxième guerre mondiale, cette possibilité d'intervenir criminellement partout, non seulement économiquement et financièrement, mais militairement, possibilité qui leur faisait encore défaut au commencement de la première guerre mondiale. L'espace vital des conquérants américains est désormais une large bande de territoire qui fait le tour du monde. C'est souligner encore qu'ils ont partout dans le monde des frontières à défendre et ne peuvent plus revenir à la vieille doctrine isolationniste. La prépondérance et la relative autonomie contre-révolutionnaire des pays de l'Europe, et en particulier de l'Angleterre, déjà mise à mal en fin de première guerre mondiale sont ainsi définitivement sapées. L'Etat américain dirige réellement en masquant ses intérêts particuliers au moyen des organisations du « Conseils des Nations Unies » et « Conseils de sécurité » <sup>15</sup>, mais il dirige sans que l'on puisse pour autant le placer définitivement au-dessus des bourgeoisies nationales en lui prêtant la faculté inaltérable de planifier durablement et surtout éternellement, la dictature mondiale de la classe capitaliste, et d'organiser définitivement la liaison entre les Etats les plus puissants, dont il est, en même temps, dialectiquement, toujours plus dépendant. Le plan Marshall (avril 1948) entre dans ce schéma. Le plan Marshall répond, bien sûr, à la poussée incoercible du capital financier à investir à l'étranger, et aux tendances internationales du capital américain. Il crée les bases des investissements massifs dans ces états clients en leur empêchant ainsi tout mouvement centrifuge anti-américain, mais il satisfait par là, surtout, à

---

<sup>17</sup> « La forme occidentale actuelle, dont l'expression la plus achevée se trouve en Amérique, développe elle aussi sans aucun doute le capitalisme, déjà mûr et puissant, vers les formes de haute concentration et de totalitarisme, en pleine adéquation avec la perspective marxiste. Cela devient clair dès qu'on distingue le fait essentiel, à savoir que le vainqueur a hérité de la théorie et de la pratique des ennemis fascistes vaincus mais précurseurs, l'exploitation publicitaire de l'idéologie démocratique n'étant que pure efflorescence. Les maxima historiques de militarisme de terre, de mer et de l'air, de capacité organisée de conquête, de soumission et d'agression atteints là concordent avec le potentiel anti-révolutionnaire maximum » (« Boussoles affolées », Battaglia Comunista n°20, 1951)

deux objectifs solidaires : premièrement renforcer la paix sociale et interdire tout frémissement prolétarien, toute manifestation même sporadique de la classe, c'est-à-dire, non comme dans le premier après guerre liquider la lutte de classe, mais consolider cette absence de la lutte de classe qui a permis l'épanouissement si profitable de la guerre, deuxièmement éviter toute convulsion qui pourrait être liée aux désordres provoqués par la fin de la guerre, à la démobilisation, à la restructuration des rapports inter-capitalistes, à la reconstruction de l'Europe selon les exigences des capitalismes dominants. L'« European Recovery Program » est mis en vigueur le 16 avril 1948. Signé par 16 Etats participants à la convention instituant « l'Organisation Européenne de Coopération Economique » dépendant à son tour de « l'Economic Cooperation Administration », organisation qui gérait les « aides » élargies des banques américaines à leurs sœurs européennes. Les pays qui bénéficièrent de la pluie de dollars sont l'Autriche, la Belgique, le Danemarck, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, la Hollande, le Portugal, la Suède, la Suisse, la Turquie, puis en septembre de la même année, le territoire libre de Trieste, et enfin en mai 1949, l'Allemagne occidentale se constituant par la volonté des Alliés en République Fédérale Allemande. Il est particulièrement important de rappeler que les propositions du Plan Marshall étaient solidaires de la relance du projet des « Etats-Unis d'Europe », et qu'à ce titre elles trouvèrent un écho favorable dans les rangs de la social-démocratie qui, applaudissant des deux mains - comme elle avait applaudi hier servilement aux « Quatorze points » de Wilson -, redonna ainsi vie au mot d'ordre contre-révolutionnaire des « Etats-Unis Socialistes d'Europe », relayant ainsi une nouvelle fois la politique américaine. Cela ne pouvait aller sans éveiller et heurter un certain « neutralisme » Gaulliste et « communiste » français. En dehors de l'Europe, où elle fut facilement jugulée, l'opposition au Plan Marshall est venue de l'U.R.S.S., même si celle-ci a bien marqué un temps d'hésitation en laissant entendre qu'elle pourrait bien aussi se laisser acheter, à condition que le montant soit plus élevé. Après ces marchandages, l'affirmation d'un refus, de la part des Russes, a été à l'origine de la formation du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (C.A.E.M. ou Comecon) en 1949, où l'on mit fin aux hésitations de ces pays qui auraient souhaité bénéficier de ce qu'ils percevaient comme une manne. Le Comecon lia donc à l'origine l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie. Il intégrera rapidement l'Albanie (1950), qui se retirera en 1961, la République démocratique Allemande (1950), la Chine qui se retirera en 1962, puis Cuba (1972), la Yougoslavie (liée par l'accord de 1964), la Mongolie (1962), le Viêt-nam (1978). Sur le plan militaire, le Pacte Atlantique organise, au nom de cette paix bourgeoise qui dépèce le prolétaire, la force militaire des futures agressions anti-soviétiques. A travers l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, qui entre en vigueur après avril 1949, les puissances occidentales (Etats-Unis, Islande, Canada, Royaume Uni, Portugal, France, Belgique, Hollande, Luxembourg, Italie, Norvège, Danemark auxquelles se joindront plus tard la Grèce et la Turquie en 1951 et plus tard encore la République Fédérale Allemande elle-même en 1955) anticipent sur d'hypothétiques conflits avec l'U.R.S.S.. Si face à l'Otan, l'U.R.S.S. ne dresse pas immédiatement le dispositif similaire que constituera bientôt le Pacte de Varsovie, pour souder les Etats-membres du bloc soviétique et unir derrière le Parti Communiste Russe les partis « communistes » de neufs pays européens, elle élève la structure même du « Kominform », sorte de nouvelle Internationale capitaliste pour le « disciplinement » et la subordination au parti russe des partis « frères ».

Dans ce qui apparaît momentanément comme solution, il est clair que les déterminations matérielles d'un futur nouveau, bien que lointain, conflit mondial généralisé sont par là, d'emblée, historiquement posées.<sup>18</sup> Mais l'ensemble de ses plans et dispositions pour leur

---

<sup>18</sup> Sur cette question on se réfèrera à « Agression à l'Europe » dans « Prometeo » n°13 1949 : « Cette condamnation sans appel implique aussi que nous analysions cette guerre. D'emblée nous la définissons comme la plus retentissante entreprise d'agression, d'invasion, d'oppression, d'asservissement de toute l'histoire. Il ne s'agit pas d'une éventuelle guerre hypothétique, puisqu'elle existe d'ores et déjà. Cette entreprise est en préparation et ne découle pas seulement de la présente guerre. C'est la continuation des interventions américaines en Europe en 1917 et en 1942, et c'est le couronnement de la concentration progressive d'immenses

application, où s'alignent les forces antagoniques, créent les conditions de l'expansion capitaliste. Il est vrai que cette expansion ne peut pas ne pas obéir aux lois coercitives de la concentration, de la centralisation et de la concurrence qui ne s'imposent pas de l'extérieur mais sont immanentes au système. Avec elle, s'accumulent les déterminations, d'abord quasiment immédiatement, de nouvelles guerres régionales et partielles qu'accompagnent de la part des peuples meurtris et humiliés toutes les manifestations possibles et imaginables, mais toujours anti-prolétariennes, de nationalisme et d'irrédentisme, et ensuite de la guerre mondiale qui est ainsi préparée de longue main, qui plane sur le monde, que l'on ne peut pas ne pas ressentir comme une menace pour l'humanité, que l'on peut croire à tout moment imminente si l'on ne prend pas la mesure de la participation prolétarienne au rétablissement en toutes circonstances des conditions capitalistes de sa propre exploitation, qui doit faire son temps, et qui devra nécessairement, au final, mettre un terme à la succession des nouveaux et nombreux cycles d'accumulation.

2. L'immédiat après-guerre vérifie l'achèvement de la domination absolue du capital sur le prolétariat. La démocratie est partout vénérée comme la nouvelle divinité et les démocrates dansent en rond sur les cadavres des prolétaires d'ici et d'ailleurs. La démocratie est réalisée dans toutes ses déterminations mystificatrices et contre-révolutionnaires. Démocratie et fascisme ont concouru à l'achèvement de la réalisation de la démocratie dans, par et pour le capital. Le fascisme s'est accompli, dans la mesure où il a réalisé le programme du réformisme et parachevé l'œuvre de destruction commencée par la social-démocratie en 1919, c'est-à-dire dans la mesure où il a réalisé la démocratie. Mais il a vécu en tant que réaction du capital à ses divisions internes, en tant qu'expression de l'unité nationale et de la mobilisation nationale face aux agressions nationales, et internationales, ou plutôt supranationale, mais aussi en tant que forme limitée et transitoire de domination bourgeoise historiquement déterminée pour des pays différenciés (Allemagne / Italie). Les caractères secondaires du fascisme disparaissent, le contenu réformiste social-démocrate du fascisme s'épanouit dans, par et pour la démocratie sociale qui l'accomplit, et sous laquelle s'exerce plus efficacement le totalitarisme du capital, la dictature sur la société de sa communauté matérielle soumise à la loi de la valeur. La déclaration selon laquelle « le fascisme a gagné la guerre » est une coquetterie dialectique avec laquelle il faut en finir. C'est la démocratie qui a gagné la guerre, non seulement à la surface des superstructures idéologiques et constitutionnelles, la démocratie politique, qui bien que pérennisée est cependant relativement désuète dans les conditions qui généralisent la domination réelle du capital, mais surtout en profondeur, dans la structure même des relations sociales entre les classes, la démocratie sociale, qui une fois réalisée avec, dans certains pays, le concours du fascisme, n'a plus besoins de ses formes obsolètes parce que circonstancielles et limitées de gouvernement, et qui s'accorde mieux à des formes plus durables parce que plus adaptées à l'être totalitaire du capital. Ces formes mystificatrices sont uniquement destructibles. Ce sont celles de la « démocratie pure » sous lesquelles le capital succombera à la violence révolutionnaire pour que vive la communauté humaine. Le prolétariat, au moyen des organes de la démocratie sociale, est maintenant associé, comme facteur d'accumulation, à l'entreprise capitaliste généralisée de reconstruction.

Pas plus qu'il n'y a eu, dans l'entre-deux guerres depuis 1922 et pendant la seconde guerre mondiale, de continuité et/ou de reprise de la lutte de classe prolétarienne, pas plus l'après-guerre ne voit ressurgir le prolétariat révolutionnaire sur la scène de l'histoire. Nouvel air, vieille chanson ! Les mêmes acteurs vont rejouer la même pièce, aux grosses ficelles et aux coups de théâtre prévisibles, mais qui exerce cependant toujours le même pouvoir

---

forces économiques et militaires et destructives en un suprême centre de domination capitaliste, où se trouvent réunies toutes les conditions les plus susceptibles de défendre l'actuel régime de classe et de suffoquer la révolution des ouvriers dans n'importe quel pays du monde. Ce processus peut sur le papier seulement se développer sans une guerre au sens propre entre les Etats-Unis et la Russie sans avoir à utiliser la pression de leurs forces économiques prépondérantes, maintenant que les Etats-Unis sont devenus le plus grand centre organisé du capital mondial après s'être alliés avec l'Angleterre pour mieux en prendre la succession sur le marché mondial et dans les colonies. »

d'attraction et de fascination sur le public, la classe ouvrière bercée d'éternelles promesses et convaincue d'être satisfaite des quelques miettes qui tombent de ce banquet où se goinfrent les capitalistes du monde entier. Provoqués par l'insolence que confère au capital cyniquement triomphant sa toute puissance encore rajeunie par le bain de jouvence de la guerre et ses empiétements incessants sur les conditions de travail, c'est d'abord sur fond de la crise post-bellique de 1947, puis rapidement dans le mouvement général d'une expansion d'une vitalité sans précédent historique, aux exigences de laquelle elles sont rationnellement soumises par les organisations ouvrières, partis et syndicats, que s'inscrivent les luttes contingentes et limitées souvent impulsées par la base des organisations syndicales, et non dénuées d'une certaine combativité. Ainsi, et en particulier aux Etats-Unis qui sont toujours au centre de l'illustration parce qu'ils constituent la référence essentielle pour l'appréciation de l'état d'anéantissement de la classe ouvrière, des grèves et des mouvements spontanés éclatent dès le lendemain de la fin de la guerre, malgré les résistances des syndicats eux-mêmes et notamment ceux contrôlés par les « communistes », dans certains secteurs clefs comme l'automobile, la sidérurgie, l'électrotechnique, la production pétrolifère, l'industrie du rail et du charbon, pour réclamer notamment des augmentations de salaires, la réduction de la journée de travail. Les syndicats sont sortis de la guerre considérablement renforcés, et auréolés du prestige que leur a conféré, pendant le conflit, leurs fonctions au sein des commissions consultatives du temps de guerre. C.I.O et A.F.L se donnent la main pour encadrer ces mouvements et prévenir, comme toujours, toute velléité de dépassement de leur caractère étriqué ; ils sont soutenus là encore par le gouvernement désormais présidé par Truman, qui souffle alternativement le chaud et le froid, propose de durcir les dispositions anti-ouvrières et fait saisir ici les entreprises pour mettre fin à la grève par la force, tandis qu'il signe là des ordres exécutifs pour autoriser certaines augmentations de salaires (d'ailleurs annulées par l'accroissement rapide du coût de la vie), alors que, de leur côté, les syndicats organisent les signatures en ordre dispersé d'accords partiels et différents secteur par secteur, de façon à disloquer et diviser l'unité spontanée, il est vrai déjà toute relative, des revendications élémentaires de la classe ouvrière. Cette collaboration éhontée est couronnée par l'importante loi Taft-Hartley (juin 1947) qui pour l'essentiel, remet en cause le droit de grève lui-même, peaufine les mesures et renforce encore l'arsenal des dispositions qui pérennisent l'intégration du syndicat à l'État bourgeois, garantissent en général l'apolitisme des organisations syndicales et interdisent en particulier aux « communistes » l'accès aux postes de direction, anticipent sur le « red-baiting », la « chasse au rouge » des années à venir, interdisent statutairement toute possibilité de conduire une activité autonome de classe dans les organisations économiques de la classe ouvrière ; le C.I.O et l'A.F.L, tout en poussant leurs traditionnels cris d'orfraie propres à amuser et à mystifier la galerie, en organisent quant au fond l'acceptation passive, et sabordent systématiquement toutes les velléités centrifuges de résistance à son application. Un fait capital doit apparaître : cette loi n'est pas la cause de l'absence de lutte de classe d'une part et de l'intégration des syndicats au capital comme facteurs de son accumulation d'autre part, elle en est le résultat. Elle ne met pas un terme au procès d'unification de la classe ouvrière américaine, elle couronne le procès de sa fragmentation et de son atomisation. Juin 1947, c'est aussi, et le hasard n'est pour rien dans l'histoire, la date de la fameuse « suggestion » du Général Marshall, visant l'aide économique de longue durée de l'ensemble des pays européens, pour viabiliser les conditions du développement expansionniste du capital américain en anticipant sur les effets et les conséquences économiques, et sociales et politiques, que génèrent la situation inter-capitaliste d'après-guerre et ses nécessaires bouleversements en regard de la situation antérieure, pour dresser un cordon sanitaire propre à juguler les visées expansionnistes de l'URSS capitaliste, et quant au fond essentiellement pour consolider l'absence de la lutte de classe prolétarienne où que ce soit dans le monde, au centre du capital et de la contre-révolution comme à sa périphérie ; c'est dire que le plan Marshall n'aurait rien pesé s'il n'avait pas emporté l'adhésion de la classe ouvrière américaine d'abord et européenne ensuite. Comme les sociaux-démocrates de tous bords et des deux côtés de l'Atlantique, l'A.F.L et le C.I.O., rompus à l'exercice le plus éhonté de collaboration de classe, se font les chantres de l'« European Recovery Program », chantent sur tous les tons les louanges de ce « plan d'aide », bénissent ce geste « humanitaire »,



accordent leur « entier appui » au « programme de rétablissement de l'Europe », et s'offrent, infamie parmi les infamies, à participer à la gestion même du Plan, en faisant valoir - ô ! combien à juste titre ! - que personne n'est plus complètement qualifié pour obtenir le soutien inconditionné de la classe ouvrière américaine et endormir la méfiance de la classe ouvrière européenne ; le C.I.O. et l'A.F.L. rivalisent d'arguments pour intégrer encore plus directement les instances qui dirigent l'application du Plan ; ils font valoir que la participation de la classe ouvrière dans l'« European Recovery Program », à tous les échelons, est la meilleure garantie pour la classe européenne que le plan Marshall n'est pas une opération dirigée « par et pour le capital américain », puisque « soutenue avec enthousiasme par la classe ouvrière américaine », mais cette grande opération de « solidarité internationale des travailleurs », cette noble action « philanthropique » destinée aussi à sauver la civilisation des menaces « communistes » qui pèsent sur l'Europe et devant recevoir l'appui de « tous les hommes de cœur ». Jamais l'intégration des syndicats à l'Etat bourgeois, il est vrai effective et irréversible dans l'aire euro-nord-américaine dès avant la première guerre, n'a encore été d'une si prosaïque et écoeurante réalité, jamais encore l'absorption du mouvement syndical dans l'appareil étatique n'a été si complet. Les syndicats fascistes des années de l'entre-deux guerres font, sur ce terrain de la réalisation de la démocratie sociale, par comparaison, bien triste et pâle figure. A la surface de ce mouvement et de façon secondaire, se manifestent les tendances au rapprochement des deux frères ennemis, l'A.F.L. et le C.I.O., mais aussi la rupture du C.I.O. avec les « communistes », l'A.F.L. ayant pour sa part toujours été imperméable à la propagande pro-soviétique, les deux phénomènes s'alimentant réciproquement. Au moyen de la traditionnelle phraséologie révolutionnaire qui masque comme toujours leur (vieille) trahison du prolétariat révolutionnaire, travaillant aussi, selon d'autres modalités à la même finalité : l'approfondissement de la contre-révolution démocratique mondiale, le Parti Communiste Américain et les syndicats pro-communistes attachés à la défense bien comprise des ambitions capitalistes de l'U.R.S.S. s'opposent en bonne logique au Plan Marshall. Il n'y a rien, absolument rien dans cette opposition qui ne soit mû par la volonté de protéger et d'élargir la sphère d'influence des intérêts capitalistes de l'U.R.S.S.. Les « communistes » font preuve d'une belle impudence, d'une sacrée dose de cynisme et d'un certain culot en dénonçant sans rire les projets américains de vassalisation de l'Europe, en appelant de leur vœux pieux des « politiques d'indépendances industrielles financières et commerciales » pour les pays Européens ; les « communistes », relayant les positions du gouvernement soviétique, affirment ne pas rejeter sur le plan des principes l'octroi d'aides financières américaines aux pays européens, mais, dialectique pervertie de ces temps de contre-révolution, à condition que ceux-ci conservent leur « liberté économique », c'est-à-dire, en langage clair et quant au fond, à condition que cette liberté ouvre la possibilité puis réunisse les conditions de leur asservissement au capital russe. Aussi, même si leur discrétion n'est plus à démontrer, les « communistes » vont être éliminés progressivement du C.I.O., qu'ils empêchent par leur seule timide présence de tendre de façon décidée une main fraternelle à l'A.F.L. et de se mettre avec la dernière énergie au service du gouvernement et du capital américain ; à cette fin, le C.I.O. entreprend une opération d'épuration systématique, conduite avec succès pour l'essentiel entre novembre 1948 et novembre 1949 (Congrès Nationaux du C.I.O. de Portland et de Cleveland), bouclant ainsi les termes de sa participation active et délibérée à l'association contre nature ouvrier/capital pour la nouvelle agression américaine de l'Europe. La classe ouvrière, ici et là, est sous le joug ; émasculée, engraisée de sa propre exploitation, abâtardie, et pacifiée.

L'apathie générale du prolétariat est d'autant plus frappante que les peuples de couleur se réveillent et font preuve d'une grande vitalité qui soulèvent les tempêtes. Soulevée par ces tempêtes, la nouvelle vague des révolutions nationales et anti-coloniales, plus impétueuse que la précédente, s'engouffre en y rencontrant moins de retenue dans ces détroits nouvellement ouverts par les mouvements de la croûte terrestre qui s'est déchirée sous l'effet des dérives guerrières de régions et de continents entiers, et, notamment, déferle sur l'Asie en un raz de marée. Les mouvements nationaux et anti-coloniaux profitent des désordres, des bouleversements provoqués par la guerre, se précipitent dans les brèches

ouvertes par la fragilisation de leurs colonisateurs respectifs, s'appuyant sur la lutte des deux grands pour le partage du monde. Les vieilles puissances colonisatrices déjà chassées en particulier par le Japon de leurs possessions en Asie, après la défaite de ce dernier, tenteront d'y revenir, à l'instar de la France en Indochine, mais ne pourront y rester. Elles n'auraient pu y demeurer en force qu'en recevant l'appui de la puissance militaire des Etats-Unis. Or les capitalismes rivaux de Washington et de Moscou, qui chacun à leur manière ont déjà largement contribué à la chute du colonialisme, vont s'empresse de reconnaître les gouvernements révolutionnaires bourgeois, ce qui est un autre moyen de dissimuler derrière leur anti-colonialisme leurs intentions et leurs plans d'investissements, et avec eux les tendances expansionnistes des cartels internationalistes qui leur dictent leur conduite <sup>19</sup>. Le maintien des Empires coloniaux constituerait une grave menace pour la reprise et la poursuite de l'expansion capitaliste. Les anciennes puissances européennes désormais en déclin relatif n'étant plus, d'une part, en mesure de satisfaire aux besoins d'industrialisation qu'avaient engendrés les premières phases de destruction systématique des antiques rapports de production qui avaient été la conséquence de leur pénétration d'abord commerciale puis industrielle dans ces aires, d'autre part, d'assurer la protection militaire ou plutôt la sujétion de ces zones d'investissement .

La Grande-Bretagne, la France, la Hollande, et en un sens le Japon, prennent de plein fouet la déferlante indépendantiste : La France perd l'Indochine française (Annam, Tonkin, Cochinchine , Laos et Cambodge) à l'issue des guerres de 1946-1954.

La Grande-Bretagne perd les Indes (1947)<sup>16</sup>. Le mouvement national lui fait perdre « les joyaux de la couronne » certes, mais le royaume ne sera toutefois pas amputé de tous ses bijoux de famille. La préservation des intérêts anglais est permise par la réalisation tardive de ce « self government » qui était en discussion depuis bien longtemps parce qu'il était inscrit dans l'objectif d'une décolonisation « en douceur » qui fut le terrain d'entente obtenu par l'émasculatation d'un mouvement national radical au début des années vingt. C'est par division de l'Inde que se forme le Pakistan (1945) et l'Inde à son tour perd le Boutan (1947) et Ceylan (futur) Sri Lanka (1948). Elle perd aussi la Birmanie (1948) qui a également subi et profité de l'occupation japonaise de 1942-45, la Fédération de Malaisie (1957). La Hollande (après l'épisode de l'occupation japonaise de ces territoires) perd non sans résistance l'Indonésie (1945-50), la Corée (1948-53), les Philippines (1946).

La révolution chinoise de 1949, pour qui n'est pas mystifié par le caractère mono-partite de l'Etat Maoïste, par les drapeaux rouges et les apparences, réalise bien au fond et pour elle-même, la démocratie. Le bloc des quatre classes la cimenter. Cette étape de la révolution bourgeoise, compte tenu des conditions historiques générales marquées par la disparition transitoire de la lutte de classe prolétarienne, est bien entendu franchie (naturellement sans ces répercussions révolutionnaires prolétariennes qui, dans l'Europe de Marx devaient coïncider avec la crise et la révolution attendue par lui (dès 1853) pour 1858).

---

<sup>19</sup> Cette affirmation ne s'oppose en rien au rejet du mythe d'une Amérique anti-colonialiste : « Jamais un marxiste n'avalera le bobard que les Etats-Unis américains, ce régime de coloniaux nés, de pirates du capital, d'exterminateurs de peaux-rouges et de trafiquants de chair noire font sérieusement une politique d'abstinence coloniale. On lit clairement dans l'histoire la ligne ininterrompue qui relie, pour les Etats-Unis d'Amérique, le procès d'accumulation capitaliste et de l'impérialisme - le plus atroce et le plus odieux comparé à celui du reste du monde bourgeois, en dépit des Digests et des Sélections qui font regretter un analphabétisme plus répandu - depuis la fondation de la République, à la domination militariste inter-océanique actuelle. Malgré les immenses espaces dont ils jouissent à l'Ouest, ils arrachent au Mexique, en 1849, par une guerre de pure agression et de conquête des territoires aussi grands que ceux des nations européennes (...) 1898, un autre cas classique d'agression bien digne de la fable du loup et de l'agneau (...) l'Espagne voit lui échapper (...) l'île richissime de Cuba ainsi que toutes ses autres colonies des Indes occidentales, et les Philippines. (...) 1919 (...) l'Amérique accapare des position de contrôle économique et financier mondial de première grandeur, même si c'est sans « mandat » (...) » (« Un monde libre répugnant et mensonger », Battaglia Comunista n° 15, 1950).

Au Moyen-Orient, les mouvements d'indépendance, freinés au lendemain de la première guerre mondiale et dans l'entre-deux guerre, mais accélérés par les bouleversements de la guerre, reprennent aussi dans certaines limites : le protectorat de la France sur la Syrie prend fin en en 1943 (alors que l'indépendance avait été déclarée en 1941 et que les dernières troupes se retirent en 1946 ), alors que celui sur le Liban s'achève aussi en 1943, date à laquelle l'indépendance est déclarée. De leurs côtés, l'Irak (1945) et la Transjordanie (1946) se soustraient à la Grande-Bretagne, ce fait devant être mis en relation avec la fin du mandat britannique sur la Palestine.

Si l'Asie, et dans une bien moindre mesure le Moyen-Orient, sont en effervescence, le continent africain est pour quelques temps encore pacifié, c'est-à-dire mis à deux genoux. Le partage colonial de l'Afrique tel qu'il a été réglé dès 1884-85 (conférence de Berlin) et tel qu'il s'est achevé en 1914, avec la seule remise en cause liée à l'attribution par la Société Des Nations des territoires allemands aux puissances mandataires (Belgique - France - Royaume-Uni), est toujours d'une certaine manière en vigueur. Les puissances occidentales y conjurent plus facilement les mouvements d'indépendance et y maintiennent plus longtemps encore la phase de pillage et de destruction des rapports de productions pré-capitalistes, s'abandonnant même d'une certaine manière dans certaines zones qu'elles délaisseront par la suite, les conditions du développement ultérieur du capital lui-même. Dès lors, l'occidentalisation de l'Afrique, elle, tarde encore, sera plus lente, et donnera lieu à des révolutions d'autant plus indéterminées que tardives. Plusieurs déterminations concourent à ce retard. Il tient au fait qu'ici les trois plus grandes puissances colonisatrices d'Europe s'étaient engagées à promouvoir une lente et prudente évolution vers l'autonomie et l'indépendance qui n'affecte pas en particulier les liens qu'établissait au profit du capitalisme anglais le Commonwealth (statut de Westminster 1931). Il est aussi par suite lié aux conditions et aux conséquences de la victoire alliée, Angleterre et Etats-Unis ayant occupé diverses parties du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, ainsi que les colonies Italiennes, avant de lancer la contre-offensive qui devait converger vers l'Allemagne. Après la victoire alliée, l'occupation occidentale de certains Etats, organisée par l'Organisation des Nations Unies qui juggle les luttes intestines inter-alliées pour la conservation coloniale et prépare la décolonisation essentiellement au profit des Etats-Unis et de l'URSS, retarde efficacement les mouvements d'indépendance, en couvrant les répressions les plus sanglantes. Ainsi, comme ce fut le cas dans le premier après-guerre pour les colonies allemandes, certaines colonies italiennes tombent maintenant sous la domination des vainqueurs qui diffèrent ainsi le mouvement de décolonisation. C'est à la fin de la guerre que, perdues par l'Italie qui avait déjà perdue l'Ethiopie (1941), la Somalie et la Libye ont été placées sous mandat de l'O.N.U.. Dans les zones nord de l'Afrique et arabe, la France également connaît un plus grand succès que dans l'aire asiatique. En Algérie, l'Etat français repousse la menace d'indépendance en réprimant, le jour même de l'armistice du 8 Mai 1945, les masses en révolte de Sétif. Carnage pour lequel De Gaulle et le Parti Communiste Français (Tillon), sans lequel la reconstruction de l'économie nationale n'aurait pas pu aller si bon train, au sein du gouvernement, se donnent la main. A Madagascar, c'est sûrement pour remercier les populations d'avoir payé un lourd tribut à la guerre, d'abord sous le régime de Vichy avec l'effondrement des salaires, les réquisitions, les travaux forcés, puis sous le régime libéral en 1942 avec l'aggravation de la misère et la levée de forts contingents militaires pour la croisade anti-fasciste, que peu de temps après l'élimination des régimes dits "barbares" - mais en fait civilisateurs comme le leur - la France fit marcher les troupes « Sénégalaises », la police et les civils européens contre les débuts d'un soulèvement général (mars 1947), et que les troupes du général Garbay intervinrent ensuite pour pratiquer pendant plusieurs mois un ratissage systématique. La répression d'un mouvement qui, lassé, avait cessé de croire à la « Charte Atlantique » et à la « Charte des Nations-Unies » que l'on avait pris ici pour des promesses de libération, fit plus de quatre vingt dix mille victimes. La civilisation anti-fasciste fit ici plus de quatre vingt dix mille victimes ! Cela montre que dans une certaine mesure, la défaite face aux mouvements anti-coloniaux dans l'aire asiatique avait aussi permis une plus grande concentration de volonté et de force sur le théâtre des opérations sanglantes d'Afrique et, en ce sens, favorisé le maintien, ici, de la domination coloniale.

3. Au centre, à la surface de l'étendue calme de l'océan d'ignominie de la contre-révolution pacificatrice, les frémissements, les agitations superficielles, purement revendicatives du prolétariat - provoqués dans sa soumission sans borne par l'offensive capitaliste de l'immédiat après-guerre à ses conditions de travail, mais en aucun cas secoué par les « lointaines » guerres chaudes de systématisation nationales - alimentent dans certains cercles restreints, qui ne sondent pas les profondeurs abyssales de la contre-révolution, l'illusion généreuse mais vaine de la possibilité d'un nouvel Octobre Rouge. L'on maintient ici un schéma - la guerre engendrera fatalement la révolution - qui ne tient pas compte des résultats du cycle antérieur de la lutte de classe. En Italie, ce sont sur ces rides de surface que produisent les mouvements revendicatifs liés à la démobilisation et suscités par la reconstruction capitaliste d'après-guerre que navigue, à vue, sans la carte des fonds et des récifs, « Il Partito Comunista Internazionalista » (qui s'exprime désormais aussi par le journal « Battaglia Comunista »). Ce « parti » draine, dans ces circonstances impropres à la constitution du parti de classe, une partie des énergies anti-staliniennes et anti-fascistes, et s'il repose partiellement sur une classe ouvrière qu'il pense potentiellement révolutionnaire mais qui est au fond soucieuse de participer à la reconstruction capitaliste et qui se mobilise afin de tirer elle aussi tout le bénéfice de l'expansion retrouvée, il s'appuie aussi en partie pour sa composition sociale sur les couches moyennes et les éléments radicaux de la petite bourgeoisie. Le Congrès de Turin (décembre 1945/janvier 1946) qui est à la fois un moment de la structuration de l'ambiguïté congénitale et son véritable Congrès constitutif, lui offre une base mouvante qui fait de lui un bloc d'opposition plus qu'un parti monolithique <sup>120</sup>. Mais plus grave encore, la confusion d'alors est assez forte pour que ce mouvement de constitution hétérogène et évolutive, à la recherche de cette formulation d'un programme qui aurait pourtant dû inaugurer le procès de sa constitution, attire cette lutte singulière, où s'exprime à nouveau la continuité programmatique du Communisme, lutte singulière qui est, en ce sens, compromise dès l'origine.

Tardive et nécessairement grevée de graves insuffisances théoriques liées à la carence de toute expression du Parti Communiste Historique depuis novembre 1922, à la discontinuité dans la défense historique du Programme qui en a résulté sur plus de vingt ans, comme à la confusion qui résulte de la combinaison d'erreurs d'appréciation de la situation historique qui domine dans ce parti, la lutte fondamentale, pour faire face à « l'assaut du doute révisionniste aux fondements de la théorie révolutionnaire marxiste », pour caractériser « le cycle historique de l'économie capitaliste », « le cycle historique de la domination politique bourgeoise », « le cours historique du mouvement de classe du prolétariat », « les guerres et les crises opportunistes », pour définir « la trajectoire de la Russie Soviétique depuis la révolution d'Octobre », pour appréhender « la situation Italienne », ainsi que pour présenter « les solutions programmatiques du mouvement ouvrier en regard de la question agraire », et ainsi concourir au rétablissement des fonctions du Parti Communiste Historique, ne revêt pas immédiatement des prolongements organisés et des contours concrets appropriés, de même qu'elle ne se manifeste pas dans un document programme indiscutable, même si elle est visible et différenciée essentiellement depuis 1946 dans la revue « Prometeo », seule

---

<sup>120</sup> Cette « Première conférence du Parti Communiste Internationaliste d'Italie » en 1945 n'apporte aucun démenti à la description que nous faisons de la genèse du Parti Communiste Internationaliste, fondamentalement elle confirme la critique. Le document ne laisse entrevoir aucune expression véritable du Programme Communiste, ce qui est particulièrement évident si l'on considère le débat démocratique sur toutes les questions, sur la question syndicale peut-être plus encore que sur la question électorale, où il s'agit d'une trahison pure et simple des Thèses de la « Gauche Communiste d'Italie ». La « Plate-forme » - ce qui, nous l'avons vu, est dans la nature même du document -, mais aussi les « Thèses », sont exposées à la discussion. Le Congrès de Turin n'est pas de nature à fonder un parti, et en un sens le parti est aussi impossible de ce point de vue, celui de l'adversaire. D'ailleurs, l'occasion de cette illustration est belle pour rappeler que c'est sans hésitation que les communistes - qui doivent pousser la formulation de l'anti-démocratie de principe jusqu'à l'élimination de l'utilisation interne de tout mécanisme démocratique - proclament la fin du mécanisme congressuel et affirment que le Parti ne pouvait pas et ne pourra pas surgir d'un Congrès.

d'abord, puis dans les articles du « Fil du temps » dans « Battaglia Comunista », mais non exclusivement, ensuite. L'essentiel est présenté dans ces élaborations successives, contributions où ré-émerge, s'individualise, et se différencie difficilement l'expression renouvelée du Parti Communiste Historique, et qui ne forme pas un Programme ni encore un corps de Thèses qui la caractérise à proprement parler. Ceci alors même que ses élaborations successives seront nommées « Thèses de la Gauche »<sup>21</sup>, et que l'on assiste donc à la naissance de ce vocable imparfait pour désigner positivement à la fois la continuité et une ré-affirmation supérieure du Programme. Il en est ainsi parce que cette lutte ne s'individualise pas clairement encore et que les forces qui la conduisent se laissent imposer ce parti artificiel dont elles acceptent, non seulement de fait, mais aussi théoriquement, la formation.

En effet, au point de convergence de cette lutte singulière et de la reconnaissance implicite de la reformation d'un parti né en dehors et d'une certaine manière contre elle, se place une élaboration conciliatrice de toutes les oppositions internes provoquées par l'agrégation organisationnelle originelle : la « Plate-forme politique du Parti Communiste Internationaliste d'Italie » (1945) où le mouvement réalise à la fois la synthèse des éléments d'orientation, qui émanent de l'effort de l'expression du Parti Communiste Historique, insuffisances comprises, et de l'ensemble des errements révisionnistes qui habitent le parti depuis sa proclamation. On notera la catastrophique régression doctrinale que représente l'encadrement théorique inconcevable d'un parlementarisme révolutionnaire et d'un participationnisme électoral<sup>22</sup>. On notera aussi l'incapacité à tirer le bilan de l'intégration des organisations ouvrières et les hésitations dramatiques lorsqu'il s'agit de résoudre la question syndicale qui est pourtant formulation d'une question de principe, celles des rapports du parti à la classe. Cette production pour ce parti dont on doute et pour le parti que l'on espère, véritable syncrétisme, accrédite ainsi avec l'illusion de la possibilité du parti, l'illusion d'une possible reprise de la lutte de classe, cautionne la construction volontariste d'un parti de classe, ceci en contradiction avec ces puissantes réaffirmations doctrinales - parti - classe - force - violence - dictature - communisme - qui, par ailleurs, en substance appellent une affirmation clarificatrice d'une part des données discriminantes de la situation historique encore contre-révolutionnaire, déjà et à nouveau marquée par la reconstruction capitaliste, d'autre part des tâches révolutionnaires dans les limites du cycle de complète domination capitaliste.

Cependant, alors que dans le même temps, les énergies qui incarnent l'expression renouvelée du Parti Communiste Historique perçoivent l'erreur de la proclamation du parti de

---

<sup>21</sup> Seront nommées « Thèses de la Gauche » (et seulement à partir du n°5) les textes intitulés - « La Russie Soviétique de la révolution à aujourd'hui » n°1 1946 - « La classe dominante italienne et son Etat national » n°2 1946 - « L'assaut du doute révisionniste aux fondements de la théorie révolutionnaire marxiste » n°5 1947 - « Le cours historique du mouvement de classe du prolétariat - guerre et crise opportuniste » n°6 1947 - « Nature fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière » n°7 1947 - « Le mouvement ouvrier et la question agraire » n°8 1948, tous parus dans la revue « Prometeo ».

<sup>22</sup> Ce participationnisme électoral suffit à montrer que la revendication de l'Oeuvre de la Gauche Communiste d'Italie 1912-1922 est, sur ce point particulier et discriminant, trahie, et de façon générale mystifiée, c'est-à-dire confondue avec son dramatique truchement Bordiguiste des années postérieures à novembre 1922. On se réfère pour mesurer l'ampleur de la confusion à la revendication de cette discriminante fondamentale du Communisme dans le texte « Le cycle révolutionnaire 1917-1922 et la formulation des solutions programmatiques de la question électorale et parlementaire » (cf. le Programme de la Révolution Communiste, n°10) où l'on considère les rapports et les liens dialectiques - où réside l'essentiel - de la lutte de la Gauche Communiste d'Italie contre la participation parlementaire et électorale à la conception originale de la genèse du Parti Communiste Mondial et où l'on périodise cette lutte de la Fraction Communiste Abstentionniste, qui n'est précisément pas reconnue comme un moment de référence pour ce parti qui ne revendique que le compromis de 1921 pour définir ses origines. Il faudra attendre 1965 pour avoir avec une revendication explicite de Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste de 1920, une critique implicite de la déviation que nous condamnons ici : « Le nouveau mouvement faillit même retomber dans l'illusion selon laquelle il y avait encore quelque chose à faire dans les parlements bourgeois ... » (point 6 des thèses de Naples). Mais nous réservons un développement à cette question particulièrement révélatrice des difficultés de la filiation plus loin.

classe, c'est sans pouvoir produire une critique théorique et pratique frontale qui fasse système et l'éradique <sup>123</sup>. Dès lors, elles s'en tiennent à une affirmation négative et ne peuvent, dans ces conditions, qu'inaugurer la lutte limitée - qui cependant les distingue - contre les conséquences volontaristes et activistes de cette proclamation. Elles croient d'ailleurs pouvoir s'accommoder de la formation de ce parti en se fondant sur le précédent d'Engels qui, dans une autre situation, fut tout autant amené historiquement que porté et enclin à accepter la formation de la II<sup>e</sup> Internationale (1889), dans ces conditions nécessairement social-démocrate et réformiste ; on notera en passant que cette acceptation là ne fut pas également sans engendrer de difficultés d'individualisation, de différenciation de la lutte du Parti Communiste Historique en son sein, ce qui ne fut pas non plus sans conséquences graves - qui n'ont pas toutes été évaluées explicitement en leur temps, en particulier au moment du basculement général de la II<sup>e</sup> Internationale dans le révisionnisme (1899) - sur la reformation du parti de classe, comme l'examen rétrospectif approfondi du retard de cette reformation sur les conditions historiques, au moment de l'explosion de 1912, l'indique clairement. Ainsi, ces énergies pratiquent-elles de fait une forme d'entrisme, qui a déjà eu un grand et contestable modèle, car elles occupent une structure inadéquate à leur être et participent, en pratique mais aussi en théorie, à la confusion des genres.

L'expression du moment du Parti Communiste Historique, la seule qu'il s'agit de reconnaître et de défendre, réapparaît donc, dans cette enveloppe et sous ce rapport à une structure inadéquate qui ne saurait durablement lui convenir, dans ce mouvement qui retient la confusion en lui-même. Il retient la confusion, en particulier en présentant une filiation qui n'est pas encore débarrassée des fausses représentations que le Bordiguisme a véhiculé de la lutte de la « Gauche Communiste d'Italie », lutte que l'intelligence marxiste limitée d'alors ne réduit pas encore, loin s'en faut, aux années 1912-1922, mais étend, sans percevoir la discontinuité doctrinale, à l'opposition des « Gauches Italiennes » des années 1922/1926, voire 1928 <sup>124</sup>. L'histoire de la faillite et de la disparition définitive (1922) de la Gauche Communiste d'Italie et de l'effacement transitoire (fin 1922 - fin 1944) de toute expression du Parti Communiste Historique contraint ces forces restreintes qui revendiquent son Oeuvre sans nulle autre pareille à un effort titanesque. Mais un fait historique demeure, par là, malgré tout, en un certain sens grâce aussi à l'erreur, c'est bien l'expression du Parti Communiste Historique qui inaugure - au sein de ce parti impossible en tant que parti du prolétariat révolutionnaire - le double procès de la reconquête des Thèses caractéristiques et originelles de la Gauche Communiste d'Italie (1912-1922), d'où il fallait bien évidemment repartir, et de la restauration du Programme Communiste, et les présente dans le corps de Thèses qui fait autorité, et escamote d'une certaine manière la « Plate-Forme » de contingente et de triste fonction : « Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière » <sup>125</sup>. L'expression du Parti Communiste Historique entreprend de tirer les

---

<sup>123</sup> Ainsi, dans les « Perspectives de l'après-guerre en relation avec la Plate-Forme du Parti » on travaille à dissiper les illusions, d'ailleurs très inégalement partagées au sein de l'organisation, d'une reprise révolutionnaire, mais ce sera sans pouvoir résoudre radicalement la contradiction.

<sup>124</sup> La précision de la date de fin du cycle révolutionnaire est loin d'être superflue, le fait que le Groupe Communiste Mondial soit passé de 1926 à novembre 1922 correspond à un approfondissement explicitement revendiqué de la critique des précédentes expressions du Parti Historique. Cette critique est solidaire de l'achèvement et de l'effort de systématisation des leçons de la contre-révolution. Le bilan complet du dernier cycle de la révolution communiste et notamment l'individualisation de la trajectoire de l'expression du Parti Communiste Historique et de son échec, sa différenciation d'avec ces déformations, impliquent une déclaration explicite : les Thèses dites « de Lyon » pas plus que le « Compte-rendu de l'Exécutif de 1926 », ou encore la lettre à Korsch de la même période, ne sauraient être revendiqués, ils expriment tous la volonté d'un mortel attentisme qui se réfère à la nécessité - en dehors de tout fractionnisme - de favoriser des événements qui permettront de redresser une Internationale Communiste qu'il fallait quitter et contre laquelle il fallait lutter, en ayant conquis une indépendance d'organisation, avec les armes invariantes du Programme et de la prévision communiste, faute de pouvoir l'affronter « les armes à la main » cf le « Catalogue des Contres-thèses des Bordiguismes ».

leçons de la contre-révolution sans naturellement parvenir d'emblée à la nécessaire systématisation achevée de celles-ci, une telle systématisation étant impossible dans ces conditions d'organisation et de pratique. Ainsi, pour elle, après la sordide dégénérescence de la II<sup>e</sup> Internationale, la restauration par l'Internationale Communiste des « valeurs » révolutionnaires face aux désastreuses orientations révisionnistes du mouvement ouvrier d'avant 1914 fut grandiose et complète en ce qui concerne les principes doctrinaux, l'orientation théorique et le problème fondamental du pouvoir d'Etat, alors que la nouvelle Internationale a failli sur le plan de l'organisation et sur celui de la tactique, dramatiquement élastique et manoeuvrière. Dans la conception de l'échec qu'elle défend à ce stade, l'erreur qui a ouvert la porte de la III<sup>e</sup> Internationale à la nouvelle vague opportuniste se situe, au-delà de « l'erreur de calcul sur les probabilités futures de la révolution » car « c'était une erreur d'orientation et d'interprétation historique qui consistait à vouloir généraliser les expériences et les méthodes du bolchevisme russe en les appliquant à des pays de civilisation bourgeoise et capitaliste bien plus avancée ». Sur la lancée, l'enseignement de la faillite du front unique en général et de la destruction de la capacité révolutionnaire du parti de classe qui résultait d'une telle méthode tactique est établi, sur le fondement de la défense des principes qui lient le Programme à l'organisation et à la tactique. Cependant, l'erreur du front unique dans son acceptation syndicale n'est pas individualisée et toutes ses causes et conséquences contre-révolutionnaires appréciées, car une telle appréciation impliquait une critique de l'impostation de la Gauche Communiste d'Italie elle-même, critique à laquelle l'expression du Parti Communiste Historique ne saurait accéder, car il s'agit d'arracher les racines d'un Bordiguisme qui trouve son origine et puise ses forces dans les concessions historiques de la Gauche Communiste d'Italie elle-même à la Gauche Communiste de Russie d'abord, au Léninisme ensuite, c'est-à-dire à cette expression inférieure du Parti Communiste Historique d'abord, à cette forme du révisionnisme ensuite <sup>26</sup>. Dans le climat de confusion générale d'après-guerre, l'expression du Parti Communiste Historique se fraye un chemin vers les origines mystifiées par la propre participation indirecte de la Gauche Communiste d'Italie au procès d'involution révisionniste de l'Internationale 1921-22, et obscurcies par les vingt années de discontinuité doctrinale qui suivirent la disparition de la Gauche Communiste d'Italie à cette date. A ce stade de la ré-acquisition de sa propre lutte des années 1912-1920, la représentation qu'elle s'en fait est marquée par de graves scories Léninistes. La revendication de l'origine de la Gauche Communiste d'Italie au Congrès de Livourne (1921) - qui en dernière analyse est le "Congrès du compromis" - est plus qu'une allégeance aux insuffisances et erreurs initiales de la Gauche Communiste de Russie, c'est une concession au Léninisme. Cette concession escamote la vérité révolutionnaire de la Gauche Communiste d'Italie (1912-1920), avec le meilleur de son opposition originelle à la Gauche Communiste de Russie sur la base de la restauration des principes supérieurs de la révolution purement prolétarienne, et justifie sa participation indirecte au procès d'involution révisionniste de l'Internationale Communiste. La reconnaissance implicite des I<sup>e</sup>, II<sup>e</sup>, III<sup>e</sup>, et IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste comme fondement de la lutte révolutionnaire présente et anticipation de celle à venir interdit l'identification complète de l'intermédisme et l'individualisation de ses formes au sein de l'Internationale Communiste d'hier, ainsi que la délimitation radicale d'avec ses diverses expressions contemporaines pour leur éradication révolutionnaire clarificatrice. Une telle reconnaissance projette l'ombre des erreurs et insuffisances de ces congrès successifs sur la prévision du futur cycle révolutionnaire et les conditions de son ouverture au terme de la présente contre-révolution.

---

<sup>25</sup> Il s'agit des Thèses intitulées « Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière », dites « Thèses de 1945 » parce qu'élaborées dans la première partie en début de cette année. Elles sont parues en totalité dans le numéro 7 première série de «Prometeo » en Mai/Juin 1947.

<sup>26</sup> Voir les «Thèses» « Le Programme de la Révolution Communiste » n°9, et « Le cycle révolutionnaire 1917-1922 et la formulation programmatique des solutions syndicales » (pages 24 à 43), ou encore « Le cycle révolutionnaire 1917-1922 et l'échec de la Gauche Communiste d'Italie » (page 24 et page 78, point 12) de la revue n° 10 « Le Programme de la Révolution Communiste »

Certes, la rupture historique et programmatique de novembre 1922 est perçue, alors que l'on déclare situer après le IV<sup>e</sup> Congrès la « période de dégénérescence ouverte et progressive de l'Internationale Communiste ». Mais aucune date significative de l'ouverture du cycle de la contre-révolution, non rigoureusement individualisé en tant que tel, n'est retenue à ce stade, signe de grande faiblesse et source de confusion. La discontinuité que matérialise la fin du cycle révolutionnaire et l'ouverture coïncidente du cycle contre-révolutionnaire ne sont pas clairement repérées, alors que l'insistance sur les caractères progressifs d'une telle dégénérescence dilue les causes et les conséquences de la trahison révisionniste dans le temps et dissipe la victoire de l'ennemi de classe dans l'espace de la description des expériences désastreuses postérieures à la désorientation complète et achevée des origines, ainsi voilées, du cycle de la contre-révolution. Le sacrifice de la claire orientation politique et de l'homogénéité de la composition et de l'organisation par l'Internationale - situé en substance avant la fin de 1922 - apparaît comme un commencement qui implique le devenir ultérieur d'une « nouvelle dégénérescence opportuniste », alors qu'il est le résultat qualitatif d'une involution antérieure après laquelle il est précisément dangereux de parler de « danger opportuniste », la victoire non de l'opportunisme mais du révisionnisme étant consommée. Sur un plan solidaire, la perception précaire, s'agissant de l'appréciation du cours capitaliste dans l'entre-deux guerres, d'une « stabilisation partielle et relative du capital », est très loin de rendre compte de la réalité du développement élargi du capital, celui-ci retrouvant non l'équilibre, même relatif, mais l'expansion dynamique et contradictoire, alors qu'elle s'harmonise parfaitement avec une certaine sous-estimation de la profondeur de la contre-révolution ... sous-estimation bien rationnelle pour qui s'accommode de la constitution du parti formel de la classe né d'une surestimation des vellétés révolutionnaires de la classe ouvrière dans ce début de deuxième après-guerre. De fait, la « Question Russe » est encore au centre du procès de délimitation des forces en présence, alors qu'elle est invariablement ramenée, réduite, à celle de la nature capitaliste révolutionnaire de l'économie russe, et non systématiquement à celle de l'Etat et du Parti qui le dirige, crédités tous deux, jusqu'à une période tardive, voire indéterminée, de caractères prolétariens, et même de vellétés internationalistes <sup>127</sup>, et qu'elle apparaît ainsi, par là même, même si l'on s'en défend toujours, irrésolue.

Même si elles sont encore prisonnières d'une revendication a-critique de l'Oeuvre de la Gauche Communiste d'Italie que fausse de surcroît l'historiographie Bordiguiste, qu'elles apparaissent donc toujours enclines à la re proposition de solutions tactiques qui ont fait faillite, qu'elles ne s'arrachent donc que progressivement et difficilement à l'étreinte du passé et à l'emprise de l'immédiatisme, les yeux tournés vers la future lointaine et difficile reprise de la lutte de classe, ces forces manifestent à nouveau puissamment leur fidélité au Programme Communiste. Les conditions théoriques de la mise en oeuvre de la fonction de prévision du prochain cycle révolutionnaire sont édifiées sur le socle du réarmement doctrinal qu'elles sont les seules à promouvoir. La signification du déterminisme marxiste, la méthode du matérialisme historique et dialectique qui résout le problème du passage de la pure connaissance à l'intervention active en établissant que c'est le parti, et lui seul, qui détermine la classe face à elle-même et la rend capable de faire son histoire, est victorieusement rétablie.

La périodisation des anticipations théoriques de cette période de renaissance fait déjà apparaître la puissance prospective des vieilles Thèses invariantes. Sur le plan de la prévision, ses forces révolutionnaires combattent dès 1945 l'illusion d'une possible reprise immédiate de la lutte de classe, nient la perspective selon laquelle 1945 reproduirait les conditions révolutionnaires du premier après-guerre, réfutent la prévision d'une troisième guerre mondiale imminente <sup>128</sup>, situent aux Etats-Unis le centre du capital mondial et de la contre-

---

<sup>127</sup> Ceci apparaît dans cette sorte de « Plaidoyer pour Staline » que contient aussi le « Dialogue avec les morts » dans « Il Programma Comunista » de 1957.

<sup>128</sup> «La perspective fondamentale des marxistes révolutionnaires est la suivante : ce plan d'organisation bourgeoise unitaire ne peut arriver à prendre vie définitivement, parce que le rythme vertigineux que ce plan



révolution <sup>29</sup>, décrivent la perspective d'une inéluctable mais lointaine reprise de la lutte de classe. Sur le plan de la détermination théorique de l'épicentre de la révolution, elles affirment (en 1946) que les contradictions inter-capitalistes se nouent en Allemagne où se constitue la nouvelle poudrière du monde, et où, parce que les deux capitalismes américain et russe y sont en contact, il ne peut y avoir de solution que sur le terrain du rapport de force. Cette anticipation galvanisera les énergies militantes, et orientera positivement les efforts prévisionnels pour de longues années, alors même que l'histoire ne la vérifiera pas exactement. Dans ce mouvement d'appréciation des déterminations de la future reprise, elles condamnent (en 1950) les voies et les voix par où l'on est arrivé d'abord au mirage petit-bourgeois insidieux, vide et soporifique, du mot d'ordre des « Etats-Unis Socialistes d'Europe » à celui illusoire et réactionnaire des « Etats-Unis d'Europe » <sup>30</sup>. Lorsqu'elles déclarent (en 1948) que la reprise de la lutte des classes surgira dialectiquement d'une phase ultérieure à celle actuelle où triomphe cette collaboration qui est la mort des énergies révolutionnaires, elles manifestent leur parfaite intelligence marxiste de la situation. La restauration programmatique du communisme entreprise vérifie cette affirmation puisqu'elle conduit aussi à l'affirmation doctrinale de l'anéantissement du prolétariat en tant que classe et, donc, à l'évacuation de la lutte de classe c'est-à-dire à la disparition du parti de classe. Mais, alors qu'il faudrait déduire de l'impossibilité de « personnalisation » du prolétariat dans son parti la condamnation claire de toute organisation en parti pour le présent, celui-ci étant un obstacle au travail de son intégrale restauration programmatique, la présence de ces forces révolutionnaires au sein de « Il Partito Comunista Internazionale », en particulier parce qu'elle prend la forme d'un entrisme qu'interdisent pourtant les principes, accredité l'erreur de l'existence d'un parti révolutionnaire impossible sur le cours de la contre-révolution, engendre ainsi l'ambiguïté de l'inadaptation structurelle aux fonctions singulières et permanentes du Parti Communiste dans son acception Historique que ces énergies mettent en œuvre, et à la définition complète desquelles - sous cette forme impropre - elles

---

imprimera à l'administration de toutes les ressources et de toutes les activités humaines, accompagnées de l'asservissement impitoyable des masses productrices, conduira à de nouvelles oppositions et à de nouvelles crises, aux heurts entre les classes sociales opposées et, dans le sein de la sphère dictatoriale bourgeoise, à de nouveaux heurts impérialistes entre les Etats colosses. Toutefois, on ne peut prévoir que, la guerre étant désormais finie, ce cycle complexe se développera de façon accélérée ; et, même si l'actualité politique de ces derniers temps parle de faillite des congrès de paix et de conflits insurmontables, et laisse prévoir que les sphères d'influences où les grands blocs d'Etats alliés dans leur périlleux équilibre tendent à reprendre la place du nouvel organisme mondial ou « Super Etat », pour le moment, il est à présumer que l'ampleur des blessures de guerre à guérir et l'immensité du champ d'activité ainsi offert à la typique organisation capitaliste permettent le triomphe du compromis » (« Les perspectives de l'après-guerre en rapport avec la Plate-forme politique du Parti » 1945, publié par Prometeo, 1947). Cette affirmation est toujours corrélative de cette autre, où l'on reconduit la position classique, voir par exemple « Tartuffe et le Pacifisme » Battaglia Comunista n° 6 1951 : « Si la guerre générale éclatait par la force des choses, ou à la suite d'une provocation américaine ou même russe (...) la chose qui est en même temps la moins probable et la plus désirable, c'est le démantèlement de la puissance étatique et militaire américaine par une révolution interne ou par une défaite militaire. L'autre issue opposée, la plus probable, aboutit au même point que la « sauvegarde de la paix » et mène à la préparation de nouveaux affrontements intercapitalistes, si le mouvement autonome et révolutionnaire de classe n'arrive pas à renaître » ou encore « Boussoles affolées » Battaglia Comunista n° 20, 1951 : « Mais si la paix se brisait, comme cela est arrivé tant de fois, en dépit des pacifistes militants qui se transforment alors d'un seul coup en guerriers frémissants, pourquoi ne pas chercher quelle serait l'issue la plus mauvaise ? Et pourquoi ne pas voir que celle-ci serait constituée par le triomphe de l'Amérique pour des raisons qui découleraient de sa prédominance non pas militaire, mais diplomatique et économique ? ».

<sup>29</sup> « Le jour n'est peut-être pas loin où de puissantes couches du prolétariat mondial comprendront que l'ennemi n° 1 est Truman, non pas la personne de ce fonctionnaire inconnu jusqu'à la mort de Roosevelt, non pas cette figure de curé de village avec les mains sur deux bibles et le sourire mielleux, mais la force bestiale du capitalisme oppresseur concentré aujourd'hui dans cet échafaudage formidable d'investissements économiques et d'armements organisés outre-atlantique » (Battaglia Comunista n° 4, 1949). Sur ce point, qui n'est autre qu'un des points d'achoppement avec les théorisations Daménistes en tant que surestimation du facteur contre-révolutionnaire de l'URSS, voir « On cuisine maintenant la paix » Battaglia Comunista N° 23 de 1946, « La dictature mondiale des Etats-Unis » Battaglia Comunista n° 10 de 1947 « Amérique », « Encore Amérique », Prometeo n° 7 et n° 8 de 1947.

<sup>30</sup> « United State of Europa ». c'est le titre donné à un article paru dans « Prometeo » n° 14 de 1950. Sur cette question, on se référera aussi « Aggression à l'Europe » également dans « Prometeo n° 13 de 1949.

travaillent. S'il est établi que toute action de classe est une action de parti, que la classe n'existe donc pas sans le parti qui la révèle à elle-même et pour elle-même, il n'est pas déduit dialectiquement que le parti ne saurait exister sans la classe. La restauration programmatique du Communisme et la revitalisation de la prévision se développent mais demeurent prisonnières de cette ambiguïté qui appelle, avec une rupture salutaire, une grande et urgente clarification.

4. Le capital, à considérer le mouvement général, reprend son expansion sur la base de laquelle il intègre dans une certaine mesure à la fois toutes les luttes revendicatives, toutes les luttes d'émancipations nationales et anti-coloniales dans les aires asiatique et moyenne-orientale, alors qu'il conjure pour un temps encore toutes les luttes d'émancipation nationale dans l'aire africaine. Les États-Unis et l'U.R.S.S. réunissent la première condition de la « guerre froide » d'abord et de la « détente » ensuite, la pacification de l'Europe, et ainsi excluent, pour une longue période, d'en venir aux mains <sup>131</sup>. Le Volcan européen est éteint par une pluie de dollars qui alimente les fleuves des investissements qui relancent comme jamais les économies européennes. Les lendemains de deuxième guerre mondiale sont, à certains égards, répétition des lendemains de première guerre mondiale : on arrête de dépouiller l'Allemagne et on suspend les réparations (on fait entre autres à nouveau échec à la France qui souhaite la disparition des mines de charbon qui lui font concurrence et la transformation de ce pays en champs de patate) pour passer à la politique de sa réindustrialisation. Les grèves de la Ruhr ont sans doute été un avertissement et une incitation pour favoriser une reprise économique dans une partie au moins de l'Allemagne de l'Ouest, dans le but d'ouvrir un marché aux exportations, et pour augmenter ici la production permettant ainsi le financement normal des importations des marchandises produites aux États-Unis, et dans une mesure moindre, contrôle du développement des concurrents européens oblige, en Angleterre et en France. Dès lors, la « dénazification » annoncée à grand renfort de propagande contre la « barbarie nazie » et pour la liberté, tourne court pour laisser la place à une perspective plus juteuse encore, l'utilisation des Nazis pour le redressement de l'Allemagne démocratique. La collaboration ne s'arrêtera pas là, puisque des nazis notoires intègrent l'appareil des services secrets américains, observatoire anti-soviétique. Il serait pourtant faux de croire que l'expansion générale est immédiate, et que le capitalisme retrouve tout de suite à l'échelle mondiale, une périodicité normale des cycles industriels. La crise « post-bellique » de 1947, à l'instar de la « crise de guerre » de 1943, touche - comme toute crise de ce genre - les pays qui ont réalisé sur la ruine, la mort et la souffrance de millions d'hommes, les plus grandes et juteuses affaires, connu la plus grande expansion, tiré partout où ils sont implantés, le plus grand profit de la guerre, et subi chez eux les moins grandes destructions de forces productives. Elles prennent donc un caractère « local » et n'ont pas l'intensité ni la profondeur de crises telles que celles de 1929 et de 1938. Là se manifestent la rupture de la périodicité des crises et le décalage à l'échelle mondiale des cycles industriels, inévitables pendant et immédiatement après les conflits mondiaux, mais avec certaines répercussions à grande distance, puisque la solution de la guerre mondiale à la crise historique n'a pas le même effet sur les parties en cause. Les États-Unis, qui ont triplé leur potentiel productif de 1939 à 1943 sont donc touchés en premier lieu, dans ce contexte où ils doivent aussi encaisser et intégrer les mouvements d'émancipation nationaux et anti-coloniaux, que la colonisation capitaliste a engendré en détruisant les rapports de production pré-capitalistes, mouvements que pour leur part ils ont d'ailleurs de longue date appelés de leurs vœux en se faisant les chantres hypocrites du

---

<sup>131</sup> « Le point fondamental d'une position marxiste sur la situation actuelle ne peut être que celui-ci : la campagne pour la sauvegarde de la paix et la lutte contre les fauteurs de guerre n'a aucun contenu sérieux, ni d'un côté, ni de l'autre. La seule chose qui provoque la guerre, c'est l'existence et le maintien du régime capitaliste. Le gouvernement russe actuel n'a évidemment ni intérêt, ni désir, ni intention de déclencher une guerre. Le gouvernement américain se prépare à la guerre comme alternative à la marche vers le contrôle capitaliste de toute l'économie mondiale, mais il est prêt à acquiescer ce contrôle au moyen d'une transaction diplomatique ou économique (financière) qui ouvre également des perspectives immenses à la super-industrie et à la super-finance et qui peut être moins coûteuse qu'une guerre victorieuse » (« Tartuffe ou le Pacifisme », Battaglia Comunista, n°6, 1951)

« droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et qu'ils ont même fomentés, et, pour une grande part, armés en sous-main. Les mouvements nationaux et anti-coloniaux faisant la place nette en contribuant au désengagement des pays européens, les Etats-Unis et l'URSS s'implantent dans les ex-colonies, où ils y font triompher les plus complexes, obscurs et mystificateurs rapports de dépendance post-coloniaux. Les Etats-Unis s'implantent en Birmanie, en Corée du Sud, en Indonésie, aux Philippines, au Pakistan, au Boutan, à Singapour, en Malaisie, se maintiennent à Formose au côté du gouvernement Chinois en fuite, et seront bientôt maîtres de la mer de Chine du Sud et du Nord, alors que, grâce à leur bon vouloir, la France résiste pour l'instant à l'offensive Viêt-minh et tente de prendre appui sur certaines régions momentanément ré-occupées de l'Indochine, notamment la Cochinchine, pour reconquérir ses colonies <sup>18</sup>. La défaite définitive de la France face aux mouvements de libération nationale dans cette zone attendra 1953-54, date de la partition du Viêt-nam et de l'installation, responsable de la future guerre, des Etats-Unis au Viêt-nam Sud. L'U.R.S.S., elle, s'implante au Laos, au Cambodge, en Corée du Nord, dressant ainsi un cordon sanitaire d'Etats vassaux face à son rival et contrôlant son frère ennemi Chinois, alors que comme son adversaire, qui dans le miroir, lui renvoie son image hideuse, elle attendra 1954 pour s'implanter au Viêt-nam Nord, et s'y positionner pour, indirectement, l'affronter dans la guerre pour l'unification du Viêt-nam. Il y a donc aux Etats-Unis ce sentiment général d'avoir affaire ici à une offensive généralisée du « communisme », sentiment que renforce la demande de la part de son allié japonais d'une protection militaire, où l'occupation américaine d'un pays vaincu se transforme en collaboration étroite pour prévenir les attaques armées de l'extérieur, et être en mesure de réprimer les émeutes et les troubles intérieurs que l'on anticipe, car c'est ainsi : dans la conscience de la bourgeoisie, même lorsqu'il est inanimé, même raide mort, le prolétariat fait peur. <sup>19</sup>

Au Moyen-Orient, ce sont les Etats-Unis qui prennent ici le relais des mains de l'Angleterre. L'Angleterre et avec elle la Société des Nations ont ici échoué dans le contrôle durable du Sionisme et des pays arabes. Ce sont les Etats-Unis qui tiennent maintenant, avec le bras de l'O.N.U., les nouveaux Etats, notamment en soutenant l'implantation guerrière de l'Etat d'Israël, selon ces projets qui colonisent la Palestine avec l'aval des Etats-Onusiens, et visent le contrôle de toute la région. <sup>8</sup>

Le compte de l'Europe étant réglé, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. qui n'ont vraiment pas intérêt à s'affronter directement, constituent, pour la défense de leurs intérêts capitalistes convergents, une Sainte Alliance contre-révolutionnaire (chaque époque a la sienne) qui s'efforce de canaliser et de limiter tous ces phénomènes révolutionnaires de « libération nationale » qu'ils ont tout à la fois souhaité, encouragé, produit et, en partie seulement, subi. Ils finissent par les enserrer complètement dans des rapports conformes au maintien de leur dominium partagé sur le monde et c'est là une condition du dépassement des crises générales qu'ils se préparent ainsi à affronter ensemble et avec plus de coordination et surtout de moyens. Le maintien et l'extension du contrôle en Asie n'ira pas non plus sans lutte contre certains de ces nouveaux Etats émergents qui réunissent les conditions d'un développement relativement autonome. La Chine est de ceux-là. Illustration : le Japon est maintenant défait (1945), stoppé dans ses visées expansionnistes, et ravalé par la puissance américaine, non sans l'avoir fait frémir à Pearl Harbour (1941), au rang d'une de ses inoffensives dépendances économiques. Dès lors, les Etats-Unis font maintenant face à la Chine. Mais c'est désormais à la Chine « communiste » de Mao. La révolution partielle, c'est-à-dire bourgeoise et démo-populaire a triomphé définitivement en Chine. Cette dernière bride dans cette zone l'expansion des Etats-Unis qui échouent donc dans leur projet de partage de la Chine en deux zones d'influence, projet qu'ils avaient en commun avec l'U.R.S.S. et pour lequel ils pouvaient compter avec un Japon désormais soumis. La neutralisation de la puissance nipponne était l'objectif des Etats-Unis depuis 1905, date à laquelle, profitant de la guerre russo-japonaise, ils ont préparé leur position future en Chine et plus largement en Asie. La victoire sur le Japon dans l'été atomique de 1945 aurait pu permettre de réaliser directement les plans hégémoniques de l'Amérique sur le Pacifique et sur les mers de Chine, déjà une première fois contrariés par la guerre, si la révolution

chinoise de 1949 n'avait pas mis un frein en remettant tout en question. Les récents accords de Yalta qui avaient réinvesti la Russie dans ses anciens privilèges de 1905 craquent déjà. Le premier « Traité d'Amitié et d'Alliance sino-soviétique » de 1945, solidaire des accords de Yalta par lequel l'U.R.S.S reconnaissait le gouvernement de Tchan Kai-chek, est déjà dépassé. Il est mis à mal en particulier parce que la Manchourie, objet de toutes les convoitises, à cause du grand potentiel économique que le Japon avait ici mis en place, est maintenant arrachée au pillage de l'U.R.S.S. par la révolution chinoise qui franchit la dernière de ses étapes. Pour rétablir la feinte et tiédasse amitié sino-soviétique, il faut un deuxième traité dans laquelle l'U.R.S.S. apparaît généreuse, parce qu'elle lève rien moins que de vieilles hypothèques territoriales. C'est en faisant ainsi des concessions sans contreparties apparentes qu'en fait elle coupe les ponts entre la France, les Etats-Unis et la Chine, et leur inflige une défaite. Les Etats-Unis, un temps ralentis, retrouveront rapidement les conditions de l'expansion, profitant en particulier de la guerre localisée qui fait rage en Corée (1950-1953)<sup>20</sup> et à travers laquelle ils entendent remettre à sa place l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes et lancer une pointe à son allié Chinois<sup>32</sup>. Nouveau charnier et vaste affaire commerciale, la guerre de Corée est un modèle du genre. Elle donne la mesure de ce que va être la prochaine euphorique expansion en Asie du capitalisme le plus puissant qui vampirisera littéralement le sang des jeunes peuples asiatiques. Elle donne le ton et fournit le modèle de cette stratégie qui consolide le leadership des Etats-Unis sur le « monde libre », alors que le « containment » de l'U.R.S.S et non, la guerre frontale, contre l'U.R.S.S. est proclamée comme objectif. « La Corée, c'est le monde ! »<sup>33</sup>. Les révolutions bourgeoises, aux effets inégaux sur les anciennes puissances, mais aussi entre les anciennes puissances et les nouvelles, ne heurtent pas durablement les conditions de la paix armée, alors qu'elles favoriseront à terme l'expansion générale, « occidentaliser l'orient », « civiliser les peuples de couleur », permettant la pénétration des rapports de production capitalistes, généralisant les conditions de la prochaine lutte entre le capitalisme et le Communisme, renforçant la contre-révolution et rendant plus difficile au final l'insurrection révolutionnaire purement prolétarienne, qu'elles mettent cependant à l'ordre d'un jour futur et lointain<sup>34</sup>. Mais en revenant à l'Europe, un fait naturellement retient l'attention. Alors que l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes dans sa zone d'occupation opéra les prélèvements en nature que prévoyaient les accords, et ceci jusqu'en 1953, la République Fédérale Allemande devait, elle, bénéficier d'une toute autre politique dès 1947 : la production de l'acier allemand devait être en effet libérée et avec elle les potentialités militaro-industrielles pour faire face notamment à l'éventualité toujours agitée à l'arrière-plan des discours de paix, d'une guerre contre l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes

---

<sup>32</sup> « Le dialogue Mac-Arthur - Truman met le monde capitaliste en ébullition. Mais ses enseignements ne devraient pas étonner les marxistes ; ils sont d'une terrible évidence. Les considérations technico-militaires du Général cité plus haut sont évidentes : sans même avoir un seul feuillet de ses nouvelles caisses de documents, nous y faisons allusion dans les Fil du temps avant décembre. La prédominance américaine en Extrême-orient est manifeste : il est absurde d'attribuer aux Russes le projet d'attaquer là, au bout de l'unique voie du transsibérien. Celle-ci ne suffit qu'à ravitailler les garnisons de paix : les Nord-coréens ont eu plus de ravitaillement anglais de Hongkong que russe de la Sibérie : pourquoi pas, ajouterons-nous, américains ? Il faudrait aux Russes une plus grande marine marchande et de guerre ; ils ne l'ont pas, les Anglais y ayant veillé depuis un siècle, et ils ne peuvent l'improviser. D'accord pour l'aviation et les sous-marins, a répondu le Général interrogé, mais leur fonction est (il l'a fait comprendre) défensive, insuffisante pour une agression mondiale. En substance Mac Arthur dévoile, sans faire trop d'histoire, qu'il a une politique commune à celle de Truman et de tout l'impérialisme américain : conquérir la Chine. Il faut tenir solidement le Japon et Formose. La Chine ne sera pas soutenue par la Russie, le seul problème est la façon de la maîtriser et de la contrôler : militairement ou économiquement. Mac Arthur estime en substance comme étant plus adéquate un certain degré d'agression à coup de canon, et les autres pensent que les dollars suffiront. D'une façon ou d'une autre, il s'agit d'avoir Mao » (« Préparez le Kangourou ! », Battaglia Comunista n° 10, 1951)

<sup>33</sup> Voir le texte qui porte le titre « La Corée c'est le monde » mais aussi « Orient » dans Prometeo n°1 et n°2 de 1950 car on y revient sur les conditions de l'élaboration des Thèses sur la « Question nationale et anti-coloniale » dans l'Internationale et sur leur devenir, et on y pose les prémisses du bilan de ces mouvements.

<sup>34</sup> Voir « Premier bilan sur la question nationale et anti-coloniale » ou encore « Physionomie des mouvements nationaux et anti-coloniaux ».

qui fut bien sûr favorable aux Etats-Unis <sup>135</sup>. Les clauses de Postdam pour l'Allemagne Occidentale n'ont donc tenu qu'un temps. Lutte concurrentielle des Etats-unis et de l'U.R.S.S oblige. En conséquence à la fin de cette période dominée par la reconstruction de l'Europe et le nouveau partage du monde, sur fond de « guerre froide » ici et « guerre chaude », très chaude, là. l'Allemagne Occidentale se dresse encore, plus puissante que jamais, entre à nouveau dans la course au profit, et ravit la deuxième place au prétendant japonais dont le peuple a été très démocratiquement et en toute impunité irradié, et à l'U.R.S.S qui subit, elle, après les années sans crises, l'affaiblissement relatif prévu.

---

<sup>135</sup> « A présent, une très violente campagne américaine, dirigée contre les négligences franco-anglaises de plus en plus faibles, vise au réarmement de l'Allemagne, à la réactivation de l'ensemble de son industrie lourde, à la formation d'une véritable armée.(...) Aujourd'hui, après à peine cinq années depuis la fin de la guerre et de la seconde orgie de collaboration nationale et militaire entre prolétaires et bourgeois, entre serfs et maîtres, nous pouvons déjà lire des titres comme celui-ci : Pour la sauvegarde de la liberté européenne, l'armement de l'Allemagne est indispensable ! » (« Sa majesté l'Acier » Battaglia Comunista n° 18, 1950).

L'EXPANSION CAPITALISTE  
ET LA PERMANENCE DE LA CONTRE-REVOLUTION DEMOCRATIQUE

1951 - Décembre 1966

LA RESTAURATION DU PROGRAMME COMMUNISTE - OEUVRE INACHEVEE DE L'EXPRESSION  
DU PARTI COMMUNISTE HISTORIQUE AU SEIN D'UN NOUVEAU « IL PARTITO COMUNISTA  
INTERNAZIONALISTA » PUIS « INTERNAZIONALE »  
OU L'AMBIGUITE RENOUVELLEE

1. Le capital poursuit son expansion. Les Etats-Unis, donc le monde capitaliste, connaissent des années de grâce qui resteront dans la conscience bourgeoise comme des années glorieuses. Cette expansion est confirmée - et non contrecarrée - par la crise de 1953 qui marque le retour des crises périodiques régénératrices des conditions de la croissance industrielle. La régularité du cycle est cependant souvent difficilement perceptible, les solutions diversifiées à l'échelle mondiale, les rapports individualisés aux mouvements coloniaux, les guerres locales, altérant le caractère général et mondial de certaines crises périodiques, notamment celle de la fin des années 1960. Les crises périodiques générales et mondiales de 1953 et de 1957 n'ont pas la profondeur de certaines crises passées. Ce n'est pas sans liens avec le fait qu'elles soient précédées ou qu'elles coïncident à chaque fois avec les conflits en Europe, les conflits d'Asie, les conflits du Proche-Orient. L'engagement expansionniste des États-Unis dans le Sud-Est asiatique - intervention en Indonésie - déploiement de forces de la Thaïlande à Formose <sup>21</sup> - guerre de Corée - guerre du Viêt-nam, mais aussi au Moyen-Orient - guerre de Jordanie - guerre pour Suez 1956-57 - a permis et permet de conserver le statu quo avec l'U.R.S.S. en Europe, d'endiguer ailleurs son influence grandissante, de renforcer l'opposition au Japon et de limiter l'expansion Chinoise, de renforcer la main mise sur le Moyen-Orient. Quand le Pacte de Varsovie est signé, il est question pour l'U.R.S.S. d'essayer d'opposer aux forces de l'Otan un potentiel militaire suffisant. Il réunit alors autour de l'U.R.S.S (1955) les puissances d'Europe de l'Est qui sont sous son influence (République Démocratique Allemande, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Albanie). Mais en aucun cas il ne s'agit d'en venir directement aux mains avec les Etats-Unis, et l'on voit généralement maintenant, et ce grosso modo depuis 1953 (alors que la pauvre mort de ce pauvre type de Staline n'y est pour rien), la coexistence pacifique s'installer et les deux s'entendre comme larrons en foire. Comme, par exemple, dans les conflits du Proche-Orient face aux velléités pan-arabiques et pour pacifier la zone, ou, encore, comme en Pologne et en Hongrie, où l'on voit bien que les Etats-Unis font maintenant entièrement confiance à leurs compères pour étouffer et réprimer le mouvement, alors qu'ils en tirent évidemment un bénéfice idéologique non négligeable. Cette tentative de collaboration est donc, dès sa naissance, touchée par les conflits liés à la déstalinisation de l'Europe de l'Est (Pologne et Hongrie). L'onde de choc postérieure au discours de Khrouchtchev du XX<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique (1956) ne se limite pas à l'Est Européen, où les pays satellites s'appêtent à quitter leur orbite, et se répercute en Asie où commencent à poindre les signes avant-coureurs du grand schisme entre Pékin et Moscou. Les pays européens, dont les colonies ont été emportées par la vague des révolutions nationales qui a déferlé sur l'Asie et qui n'ont pu garder la main sur les nations nouvellement ainsi constituées puisqu'elles sont tombées sous la tutelle américaine ou « soviétique », réagissent aussi à ce condominium. L'Europe des accords commerciaux s'esquisse et se consolide avec d'une part la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.) (créée à l'instigation de la France et de la République Fédérale Allemande - 1951 Traité de Paris) puis, sur cette base, la Communauté Economique Européenne (C.E.E.) qui rassemblent à l'origine (1957 Traité de Rome) la République Fédérale Allemande, la France, l'Italie, les

Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et réalisent en son sein le rapprochement Franco-Allemand, d'autre part autour de l'Association Européenne de Libre Echange (A.E.L.E.) qui rapproche à sa naissance (1960) le Royaume-Uni, la Suisse, l'Autriche, la Norvège, la Suède, le Portugal mais qui est, elle, plus ouverte vers les Etats-Unis. On prétend par là commencer à construire pacifiquement une grande entité économique capable de compenser la perte des empires coloniaux, de juguler le déclin relatif (et non la décadence) des nations européennes, et de produire un développement tel qu'il puisse contrebalancer puis dépasser celui des deux Grands. Pour créer une telle puissance, il faut enterrer un passé fauteur de conflit et qui a conduit à ce nationalisme exacerbé au nom duquel on a fait deux guerres mondiales. Cette disparition est une illusion. L'Europe même « unie » sera toujours une jungle de nationalismes car la Nation, cette forme historiquement déterminée, ne pourra disparaître qu'avec la révolution politique à âme sociale, la révolution prolétarienne. Mais l'Europe n'est pas la seule à réagir puisque les pays qui ont conquis récemment leur indépendance veulent aussi créer une quatrième force qui soit à même de peser sur les relations internationales et en mesure de contrer la bi-polarisation du monde. C'est tout le sens de la Conférence de Bandung qui réunit vingt-neufs de ces pays, propulse la Chine en avant, et où l'on prétend créer de nouvelles solidarités internationales, relancer notamment l'anti-colonialisme en aidant l'Afrique. Le continent africain se réveille sous l'impulsion des mouvements nationaux et anti-coloniaux, lui qui a été une nouvelle fois pacifié au lendemain de la guerre, pour continuer d'être largement pillé d'une part, et d'autre part industrialisé par de petits îlots de fortes concentrations capitalistes qui laissent les multitudes exsangues, ceci dans le plus strict respect des pures traditions coloniales.

2. Alors que le contenu de la contre-révolution de 1922 s'écoule inexorablement, l'apathie générale du prolétariat n'est pas ébranlée par les crises périodiques même si, sur la vieille ligne de front des antagonismes inter-capitalistes, Berlin bouge en 1953, et ramène, en charriant de nouvelles illusions, la question de l'organisation de l'Europe. Il est vrai que le problème de l'unité allemande se projette et devient incandescent dans le feu de Berlin, la ville dédoublée, où chacun des deux groupes capitalistes dominants voudrait voir un mécanisme d'Etat unique, qui contrôle toute l'Allemagne et qui serait contrôlé par un seul. C'est dans ce contexte de lutte pour l'hégémonie qu'éclate, comme elles peuvent éclater sous n'importe quel ciel de la domination bourgeoise, mais, attention, sans que l'on puisse parler de lutte de classe, la lutte des ouvriers berlinois. Aux origines riposte revendicative élémentaire face à l'aggravation des conditions de travail et à la baisse des salaires qui les étranglent, leur mouvement se heurte au déchaînement d'une violence perpétrée par le gendarme « soviétique », sous le regard, au fond bien veillant du partenaire outre-atlantique. Il est important d'établir que cette agitation ne pouvait alors parvenir sur le plan politique et idéologique à se soustraire aux vicissitudes d'un mouvement pendulaire entre les deux pôles capitalistes attractifs de l'Est et de l'Ouest pour décrire sa propre trajectoire autonome <sup>136</sup>.

---

<sup>136</sup> Voir l'analyse évolutive et controversée de ces mouvements dans « En deçà et au-delà du rideau de fer » Il Programma n°13 de 1953, où l'on peut entre autres immédiatement saisir ce que signifie avoir surestimé les potentialités démystificatrices, voire révolutionnaires, de ces mouvements, puis dans « Les ouvriers berlinois se sont insurgés contre la galère du travail salarié » où l'on peut encore lire « Les ouvriers Berlinois s'insurgent contre la tyrannie de la production capitaliste fondée sur le salariat, sur l'assujettissement du travail au capital. » et « ...les énergies de classes étaient assoupies, mais non détruites », ou encore « La Commune de Berlin : la route est dure et longue, le but grand et lointain » Il Programma Comunista n°12 et n°13 et n°14 de 1953, où s'expriment encore, malgré la crainte affirmée de voir la classe ouvrière « faire le jeu du Pentagone », et verser à partir d'une « magnifique vague de classe contre la faim et l'oppression de fabrique » dans « l'apologie de l'industrie capitaliste », beaucoup d'illusions sur l'existence d'un prolétariat capable « de voir au-delà du simple rapport entre une plus grande rémunération ou un moindre effort de travail, et un actif diminué dans le bilan de l'usine »...car il s'agit dans cette vision on ne peut plus optimiste, d'ouvriers qui ont « derrière eux une longue et riche histoire de luttes économiques et syndicales, mais aussi de vie ardente d'organisation puissante, une tradition de parti, d'idéologie et de doctrine politique dans laquelle désormais, depuis des décennies, se sont ancrés les postulats sociaux de classe, l'aspiration à une société opposée à celle du salariat et du marché », ou encore « ... de groupes prolétariens dont on peut dire qu'ils ont hérité de la capacité de parcourir le chemin qui relie les actions immédiates et contingentes de la lutte économique aux revendications sociales et révolutionnaires ... », et enfin dans « A un an de la Commune rouge de Berlin » Il Programma Comunista n°13 de 1954, qui ne peut

La Pologne et plus spectaculairement encore la Hongrie aussi se réveillent (1956) sous l'impulsion des revendications démocratiques et petites-bourgeoises, notamment celle centrale de « l'indépendance nationale » autour de laquelle gravitent toutes les autres revendications anti-communistes à caractères constitutionnels <sup>n°37</sup>. Il ne s'agit pas de lutte de classe mais de luttes inter-classistes qui renouvellent la supercherie des revendications démopopulaires où les ouvriers se sacrifient pour un mouvement national-démocratique et luttent de concert avec les autres classes de « leur nation », dont ils épousent les intérêts et les solutions, pour un régime libéral, parlementaire donc bourgeois. Il y a bien sûr la réaction de la classe ouvrière contre les rudes méthodes d'exploitation mais, comme en Pologne, on rejoue en comédie la farce macabre de la constitution de ces pseudo « conseils ouvriers » qui furent hier vecteurs de la contre-révolution. Ces derniers réalisent la promotion de recettes politiques désuètes d'aménagement des rapports d'entreprise ou encore cette odieuse répartition du capital d'entreprise entre les travailleurs qu'elle occupe, répartition qui naturellement ne met pas en cause loin s'en faut le caractère capitaliste de la production et en propose l'amélioration. Ces nouveaux pseudo conseils s'éteindront d'ailleurs discrètement sans subir l'épreuve du feu. Le trade-unionisme ici se situe au niveau le plus bas du syndicalisme réformiste, qui implique non l'affrontement de la lutte de classe mais les compromis, les négociations, l'arbitrage de l'Etat, les contrats. Le prolétariat ne peut pas, dans ces conditions, où la déstalinisation anti-communiste orchestrée par l'Occident bat son plein, renouer le fil de la continuité historique du mouvement révolutionnaire, qui demeurera coupé. Il est seulement porté par la situation et le rapport de force inter-capitaliste à se chercher d'autres patrons. La fin du régime du parti unique comme en Hongrie, plat que l'histoire de la contre-révolution réchauffera bien des fois, étant bien évidemment destinée à faire bonne figure et à montrer patte blanche à l'échelle internationale. Ceci pour gagner ces titres qui permettent une « réintégration » dans le marché mondial entendue comme cette liberté d'échanger à nouveau avec le despote de ce marché mondial, qu'en particulier, les ouvriers hongrois voyaient comme un moyen d'échapper aux souffrances infligées par l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, maîtresse, derrière le rideau de fer, des flux tendus de la plus-value. L'instabilité de la zone des pays qui se situent entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne est à l'origine de ces mouvements inter-classistes de travailleurs et de classes semi-bourgeoises qui se développent tous au dépend de l'U .R .S.S. parce que celle-ci amorce son relatif déclin. De vides extrémismes sentimentaux les prennent pour des mouvements prolétariens qui ouvrent une ère nouvelle. Sous le regard bienveillant du capitalisme mondial,

---

pas ne pas apparaître comme un correctif apporté aux précédents accueils par trop chauds et enthousiastes, et qui l'ont été, dans une large mesure, en partie à cause de l'objectif, somme toute assez limité, de la démonstration de la permanence de la lutte revendicative et de la possibilité de son explosion (assimilée à celle de la lutte de classe), mais aussi de la démystification du caractère capitaliste de l'économie « soviétique » et de ses visées dans les pays qui sont et doivent demeurer sous son influence, auxquelles ces luttes étaient censées servir.

<sup>n°37</sup> Pour faire écho à cette dernière appréciation, et souligner la capacité du mouvement à se distancer, sans toutefois en finir avec certaines erreurs de ses premières et équivoques analyses des luttes d'alors dans les pays de l'Est, on invitera aussi à la lecture de « Avec la liaison immonde entre communisme et démocratie les sales renégats ont tout démoli » Il Programma Comunista n° 22 de 1956, mais aussi de « L'Est Européen dans la perspective révolutionnaire », Programme Communiste n°2 de Mars 1958. Dans ce dernier, on trouvera après une critique serrée du mouvement des ouvriers Hongrois (et Polonais) qui permettait de nier en contemporain leur caractère de classe, la question cruciale des « chances » que les ouvriers de l'Est avaient « de se placer demain à l'avant-garde de la lutte mondiale pour le socialisme » et la réponse lapidaire « Nul prolétariat n'est sans doute aussi mal placé pour le faire, sur le continent Européen » pas plus, ajoute t'on, que « une nouvelle fois dans le siècle » le prolétariat russe. On pourra regretter que la magnifique investigation qui nous écarte de la vieille vision surannée d'un premier foyer révolutionnaire dans l'aire slave ne débouche pas alors sur la désignation du prolétariat qui sera porté à accomplir cette mission et déplorer que l'on exclut encore, d'une certaine manière, presque incidemment, mais avec des conséquences incalculables, que cette mission puisse échoir à celui américain. En effet, à la place d'une affirmation positive qui ne serait pas écrasée par le poids du présent, l'intégration inégalée du prolétariat américain, et qui serait polarisée par une conception sans faille de la future et encore lointaine crise catastrophique, on se montre prisonniers du passé, comme réabsorbés, faisant prévaloir le schéma dépassé (si cher à l'Internationale Communiste et si bien défendu par le Grand Trotsky dans l'exposé systématique des solutions intermédistes si caractéristiques qu'il faisait prévaloir), déclarant « que la dictature révolutionnaire tentera d'asphyxier l'infâme capitalisme de l'autre côté de l'Atlantique par la plus formidable blocus de l'histoire, seul moyen de soulever là-bas un prolétariat qui comptera longtemps encore parmi les plus arriérés politiquement du monde ».



et avec sa bénédiction, la violence réactionnaire du gendarme « soviétique » creuse encore le fossé qui sépare le prolétariat du Programme Communiste.

A la périphérie du capitalisme, aux mouvements révolutionnaires bourgeois d'Asie, viennent maintenant s'ajouter ceux d'Afrique qui vont aussi redessiner la carte du monde. Aux mouvements qui bouleversent la zone arabe de l'Afrique succèdent ceux de la zone équatoriale de l'Afrique, et ceux de la zone sud de l'Afrique, tandis que dans le même temps le mouvement d'émancipation nationale frappe aussi dans les pays du Golfe Persique appartenant à cette aire moyenne-orientale qui avait été d'une certaine manière soustraite à toute perspective insurrectionnelle (au moyen de la politique castratrice des mandats et des traités), d'où le caractère indéterminé que prennent ici les révolutions bourgeoises. Le Koweït échappe en premier au protectorat britannique (1961). Le Sud Yémen, les Emirats Arabes-Unis, Bahreïn, le Sultanat d'Oman, le Qatar attendront eux quelques années supplémentaires : 1967 pour le Sud Yémen qui était sous occupation Britannique depuis 1839 (alors que le Nord Yémen s'était pour sa part soustrait à l'influence ottomane et était devenu indépendant dès 1918 ; les deux seront réunifiés en 1990), 1971 pour les Emirats Arabes-Unis, protectorat depuis 1892 (liés à la Grande-Bretagne par un très joli « Traité de paix perpétuelle » signé en 1853), Bahreïn, protectorat anglais depuis 1820 renouvelé en 1914, le Sultanat d'Oman, lié à la Grande Bretagne par un traité depuis 1891, enfin le Qatar qui met fin au traité qui le liait à la Grande-Bretagne depuis 1868.

Dans la zone nord de l'Afrique, c'est la perte par la France de la Tunisie et du Maroc (1956) qui annonce celle de l'Algérie (1962). C'est d'ailleurs afin d'isoler l'Algérie en effervescence que la France est obligée d'accorder d'abord l'indépendance à la Tunisie et au Maroc puis aux pays d'Afrique noire. Mais la révolution algérienne qui compte désormais avec l'aide du Maroc, et de la Tunisie, avec cette solidarité arabe intéressée, et notamment égyptienne, et avec les interventions « diplomatiques » anglo-américaines, sape les restes du colonialisme français et couronne le cycle ardent de ces révolutions qui ont touché le capitalisme français. La classe ouvrière française fournit ici un autre exemple classique des conséquences de la trahison des intérêts de classe. S'il est avéré que développement de la révolution algérienne commencée en 1954 a radicalisé d'abord tout le mouvement d'indépendance africaine, le comportement du prolétariat français face à la révolution nationale algérienne est particulièrement édifiant parce qu'ignominieux... ne faisant qu'un avec la défense des intérêts du capitalisme français<sup>22</sup>. Si bien que la France pourra succéder ici à la France colonisatrice alors que les accords d'Evian scelleront le pacte de solidarité capitaliste pour la continuité d'exploitation des richesses algériennes par la métropole.

Dans la zone équatoriale de l'Afrique, on notera tout particulièrement qu'en conquérant leur indépendance dans les étroites limites des territoires antérieurement créés de toutes pièces par les rivalités inter-capitalistes qui avaient conduit à la dislocation de grandes unités ethniques originelles et naturelles, nombreux sont ceux des Etats d'Afrique Noire qui « recevront » ainsi un cadeau empoisonné. Pour gérer ce lourd héritage, et faire face aux conséquences désastreuses de cette antérieure fragmentation, certains de ces nouveaux Etats ont bien évidemment tenté de s'unir. Autant de projets illusoire mais aussi réactionnaires, il est important de l'établir ! Ces projets seront éphémères ou ne verront pas le jour. Projets qui tout en étant illusoire sont significatifs parce que nés d'une banale réaction à la fragmentation antérieure et conditionnés par l'antérieur abandon général, quarante ans auparavant, de la perspective non des « Etats-Unis du Monde », mais de la Dictature mondiale du prolétariat. Les diverses tentatives de fédérations qui accompagneront le mouvement de décolonisation aux fins de déjouer les manœuvres du capitalisme mondial seront détruites, tandis que presque tous les pays d'Afrique Noire (à l'exception des colonies portugaises qui accéderont à l'indépendance plus tardivement fournissant ainsi certaines des exceptions qui confirment la règle de la fin de la phase de systématisation nationale) conquièrent ou obtiendront leur indépendance<sup>23</sup>. Le capitalisme mondial tout puissant, représenté par le gendarme de l'ONU, ira même jusqu'à démembrer un Etat, le Congo, qui dans cette zone équatoriale, fournit en effet l'illustration classique. Accédant à l'indépendance au moyen

d'un mouvement porté par une forte poussée de la base ouvrière, qui montre bien qu'en Afrique aussi la classe ouvrière a été produite, le Congo déjà artificiellement composé fut encore démembré pour interdire cette perspective sous laquelle le mouvement de Lumumba s'était présenté, celle d'une liaison avec les Etats à fort prolétariat (Rhodésie et Afrique du Sud) comme point de départ d'une croisade de « libération » des noirs horriblement parqués d'Afrique du Sud, celle de la lutte contre la balkanisation de l'Afrique et pour un pan africanisme, avec en particulier cette formation d'une commission permanente embryon des futurs Etats-Unis d'Afrique. Le Mouvement National Congolais de Lumumba, étatiste, centraliste, mais pacifiste et désarmant, désarmant de pacifisme, escomptait une continuité de relation avec la Belgique et ses investisseurs (contre toute expropriation et toute nationalisation) mais une libération de son marché intérieur et un contrôle des investissements en provenance de tous pays « bienveillants » en dehors de toute reconnaissance des blocs et dans l'observation d'un « neutralisme positif ». Aussi, répondant aux troubles et à cette « demande » (sic!) d'indépendance qui désamorçait les émeutes et faisant face à la plus grande « audace » qu'il fut donné à ce mouvement bourgeois de l'exigence d'une réforme du commandement de l'armée nationale, les Belges intervinrent organisant la conservation de l'essentiel avec la sécession du Katanga, cette ex riche province minière du Congo Léopoldville. Les manœuvres de l'ONU pour protéger ces derniers, protéger les fédéralistes du Katanga devaient dans ces circonstances déjouer l'effort de centralisation et casser la volonté d'unification du Congo qui était censé en faire un centre d'attraction pour toute l'Afrique Noire. L'ONU, organe de mystification parmi les organes de mystification, feignant de désavouer les sécessionnistes du Katanga, mais les couvrant en réalité, invitait en fait à l'assassinat de Lumumba, celui qui en appelait à la non-violence, à la sagesse, à la compréhension, à la charité, à la religion, à la conscience universelle de la civilisation qu'on lui avait enseigné. La réunification du Congo ne se fera plus tard que par le haut et sous la tutelle du capital mondial, de la même façon que sera octroyée l'indépendance à une série de petites nations enclavées dans l'Afrique du Sud et dépendantes d'elle. En liaison avec cette situation, la Belgique a du répondre à la crise en 1960, au moment de ces tragiques événements de Léopoldville avec ses répercussions sensibles en métropole où, par contrecoup, ils ont mis en mouvement pour des objectifs limités une classe ouvrière qui avait bénéficié des années durant de la colonisation du Congo et de l'exploitation éhontée de ses frères de classe, et qui entendait bien conserver cette position dominante. Là aussi, le réformisme est omniprésent, l'aplatissement général, et on ne trouve naturellement aucune trace ni de mobilisation ni de Programme de classe.

Dans la zone sud de l'Afrique, <sup>24</sup> le mouvement anti-colonial est tout particulièrement marqué par cette configuration spécifique, multiforme, liée aux formes mêmes de la colonisation, qu'il prend notamment et avec le plus de netteté dans le processus remarquable de transformation de l'Union Sud Africaine en république Sud-Africaine indépendante (1961) qui quitte le Commonwealth <sup>25</sup>. Contre la métropole anglaise, à l'entier bénéfice du nationalisme de « seconde main » des colons afrikaners et anglais, la mobilisation des populations noires et métisses (lire : immobilisation du prolétariat) se développera avant et après l'indépendance sur le modèle du très frelaté pacifisme Gandhiste, prôné au premier chef par l'African National Congress (A.N.C.), mais aussi par le South African Communist Party qui sera interdit et dissout en 1950. La campagne de « désobéissance civile » de 1952, lointaine cousine de celle indienne de 1920, a désarmé un temps les réactions désespérées des populations soumises à la ségrégation, pour garantir la paix sociale indispensable à la bonne marche des mines, où, de concert avec le prolétariat blanc, elles creusent inlassablement leur propre tombe. Mais les persécutions ne connaissent pas de répit, les grèves de protestation se transforment en émeute, le gouvernement interdit l'A.N.C. et le Panafrican Congress (concurrent de l'A.N.C. créé en 1958), dont les dirigeants, réduits à la clandestinité décident de passer à la lutte armée - création de la « Lance de la Nation » bras armé de l'A.N.C. -, qui sera décapitée en 1963 avec l'arrestation de Mandela, et la fuite à l'étranger des leaders encore en liberté. Ce radicalisme relatif a trouvé à s'alimenter avec le soutien de l'Angola et du Mozambique, où s'installeront des camps d'entraînement à la lutte armée, soutenus par la bienveillante U.R.S.S., pour des visées toutes autres que

prolétariennes, révolutionnaires et internationalistes, bien sûr capitalistes et mercantiles. A l'intérieur du pays, les émeutes spontanées enflammeront régulièrement les ghettos noirs, auxquelles le gouvernement répondra par la mitraille, tout en promettant sempiternellement de fallacieuses perspectives d'ouverture sur une société « post-apartheid ».

L'Afrique est toujours, avant comme après la décolonisation, balkanisée. D'où la grande fragilité d'un grand nombre de ses Etats et leur instabilité chronique, voire même leur caractère artificiel, situations propices aux trafics d'influences en tous genres sur fond d'investissement et d'exploitation de leurs richesses. En effet, certains Etats ont été constitués sur des bases qui n'étaient pas encore réellement capitalistes, mais qui se trouvaient seulement au stade de la décomposition des rapports de production pré-capitalistes, n'ayant servi que de réservoir de matières premières et n'ayant pas encore connu cette implantation du mode de production capitaliste et ce développement des forces productives qui n'étaient pas dans l'intérêt immédiat des puissances colonisatrices. Mais, en regard de cette balkanisation, on se gardera de laisser à penser que ces mouvements d'indépendance ont été vains, qu'ils ont échoué parce qu'ils ont été canalisés et subordonnés à cette expansion générale du capital qui implique, conditionne, se nourrit d'un développement inégal des capitalismes, et peut ainsi faire jouer, dans les conditions de l'expansion générale, c'est-à-dire en dehors des circonstances limitées des crises périodiques qu'il traverse et qui rythment cette expansion, tous les leviers des contre-tendances à la baisse générale du taux de profit. Les mouvements nationaux sont par nature progressifs, leurs progressions ne se mesurant pas aux seules formes et conséquences liées aux actes « d'indépendance », mais fondamentalement à l'aune, d'abord, de la destruction qui les précède des rapports de production pré-capitalistes, et elle est ici la plus générale qu'il puisse être, ensuite, et le plus souvent avec un grand temps de latence, de la pénétration des rapports de production capitalistes.

Quoi qu'il en soit, même si cette deuxième vague des révolutions anti-coloniales, en raison de son retard, n'a pas eu immédiatement, sur place, des conséquences capitalistes aussi marquantes que la première, c'est désormais à l'échelle mondiale que ce protectionnisme colonial des puissances de second ordre n'est plus. Dans l'aire Africaine comme dans l'aire asiatique quinze ans plus tôt, l'URSS et les Etats-Unis qui se placent en tant que principales forces d'investissement, et principaux partenaires commerciaux, profiteront, et feront profiter leurs classes ouvrières respectives de ces bouleversements, s'offrant ainsi un certain renouvellement des conditions, chez eux, d'une paix sociale catastrophique pour l'avenir de l'humanité. C'est ainsi qu'ils mettront aussi la main sur le continent africain et contrôleront désormais le mouvement des trois continents. Celui-là même qui menaçait de suffoquer les puissances capitalistes de premier ordre en leur interdisant des espaces immenses et en constituant ainsi des limites à leur expansionnisme commercial, industriel et financier. Le changement ne correspond pas cependant à une simple substitution d'influence dans les pays opprimés, la domination ouverte des « vieux » capitalismes au profit de la domination occulte des capitalismes plus « jeunes ». Il permet un développement circonstancié, circonscrit, inégal, concentré, mais considérable des forces productives et avec lui une généralisation de la misère absolue au sens marxiste, un accroissement du prolétariat, et non seulement une extension de la pauvreté, un élargissement des contradictions capitalistes, une multiplication de ces catastrophes sociales que l'humaniste de service, cul béni en blouse blanche, avec sa seringue de poison-vaccin à la main, petit frère du missionnaire en soutane noire d'hier qui y voyait lui une malédiction divine, à têt fait de baptiser « catastrophe naturelle ».

Le monde entre dans l'ère post-coloniale et donc « post-impérialiste », si la notion impropre d'« impérialisme » empruntée à la caractérisation des sociétés pré-capitalistes devait encore, une dernière fois, prendre un sens du point de vue de la description révolutionnaire des rapports capitalistes et de leur mondialisation.

De l'autre côté de l'océan, dans cette même période, en Amérique du Sud et en Amérique Centrale, certains bouleversements, que l'on pourrait facilement à tort assimiler à des mouvements anti-colonialistes et de systématisation nationale, s'intègrent également dans l'expansion du capital. Si la classe ouvrière, et bien souvent notamment de forts contingents d'ouvriers agricoles, y donne sa vie, le prolétariat en tant que classe, le prolétariat révolutionnaire, est toujours nécessairement le grand absent. La prétendue « révolution cubaine » fournit ici une des illustrations des plus pures, parce qu'assez tardive, de ces mouvements, en même temps que son histoire est une grande source de mystification en raison de la place qu'elle occupe entre les dites « guerre froide » et « détente ». Ce que, dans ce pays qui était depuis l'indépendance (1901) une sorte de concession américaine, l'on a appelé à tort la « révolution cubaine », grande pourvoyeuse de mythes et d'illusions petits-bourgeois, n'est autre qu'un fort mouvement nationaliste anti-américain, qui pour cela, et non en rapport de ces mensongères prétentions « socialistes », a reçu la bénédiction de l'autre grand centre d'affaires du Kremlin qui y voyait un élargissement de son influence propre, et un affaiblissement du principal concurrent qui avait engendré ici, comme il engendre partout où il investit, les mouvements centrifuges qui finissent toujours par le toucher en retour, mais à l'aiguillonner toujours. Il y avait là, dans ce mouvement qui a conduit au changement de cap de 1959, et du fait du déjà vieux développement du capitalisme, une large base prolétarienne, une grande masse de sans réserve, et en particulier un important prolétariat « agricole », alors exploité dans la quasi monoculture si caractéristique de la « canne à sucre ». La participation de ce fort prolétariat contraint par la situation historique à n'être qu'une pure « potentialité » révolutionnaire et à ne pas pouvoir devenir une « réalité » révolutionnaire, c'est-à-dire la participation d'un prolétariat réformiste immobilisé dans cet état contre-révolutionnaire et mobilisé dans cet Etat capitaliste-là et pour cet Etat capitaliste-là, participe de la mystification grâce à laquelle le mouvement de changement bourgeois de clique dirigeante put prendre un caractère prétendument « socialiste » et des titres usurpés mais si facilement concédés par toutes les forces qui ont eu intérêt à spéculer sur une telle mystification. Le phénomène n'est pas nouveau, le capitalisme cache ses crimes sous le drapeau souillé du Communisme, mais cette manipulation ne doit jamais être interprétée comme ce fut le cas comme un signe de l'épuisement du capitalisme et de la proximité de la crise finale. Tous les mouvements inter-classistes, et en particulier lorsqu'ils se présentent comme des mouvements de « paysans sans terre » ou simplement de « sans terre » noient le prolétariat en général - l'ouvrier agricole bien sûr mais avec lui toutes les couches de l'armée industrielle de réserve, auxquelles on fait de temps en temps miroiter l'espoir d'une répartition des terres, et d'un mode de vie communautaire - dans le marais des revendications démocratiques solidaires de toute réforme agraire, et à fortiori de ces simulations de réformes agraires, comme on en voit en particulier au Brésil et ailleurs. Dans le Communisme, qui poursuit un but bien plus élevé que le timide et réformiste transfert d'un sujet individuel à un sujet social, et qui ne sera conquis qu'à travers le renversement de l'Etat bourgeois et la mise en œuvre de la Dictature du prolétariat, ni l'individu, ni les producteurs, ni même la société ne sont propriétaires de la terre. Il n'y a au terme de la liquidation de ces rapports de production et exploitation qui font que les moyens et les instruments de production sont Propriété et Capital, que des usufruitiers qui administrent et transmettent aux générations futures un bien amélioré. Mais pour un tel but il faut l'affrontement à l'Etat, sa destruction complète et, sur ses ruines, la Dictature du prolétariat.

Les guérillas aux objectifs limités, mais aussi ces mouvements pacifiques d'appropriation fictive des terres, font ici rêver, et plus rarement voyager, les petits-bourgeois, spectateurs impuissants. Ce ne sont pas les ridicules mouvements des couches moyennes qui, à la fin des années 1960, en France, en Italie, en Allemagne, se sont nourris de l'idéologie dont se sont nécessairement parés ces mouvements bourgeois (Maoïsme, Guévarisme) qui n'ont pu faire autrement que de cacher les intérêts nationaux « anti-impérialistes » derrière le masque du Programme communiste déformé, qui pourront réveiller le mort. On notera également qu'aux Etats-Unis, dans un contexte qui n'était pas qu'à la crise économique, mais à des conflits et tensions internationales (Berlin, Cuba, Viêt-nam, nouvelles guerres Israélo/Arabes),

l'affrontement à la question sociale ne pourra pas avoir lieu, alors qu'il trouvera un puissant dérivatif avec la « question noire » qui fleurit et se fane, en laissant la classe ouvrière dans un état de désorientation plus grand encore. Alors qu'en Afrique du Sud, avec la « conscience noire », les mouvements inter-classistes prennent la forme d'une réaction très limitée à l'intégration de la classe ouvrière blanche et à son exploitation indirecte de la classe ouvrière noire, ici ils expriment de la façon la plus caricaturale qui soit l'envie de la communauté noire à une telle intégration. C'est la concurrence avec la classe ouvrière blanche sur le terrain de l'intégration au capital et avec les couches moyennes sur le terrain de la participation à l'administration et à la gestion capitaliste qui est présentée comme un objectif « révolutionnaire ». L'inter-classisme dont fait preuve le mouvement noir, et qui est immanent à tout mouvement de couleur et anti-raciste, éloigne l'ouvrier noir de la possibilité d'appropriation du Programme du prolétariat, le Programme d'un prolétariat sans couleur ni patrie <sup>26</sup>. Le prolétaire qui se sait prolétaire, n'est ni noir, ni blanc, ni jaune, il est rouge, comme le sang qui coule dans ses veines, ce sang que la bourgeoisie a répandu dans tous les caniveaux de ses cités maudites, ce sang avec lequel, les premiers dans l'histoire de leur classe, les insurgés de Juin 1848 ont noyé le drapeau tricolore, faisant surgir le Communisme.

3. L'expression du Parti Communiste Historique, au sein d'un nouveau « Il Partito Comunista Internazionalista », et recomposée à partir d'un effort de clarification des tâches révolutionnaires dans la situation historique de contre-révolution, réintègre et développe toutes les dimensions de l'activité théorique du Parti Communiste Historique dont elle exprime, seule, le moment. La méthode marxiste est fondamentalement revendiquée comme l'édifice de son Tout proposé dans sa pure essentialité. A partir de la réaffirmation du principe et de la mise en oeuvre de l'invariance doctrinale du marxisme, elle conduit un formidable travail de restauration programmatique du Communisme, but, principes, contenus et moyens, qui distingue son Oeuvre de celle des critiques, des enrichisseurs et des novateurs, qui ne sont autres que des liquidateurs. Cette clarification est conquise au prix d'une salutaire rupture avec le Damenisme, une des formes de la revendication du Bordiguisme des années 1922-1926, et une des tendances dominantes du Parti de 1943-45 dont on se sépare ainsi. Les Thèses de 1951 du nouveau « Il Partito Comunista Internazionalista », qui naît de cette rupture, systématisent et encadrent la contribution originale où l'expression renouvelée du Parti Communiste Historique poursuit le procès de sa différenciation et de sa délimitation. Mais au fond la définition des orientations révolutionnaires est marquée par l'occasion manquée de dépasser toute ambiguïté. Il ne fallait pas former un nouveau parti, fût-il conçu « petit » et farouchement anti-volontariste, dans des conditions historiques qui le rendent impossible. En effet, l'expression du Parti Communiste Historique produit et reproduit l'ambiguïté originelle : elle se dit « parti de classe » tout en déclarant que le véritable parti de classe ne sera possible que demain. Sur le plan de la pratique, elle renouvelle donc en 1952 la contradiction de fait, instituée en dehors d'elle et acceptée en 1944-45, c'est-à-dire une inadaptation de structure de l'organisation à sa fonction singulière et à ses tâches capitales : l'élaboration des leçons de la contre-révolution, la restauration et la diffusion du corps de doctrine marxiste, la fixation des caractéristiques du futur parti, la prévision révolutionnaire de la crise catastrophique du système capitaliste. Ainsi, si la rupture avec le Damenisme est salutaire, elle n'est pas salvatrice <sup>38</sup>. Les forces en présence ne s'émancipent pas complètement de ce courant qui ne perdra pas toute son influence délétère et se diffusera aussi dans le nouveau parti, car elles reconduisent et font leur l'erreur de la proclamation du parti, d'un parti tout aussi impossible que celui qui était né en dehors d'elles en 1943-45, et qu'elles s'étaient laissées imposer pratiquement ... et, dans une certaine mesure seulement, théoriquement. Cette erreur correspond à une nouvelle erreur d'appréciation de la situation historique, qui constitue une

---

<sup>38</sup> La Confrontation des contres-thèses Damenistes du Parti Communiste Internationaliste (1951) (tendance du Congrès) avec Les Thèses caractéristiques du Parti Communiste Internationaliste (1951), font apparaître la réalité d'une rupture salutaire mais non salvatrice. Dans le « Catalogue des contres-Thèses des Bordiguismes » nous faisons figurer un inédit développement illustratif sur identité et différence » des deux corps de thèses.

nouvelle accommodation. Celle-ci est dite très incorrectement « défavorable » à la lutte révolutionnaire. Grave surestimation des potentialités révolutionnaires, et non moins grave sous-estimation des capacités d'expansion du capital ! « Il Partito Comunista Internazionalista » donne à nouveau forme, et désormais stabilité, à l'ambiguïté mortelle sous laquelle le mouvement doit vivre et mourir au terme de l'exacerbation de cette contradiction fatale.

Sur le plan historique de la filiation et des leçons de la contre-révolution, le mouvement ainsi reconduit situe encore sa contribution, l'amputant toujours considérablement ainsi, dans la ligne définie à Livourne en 1921. Ce faisant, il ne prend toujours pas la mesure des concessions que la Gauche Communiste d'Italie y fit, et il escamote encore les véritables origines de la Fraction Communiste du Parti Socialiste Italien (1919) sous laquelle, en tant qu'expression la plus pure du Parti Communiste Historique, la Gauche Communiste d'Italie a donné le meilleur d'elle-même. Ce faisant, dialectiquement, il voile son devenir. Il présente - dans les Thèses caractéristiques de 1951 <sup>139</sup> - une description des « vagues historiques successives de dégénérescence opportuniste » qui fait le lit d'une sous-estimation du phénomène révisionniste. La périodisation de l'offensive et de la victoire révisionniste apparaît sous la forme mystificatrice de la description d'une « vague d'opportunisme », terme impropre à caractériser à la fois la liquidation des principes, la substitution des valeurs bourgeoises au Programme communiste, et leurs conséquences. Au premier abord, c'est l'impossibilité déclarée de dater exactement le début d'une troisième vague opportuniste qui masque l'ouverture du cycle contre-révolutionnaire. Mais l'énoncé des Thèses laisse apparaître que l'on situe finalement un « tournant » en 1926. Ce moment particulier ne correspond pas à la victoire du révisionnisme mais, d'une part, à la stabilisation de ce qui n'est qu'une de ses formes dérivées secondes le Stalinisme, stabilisation dont profite le capital international, résultat de la consolidation de la victoire du capital national soviétique sur une opposition aux présuppositions anti-marxistes et démocratiques, d'autre part, à la dernière, mémorable, mais vaine et désespérée intervention non orthodoxe mais Bordiguiste d'Amadeo Bordiga, ou d'Amadeo Bordiga pour le Bordiguisme, au VI<sup>e</sup> Exécutif Elargi de l'Internationale. Cette périodisation donne finalement à observer un procès de destruction des partis qui s'étaient réunis à Moscou en 1919-21 qui se déroule graduellement sur trente années, avant d'atteindre les derniers vestiges de leurs caractères de classe. Nouvelle sous-estimation de la profondeur de la contre-révolution et de la brutalité de son triomphe ! Ce triomphe est antérieur à la dernière et mal nommée « vague d'opportunisme » en question qui n'existe que dans la vision gradualiste d'une succession des cycles historiques de la lutte de classe. Cette vision gradualiste - qui autorise toutes les allégeances au nouveau régime - atteint la conception même de la classe, de l'action de classe, et donc du parti de classe, par ailleurs, toujours le même paradoxe, magnifiquement restaurée : le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien. En cohérence avec les insuffisances désormais évidentes de cette vision, la reconstitution de la force de classe du prolétariat apparaît seulement comme fortement « retardée et difficile », alors qu'il est dit qu'un tel retard et une telle difficulté doivent réclamer « un effort plus grand qu'autrefois ». Or tous les efforts du monde ne peuvent ramener le prolétariat à la lutte quand ne sont pas réunies les conditions historiques de son ressurgissement. Dans cette conception, le rapport de coïncidence historique, matérialiste et dialectique entre la crise catastrophique du système capitaliste et le ressurgissement du prolétariat n'est pas rigoureusement établi, ce qui facilite toutes les spéculations immédiatistes. Il ne préside pas à la conception de la genèse du futur parti de classe, et l'on insiste sur la persistance des facteurs superstructurels et secondaires de ces idéologies qui constituent des obstacles à dépasser pour que soit rattrapé le tragique retard de la reprise de classe, véritable appel à la lutte de parti dans le sein d'une classe

---

<sup>139</sup> Les Thèses de 1951 présentées à la Réunion Générale de Il Partito Comunista Internazionalista à Florence les 8 et 9 Décembre 1951, ont été publiées en 1953 dans un numéro unique intitulé « Sul filo del tempo », alors qu'elles ne paraîtront qu'en 1961 dans « Il programma Comunista » n° 16. Ces Thèses ne font à aucun moment apparaître la lutte de la Fraction Communiste Abstentionniste. Seul le Parti de Livourne (1921) est revendiqué et son programme reproduit et republié dans « Battaglia Comunista » n° 1 de 1951 alors qu'il est intégré, amendé, au corps de Thèse lui-même.

prolétarienne qui n'existe pas, véritable encouragement indirect au volontarisme que secrète l'organisation formelle. On ne voit pas que les mystifications sont à la fois produit et facteur d'une réalité matérielle implacable que peut seule bouleverser la crise catastrophique du système. Ainsi, et alors que le mouvement pose (1951-52-53) la prémisse fondamentale sur la base de laquelle doit s'élever sa contribution à la prévision du prochain cycle révolutionnaire, en déclarant sans ambages que « la classique position de la Gauche Marxiste n'a pratiquement plus de représentation organisée », et en proclamant lucidement l'absence transitoire de la lutte de classe, il n'établit toujours pas l'origine du cycle historique qui est marqué et défini par cette absence. Dès lors, cette prémisse fondamentale et cette présupposition essentielle, à partir desquelles tout redevient possible, sont destinées à être progressivement abandonnées parce que confrontées à la pratique contradictoire du pseudo parti de classe qui exerce son confusionniste travail de sape, produit et reproduit les tares du volontarisme, de l'activisme et de l'immédiatisme... Ceci alors qu'elles ne sont pas si rares, ces contributions fondamentales où l'absence du prolétariat est mise en évidence et même déclarée, mais alors que cette déclaration ne peut encore s'imposer comme la présupposition fondamentale de l'affirmation théorique. Ce qui frappe cependant, et ce que les énergies qui demeurent fidèles à cette expression qui restera ambiguë du Parti Communiste Historique retiennent par dessus tout de ce passé glorieux, c'est que la puissance doctrinale du mouvement est telle qu'il parvient, pour un temps qui n'est pas si bref, à conjurer un tel devenir et à mettre en œuvre une méthode rigoureusement marxiste qui laisse des résultats incontournables ... même s'il est toujours possible, et au plus au point utile, d'individualiser, en même temps que la progression des efforts de clarification successifs, les effets de la contradiction historique qui la mine.

Sur le plan de la prévision, le mouvement met en œuvre la fonction de prévision et séjourne dans les moments théoriques qui au fond - si ce n'est encore dans une forme d'exposition totalitaire et sans concession - forme la trame d'une vision du futur fidèle à la vision communiste originelle. D'emblée (1951-1952), il déclare lointaine et impossible à dater dans l'immédiat la reprise de la lutte de classe, et dresse par là un obstacle au volontarisme et à l'activisme qui se manifestent au pôle immédiatiste de la contradiction organisée, pour l'instant et pour un temps maîtrisée. La vision catastrophiste marxiste est en cours de restauration. Le décadentisme dans ses expressions Damenistes et Barbaristes <sup>140</sup> est réfuté. Comme le premier moment du Parti Communiste Historique (Marx/Engels), et fidèle à cette origine, le mouvement n'escompte pas ... « une montée et ensuite un déclin du capitalisme, mais au contraire l'exaltation dialectique de la masse des forces productives que le capitalisme contrôle, leur accumulation et leur concentration illimitées et, en même temps la réaction antagonique des forces dominées représentées par la classe prolétarienne ». Comme le premier moment du Parti Communiste Historique, il affirme que « le potentiel productif et économique général monte toujours jusqu'à ce que l'équilibre soit rompu : on a alors une phase révolutionnaire explosive dans laquelle au cours d'une très courte période précipitée par la rupture des antiques formes de production, les forces de production tombent pour se donner une nouvelle assise et reprendre une ascension plus puissante ». Si cette vision est

<sup>140</sup> Pour la critique du décadentisme de « Socialisme ou Barbarie » se référer entre autre à « Préparez le Kangourou ! » où l'on trouve : « Engels nous fournit un schéma encore plus général : état sauvage - barbarie - civilisation. Il l'expose en 1884, effectuant ainsi un travail, légué par Marx lui-même, dans « L'origine de la famille, de la propriété et de l'Etat » que Lénine aimait beaucoup et qu'il appela l'œuvre la plus populaire d'Engels. Dans l'état sauvage, l'homme vit en cueillant ce que la nature lui offre, et tout doucement il devient pêcheur et chasseur aux armes primitives. Dans la barbarie, il commence à utiliser le feu ; la céramique apparaît, puis l'élevage et une première division générale du travail entre l'artisan et le gardien de troupeau s'affirme. Nous sommes au seuil de la civilisation : l'agriculture stable, le commerce, la monnaie deviennent des éléments prédominants ; la société se divise en classes ; l'Etat apparaît. Ce stade à son tour est partagé en trois périodes de servitude : l'esclavage, le servage de la glèbe, le salariat. Pour le marxisme on trouve l'égalité : civilisation = servitude ! Et aujourd'hui un des nombreux retour en arrière mensuel - produit par la stérilité d'une société décrépite, de l'utérus de laquelle la violence révolutionnaire n'arrive pas encore à extraire la société nouvelle - nous apporte de Paris avec des gants une relecture du marxisme : l'anti-thèse Socialisme ou Barbarie ! Mais le socialisme est une revanche dialectique et révolutionnaire de la barbarie ! Une revanche du communisme et de la fraternité des premières gentes ; et il déblaira le terrain de ces produits civilisés que furent l'appropriation économique et la domination politique » (« Battaglia Comunista » n° 10, 1951).

conforme à la théorie catastrophiste communiste originelle, elle est cependant sensiblement et significativement altérée quand il s'agit de caractériser la dynamique du capital, par l'utilisation dangereuse de la notion anti-historique et non dialectique « d'équilibre », héritage de ces temps de confusion qui voile l'accumulation élargie des contradictions, comme les possibilités qui sont historiquement offertes au capital de les surmonter transitoirement afin d'éloigner un effondrement finalement inéluctable et qui sera d'autant plus brutal que longtemps différé. C'est en 1952, également, qu'il rétablit la théorie marxiste du renversement de la praxis selon laquelle seul le Parti Communiste parvient à renverser le sens de la praxis dans la mesure où il possède la théorie achevée et la connaissance du développement historique, et où il peut, dans des phases déterminées et dans des limites données, suivant les situations et les rapports de force, imposer des initiatives, des orientations, des décisions, et ainsi influencer puis déterminer le cours de la lutte et la diriger dans le sens de la réalisation de son anticipation programmatique. Même si l'on peut, là aussi, relever et révéler la présence d'une certaine indétermination théorique, le mouvement tient là l'essentiel, d'où il déduit que c'est cette capacité à faire précéder le heurt de classe de la conscience et la décision d'agir selon des orientations incontestables qui a fait défaut lors du dernier cycle révolutionnaire et surtout dans la III<sup>e</sup> Internationale, car l'erreur intermédiate qui s'y est imposée n'a pas permis qu'au très haut potentiel capitaliste s'oppose une tension révolutionnaire comparable, l'Internationale Communiste laissant finalement échapper le moment favorable. Toujours soucieux d'intégrer au travail permanent de vérification de la doctrine qui les anticipe toujours les développements récents du capitalisme, il apprécie (1951) son cours en caractérisant « l'impérialisme » comme la forme précise de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital. Si, en la matière, il conserve malheureusement cette terminologie impropre d'« impérialisme », il exclut néanmoins qu'il s'agisse là d'un type nouveau d'organisation sociale correspondant à une transition du capitalisme au socialisme, ou d'un retour à un régime politique pré-bourgeois, éliminant ce faisant certaines dimensions importantes de la déviation Léniniste. Alors qu'il nie (1951) la prétendue existence d'une énigme russe : la société russe est une société de classe, mercantile et capitaliste, la prospective de l'éclatement à brève échéance d'une guerre entre la Russie et l'Amérique, comme premier moment d'un conflit mondial, est judicieusement, et contre les apparences, exclue à nouveau. La définition des aires géo-historiques de l'action prolétarienne est revitalisée (en 1953) <sup>41</sup>, et le mouvement fournit là une contribution considérable à l'intelligence du fait (et non de la loi) du développement inégal du capital, qu'il individualise de manière à délimiter dans le temps et l'espace l'appui que le prolétariat peut, dans la lutte armée et insurrectionnelle et révolutionnaire, accorder à la bourgeoisie, dans le plus strict respect de son indépendance de Programme et d'organisation. Ainsi il liquide, sur le plan des principes, les deux déviations complémentaires. D'un côté, l'indifférentisme anti-marxiste à l'égard de ces mouvements. De l'autre, l'orientation qui inféode théoriquement, politiquement et pratiquement le prolétariat à la bourgeoisie et l'enferme dans le cadre démocratique des révolutions nationales et anti-coloniales. De plus, le mouvement apprécie la perspective de mouvements nationaux et anti-coloniaux notamment en Asie et en Afrique en fonction des répercussions qu'ils pourraient avoir sur le renouveau de la lutte prolétarienne en Occident. Ces mouvements sont situés comme une des déterminations de la future crise catastrophique du système capitaliste, et l'intelligence de leurs conséquences est tendue vers la clarification des conditions et des modalités du renouveau de la lutte de classe, donc de la reformation du parti au centre hégémonique du capital. Cependant cette vision demeure incomplète, car, à ce stade, le terme de l'alternative qui seul permet le dépassement des limites propres à ces mouvements n'est pas bien apprécié, et ainsi l'impossibilité des révolutions doubles n'est qu'effleurée et non encore substantiellement envisagée <sup>42</sup>. Or

---

<sup>41</sup> On trouve notamment cette définition capitale d'« aires géo-historiques de l'action prolétarienne » dans « Russie et révolution dans la théorie marxiste » (« Il Programma Comunista » n° 5, 1955)

<sup>42</sup> « Il reste bien sûr le problème de la juste soudure entre la lutte impitoyable contre cet impérialisme dans les colonies et la lutte dans les métropoles. (...) Dans les Thèses de la Gauche publiées en 1947 nous avons



cette impossibilité s'inscrit nécessairement dans l'histoire, quand la crise catastrophique qui doit provoquer le ressurgissement du prolétariat au centre est différée. Les termes de la brûlante question agraire sont clarifiés (en 1954), clarification où le mouvement dépasse - malheureusement sans y revenir explicitement - les erreurs des Thèses de 1945 <sup>43</sup>, s'émancipant ainsi dans le même mouvement, mais sans le déclarer, d'une revendication a-critique des Thèses de la défunte III<sup>e</sup> Internationale, revendication qui charrie les solutions caduques des révolutions impures. Lorsqu'il simplifie et codifie les résultats d'une contribution doctrinale sans égale à la restauration du « marxisme agraire », il véhicule cependant - non sans incidence sur la théorie des crises - une conception non dialectique, parce que parcellaire, de la dynamique liée à l'investissement du capital dans la sphère agricole et, ici, de son comportement singulier : dans cette sphère d'investissement, où le capital agit plus révolutionnairement que partout ailleurs, où s'épanouissent donc aussi ses lois malgré l'obstacle relatif de la rente foncière et les particularités qu'elle entraîne, le développement du capitalisme n'est pas « bloqué » (et la loi de la valeur détournée), alors que le considérer ainsi revient à sous-estimer ses possibilités d'expansion, sa capacité à rationaliser l'agriculture, à bouleverser les procès de travail et les rapports de production, et à produire ici, avec la révolution agraire, l'ouvrier agricole, le prolétaire subordonné réellement au capital, toutes les conditions de la crise catastrophique et de la révolution purement prolétarienne future. Si le mouvement rend visible (en 1954) les résultats de son étude du cours du capitalisme mondial <sup>44</sup>, repère, différencie et apprécie en particulier les conséquences des crises cycliques qui marquent son expansion générale et dissipe l'illusion de l'imminente perspective d'une nouvelle crise du type de 1929, celle-ci absorbe son attention, qui lui apparaît comme le type même de la crise catastrophique - la crise catastrophique par antonomase - qu'il faut prévoir et repérer, qu'il faut attendre parce que, comme hier, elle doit être suivie, à distance d'un quinquennat, de l'enchaînement de la guerre mondiale, donc de la possibilité de la révolution, et dont il projette la vision dans le futur, produisant la notion équivoque de « crise d'entre-deux guerres » ou « crise intermédiaire » où il extrapole dangereusement à partir d'une interprétation du passé au lieu d'anticiper sur le futur.

C'est en 1956-57-58 que le mouvement accède, au terme d'une grande mobilisation théorique en tous points antagonique à l'activisme, au volontarisme, et à l'immédiatisme - qui travaillent toujours inévitablement le parti qui de son côté, en s'appuyant sur ces insuffisances, produit et reproduit ses déviations propres - à la présentation de sa position prévisionnelle caractéristique où il tente de faire aboutir son oeuvre de ré-exposition et de

---

naturellement mis au premier rang la condition, qui se trouvait déjà dans les thèses de Lénine, de la reconstitution du parti unitaire de la révolution internationale qui fait aujourd'hui défaut. Nous y avons critiqué comme dans toute notre polémique de 1920-26, la transposition abusive de la tactique valable dans la Russie d'avant 1917 aux pays de capitalisme avancé, et en même temps aux pays extra-européens et coloniaux notant qu'avec la seconde guerre mondiale le caractère unitaire de la force ennemie s'est encore accrue dans le monde entier. C'est que le problème est précisément historique et non pas tactique. L'appui aux mouvements démocratiques et indépendantistes se plaçant sur le terrain insurrectionnel était logique en Europe dans la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Il reste pleinement valable aujourd'hui pour l'Orient, comme il l'était pour la Russie d'avant 1917 (...) » (« Pression « raciale » de la paysannerie, pression de classe des peuples de couleurs » « Il Programma Comunista », n° 14, 1953).

<sup>43</sup> Erreurs que résume l'affirmation suivante, où l'on enferme les solutions programmatiques de la question agraire dans le cadre étriqué de la prise en charge, par la révolution prolétarienne et au moyen du très frelaté « programme agraire », des tâches de la révolution bourgeoise, révolution paysanne par excellence, étendant, sans considération de temps et de lieux, les dispositions spécifiques et transitoires d'une double-révolution à la révolution purement prolétarienne : « Il ne fait pas de doute que le programme agraire de la révolution ouvrière comprendra, en même temps que la suppression de toute rente foncière ; une redistribution transitoire de la gestion des terres, au sens où il faudra donner une application uniforme à la force de travail de la classe paysanne, du moins de la fraction de la paysannerie qui ne pourra être mise au même plan social que les ouvriers des entreprises collectives » (« Le mouvement ouvrier et la question agraire » 1945)

<sup>44</sup> Voir « Le cours du capitalisme mondial dans l'expérience historique et dans la doctrine de Marx » : Comptendu des réunions de Cosenza et Ravena puis Piombino, « Il Programma Comunista » n° 16 (Prémisse) n° 17-18-23-24 de 1957, puis n° 1-2 et n° 7-8-9-10 de 1958, et enfin n° 1-2-3-4-5-6-7 de 1959, voir aussi les douze tableaux qui s'y rapportent.

restauration de la doctrine marxiste intégrale et où il synthétise les résultats de ses travaux sur le cours du capitalisme <sup>145</sup>. La courbe du potentiel capitaliste, au lieu de présenter une progression puis une régression en pente douce, monte au contraire jusqu'à la brusque et immense explosion qui termine l'époque de la forme capitaliste de production. Dans ce bond révolutionnaire, la machine politique de l'État capitaliste vole en éclats, la Dictature du prolétariat est instaurée. Le capitalisme accumule à un rythme rapide à ses débuts, à un rythme lent dans sa maturité. Le rythme d'accumulation décroît (de même que le taux moyen de profit) tandis que la masse du produit du capital, du revenu, du profit et la puissance du capital augmente. A égalité d'âge d'une forme capitaliste donnée, le rythme est plus élevé pour les pays qui ont été industrialisés les derniers. Après 1952, la courbe de l'accumulation ne fléchit pas et l'on ne passe donc pas de la guerre froide au conflit ouvert. Les États industriels battus dans la guerre se mettent à courir tandis que les vainqueurs vont au pas. L'axe industriel États-Unis-Allemagne doit l'emporter sur l'axe industriel Russie-Angleterre-France. L'Allemagne sera le pivot du drame révolutionnaire. La fournaise de la production russe enflammera tout l'Orient. Le rôle révolutionnaire des couches paysannes dans les sociétés pré-bourgeoises et dans les périodes de transition au capitalisme est aujourd'hui achevé <sup>146</sup>, les types hybrides (formes mixtes et hétérogènes en regard du modèle ternaire et non binaire de Marx) sont rivés sans espoir à la conservation, aujourd'hui et demain, de la contre-révolution, seuls les prolétaires de l'industrie et de la terre constituent la classe révolutionnaire, la Dictature révolutionnaire est l'œuvre exclusive de ceux-ci. Le capitalisme reste inchangé, il n'y en a qu'un genre. L'impérialisme n'est pas une nouvelle forme sociale typique, mais seulement une superstructure du capitalisme c'est-à-dire « une forme politique nouvelle », fondée sur l'agression et la guerre, d'un seul mode de production <sup>147</sup>. La prochaine guerre générale qui n'est pas encore près d'éclater ramènera la révolution. La recherche historique n'est pas, par contre, en mesure d'établir de quelle façon les États bourgeois se regrouperont pour un 3<sup>e</sup> conflit. Il serait audacieux de le prévoir rendu impossible par la révolution prolétarienne. Celle-ci devra non pas lui succéder mais le précéder, si l'on ne veut pas qu'elle échoue comme il advint après la première et la deuxième guerre mondiale. Cette position prévisionnelle originale, non exempte d'imprécisions, ne fait cependant pas l'objet d'une exposition systématique et partie prenante d'un corps de Thèses caractéristiques consacrant l'achèvement d'une élaboration fondamentale. C'est en particulier au terme du « Dialogue avec les morts » que le mouvement dit - non sans minimiser son formidable travail de prospective historique, et ceci essentiellement pour combattre toute tentative d'utilisation immédiatiste de son affirmation prévisionnelle - hasarder un simple présage : « La progression de la production capitaliste mondiale pendant les dix années d'après-guerre continue encore quelques années. Arrive ensuite la crise d'entre deux guerres, analogue à celle qui éclata en Amérique en 1929. Massacre social des classes moyennes et des travailleurs embourgeoisés. Reprise d'un mouvement mondial de la classe ouvrière, qui aura rejeté tout allié. Nouvelle victoire de ses vieilles thèses. Parti communiste unique pour tous les États du monde. Au terme d'une vingtaine d'années, l'alternative de ce siècle difficile : troisième guerre des monstres impérialistes - ou révolution communiste internationale. C'est seulement si la guerre ne passe pas que les « émulateurs » mourront! ».

---

<sup>145</sup> Nous avons reconnu depuis longtemps la formulation de cette position prévisionnelle bien caractéristique de l'expression antérieure du Parti Communiste Historique notamment dans le texte « Sept novembre 1917-1957 : quarante ans d'une estimation organique des événements de Russie dans le dramatique développement social et historique international » paru dans *Il Programma Comunista* n°21 de 1957 (première traduction en français dans « Programme Communiste » sous le titre « L'économie soviétique de la révolution d'Octobre à nos jours »), mais aussi dans « Dialogue avec les morts » op cit.

<sup>146</sup> Voir « Dialogue avec les morts » « *Il Programma Comunista* » n°5 à 10 de 1956 ( p.79 dans l'édition Spéciale en Français)

<sup>147</sup> Voir « Dialogue avec les morts » « *Il Programma Comunista* » n°5 à 10 de 1956 (p.70 dans l'édition Spéciale en français).

Le mouvement, qui ne se satisfait pas de ces résultats, repousse les limites de la forme parti qui l'enserme, comme en témoigne le fait qu'il précise les formes et les modalités de la reconstitution du parti afin de définir les contours concrets de sa conception générale non gradualiste de ce procès historique en introduisant une discriminante importante et supplémentaire à l'affirmation du *distinguo* qui la caractérise et sauve de la confusion, pour un temps encore, le « petit groupe » qu'il déclare constituer : quand l'heure de la reconstitution du parti révolutionnaire aura historiquement sonné sa réalisation ne résultera pas de la Constituante des petits groupes et cénacles ridicules qui se sont dits et se disent anti-staliniens. L'anti-Stalinisme démocratique, comme l'anti-fascisme de la même nature, n'étant, dans cette impeccable conception, qu'un obstacle supplémentaire à la ré-acquisition par le prolétariat de son programme historique.

Alors que la reconstitution du parti - c'est-à-dire la réappropriation par le prolétariat de son Programme de classe - est au centre des affirmations originelles du mouvement, et que le travail de définition du renversement de la praxis est au cœur de sa réaffirmation de la vision catastrophiste marxiste, l'existence anachronique du parti formel factice (dit « petit parti ») occulte les conditions réelles de la reformation du parti formel (dit « véritable parti de demain »), et la prévision de cette reconstitution se trouve dès lors porteuse de l'ambiguïté suivante dérivée de l'ambiguïté générale du mouvement : elle est à la fois celle du ressurgissement du parti dans la crise catastrophique et celle du « rendez-vous » du petit parti avec la crise économique, résultat d'un développement quantitatif - à la faveur de la crise prévue pour 1965 - d'une qualité déjà présente. La vision de la reprise révolutionnaire et des modalités de la reformation du parti est dès lors renvoyée - sous la pression mystificatrice de l'existence des « partis » de 43-45 puis de 51 - à une intelligence historiquement dépassée de la genèse de l'organe révolutionnaire dont le cycle antérieur de la lutte de classe fournit le modèle. L'ambiguïté de la position prévisionnelle du mouvement est donc à mettre en rapport avec l'existence du parti formel artificiel et donc avec la nécessité des concessions théoriques à son endroit qui escamotent la description des conditions et des modalités du ressurgissement du prolétariat, donc du Parti Communiste Mondial. L'absence, non de tout plan de travail, mais d'un plan de travail rigoureusement déterminé par la perspective de la reformation future du parti, comme la méthode d'exposition de la prévision question par question, entraînent une multiplication des formulations de la position prévisionnelle dont la diversité dissimule puissance doctrinale et charge programmatique de l'affirmation originale et fondamentale, alors qu'à tel degré de leurs développements parasites, les erreurs secrétées par les exigences activistes de l'organisation formelle en parti s'autonomisant toujours plus du Programme communiste, rendent difficile puis impossible et conforme aux mises en garde originelles la défense de sa quintessence révolutionnaire. Le mouvement se montre impuissant à interdire l'utilisation immédiatiste des données invariantes de sa prospective, et ses intentions premières sont contournées et dévoyées sans riposte doctrinale suffisante à éliminer radicalement le « faux recours à l'activisme »<sup>148</sup>. La difficulté de mise en œuvre de la fonction de prévision, d'où résultent d'abord l'inachèvement de la position prévisionnelle et ensuite son abandon, s'exprime dans les régressions théoriques et leurs consolidations sur les « questions » russe, agraires, nationales, et syndicales, sans cesse reposées, et sur lesquelles la détermination à prévoir vient butter et l'anticipation révolutionnaire se briser.

Ainsi, et de façon concomitante à ses plus hautes formulations, le mouvement trouble (en 1957) les termes de sa position prévisionnelle dans la mesure même où il brouille les termes de la résolution de la dite « Question russe ». Cette involution théorique et politique vérifie une de ces régressions qui alimentent et fortifient les déviations Bordiguistes où il dégringole et s'abîme, réabsorbé par le passé d'un « Dialogue avec les morts » au moment où

---

<sup>148</sup> C'est le titre donné au texte de 1950 paru dans « Battaglia Comunista » et republié en français dans « Le Programme de la Société Communiste » de 1975 .

il faut « laisser les morts enterrer les morts ». La « Question russe » est réactivée, et ramenée à celle déjà depuis longtemps hors de discussion de la nature de l'économie russe et non à la question - non tranchée - de l'Etat et du parti et de l'origine commune de leur involution solidaire. Les théorisations qui ne parviennent pas à s'arracher définitivement au passé charrient lamentablement de vieilles illusions vivaces sur les possibilités historiques d'exercice de la Dictature du prolétariat dans un seul pays... non seulement en l'absence d'une politique révolutionnaire de l'Internationale Communiste - ce que l'on semble considérer - mais en présence d'une politique directement contre-révolutionnaire - ce que l'on ne considère pas en dernière analyse. Déplacée dans le temps, de 1921-22 à 1926, et, en un certain sens dans l'espace, de l'Allemagne où devait se dénouer le drame révolutionnaire, à la Russie, la dite « question » est donc historiquement très mal située, théoriquement mal posée et dans cette mesure autonomisée. En effet, pour ce qui est de la situation historique de 1926, il ne s'agit pas de faire admettre que le « retard politique du prolétariat d'Europe » excluait, avec l'apparition d'une forme socialiste de production en Russie, la possibilité d'une Dictature pure dirigée contre toutes les classes bourgeoises et semi-bourgeoises survivantes, mais il s'agit de souligner que la liquidation historique du prolétariat d'Europe après celui américain, à laquelle travaillait elle aussi ouvertement depuis novembre 1922 l'Internationale Communiste faillie, était un fait acquis et irrémédiable qui interdisait la survivance de la Dictature prolétarienne même sous une forme impure. L'on ne peut donc laisser croire que, à partir de 1926, c'était un « Etat ouvrier et communiste » qui dirigeait et qui pouvait avoir pour tâche, à condition de suivre la ligne juste définie par Lénine, d'édifier un capitalisme d'Etat industriel - chose indispensable même seulement pour défendre militairement le territoire - et d'appliquer dans les campagnes une politique sociale propre à assurer aux villes les denrées de première nécessité et susceptible, grâce à la lutte contre le péril de l'accumulation capitaliste rurale privée, d'évoluer vers une industrie agraire d'Etat qui était encore dans l'enfance en 1926. C'est pourtant ce que l'on a fait ! La « défense anachronique des « vingt ans de Lénine » »<sup>49</sup> fournit dans ce cadre la base mouvante sur laquelle l'on prend en charge et magnifie à tort la lutte on ne peut plus équivoque de l'opposition de Trotsky ralliée tardivement par Zinoviev, Kamenev, Boukharine, et où l'on va même jusqu'à prendre la défense dans une certaine mesure « polémique » (??) de Staline « conservant jusqu'en 1939 », mais à l'appui du « socialisme dans un seul pays », la ligne de Lénine sur un seul plan, la perspective de l'affrontement entre la Russie Socialiste et l'Occident Bourgeois (???). L'on commet ici une grossière erreur politique. La défense de la véritable Thèse ambiguë « de Lénine », selon laquelle vingt ans de bons rapports avec les paysans pouvaient permettre d'assurer la victoire dans le monde entier même si les révolutions prolétariennes qui se préparaient devaient encore tarder, est un drame théorique, où l'on salue finalement le fait que « Lénine » admit qu'après vingt ans, l'intervention de l'ennemi extérieur et intérieur cesse d'être le danger numéro un. Plus grave encore, si c'est possible, l'on se déconsidère avec la défense inconcevable de la prétendue Thèse « de Trotsky »<sup>50</sup> selon laquelle en l'absence la révolution européenne et de sa victoire, la Russie bolchevique pouvait résister même pendant cinquante ans sans falsifier les traditions, la doctrine et le programme révolutionnaires. La prétendue Thèse est en soi une véritable ânerie politique anti-révolutionnaire, un modèle du genre, qui repose sur une mystification monstrueuse des données réelles de la contre-révolution et dialectiquement sur une déformation dramatique des termes mêmes de la prévision marxiste où internationalisme et catastrophisme sont liquidés. L'hypothèse des « cinquante ans » ne fut formulée par celui qui devint un des principaux artisans de la révision, que pour être ensuite explicitement évacuée, déclarée caduque pour des raisons aussi liquidatrices que celles pour laquelle elle avait été mise en avant, son incompatibilité avec une conception théorique immédiatiste d'une stabilisation partielle du capitalisme et d'une proximité relative de la révolution, solidaire d'une théorie

---

<sup>49</sup> Voir le dit complément au « Dialogue avec les morts » « Il Programma Comunista » (p.133 dans l'édition Spéciale en français) . Texte qui est en fait le compte rendu de la réunion de Turin des 19 et 20 mai 1956 paru en trois points dans les numéros 12-13-14 de «Il Programma Comunista » et intitulé la « La Russie dans la grande révolution et dans la société contemporaine » .

<sup>50</sup> Voir aussi le texte précédemment cité (p.131 dans l'édition Spéciale en français).

des équilibres ponctuels et des déséquilibres durables, fondée sur une conception semi-décadentiste incompatible avec le schéma catastrophiste marxiste. L'hypothèse comme la déclaration de son absurdité dissimulaient la trahison doctrinale véritable. C'est cependant en se fondant sur de telles élucubrations que le mouvement croit trouver des correspondances réelles là où il ne pouvait y en avoir que de formelles, en particulier, chose incompréhensible obtenue par additions fortuites, entre elles et la perspective de la révolution pour 1975 où l'on est rattrapé par le passé. Ici, l'on tutoie le Trotskysme, discréditant avec la position prévisionnelle qui la distingue et l'honore, l'œuvre propre du mouvement. C'est dans le même ordre d'idée, d'où surgit le doute révisionniste et non la vérification de son postulat, que l'on croit pouvoir établir une correspondance étroite entre ses propres travaux et le rapport d'un Institut de Recherche de New York établissant un pronostic qui porte à vingt ans la période où les doubles accumulations américaines et russes peuvent encore trouver des débouchés, ... après quoi la crise... du marché. Or, « la crise du marché » n'est qu'un moment d'une réalité qui est ni premier, ni déterminant, dans la conception marxiste des crises comme dans l'investigation qui en découle et la vérifie.

Dans le même temps, le mouvement présente (1957) la mise hors de discussion du prétendu caractère socialiste de la Russie comme la première condition d'un résultat dur à obtenir, à savoir, le ressurgissement du mouvement de classe bien avant que n'éclate la troisième guerre <sup>51</sup>. Aussi déclare t'on attendre un « Congrès de l'Aveu » où les dirigeants russes seront contraints par la force des faits d'avouer que la structure de l'économie et de la société russes est capitaliste. L'attente d'un tel aveu n'est rien d'autre en lui-même qu'une juste prévision de la mise en adéquation inévitable des superstructures idéologiques aux réalités matérielles du développement capitaliste, alors cependant que rien ne contraint les nouveaux dirigeants et les nouveaux idéologues à rétablir l'historique vérité de classe sur les origines du capitalisme de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes. et donc à éliminer la plus grande source de mystification. De plus, l'erreur est de mettre en avant qu'un tel aveu puisse produire un tournant décisif de l'histoire : erreur théorique de nature idéaliste qui corrobore la présence et bientôt la prédominance d'une fausse représentation de la « Question russe », fausse représentation pour laquelle la reprise révolutionnaire apparaît suspendue au renversement des fausses consciences socialistes qui sont liées au mythe du socialisme russe. D'où la sempiternelle dénonciation de ce mythe, où la « Question russe » qui revient finalement au centre des préoccupations est autonomisée, et où l'objet même de la prévision est théoriquement déplacé .

Sur un autre plan, le mouvement déclare (en 1958) <sup>52</sup> que, puisque l'on ne doit pas s'attendre à des révolutions communistes véritables en occident dans la mesure où il n'y pas de partis organisés pour la prise du pouvoir et sur le juste programme révolutionnaire, les autres pays pré-capitalistes ne peuvent pas donner de révolutions doubles du type de celles que l'on pouvait espérer pour la Russie dans le premier après-guerre. Mais alors qu'audacieusement on a déclaré que le prolétariat était absent, au centre comme à la périphérie, on définit (notamment en 1961) néanmoins abstraitement - c'est-à-dire en laissant choir cette présupposition fondamentale et donc sans tenir compte de cette réalité et des conditions de son renversement - les termes, pour le moins équivoques, du soutien prolétarien aux mouvements « nationalistes révolutionnaires », de l'appui à la lutte des peuples de couleur. Ceci donc en partant d'une toute autre présupposition, celle idéale de sa présence, et dialectiquement en dissociant un tel énoncé de l'intelligence marxiste des causes et des conséquences du ressurgissement du prolétariat au centre du capital d'abord puis à sa périphérie ensuite, mais, avant tout, dans les conditions sine qua non de la crise catastrophique. L'absence de la lutte de classe est déclarée mais la question du ressurgissement du prolétariat au centre du capital ne préside déjà plus, ici, à la

---

<sup>51</sup> « Dialogue avec les morts » Op cit (p.94 dans l'édition Spéciale en Français).

<sup>52</sup> Voir « Les luttes de classes et d'Etats dans le monde des peuples de couleur, champ historique vital pour la critique révolutionnaire marxiste » « Il programma Comunista » n°3 n°4 et n°6, 1958.

reformulation des termes de la question nationale et anti-coloniale et la réaffirmation des conditions par nature internationales des révolutions doubles. Cette contradiction produit une dissociation qui fait rapidement son chemin. En effet, l'on recule encore, sur ce plan, car on déclare, maintenant, attendre des mouvements d'émancipation nationaux la vague qui renverse l'équilibre international de l'ordre établi et qui ramène la guerre de classe prolétarienne dans les pays de capitalisme avancé, puis un nouveau reflux de cette vague dans les aires coloniales qui pousse les révoltes au-delà des termes dans lesquels celles-ci se présentent à la conscience des participants. Sous le poids de l'actualité, et en perdant le sens de la réalité et de son devenir, on ne définit la tâche de « prendre temporairement en charge » les colonies à peuplement indigène en préconisant une lutte impossible où le prolétariat regagnerait le temps et l'espace tragiquement perdu, dégagerait dans la lutte armée pour la « patrie » comme dans les colonies ou ex-colonies, les énergies permettant à la vieille taupe laborieuse de la révolution de franchir l'étape nationale bourgeoise pour rejoindre l'incendie généralisé du salariat de tous les continents, et de toutes les races, que pour finalement déplorer l'inexistence de l'Internationale Communiste et l'absence de la lutte de classe sur la ligne des II<sup>e</sup> au V<sup>e</sup> Congrès. Dans cette nouvelle interprétation, les mouvements susdits ne représentent plus désormais une des déterminations d'une crise générale et mondiale frappant au cœur du capitalisme mondial, mais une détermination qui suffit en elle-même à déclencher le réveil du prolétariat occidental, autonomisation théorique de la question nationale aux conséquences programmatiques funestes puisqu'elle ouvre la voie à d'ultérieurs glissements et changements révisionnistes des données invariantes de la définition de l'aire centrale de la révolution et de l'épicentre de l'insurrection... Continuelles découvertes de « nouvelles poudrières », Chine, Inde, Congo, Algérie... Ainsi, le mouvement cède sous la pression de l'existence mystificatrice du pseudo parti de classe qui laisse apparaître l'essentiel pour acquis, et décentre les causes fondamentales de l'historique reprise du mouvement autonome de la classe ouvrière en conférant aux luttes d'émancipation nationale le rôle de déclencheur d'un tel mouvement. C'est ainsi qu'en regard de la perspective initiale la plus pure (1953-54), une partie devient le Tout. La solution complète à l'historique problème de l'absence transitoire du prolétariat révolutionnaire et de son parti communiste se confond aux réponses partielles des mouvements nationaux et anti-coloniaux, autonomisation liquidatrice de la dite « question ».

Quand (en 1960), le mouvement est rendu au terme d'un examen de la question des deux Allemagnes <sup>153</sup>, il anticipe à partir de l'intelligence des conditions de sa partition, et des enjeux internationaux, sur quatre situations historiques reliées de façon cohérente à la perspective de la guerre ou/et de la révolution mondiale décrite dans la position prévisionnelle : 1/ la réunification qui aurait pour conséquence un affrontement immédiat aux deux Grands est déclarée impossible, 2/ l'annexion par les deux Grands qui aurait pour conséquence le déclenchement inévitable du conflit mondial est dite imaginable mais pas mûre aujourd'hui, 3/ la guerre nationale des deux peuples allemands contre leurs oppresseurs de l'Est et de l'Ouest est une possibilité de lutte envisagée, 4/ la guerre civile dans les deux Allemagnes, contre les administrations russes et américaines du Kremlin et du Pentagone, qui serait la manifestation de la renaissance de classe du prolétariat allemand, avec le retour au mot d'ordre de la Dictature du prolétariat et de la grandiose tradition de Marx, est également considérée. Alors que, sur une période considérable de temps, et parce que l'on a particulièrement tenu compte du rapport de force URSS/Etats-Unis, les deux premières situations de statu quo se vérifient, ni réunification, ni annexion, force est de constater que la troisième et la quatrième situation, guerres nationales et guerres civiles, ne sont pas

---

<sup>153</sup> Voir « Vae Victis Germania » « Il Programma Comunista » n° 11, 1960. On notera que la critique reste vraie même si l'on considère les contributions ultérieures qui montrent bien comment le mouvement travaillait alors qu'il intégrait le développement réel, posait les nouvelles questions, et qu'avec ces interrogations il donnait les prémisses de certains développements qui n'étaient plus accessibles au mouvement d'alors, alors qu'ils s'adressent à l'expression supérieure du Parti Historique. On se reportera aux textes aux titres on ne peut plus évocateurs « Si tous sont d'accord contre l'unité Allemande, alors à quoi bon la guerre » et encore « Guerre pour Berlin et guerre entre les deux Berlin ? » « Il Programma Comunista » n° 16 et ° 17, 1961.

rigoureusement et directement mises en rapport avec la conception de la crise catastrophique, ce qui ne va pas, au fond, sans une surestimation du caractère révolutionnaire de l'hypothétique mot d'ordre d'« unité allemande », alors que la possibilité d'une unification qui intervient non à court terme mais ultérieurement avant la crise catastrophique et de ce fait renforce le capital n'est pas envisagée, ce qui n'est finalement qu'une des expressions dérivées de la sous-estimation des capacités de développement historique du capital et de la surestimation des potentialités révolutionnaires du prolétariat.

Ce n'est donc que contradictoirement que le mouvement vit, comme un procès fait d'apports incontournables, de résultats intangibles, de violentes réactions ponctuelles et répétées aux assauts révisionnistes d'une part, d'erreurs, de faiblesses et de concessions réitérées qui les fragilisent d'autre part. En même temps qu'il s'arme d'une prévision, il se désarme en abandonnant irrémédiablement les formulations originelles les plus pures d'une position prévisionnelle qu'il ne peut présenter dans le cadre adapté sous la forme appropriée, tant elles heurtent l'activité même du « parti ». A cette position prévisionnelle il ne confronte pas systématiquement les réalisations du capital, se montrant ainsi à terme inapte à l'intégration de la réalité à la doctrine, c'est-à-dire impuissant à continuer de mettre en oeuvre la fonction de prévision... d'abord certaines déterminations de la fonction de prévision, ensuite toutes les déterminations de cette fonction communiste capitale qui ne souffre pas les mises en oeuvre intermittentes et partielles, fonction totalitaire sans laquelle il ne peut y avoir de direction révolutionnaire. L'organisation en parti s'exacerbe, et l'organisation du « parti » s'autonomise. L'activisme et le volontarisme, que renforce la proximité de l'alternative prévue mais non confirmée centralement, étouffent finalement tout travail de prévision. La construction du « parti » devient tout la prévision rien. Or, et en principe, on ne construit pas le parti, pas même dans la crise historique...alors, à fortiori, à une grande distance de la crise elle-même !

L'abandon de la dite « programmation », et celui des formulations les plus précises de la position prévisionnelle de 1956-57-58, sont manifestes dans les « Considérations » <sup>154</sup> où l'on annonce, sans pour autant déclarer caduques les formulations antérieures d'une position révolutionnaire ainsi exposée à toutes les falsifications, d'une part ne pas savoir quand la lutte de classe renaîtra <sup>155</sup>, d'autre part que la « jeune garde » « n'aura peut-être pas à attendre plus de dix ans » « pour s'élancer vers de nouvelles révolutions et « se trouver au premier plan sur la scène de l'histoire » <sup>156</sup>. Si sur le plan de la définition dialectique des rapports Programme/organe révolutionnaire/situation historique, les notions classiques complémentaires et dialectiques de Parti Historique et de Parti formel sont à nouveau rappelées, on remarquera qu'elles ne furent pas suffisamment individualisées et différenciées, et surtout non encore rigoureusement rapportées à la conception des cycles historiques de l'action prolétarienne et aux conditions de la succession des phases de révolution et de contre-révolution. On ne pourra le déplorer qu'en déplorant plus encore qu'une telle distinction soit mise au service du « parti » et de « son organisation continue au cours de l'histoire ». Il en est ainsi parce que l'on tente de concilier les contraires. Si les

---

<sup>154</sup> Il s'agit des « Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable », dont le titre est plus qu'évocateur d'un effort de conciliation des oppositions doctrinales et pratiques puisque l'on y voit la combinaison dialectique de deux erreurs bien caractéristiques de la ligne intermédiaire : 1/ la situation n'est que « défavorable », 2/ existence et continuité du parti, et conséquemment d'un « petit parti ».

<sup>155</sup> En effet les « Considérations... », (cf. point 6) reconnaissant qu'« une grande partie du prolétariat est non seulement écrasée par la bourgeoisie mais contrôlée par des partis qui travaillent au service de celle-ci, et interdisent au prolétariat tout mouvement révolutionnaire de classe » déclarent « c'est pourquoi on ne peut prévoir combien de temps s'écoulera avant qu'on sorte de cette situation de paralysie mortelle et que se manifeste de nouveau ce que nous avons défini comme une « polarisation » ou « ionisation » des molécules sociales, prélude à l'explosion du grand antagonisme de classe » (souligné par nous).

<sup>156</sup> Il s'agit du point 14 de ces « Considérations... » où l'on se « hasarde » à un nouveau présage, propre à exciter les démangeaisons immédiatistes.

« Considérations » tendent assurément à définir les conditions dans lesquelles l'organisation des révolutionnaires peut se dénommer parti, en l'absence d'une appréciation tranchée et durable des origines, de la profondeur et des conséquences de la contre-révolution ainsi que de la description non équivoque de sa limite historique dans une future crise catastrophique, elles « transforment » l'appréciation des conditions dans lesquelles la ligne brisée du Parti formel peut retrouver la ligne continue du Parti dans son acception Historique en une « recette d'organisation » : les volontaristes ne pourront en effet faire autre chose que tenter, au moyen d'expédients « de ramener la ligne brisée des partis contingents à la courbe continue et harmonieuse du parti historique ». C'est dire qu'un tel effort de définition et de différenciation dialectique ne pourra être poussé jusqu'à sa conclusion, et que les conséquences immédiates d'une telle systématisation de la théorie du Parti Historique ne pourront être tirées que par un mouvement qui refuse radicalement l'organisation en parti pour l'immédiat, l'immédiat d'une contre-révolution qui perdure, d'une expansion capitaliste qui se poursuit, et d'une crise catastrophique qu'il reste à prévoir.

Les Thèses de Naples (1965) qui sont produites dans cette situation contiennent un ultime rappel indiscutable - bien que discuté - des axes définitifs de la doctrine (Programme, Classe, Parti, Dictature, Communisme), et en même temps représentent un dernier effort pour conjurer la menace révisionniste. L'expression du Parti Communiste Historique, dans un dernier éclat, y donne le meilleur d'elle-même, en particulier sur le plan de la critique du principe démocratique, de l'affirmation positive du centralisme organique et de la négation de tout mécanisme démocratique, de la conception de la méthode, de l'organisation et du militant. Ce n'est évidemment pas sans rapport avec cet apport formidable, que, sur le plan de la filiation historique, la Fraction Communiste Abstentionniste du Parti Socialiste d'Italie est enfin explicitement revendiquée. Cette revendication tardive fait sauter ce verrou qui empêchait les forces saines du mouvement de se réapproprier pleinement la lutte, l'histoire et les leçons de la Gauche Communiste d'Italie, mais le retour complet, et dans ses limites bien comprises, à cette affirmation originelle, ne pourra pas être effectué au sein même du mouvement, et ne sera réalisé que par l'expression supérieure, à naître, du Parti Communiste Historique capable, en particulier, de différencier la Gauche Communiste d'Italie (1912-1922) de cette révision Bordiguiste de ses Thèses caractéristiques <sup>157</sup> qui a sévi et sévit encore aujourd'hui dans des cercles restreints.

On notera, entre autres erreurs hautement significatives, que dans les Thèses supplémentaires de Milan (1966), pourtant elles aussi construites comme un dernier barrage dressé par le dit « petit mouvement actuel » comme une digue contre le révisionnisme, le capitalisme est déclaré « sénile », sa crise aurait désormais un « caractère rampant », altération irrémédiable des notions même de crise périodique et de crise historique et catastrophique, altération de la théorie des crises et de la crise elle-même. Ainsi, et alors même que le capital n'affronte qu'une crise périodique qui comme toute crise périodique le régénère, le nouvel énoncé des conditions du ressurgissement du prolétariat qui découlent de ces affirmations pseudo décadentistes fait courir, quant à lui, toutes les possibilités révisionnistes <sup>158</sup>.

---

<sup>157</sup> S'il faut apprécier l'effort réalisé pour revenir aux affirmations originelles notamment avec la « Storia della Sinistra Comunista », il faut aussi déclarer pourquoi il était impossible dans ce cadre de faire une « Storia della Sinistra Comunista » après 1922 qui fut sans ambiguïté et non exempte d'erreurs. Par exemple, la revendication des Thèses complètes de la Fraction Communiste Abstentionniste est, au fond et finalement, incompatible avec celles des positions et Thèses de la Gauche Communiste aux Congrès Internationaux de 1924, à l'Exécutif élargi de 1926, au troisième Congrès du Parti Communiste d'Italie à Lyon en 1926. Ces dernières, comme nous l'avons clairement montré, masquent en dernière analyse une discontinuité réelle. L'histoire véritable de la Gauche Communiste d'Italie s'arrête en Novembre 1922 où commence celle du Bordiguisme qui sévit après cette date et mystifie d'abord le résultat de la disparition de la Gauche Communiste d'Italie en tant qu'elle fut l'expression du Parti Communiste Historique, ensuite, après cette disparition, le procès de restauration de la continuité du Parti Communiste Historique en 1945 et jusqu'en 1966.

<sup>158</sup> Significatif, en autres, cette formulation : « Nous sommes au commencement d'une décennie qui ne verra peut-être pas la troisième guerre mondiale, mais certainement de violents soubresauts sociaux, et des fractures



Dans les « Considérations » comme dans les deux corps de Thèses successifs de Naples et de Milan, les contradictions théoriques de la ligne intermédiaire de conciliation, sous diverses formes présente depuis les origines, trouvent une ample expression qui, dans le cadre du parti, se résoudre toutes en faveur du révisionnisme, alors qu'elles ne trouveront qu'en dehors du parti une résolution en faveur de l'invariance. Une certaine lutte interne, larvée à cause des petites et grandes manœuvres toujours obscures des tenants de l'organisation formelle et artificielle en parti, discrète à cause de la jeunesse, de l'immaturation, et de la fragilité des forces qui la veulent, non explicitement déclarée à cause d'une certaine illusion de pouvoir vivre le centralisme organique et préfigurer réellement le Communisme au sein de ce parti, insuffisante parce qu'encore « accrochée au terrain du mythe », se solde par une défaite de la défense, comme Totalité, du Programme communiste, dans ce cadre. Les premiers efforts d'une continuation de la restauration programmatique émancipée de toutes les ambiguïtés et de toutes les pratiques délétères liées à l'existence anachronique du parti sont présentées dans les Thèses elles-mêmes, par le centre « théorique » donc, comme une déviation de type « académiste », comme la volonté « de petits cercles fermés sans lien avec l'extérieur », « se contentant de chercher des adhésions dans le seul monde des opinions », ceci pour la plus grande joie et le plus grand profit révisionniste des tenants de la construction accélérée de l'organisation en parti et de sa lutte pour « s'insérer dans la vie des masses »... « même lorsque ses manifestations sont influencées par des directives opposées » aux siennes, ceci au profit donc, en particulier et par exemple, des illusions, dramatiques quant aux résultats, d'un « travail dans les syndicats de droite où se trouvent les ouvriers ».

« Il Partito Comunista Internazionale » (dénomination adoptée depuis 1964), tout à la fois malgré les Thèses et à cause de Thèses, subit une faillite totale et irréversible, inscrite autant dans les conditions de ses proclamations que dans sa pratique dissolvante et ses insuffisances doctrinales. Sa trajectoire vérifie que d'une part, le travail a un contenu mais pas de forme adéquate, d'autre part une forme mais sans contenu adéquat. L'oeuvre de l'expression du Parti Communiste Historique était toujours privée de forme adéquate, car celle dont elle était officiellement revêtue - le parti - était fictive, tandis qu'elle ne se réclamait pas de celle dont elle peut se revendiquer : la forme Groupe. De plus, il n'y avait pas seulement discordance mais contradiction (et donc nécessité de la surmonter) entre la forme et le contenu, car le parti de 1945, et plus encore celui de 1952, n'étaient pas seulement « prématurés », ils étaient impossibles. Cette contradiction provoquait, d'une part, l'autonomie de l'organisation (dont l'irrépressible activisme était le signe) et, d'autre part, l'impuissance du Programme à réagir sur elle, c'est-à-dire à gouverner le parti. D'où l'opposition perpétuelle de toute la presse aux Thèses, de l'activité à la prévision, et l'accumulation des signes dissolvants d'immédiatisme, sans riposte centrale effective et victorieuse. L'expression du Parti Communiste Historique dans son enveloppe formelle devenue camisole de force, est immobilisée et échoue. Ce nouvel échec laisse à nouveau le champ libre aux Bordiguismes qui se multiplieront, s'épanouiront, et se dessècheront dans les expressions résiduelles, du/des Partito Comunista Internazionale. Celui-ci se décompose et éclate en chapelles rivales auto-proclamées « continuité du parti du prolétariat ». Les éléments qui demeurent fidèles au Programme communiste, éléments révolutionnaires que l'organisation formelle calomnie et évacue, refusent leur participation à la déconstruction de l'oeuvre du parti dans son acception historique et brandissent l'arme de la rupture avec le Parti Communiste International. Ils « tournent le dos » au parti formel factice pour aller vers le futur Parti Communiste Mondial. Cette rupture a lieu en Décembre 1966. Cette rupture va

---

profondes dans le tissu désagrégé, corrompu et en dégénérescence de l'économie générale. Que la scandaleuse unité entre les félons enseigne à une aile puissante et vitale du prolétariat italien à se reconstituer, au-delà de cette frontière qui la sépare des suceurs des obscènes mamelles de l'Etat capitaliste, en tant qu'organisation de bataille ressuscitée ! Pendant ces années à venir, les crises inflationnistes, l'augmentation des prix et du chômage travailleront pour nous, et on constate avec toujours plus d'évidence que, malgré la mascarade mondiale du progrès et du pacifisme, le monde entier court à sa perte et va se fracasser et finir dans un krach irrévocable » (« Unité, pour la gloire de Dieu » « Il Programma Comunista », n°2 1966).

prendre et revendiquer clairement le caractère d'une transmission historique du corps de doctrine tel qu'il a été restauré sous l'emprise et dans les limites d'un procès contradictoire par cette expression désormais dépassée du Parti Communiste Historique, c'est-à-dire tel qu'il a été non encore intégralement restauré et tel qu'il doit continuer de l'être. Cette rupture contient la nécessité et la possibilité d'un « Bilan » et d'une réaffirmation ultérieure plus puissante sous des formes mais aussi sous une dénomination enfin conformes au Programme et à la situation <sup>59</sup>. Car si la continuité organique et politique dans la réalisation du travail de restauration du Programme et de la prévision communistes est à nouveau momentanément suspendue, le drame qui laisse les nouvelles énergies orphelines contient aussi, avec les conditions d'une réaffirmation ultérieure plus puissante, les solutions de continuité programmatique. Cet échec fait donc apparaître la nécessité d'une définition plus claire que jamais des fonctions du Parti Communiste Historique sur le cours de la contre-révolution, et, avec elle, surgir, à nouveau, comme en novembre 1922, comme en 1944-45, comme en 1951-52, mais de façon plus évidente que dans toutes ces occasions manquées, la nécessité du Groupe Communiste Mondial.

4. Les crises cycliques de 1953 et 1957 continuent de rythmer périodiquement l'expansion capitaliste. Elles ne sont pas allées sans conflits régionaux, qu'elles aient été précédées ou annoncées par eux, ou qu'elles les aient directement provoqués. Les conflits et les guerres régionales principales qui ont ainsi participé de la pleine et « glorieuse » expansion capitaliste se sont croisés dans le champ historique de ces crises périodiques générales et mondiales où le capital trouve la satisfaction de la destruction des forces productives indispensables au rétablissement des taux de profits. Alors que la crise d'après-guerre a été résolue par les conflits des mers de Chine (guerre d'Indochine - Guerre de Corée), celle de 1957 a été anticipée par les conflits en Europe (Pologne, Hongrie), alors qu'elle a coïncidé - comme se sera invariablement le cas - au Moyen-Orient avec une nouvelle guerre dite « deuxième guerre Israélo-Arabe » <sup>27</sup>.

La crise qui était prévue et attendue pour le milieu des années soixante, celle-là même qui devait provoquer le ressurgissement du prolétariat révolutionnaire, réunir les conditions de la victoire d'organisation du parti communiste mondial, et annoncer la troisième guerre mondiale, cette crise-là, qui pour cette raison et son assimilation à celle de 1929 était nommée « crise d'entre-deux guerres », n'a pas lieu. Tandis que l'on constate un allongement du cycle industriel contemporain, la périodicité des crises générales et mondiales, récemment rétablie, est remise en question. Ce dernier trouve en particulier les conditions de son déroutant prolongement dans la guerre du Viêt-nam, mais aussi dans les ripostes aux guerres de décolonisation qui touchent l'aire africaine (non moins d'ailleurs que dans l'accroissement extraordinaire du capital fixe, la rationalisation accrue des procès de circulation et l'extension démesurée du système du crédit). La crise en question et en prévision (1965) va d'abord être escamotée, avant que d'être, au moment de son explosion différée (1969), en partie déformée, minimisée dans son étendue. Une dispersion dans l'espace des conséquences de la crise de 1957, une sorte de dissociation des moments de la reprise, un certain ralentissement de la croissance industrielle, et par voie de conséquence l'allongement de la durée du cycle, vont nourrir la fausse conception d'une « crise rampante » et ramener les éternelles erreurs décadentistes. Les illusions s'effondrent. La crise catastrophique qui devait dans certaines conceptions coïncider avec cette crise-là et ramener le prolétariat n'a pas lieu, et la crise cyclique qui éclatera à la fin des années 1960 ne pourra par nature avoir cet effet.

---

<sup>59</sup> On se référera à « Bilan » 02 XII 1966, à ce texte fondamental que l'on trouve dans la revue « Le Programme de la Société Communiste » et dans laquelle il y est précédé d'une présentation toute aussi importante, intitulée « Bilan 1966 » rédigée en 1984 : « La plus haute vérité de ce texte était sa propre existence pratique, car rompre avec l'ambiguïté / affirmation / justification du parti de 1943/1951 permit la réaffirmation du seul parti authentique : le parti historique d'où recommencer la lutte pour la reformation du vrai parti formel - organe de combat, d'encadrement et de direction de la classe prolétarienne mobilisée pour la réalisation de sa mission historique : le Communisme ».

Annoncée par une nouvelle guerre dite « troisième guerre Israélo-Arabe » et, en Europe, par les mouvements de 1968 à Prague comme par l'agitation interclassiste stérile des couches moyennes et de leurs moisissures estudiantines en France et en Italie, la crise périodique générale et mondiale de 1969 qui termine cette période et ne semble frapper violemment que les Etats-Unis (alors qu'elle touche par là plus de 40 % de la production mondiale) tient une place particulière dans l'enchaînement des cycles.

Il en est ainsi, donc, parce que les cycles industriels ont été décalé, les pays sont entrés et sortent de la crise en ordre dispersé. Ce décalage apparaît essentiellement comme une résultante d'abord des bouleversements antérieurs liés aux solutions différenciées de la guerre mondiale, puis comme conséquence des perturbations liées à la fin des phases éruptives des révolutions nationales et anti-coloniales, celles-là mêmes qui ont ouvert au capital mondial et à celui américain en premier lieu de nouveaux et immenses champs de développement, celles-là mêmes qui bouleversent les rapports de domination inter-capitalistes, et entraînent ces restructurations dans la répartition de leurs secteurs d'exploitation qui renouvellent, déplacent, diversifient, et élargissent les déséquilibres fauteurs de guerre, et qui charrient l'illusion répandue d'une crise rampante pour un capitalisme agonisant. On notera cependant, ce qui permet finalement de mieux situer et caractériser la crise et sa résolution, que les Etats-Unis, sur lesquels porte l'essentiel de l'effort de périodisation de l'expansion capitaliste, parce que c'est désormais « le démiurge du cosmos bourgeois », ont pu répondre aux nécessités de l'expansion d'abord puis à la crise ensuite par l'engagement puis la poursuite de la guerre du Viêt-nam (1965-1975). Cette agression et grande affaire doit en effet - et à l'instar de la guerre de Corée en regard de la crise de 1953 - aussi être mise ici en relation directe, comme moyen de la conjurer un temps puis de la résoudre, avec la crise périodique générale et mondiale de 1969. Les Etats-Unis, parce qu'ils ne pouvaient pas immédiatement la remplacer au pied levé, avaient d'abord soutenu la France en Indochine jusqu'au moment où ils purent, en s'appuyant sur des forces anti-françaises, profiter de sa défaite et de la partition en convoitant le Sud du Viêt-nam et en y soutenant un gouvernement fantoche à leur solde. Ainsi, ils s'étaient mis dans une position qui devait les entraîner vers cette intervention contre le Front de Libération Nationale et le Viêt-nam du Nord qui, de leur côté, avaient pour but cette réunification du pays que le mouvement national d'Ho Chi Minh avait cru entrevoir dans les accords de Genève. Ce sera d'ailleurs sans avoir à faire face à un mouvement intérieur de nature prolétarienne, que la plus grande puissance s'enlisera et s'y fragilisera un temps, puis, ponctuellement vaincue, militairement et politiquement, mais attention, toujours économiquement triomphante - le conflit lui ayant permis d'abord de conjurer la crise escomptée puis ensuite de surmonter la crise périodique de la fin des années 1960 et d'aborder celle du milieu des années 1970, ceci indépendamment de l'enlèvement des forces et de l'issue du conflit - finira par se désengager, non sans tenter de se replier sur un partage du Sud. On notera que si, en apparence, dans ce laps de temps, on n'est pas passé bien loin de la troisième guerre mondiale, d'abord avec la farce macabre de la guerre pour Berlin ou entre les deux Berlins, puis avec l'agression de Cuba par les Etats-Unis et la crise des missiles de 1962 qui a suivie, les grandes puissances ont trouvé la ressource pour imposer au monde - à travers ces immondes guerres régionales qu'elles affectionnent particulièrement parce qu'elles sont circonscrites dans l'espace et le temps et toujours immédiatement suivies d'affaires juteuses - la continuité de cette paix mondiale à laquelle elles s'accrochent toujours le plus longtemps possible parce qu'elle engendre avec une certaine stabilité du système, l'illusion tenace de sa pérennité voire de son éternité. C'est pourquoi la paix est, pour le prolétariat qui subit passivement, et plus encore pour les communistes qui ont eue l'intelligence douloureuse de la défaite, et « attendent » activement et patiemment leur heure, plus infâme que toute guerre.

La phase éruptive des révolutions nationales et anti-coloniales dans la dernière aire dans laquelle n'avait pas encore suffisamment pénétré le capital, l'aire africaine, s'est achevée, en donnant largement satisfaction aux intérêts anti-colonialistes convergents des Etats-Unis

et de l'U.R.S.S. Naturellement, cet achèvement n'a pu seul, de par ses seuls effets, redonner vie au prolétariat occidental. Les attentes sont déçues. Comme dans la période précédente en regard du réveil de l'Asie, le nouveau cycle des luttes progressistes et la naissance de nouveaux capitalismes nationaux sont sans conséquences révolutionnaires prolétariennes immédiates, que ce soit dans l'aire africaine directement concernée, que ce soit dans l'aire euro-nord-américaine où les capitalismes dépossédés de leurs colonies, ou comptables de certains changements de rapports de force et de gouvernement que l'on ne confondra pas avec les premiers mouvements <sup>28</sup>, dans certaines chasses gardées d'Amérique du Sud notamment, travaillent en collaboration à un nouveau partage des zones d'influences et à l'établissement de rapports modernes plus conformes à l'être capitaliste, ainsi renforcé en son centre comme à sa périphérie. La perspective d'une accélération du processus de la reprise prolétarienne au centre du capitalisme mondial, comme conséquence indirecte de l'achèvement de la dernière phase historique des révolutions nationales et anti-coloniales - les années 1960 pour l'ensemble du monde - ne se réalise pas, car cet achèvement ne coïncide pas avec l'explosion de la crise catastrophique au centre mondial du capital. Même quand un fort et combatif prolétariat est l'acteur principal de ces mouvements démocratiques et progressistes, il ne s'agit pas d'une manifestation de la lutte de classe prolétarienne, la « transcroissance » de ces révolutions bourgeoises en révolution prolétarienne est impossible. Elle ne saurait être dite « interrompue » et « réabsorbée » parce qu'elle n'a pu commencer. Elle est interdite par une apathie acquise par les bourgeoisies au tout début des années vingt, l'apathie du prolétariat du Nord et de l'Est. Un prolétariat qui, au moment crucial, a vendu son âme, un prolétariat acheté, prostitué, drogué, imbibé de réformisme, imprégné de démocratisme, et qui naturellement ne peut être réveillé, secoué, lavé, désintoxiqué, en un mot révolutionné par les seuls soubresauts de ces crises périodiques même lorsque celles-ci coïncident et sont en rapport avec ces mouvements de la périphérie, cette coïncidence et ce rapport ne constituant pas un danger véritable pour le capital mondial. Ces révolutions partielles, mais aussi les mouvements qui les accompagnent et les suivent, souvent à de longues distances, sont et demeurent filles et fils de la contre-révolution. Leur devenir est dans la contre-révolution. En dehors des conditions spécifiques d'une crise historique générale et mondiale, leur accomplissement s'effectue nécessairement sans débordement de nature prolétarienne, sur les lieux des affrontements, comme au centre des capitalismes dominant ces aires, où les prolétaires sont intéressés aux développements internationaux de leur capital national. Tout au plus provoquent-elles, dans les métropoles occidentales, des luttes ouvrières revendicatives qui, enchâssées dans le dispositif démocratique et encadrées par le réformisme, bénéficient ici de larges possibilités de compensations capitalistes liées aux sur-profits que leurs maîtres réalisent, et, en même temps, une certaine agitation idéologique accompagnée de la gesticulation pratique des couches moyennes dont le parasitisme est perturbé par ces bouleversements. Quoi qu'il en soit, le centre de la contre-révolution n'est pas affaibli, comme une appréciation superficielle, pour ne pas dire spéculative, le laisse à penser, mais bien renforcé, potentiellement d'abord, réellement ensuite. De cette phase bourgeoise et progressiste parce que liquidatrice des antiques rapports de production pré-capitalistes et des rapports de dépendance et de soumission coloniale, créatrice d'une industrialisation et d'une classe ouvrière moderne - fondement de la révolution prolétarienne -, simplificatrice et clarificatrice des antagonismes de classe, généralisatrice des rapports de force de dépendance et de soumission inter-capitalistes, résulte un renforcement des conditions de l'expansion du capital, et de l'universalisation de son marché, donc une accentuation de l'intégration et de l'exploitation du prolétariat d'ici et d'ailleurs. Avec l'entrée successive des aires géo-historiques européenne-orientale, moyenne-orientale, asiatique et africaine dans l'ère de la révolution pure, s'achève l'ère tourmentée des combinaisons historiques possibles et conditionnelles - soumise à la condition sine qua non de la crise catastrophique et à la dynamique de la révolution purement prolétarienne au centre du capital - des révolutions multiples <sup>160</sup>. Avec la réalisation progressive du contenu de ces révolutions bourgeoises :

---

<sup>160</sup> Se reporter à « Les révolutions multiples » Réunion de Gènes « Il Programma Comunista » Mai 1953, mais aussi à « La révolution anticapitaliste occidentale » tous deux republiés en français dans « Le Programme de la

séparation du producteur des moyens de production - révolutions agraires (donc capitalistes) - structuration d'un marché intérieur - universalisation du capital et mondialisation de son marché - production élargie du prolétariat et avec lui de la misère, les aires géo-historiques s'effacent inexorablement. Les jeunes Etats capitalistes des pays arriérés se sont alignés historiquement aux côtés des vieux Etats capitalistes des pays avancés, et apprennent d'eux l'art démocratique de faire suer sang et eau à leurs jeunes prolétariats qui se voient ainsi historiquement unifiés sous la même domination. La naissance de ces nouveaux Etats et, pour quelques uns, la consolidation de leurs économies grâce aux stimulations frénétiques des processus d'industrialisation, a historiquement rendu « plus difficile » la conquête du pouvoir par le prolétariat, entendons, plus difficile, demain, la succession des insurrections prolétariennes et le développement du procès - parti du centre du capital pour gagner sa périphérie - de mondialisation de sa Dictature. En même temps, et c'est un grand motif d'enthousiasme, elle a rendu « plus facile » (si tant est que l'on puisse parler de facilité s'agissant d'une révolution et de la révolution intégrale), la réalisation future du Programme de bouleversement des rapports de production, et l'accomplissement des tâches révolutionnaires après cette prise du pouvoir. Ce mouvement d'universalisation et de mondialisation du capital, d'unification qualitative, ne va pas toutefois sans exalter d'effroyables différences quantitatives, et sans exacerber, avec elles, les plus ignobles particularismes nationaux, auxquels s'ajoutent, pour les justifier et les mystifier encore, les plus abominables conflits de religion, de race et d'ethnie. Ce sont ces différences quantitatives que la concurrence inter-capitaliste engendre, exalte, et utilise pour différer l'effondrement finalement inévitable de toute la structure <sup>161</sup>. Mais ce mouvement d'universalisation et de mondialisation qui est dans la nature même du mode de production capitaliste trace la perspective univoque, parce que classiste et mondialiste, de la révolution purement prolétarienne. La révolution purement prolétarienne est désormais à l'ordre du jour partout dans le monde. L'aire centrale de la révolution ne s'est pas déplacée dans ces nouvelles zones. La prédominance historique déroutante depuis la fin 1922 du fait anti-colonial et national révolutionnaire est révolue, en même temps que la division territoriale de certaines nations (sur le modèle de l'Allemagne - du Viêt-nam - de la Corée) comme conséquence des guerres passées, guerres de décolonisation et de colonisation des pays décolonisés comprises, forme des plaies qui ne se referment jamais complètement sur des enjeux qui peuvent toujours entraîner de nouveaux conflits incontrôlables et peuvent constituer, mais dans leurs rapports à une nouvelle crise historique, si ce n'est le prologue de la troisième guerre mondiale, du moins un de ses moments, alors que dans ce cadre le prolétariat une nouvelle fois ainsi dupé et détourné peut toujours se sentir investi d'une vieille mission d'unification nationale et héritier d'une perspective qui n'est pas la sienne, quand il n'est pas possédé par son Programme. Et même si les nouvelles puissances de troisième ordre, avec leurs propres satellites (Russie - Chine - Inde - Corée du Sud - Israël - Arabie Saoudite - Pakistan - Turquie ...) ont, ne serait-ce que parce qu'elles contiennent - dans tous les sens du terme - de très fortes concentrations prolétariennes, inévitablement leur importance dans le futur procès d'accumulation de déterminations quantitatives qui conduit au saut qualitatif du retour de la révolution dans l'aire euro-nord-américaine, la clef de la Révolution Communiste est encore et toujours, plus que jamais, dans les mains du prolétariat des villes et des campagnes du Nord et de l'Est (Etats-Unis - Europe) <sup>162</sup>. Elles sont dans ces mêmes mains qui, pour n'avoir hier pas eu la force de soulever l'arme du Programme et de déployer le drapeau communiste, ou pour les avoir, sous les coups, lâché et laissé choir, ne sont pas en mesure pour l'instant de brandir l'un et l'autre.

---

Société Communiste » numéro de Mai 1975, puis encore plus récemment dans le numéro 11 de « le Programme de la Révolution Communiste »

<sup>161</sup> Voir encore « Premier bilan sur la question nationale » « Il Programma Comunista » 1956.

<sup>162</sup> Cette sentence qui nous distingue se trouve à maints endroits de l'œuvre de nos prédécesseurs mais en particulier dans « Codification du marxisme agraire » « Il Programma Comunista » n°12, 1954 que notre mouvement a déjà reproduit comme partie constitutive de ses « Thèses de travail » dans le n°6 d'« Invariance » 1969.

**LA POURSUITE DE L'EXPANSION CAPITALISTE  
ET LA PERMANENCE DE LA CONTRE REVOLUTION DEMOCRATIQUE**

Depuis Décembre 1966

---

**CONTINUITE DE LA RESTAURATION DU PROGRAMME COMMUNISTE, EMANCIPEE DE TOUTE  
AMBIGUÏTE, OEUVRE DE L'EXPRESSION SUPERIEURE  
DU PARTI COMMUNISTE HISTORIQUE :  
LE GROUPE COMMUNISTE MONDIAL**

1. Tout le développement historique purifie le capital et vérifie la doctrine marxiste qui l'a magnifiquement anticipé. L'expansion capitaliste se poursuit en élargissant et en approfondissant les contradictions historiques fondamentales du système capitaliste ainsi renouvelées. L'accumulation de la richesse engendre avec le prolétariat une misère croissante. Le mode de production capitaliste trouve dans le développement des forces productives une limite qui n'a rien à voir avec la production de la richesse en soi. Le développement des forces productives se heurte aux rapports de production et rencontre, dans les conditions même de la mise en valeur du capital, une limite qui doit être constamment dépassée. Le capital cherche à supprimer le temps de travail nécessaire et à poser le surtravail comme condition du travail nécessaire, mais l'auto-valorisation du capital est d'autant plus difficile que son développement a atteint de grandes proportions. Le rythme d'accroissement, ou l'augmentation relative de la production capitaliste, décroît au cours de son développement. Historiquement, alors que la masse absolue de plus-value augmente considérablement, l'incrément de plus-value baisse relativement. La masse du travail vivant employée par rapport aux moyens de production consommés productivement diminue sans cesse. La fraction non payée du travail vivant qui se concrétise en plus-value voit son rapport au volume de valeur du capital total diminuer invariablement. Le taux de profit, en quoi consiste ce rapport de la masse de plus-value à la valeur du capital total employé, diminue donc constamment. Le développement même des forces productives par lequel augmente la masse des profits engendre donc la baisse tendancielle de ce taux. Si le taux de profit ne s'effondre pas brutalement à chaque modification de la composition organique du capital, précipitant son effondrement, c'est qu'en même temps jouent des tendances contraires qui concourent au relèvement du taux de plus-value et font précisément de la baisse du taux de profit une tendance. La baisse tendancielle du taux général de profit s'allie à une hausse tendancielle du taux général de plus-value et à l'accélération de l'accumulation, les deux phénomènes exprimant l'accroissement de la productivité du travail. C'est lorsque le degré d'exploitation du travail n'est plus suffisant que le mouvement de la baisse du taux de profit se réalise intégralement. La loi n'agit que comme tendance en raison de la réalité de contre-tendances qui freinent, ralentissent et paralysent partiellement la baisse du taux : augmentation du degré d'exploitation du travail - réduction du salaire au dessous de la valeur de la force de travail, baisse du prix des éléments du capital constant, surpopulation relative, commerce extérieur, augmentation du capital par action. Cela signifie que son effet, ses conséquences catastrophiques, n'apparaîtront de façon frappante que dans des circonstances déterminées et au terme d'une longue période de temps. Car les causes qui auront d'abord freiné la baisse du taux de profit finiront toujours par l'accélérer. La baisse tendancielle - à un certain moment - entrera en opposition absolue avec le propre développement de la productivité. La prévision de la crise catastrophique porte sur la découverte du moment singulier qui correspond à ce point de « l'évolution » où la production capitaliste n'apparaît plus comme une forme absolue du développement des forces productives et où toutes les directions redeviennent possibles. C'est une loi où s'expriment les conséquences ultimes de l'irréductible contradiction valorisation/dévalorisation. Mais on ne confondra pas la

permanence de la contradiction en question avec les crises elle-mêmes et les destructions qui les accompagnent et les solutionnent. La valorisation est la fin ultime du capital, mais cette valorisation n'existe pas sans les dévalorisations qui s'opèrent dans, par, et pour la valorisation et sont l'expression même de la satisfaction de son être propre. Qu'il en soit ainsi suffit à la condamnation à mort du capital, mais il faut encore distinguer ces dévalorisations « permanentes » « incessantes » de ces dévalorisations qui ne sont plus solidaires d'une valorisation quelconque et des révolutions de la valeur que toute valorisation entraîne. De la crise elle-même donc !

La loi de la valeur, ou loi des échanges équivalent contre équivalent, précédait historiquement le capital. Il est fondé sur elle, il l'a tout à la fois historiquement respecté, élargi, subsumé et généralisé à tout le procès. S'il l'a fait sien autant qu'il lui a donné le plus ample développement, cela ne l'empêche pas de la mystifier. Mais il fait corps avec elle, la domine tout autant qu'elle le domine. Cette loi le caractérise de sa naissance à sa mort et sa destruction est une caractéristique essentielle du Communisme. Cette domination par le capital de loi de la valeur n'élimine ni les antagonismes particuliers entre le capital social, le capital en général, et les capitaux particuliers, ni les contradictions fondamentales du système et les contradictions qui le définissent et le régissent. De la même façon, si en régissant parfaitement tout le procès elle permet de contenir jusqu'à l'effacer transitoirement l'antagonisme de classe avec le prolétariat, la réalisation de la démocratie pouvant être dès lors confondue avec la disparition des classes elles-mêmes, elle ne supprime ni l'un ni les autres historiquement. Les capitalistes ne sont pas égaux face aux lois capitalistes et l'antagonisme inter-capitaliste se manifeste dans le fait que les capitalistes individuels s'efforcent de faire servir la loi de la valeur à leur avantage. Ceux qui ont conquis les plus grandes possibilités de compensation, les plus grands, les capitaux de composition organique supérieure, ceux qui ont le plus réduit le capital variable et le plus augmenté le capital constant, mangent les autres. C'est vrai à l'échelle des capitaux d'une même nation, c'est vrai entre les capitaux nationaux. Les contradictions inter-capitalistes - transitoirement - se résolvent toujours par la formation à partir des divers taux de profit, qui expriment le degré de mise en valeur de chacun des capitaux totaux avancés, d'un taux de général de profit qui va déterminer un profit moyen. Les capitaux particuliers ont tous intérêt à l'élévation de ce profit moyen qui s'ajoutent à leur coût de production pour former le prix de production. Tous ont donc un intérêt commun à l'exploitation du prolétariat, et à l'augmentation de degré de cette exploitation sous toutes les latitudes. Cependant, chacun d'entre eux aura aussi un intérêt particulier à abaisser les coûts de production, car le capitaliste peut d'autant plus vendre ses marchandises avec profit en dessous de la valeur réelle que leur coût de production est bas. Ici gît la concurrence comme loi immanente au système d'exploitation. Ici se déchaînent les antagonismes inter-capitalistes. Ici les frères dans la lutte contre la classe ouvrière de partout, se transforment en ennemis irréductibles, se prennent à la gorge, et leurs luttes intestines génèrent des mouvements internes de telle nature qu'ils engendrent les plus grandes différences de salaires et de conditions ouvrières. Celles-ci, à leur tour, nourrissent la plus acharnée et fratricide concurrence entre ouvriers, font naître et croître de ces luttes qui les tiennent éloignés de ce but qu'ils ont historiquement... et historiquement seulement, en commun.

Maintenant, si sous cette domination absolue les contradictions immanentes du système sont sans cesse produites et reproduites, au niveau historique où les lois de son développement contradictoire se manifestent, c'est-à-dire dans ce rapport d'une domination achevée du capital sur le prolétariat, en raison de la soumission économique sociale et politique complète de ce dernier, en raison donc de l'absence du parti de classe et de la lutte de classe, le capital sublime ses contradictions et exalte ses prétentions à l'éternité. On peut dire qu'il dépasse les bornes, dépasse les crises successives dans le sens où, en les résolvant immédiatement pour lui-même, il accumule les raisons de nouvelles crises périodiques et d'une nouvelle crise historique plus profondes et plus étendues encore. Les crises de surproduction qu'il engendre et le distingue de tout autre mode de production ne sont pas permanentes, mais les unes sont périodiques, les autres plus rares et de plus en plus distantes

entres elles sont catastrophiques. Le capital lie le développement des forces productives à leurs destructions périodiques systématiques et organisées, toujours plus massives. Ces convulsions économiques périodiques toujours plus universelles rythment l'expansion. L'expansion capitaliste parcourt ainsi des phases périodiques où elle est soumise, successivement, à divers moments de crise, de réduction de la production, de stagnation et de marasme, de calme, d'animation moyenne, de confiance croissante, d'activité, de prospérité, de paroxysme, et la surproduction trouve à nouveau sa solution dans la crise. Les destructions régulières et cycliques de capital rétablissent la continuité du procès de production capitaliste, alors ramené par la violence au point où, sans se suicider, il est à même d'employer de nouveau pleinement ses capacités productives, d'en développer de nouvelles, et d'élargir encore son procès d'accumulation. Il en est ainsi jusqu'à ce que l'une d'entre-elles soit convertie en raison de la situation qu'elle occupe dans la série des crises générales et mondiales qui scandent le cycle de contre-révolution, d'expansion, et de mondialisation du capital, mais aussi en raison même du contexte général créé par l'évolution soudaine des relations inter-capitalistes jusque là relativement stabilisées par l'effet de la prospérité générale, en crise historique. Le fait qu'une telle crise historique soit de celle qui contienne la production du prolétariat révolutionnaire, et donc la possibilité de la révolution communiste, dépend, lui, de déterminations dont l'expression a été historiquement différée par un ensemble de facteurs qui ne se laissent pas découvrir par l'étude des dimensions intrinsèques de la crise en question, mais se trouvent en amont des données qui s'y manifestent immédiatement, dans la lente, profonde et sûre maturation des conditions initiales et renouvelées du schisme. De son côté, la tendance au marché mondial qui existe depuis les origines comme un mouvement inhérent au capital, mieux, qui existe immédiatement dans la notion de capital, s'exprime pleinement. Cependant, la nature de la production capitaliste implique une production qui ne tienne pas compte des limites de ce marché dont l'expansion, sans être bloquée, ne sera jamais historiquement régulée et proportionnée à la production des marchandises. La lave des marchandises que dégueule le volcan de la production se déverse toujours dans le marais du marché. Mais seule la possibilité de la crise et la lutte pour les débouchés sont ici contenues. La nécessité même de la crise se trouve ailleurs, et en amont de ce phénomène, au cœur du procès de production immédiat, unité du procès de travail et du procès de valorisation.

2. Alors que le développement expansionniste, contradictoire, accumule historiquement les conditions matérielles économiques et sociales du retour de la crise catastrophique, le capital consomme les fruits de sa victoire sur le prolétariat révolutionnaire. Et cet épanouissement sur une centaine d'années d'une contre-révolution particulièrement pure en regard des contre-révolutions qui l'ont précédée, renouvelle les conditions historiques de la future révolution en même temps qu'il vérifie la doctrine marxiste originelle. A la loi de l'accumulation capitaliste vérifiée, correspond une loi de population qui recouvre le mouvement des classes sur lequel a tout autant anticipé la prévision marxiste en tant que condamnation à mort du capital. Le tableau des classes sociales en présence, de leur production et de leur reproduction, fait toujours ressortir l'importance historique irremplaçable du prolétariat, seule classe qui est de cette société et qui n'est déjà plus de cette société. En même temps, il montre comment la permanence historique de cette classe et son accroissement ne sont pas immédiatement perceptibles parce qu'ils sont masqués par sa diminution relative, source de mystification. Une diminution permanente de la classe des capitalistes propriétaires des moyens de production, centralisateurs et monopolisateurs de la richesse sociale accumulée, une concentration de la classe des exploités accumulateurs, une dépersonnalisation et une désincarnation des fonctions du capital industriel, commercial et financier, où le capitaliste devient superflu. Une élimination des antiques classes petites-bourgeoises résidus d'un mode de production antérieur et dépassé. Une disparition des antiques couches de la paysannerie, des formes hybrides et de transition (métayer, colons partiaires), et une dissolution de la paysannerie dans le salariat. Une augmentation absolue et une diminution relative du nombre, toutes catégories confondues, des prolétaires, seule classe exploitée dont la consommation de la force de travail est productive de plus-value par quoi existe, se valorise, s'accumule, et prospère le capital. Une expansion du prolétariat



agricole qui supprime historiquement la population paysanne en constante diminution par rapport à la population non agricole et qui subit les mêmes lois de l'accumulation que son frère de classe, le prolétaire de la ville. Un développement du prolétariat agricole cependant moins rapide que celui du dit (au sens restreint) prolétariat « industriel » en raison de l'obstacle relatif de la rente foncière où se reconnaissent les contradictions de la révolution agraire, la révolution capitaliste. Un développement, à côté de l'armée active des prolétaires, et où le capital trouve un levier de l'accumulation, d'une armée industrielle de réserve toujours plus nombreuse, constituée par les populations dont la fonction sociale est de peser par leur concurrence sur l'armée industrielle des prolétaires - sans réserve - qui est employée sur le front de l'exploitation. Une extension du lumpenprolétariat, mutilé, dépouillé, paupérisé, populations déclassées sans cesse engendrées par le grand capital qui organise savamment leur putréfaction et dissimule cette lente inexorable et organisée décomposition derrière les déclarations humanistes et les gestes charitables de ces organismes petits-bourgeois qui ne vivent que parce qu'ils se nourrissent de cette misère et jouissent de la respiration de ces exhalaisons. Un accroissement absolu et relatif des nouvelles couches moyennes improductives et parasites produites par le capital, faux-frais nécessaires à la réalisation (et non à la création) de la valeur et à la circulation du capital, couches et non classes de la consommation, qui jouissent du développement de la force productive du travail, et servent l'exploitation capitaliste du prolétariat. Alors que le capital ne peut généraliser la condition de prolétaire sans se nier lui-même, il généralise la mystification de cette réalisation. Or, primo, le capital ne généralise pas le travail productif car il subordonne à son procès de production, unité du procès de valorisation et du procès de travail, une classe prolétarienne en diminution relative malgré son accroissement absolu, secundo, le capital ne généralise pas le travail improductif car s'il le développe de façon démesurés pour accélérer le procès de circulation où se réalise le capital, il ne parvient pas à nier le travail productif unique créateur et unique source de la plus-value, tertio, le capital ne généralise pas le travail manuel, il le réduit à sa plus simple expression en révolutionnant de façon permanente les procès de travail, mais ne parvient pas à s'en émanciper, même et peut-être même surtout lorsqu'il recherche la production de ces marchandises immatérielles qui troublent tant les fausses consciences « marxistes ».

Le prolétariat atomisé est ramené à une passivité d'objet, réduit à une pure fonction économique, source de plus-value. Forcé d'aliéner sa force de travail, le prolétaire est continuellement produit et reproduit en tant que puissant facteur de la conservation du capital, car la puissance qu'il engendre, et qui lui apparaît étrangère alors même qu'elle est le produit de la propre coopération productive des ouvriers entre eux, de leurs propres activités associées et extranéisées, est celle qui l'exploite. Misérable absolu, le prolétariat n'est jamais plus pauvre que lorsqu'il sort du procès de valorisation dans lequel il est entré, quelque soit le taux du salaire, dépouillé de tout, il n'est rien, abstraction de toute humanité. Dans le profit, toute trace du rapport travail nécessaire/surtravail s'évanouit et le capital lui-même apparaît comme porteur de fruit, créateur de valeur. Ainsi, il apparaît comme le stade achevé de l'autonomisation de la valeur d'échange. La communauté matérielle du capital qui s'est historiquement substituée partout à la communauté humaine et naturelle signifie création et atomisation des individus et autonomisation des rapports sociaux. Sur la base de cette communauté, qui maintient la séparation des « hommes » - les nient donc en tant que tels et régit leur atomisation - produit les individus et les unit matériellement, le capital achève de réaliser, dans, par, et pour lui-même, la démocratie, qui est le contenu et la forme même d'une union et d'une aliénation qui maintiennent avec les classes, ces antagonismes, ces contradictions, ces divisions, ces fragmentations, ces déchirements, ces solitudes, ces atomisations, qui interdisent historiquement l'existence de toute communauté véritable, donc de l'Homme. L'Homme, l'Etre Humain, n'existe pas, il ne pourra être que le produit de la société communiste ... Et alors que se développe et se renouvelle la puissance d'intégration du système qui s'épanouit en s'employant journellement à chasser ce spectre qui hante le monde, le capital menace, aussi, et au-delà de lui-même, l'humanité future. Non seulement il tue l'humanité au passé et au présent, car c'est la condition première de son existence, non seulement il brandit fièrement son scalp,

mais il menace l'humanité dans les conditions même de sa renaissance et de son devenir, car il se constitue en une monstrueuse nécrose de toutes les formes de vie, épuise toutes les sources de richesse, aliène et réifie tout ce qu'il saisit... et il saisit tout.

3. Le Parti Communiste Historique, après l'échec de son affirmation au sein d'« Il Partito Comunista Internazionale », trouve la forme de son expression sur le cours de la contre-révolution, clarifiant la distinction Parti Communiste Historique / Parti Formel et résolvant ainsi la question d'un difficile passé. Le Groupe Communiste Mondial né de cette résolution où s'expriment la revendication et le dépassement de l'Oeuvre dite « de la Gauche Communiste d'Italie », représente l'expression supérieure du moment du Parti Communiste Historique, la forme enfin trouvée sous laquelle devait être et est conduite victorieusement l'oeuvre de restauration programmatique du Communisme et mises en oeuvre les fonctions marxistes de prévision et de direction révolutionnaires <sup>163</sup>. Ce recommencement n'est réalisé que grâce à la splendide affirmation d'un repli sur l'essentiel affirmé puissamment dans sa formulation extrême. L'isolement est cruel mais nécessaire. Il résulte d'un purisme et d'un sectarisme révolutionnaire clairement revendiqués. L'abolition des illusions sur la situation éloigne les énergies de peu de foi que l'impatience tue. La lutte de classe est non seulement déclarée transitoirement interrompue en accord profond et complet avec la doctrine originelle, mais ce résultat d'une importance capitale devient enfin la présupposition jamais voilée, toujours brandie, de l'oeuvre théorique à accomplir, fonde la perspective d'une stable contribution à la future reformation du parti de classe. Cette reformation doit survenir au terme de la contre-révolution démocratique dans les conditions déterminées de la crise catastrophique du système capitaliste. Le juste rapport dialectique, Programme, situation historique, organisation révolutionnaire est rigoureusement observé. La description de la genèse, des caractéristiques programmatiques, stratégiques, tactiques et d'organisation du Parti Communiste Mondial ne trouve plus d'obstacle à l'intérieur du mouvement théorique qui anticipe sur sa future réalité.

En regard du passé, le Groupe Communiste Mondial, retourne une nouvelle fois au précédent cycle révolutionnaire au moyen de la médiation indispensable et exclusive de la Gauche Communiste d'Italie, mais en se portant au-delà et en se dressant plus violemment que jamais contre les fausses représentations apologétiques de son oeuvre. Les caractères atypiques de la précédente crise catastrophique 1917-1922 sont désignés en référence au modèle schéma communiste originel d'une telle crise. Les erreurs qui ont alors permis

---

<sup>163</sup> Nécessaire depuis novembre 1922, où se trouvent ses origines médiates, le Groupe Communiste mondial naît effectivement en 1966 même si, notamment en « Invariance », revue du Groupe Communiste Mondial à son commencement, il ne pourra se présenter d'emblée sous cette dénomination, sous cette forme et sous les rapports d'organisation qu'elle implique, ce qui permettra ultérieurement, de nouvelles déviations étant produites et conduisant à la disparition d'« Invariance » en tant qu'organe révolutionnaire, d'autres spéculations et utilisations personnelles, donc minables, mesquines, dérisoires, de ces contributions à l'origine anonymes. Ceci même si certaines entorses avaient pu être faites aux principes et aux formes de l'anonymat, à la fois sorte d'atavisme, héritage de l'ancien parti, dans lequel le contournement de ce principe était pratiqué au plus haut niveau, puisque Bordiga s'identifiait en signant « Fil du temps » ou Alfa (et non bêta) (ce qui prouve que ce parti n'avait pas vraiment de Centre, mais surtout des têtes, ou n'avait pas un Centre mais en avait plusieurs). Il y avait dans ce contournement les signes avant-coureurs de la dégénérescence ultérieure. Celle-là même qui permettra à ce bouffon de Camatte de prétendre à une continuité avec Oscar. Ce Camatte, qui décidément a été bien impuissant à « quitter ce monde » et revendique toujours ces quelques mérites que ceux qui ont colporté sa vision ridicule, sa petite « histoire », lui ont si facilement concédé, pillant ainsi le travail d'Oscar qui, lui, n'en revendiquait aucun. A y regarder de près Oscar, et le Groupe Communiste Mondial, sont rackettés par Camatte et sa bande ( mais il y a maintenant aussi, dans une sorte de continuelle discontinuité Bochet et sa clique... ceux-là, avec leur fond de commerce, celui de la traduction d'oeuvres qu'ils nient, sont plus marchands que leur précurseur dont l'entreprise de liquidation programmatique systématique semblait être assez « désintéressée »). Mais pour retrouver les moments de la filiation controversée du Groupe Communiste Mondial qui n'est autre que l'histoire de la genèse de la nouvelle expression du Parti Communiste Historique depuis 1966, se reporter entre autres aux explications de son échec en « Invariance » n° 1 à 7. Celles-ci sont données dans le numéro six de cette revue en Avril 1993 : « Invariance c'est en ce sens, la recherche inachevée du mode d'être développé dans laquelle pourra s'épanouir le travail révolutionnaire essentiellement théorique et en dehors de toute préoccupation organisationnelle, dans les limites imposées par la situation contre-révolutionnaire et les circonstances de l'absence transitoire de la lutte de classe ».

L'interruption du procès de mondialisation de la révolution sont individualisées et stigmatisées pour conjurer toute reproduction future qui ne manquerait pas de produire les mêmes effets. Les leçons de la contre-révolution qui ont historiquement échappées à l'expression antérieure du Parti Communiste Historique sont tirées et leur systématisation est conçue comme moment conscient du réarmement marxiste du futur parti communiste. Les conséquences de la participation historique de la Gauche Communiste d'Italie au processus d'involution de l'Internationale Communiste - avec en premier lieu sa responsabilité dans l'épanouissement d'une théorie semi-décadentiste de la crise historique et dans l'acceptation et le développement d'une appréciation erronée de la situation historique du capital et de la lutte de classe - sont situées et appréciées afin de mesurer les incidences directes et indirectes, immédiates et médiates de la disparition de toute expression du Parti Communiste Historique sur la période fin 1922-fin 1944, et d'établir le rapport qui les lie ultérieurement à l'échec par lequel se solde la période 1945-1966. C'est à partir de l'intelligence de telles déterminations qu'il devient possible de travailler en toute connaissance de cause à combler le retard théorique accumulé dans l'accomplissement des tâches révolutionnaires et à poursuivre, sans en prolonger les insuffisances, l'Oeuvre de la « Gauche Communiste d'Italie ». Ceci, alors que l'on ne s'est jamais arrêté, au point d'en rester prisonnier, à l'ambiguïté supplémentaire de la reconduction (que l'on déclare désormais franchement anachronique) de cette dénomination impropre à définir la continuité théorique révolutionnaire réalisée dans le deuxième après-guerre au sein de « Il Partito Comunista Internazionalista » et de « Il Partito Comunista Internazionale ». Il est, d'abord, vérifié que ce dernier échec de ce qui fut donc abusivement, en son temps, puis par commodité par la suite, nommé « Gauche Communiste d'Italie », et qui n'est autre que l'expression du Parti Communiste Historique, ce que ne laisse pas apparaître véritablement un tel « titre », est essentiellement rupture de continuité du travail de restauration du parti de classe, et que sa cause première et fondamentale réside dans la proclamation / affirmation / reconduction / justification d'un premier 1943-45 puis d'un deuxième 1952 parti formel du prolétariat dont était impossible l'existence révolutionnaire et qui masquait et entretenait une inadaptation de structure de ces organisations tant à leur mission (restauration de la doctrine et du parti communiste) qu'à la situation historique (totale contre-révolution, rajeunissement et expansion du capital). Il est, ensuite, également établi que cet échec renvoie à une rupture incomplète avec les erreurs et insuffisances de l'Internationale Communiste, à une lutte insuffisante contre l'intermédisme qui s'est consolidé au cours de l'année 1921, parce qu'il s'est imposé successivement à la Gauche Communiste de Russie sous la forme du Léninisme et à la Gauche Communiste d'Italie sous la forme du Bordiguisme, c'est-à-dire aux expressions respectivement impure et la plus pure du Parti Communiste Historique. Il est, enfin, affirmé que la restauration complète indispensable de l'Oeuvre originelle de la Gauche Communiste d'Italie proprement dite, et de ce qui se présenta à tort comme tel dans le deuxième après-guerre de 1945 à 1966 en passant par 1951 ne saurait - dans ces limites bien comprises - coïncider avec une restauration achevée du Programme Communiste, ce qui donne l'ampleur de ce qu'il reste à réaliser pour restaurer les fondements programmatiques du futur parti de classe. Car réaffirmer les Thèses caractéristiques de la Gauche Communiste d'Italie à proprement parler, c'est-à-dire celles qui culminent dans les Thèses dites « de Rome » (1922), et celles de la « Gauche Communiste d'Italie » nommée ainsi de façon équivoque et qui culminent dans les Thèses dites « de Naples » (1965) et les Thèses supplémentaires « de Milan » (1966), est aujourd'hui encore, aussi bien qu'hier, nécessaire, alors que les re-proposer telles quelles pour demain est particulièrement insuffisant. Il s'agit de réaliser, pour satisfaire aux exigences du prochain cycle de la révolution communiste, le retour - par cette médiation indispensable - au premier moment du Parti Communiste Historique (1844-1852), donc à la première expression de la doctrine originelle et intégrale, fort de la connaissance des développements passés, récents et futurs du capital, qui jusque dans l'affirmation immodérée de l'omnipotence et de l'omniprésence du parti de classe, en l'absence de toute lutte de classe, vérifie l'une et l'autre.

En regard du futur, le Groupe Communiste mondial rétablit la prévision communiste et tend à mettre en oeuvre de façon totalitaire, dans toutes ses déterminations différenciées, la

fonction de prévision révolutionnaire. La vision de l'expansion capitaliste est restaurée contre toute vision décadentiste et semi-décadentiste. La perspective de la réalisation de la crise catastrophique pure est rétablie face à toute déformation du schéma et de la doctrine originelle qui le fonde. Elle est rétablie telle qu'elle a été anticipée par les premiers moments du Parti Communiste Historique (période Marx/Engels), et telle qu'elle est vérifiée par l'intelligence de ces écarts historiques qui se rapportent invariablement à l'immaturation programmatique du prolétariat <sup>164</sup>. La genèse historique du Parti Communiste Mondial dans les conditions qui le produisent en tant que facteur de l'Histoire, est toujours au centre de sa contribution. Le fait que le ressurgissement du prolétariat n'a pas rigoureusement besoin du moyen terme du Groupe Communiste Mondial, car il résulte avant tout des conditions matérielles et historiques qui déterminent l'explosion de la prochaine crise historique et catastrophique, est réaffirmé contre tout risque d'activisme et de volontarisme. Par ailleurs, le juste rapport théorie/pratique est rigoureusement observé contre toute autonomisation de la théorie, en quoi consiste l'académisme. A partir de l'intelligence du dernier cycle révolutionnaire, les différences qui distinguent les conditions et les modalités de la reformation du Parti Communiste Mondial de demain de celle de l'Internationale d'hier (1917-1919) sont soulignées dans des Thèses où le Groupe Communiste Mondial se distingue en caractérisant le futur, d'une part à partir de la connaissance achevée du Communisme, d'autre part de la description de la trajectoire ascendante du capitalisme vers le terme de l'accomplissement d'une contre-révolution qui travaille en dernière analyse pour le Communisme en réalisant ces médiations qui purifient la révolution. Sur un plan général, il est non seulement exclu que la reformation du parti s'effectue par voie de scission d'un mouvement déjà existant et partie prenante de la contre-révolution, car les trahisons du Programme communiste qui ont été à l'origine de l'ouverture du cycle de la contre-révolution ne sauraient donc être à sa conclusion. Elles ont été consommées jusqu'à l'indigestion qui n'attend qu'un vomissement historique. Mais il est aussi proscrit que la recomposition de la force de classe prolétarienne soit lente et graduelle, car elle doit nécessairement correspondre dialectiquement - sans pour autant mécaniquement y répondre - à un effondrement soudain, brutal, et profond, qui n'est pas une dégradation, une ruine progressive du présent, mais sa totale dévastation. De même, alors que la mondialisation des rapports de production et d'échange capitalistes crée les bases d'un parti mondial du prolétariat, la perspective de la formation d'une Internationale est déclarée caduque, l'époque des Internationales étant révolue. L'histoire du parti est celle de sa formation sous sa forme la plus pure. La définition des rapports de la lutte revendicative à la lutte du parti pour les intérêts généraux et historiques du prolétariat fait l'objet d'une contribution particulièrement forte et originale en regard des précédents cycles de l'action prolétarienne qui culmine dans le dépassement dialectique des tactiques traditionnelles. Les origines, les causes et les conséquences de l'intégration des syndicats à l'Etat bourgeois sont décrites : liquidation de la lutte de classe, intégration du prolétariat au capital. Le bilan de leur trajectoire contre-révolutionnaire, de leur transformation en organe de la démocratie sociale et en facteur de l'accumulation capitaliste est tiré. L'irréversibilité d'un tel processus est déclarée et périodisée, c'est-à-dire rapportée à la défaite historique du début des années vingt. L'intelligence du procès de leur désertion et de la réduction de leurs effectifs solidaires de leur professionnalisation et du renforcement de leur efficacité contre-révolutionnaire, est rapportée à l'appréciation de l'expansion capitaliste. Les conséquences de la crise catastrophique sont individualisées dans la dissolution de la fonction syndicale organiquement solidaire de la défense du prix de la force de travail, l'abolition de la base rationnelle et déclarée des syndicats, le capital étant incapable d'assurer le paiement du salaire. Le gonflement puis l'éclatement des organisations syndicales actuelles, la formation spontanée de nouvelles associations économiques subversives nées de la faillite des organisations traditionnelles et de la lutte contre elles sur la base du renouveau de la lutte revendicative est prévu. La reformulation du principe communiste de préparation,

---

<sup>164</sup> Se reporter en particulier au corollaire à l'affirmation centrale des Thèses « Crise catastrophique et révolution communiste - 1912 - Novembre 1922 » intitulé « Validité marxiste éprouvée du modèle schéma de la crise catastrophique et caractères atypiques de la crise catastrophique impure des années rouges 1917-1922 » n° 10 de « Le Programme de la Révolution Communiste ».

d'organisation et de direction théorique et pratique de la lutte révolutionnaire au sein des masses ouvrières pour la transformation des luttes économiques en lutte politique pour la liaison des luttes partielles et contingentes à la lutte pour le pouvoir s'accorde à la négation de tout programme revendicatif nécessairement illusoire et réactionnaire, à la condamnation de toute distinction entre programme minimum et programme maximum, à l'affirmation du fait que la satisfaction durable des revendications élémentaires est soumise au renversement de l'Etat capitaliste et à la destruction du salariat et de toutes les catégories marchandes, répond à la nécessité de la sélection des mots d'ordre propres à orienter la lutte en dehors et contre les syndicats traditionnels, conformes aux exigences de l'affrontement du plus grand danger de la démocratie sociale, et systématise la solution originale - où vivent les leçons des erreurs du passé - non de la conquête, mais de la dissolution des nouvelles associations subversives comme conséquence positive et communiste de la fusion des énergies révolutionnaires qu'elles contiennent au sein du Parti Communiste Mondial en procès de sa reformation. Les caractéristiques du futur Parti Communiste Mondial sont définies à partir de la connaissance achevée du But et déduites des conditions et des modalités de la reformation de la Gemeinwesen que préfigure et médiatise l'organisation du prolétariat en classe. La rupture avec toute démocratie et avec la démocratie dans toutes ses déterminations est accomplie. La violence révolutionnaire accoucheuse de la vieille société en travail est exaltée. L'activité étatique du futur parti à quoi se résume la Dictature du prolétariat fait l'objet d'une attention particulière et la dimension militaire de la théorie lutte de classe est remise à l'honneur. La revitalisation du principe de la Dictature du prolétariat est poussée jusqu'à la description des prolongements concrets de l'Etat de transition. La haine de classe, le messianisme prolétarien, la passion du Communisme sont fanatiquement cultivés dans les serres chaudes de réunions qu'illumine le Communisme émancipateur de l'Humanité et dont la promesse s'est fait entendre avec la parole claire et irrévocable du Manifeste du Parti Communiste de 1848.

4. Le capital diffère encore l'explosion de ses contradictions historiques et se régénère au moyen des destructions et des guerres qui répondent aux cycles d'expansion et correspondent aux crises périodiques générales et mondiales qui rythment cette ascension... chemin de Golgotha de la classe ouvrière.

Après les crises de 1947, 1953, 1957, 1969, en 1974 la crise périodique générale et mondiale prend à nouveau une forme particulièrement pure et différenciée, circonscrite dans le temps : coïncidence de tous les moments, étendue dans l'espace, profondes destructions des forces productives, rapidité du dépassement Elle se distingue positivement par son intensité, sa profondeur et son étendue, des précédentes crises, et donne ainsi l'impression que l'expansion capitaliste est terminée, alors qu'elle inaugure, comme toute crise de ce genre, un nouveau cycle industriel qui en marque la poursuite. Résultat significatif des contradictions explosives accumulées et élargies pendant la période de prospérité, la surproduction est générale, elle affecte simultanément tous les secteurs déterminants de l'économie des capitalismes dominants, celui des Etats-Unis en tête. Cette crise apparaît cependant unilatéralement comme conséquence immédiate et directe du célèbre dit « premier choc » pétrolier qui tant frappera (avec le porte-monnaie du crétin auto-mobile, cette création historique du dieu capital) la fausse-conscience de la bourgeoisie et des couches moyennes en alimentant en particulier le mythe d'une crise provoquée par la « sous-production », ou de la « pénurie », dans ce secteur précis, alors qu'ici comme ailleurs, la surproduction est la règle. Cette surproduction n'a que faire de l'insatisfaction des besoins vitaux, mais se rapporte uniquement aux impératifs de valorisation capitalistes. La mystification repose cependant sur une base réelle. Le pétrole est la matière première première, <sup>29</sup> fondamentale pour le capitalisme moderne, dont les mouvements de prix affectent par conséquent au premier chef, et avec les répercussions les plus brutales, les taux de profit généraux de tous les capitalismes nationaux ; la forte et soudaine hausse du prix du brut (liée, lors du conflit arabo-israélien, à l'épisode de « l'embargo » pétrolier et à la mise en scène orchestrée de concert avec les grande compagnies pétrolières anglo-saxonnes d'une « crise de l'énergie ») dans un contexte historique d'accroissement constant de la demande

dûe au développement vertigineux de la production capitaliste depuis la fin de la seconde guerre mondiale participe, comme facteur aggravant, de l'effondrement des taux de profit et précipite l'éclatement de la crise, sans que, loin s'en faut, la nécessité de celle-ci soit toute entière contenue dans ce seul fait. Toutes choses égales par ailleurs, la crise embrassant tous et chacun, l'Europe (où les tentatives d'accords énergétiques ont échoués à cause de la trop grande divergence d'intérêts entre Etats) et le Japon sont alors d'autant plus durement et profondément affectés que leur consommation dépendait entièrement de leurs importations de pétrole en provenance essentiellement du Moyen-Orient et que, malgré leur efforts, l'Allemagne et le Japon notamment n'avaient pu encore fonder aucune compagnie pétrolière d'une puissance telle qu'elle puisse rivaliser avec les compagnies anglo-saxonnes et faire de l'ombre à la domination américaine du marché mondial du pétrole (en Allemagne, où plus de 40% du capital étranger est américain, 80% du raffinage et de la transformation des produits pétroliers sont aux mains des compagnies étrangères, en France ce sont 40 % de la distribution du pétrole qui reviennent à des firmes américaines). Encore une des « beautés » du système ! Les Etats-Unis contrôlent donc de fait l'approvisionnement de leurs principaux concurrents, et n'importent encore qu'environ 30% de leur consommation. Lors des négociations de Téhéran et Tripoli avec l'Opep en 1971 ils ne se sont pas opposés, par compagnies interposées, aux augmentations de prix du brut et aux rachats progressifs de leurs parts dans l'exploitation réclamés par les pays producteurs, y trouvant un intérêt dérivé également dans la mesure où ils touchaient, étant le premier fournisseur des pays producteurs, les dividendes des bénéfices multipliés de ces pays aux dépends de l'Europe et du Japon. Aussi sont-ils d'une certaine façon relativement épargnés et y trouvent même, dans certaines limites, des compensations aux effets de la crise, liées à l'affaiblissement momentané de leurs plus solides et dangereux faux frères dans la guerre économique et commerciale. Ce fait est d'importance car il y a là une des illustrations de ce phénomène capitaliste classique qui veut que le centre du capital mondial travaille à reporter les manifestations les plus marquantes et les conséquences les plus négatives de la crise générale et mondiale sur les capitalismes périphériques et moins puissants. Quant à l'URSS, elle aussi exportatrice de pétrole, elle bénéficie dialectiquement de la hausse de son prix. Elle a sur le plan le plus général, et parce que son intégration au complexe du marché mondial n'est qu'en voie d'achèvement, un comportement face à la crise qui ne sera pas sans présenter des analogies avec ce phénomène d'« indifférence » relative qu'elle avait connu en 1929 (dans de toutes autres proportions), phénomène que rencontre d'ailleurs maintenant de façon beaucoup plus marquée la Chine également, alors que certains pays de l'Europe de l'Est comme la Hongrie et surtout la Pologne, déjà liés commercialement plus directement aux pays occidentaux et ouverts à leurs investissements directs (américains et allemands surtout), sont, eux, plus fortement touchés.

Cette crise périodique semble confirmer certaines prévisions en ce sens qu'elle marque une harmonisation des cycles industriels. Elle est également dépassée, sans que le prolétariat ait montré le moindre signe de reprise de la lutte de classe. Le rapport des positions internationales respectives des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. est sensiblement modifié. D'un côté, les Etats-Unis sont momentanément affaiblis, qui s'étaient montrés les plus interventionnistes les années précédentes. Ils viennent de s'effondrer au Viêt-nam, en même temps qu'ils viennent de subir la contre-offensive des pays arabes à l'expansion israélienne (Syrie sur le front du Golan - Egypte dans le Sinaï, opérations dans lesquelles s'engagent l'Irak, la Jordanie, le Maroc et l'Algérie) et plus généralement encore celle des pays exportateurs de pétrole. De l'autre côté, l'U.R.S.S. semble être relativement rehaussée, qui n'avait pu se montrer que toujours plus conciliante vis à vis du Grand frère et modèle d'outre-Atlantique en raison de l'accentuation de son déclin relatif. Elle vient de s'engager, par forces cubaines interposées, en Angola, où l'ancienne colonie portugaise accède à l'indépendance dans une atmosphère de guerre civile avec ses répercussions au Portugal (et en Afrique du Sud), mais elle va être contrainte par des mouvements centrifuges qui continuent de la fragiliser à intervenir directement à Kaboul (1978). Ces modifications amplifient l'impression « d'effondrement inéluctable », d'« acheminement irréversible vers la ruine », de « fin de cycle » laissée par la crise elle-même. Elles confortent certaines analyses qui

perdront ceux qui les défendent et ne tablent que sur quelques mois de survie pour le système capitaliste, comme elles égareront ceux qui prétendent que la crise inaugure, après celles de « la jeunesse » puis de la « maturité », « la phase de « vieillissement », dans cette vision qu'ils donnent du « cycle vital du capital ». En effet, ces épisodes couvrent la réalité de l'expansion générale à laquelle on travaille à l'Est comme à l'Ouest, en contenant et en équilibrant, finalement, tous les mouvements centrifuges, à l'image de cette signature du traité d'amitié et de coopération U.R.S.S./Viêt-nam, zone enfin unifiée (1975) qui, en même temps qu'elle se soumet à la domination de l'U.R.S.S., s'expose aux perpétuelles menaces chinoises.

En 1979, la crise périodique générale et mondiale qui, comme toute celle du type, frappe au centre comme à la périphérie, se répercute particulièrement dans les zones centre-européenne, européenne-occidentale, moyenne-orientale et asiatique, si bien que la crise qui pourtant part du centre du capital paraît l'épargner - schéma invariant. Elle est non déclenchée mais précipitée d'un côté par le mouvement centrifuge anti-soviétique en Europe de la Pologne anti-prolétarienne de Lech Walesa qui fait franchir une nouvelle étape à la décomposition du bloc capitaliste de l'Est, au Moyen-Orient avec la guerre en Afghanistan où l'engagement de l'Armée Rouge pour soutenir le régime ami de Kaboul et « protéger » ce pays des projets occidentaux s'apparentera à un enlisement comparable à celui des Etats-Unis au Viêt-nam, et de l'autre côté face à l'autre Grand, mais également au Moyen-Orient, par de nouveaux mouvements anti-américains, où l'Iran de l'ayatollah Khomeini a concouru à la crise en menaçant de paralyser le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz et en faisant sentir aux maîtres du monde ici (mais aussi en Afghanistan où avec le Pakistan ils soutiennent les rebelles) le poids qu'ils pèsent. La guerre Iran/Irak se présente comme solution à la crise. La République Islamique échappant au contrôle américain, l'Irak se voit désormais surtout appuyé militairement par les Etats-Unis qui en font leur instrument, l'instrument d'un bouleversement des rapports de forces dans toute la région. Pour la première fois l'Irak, dont historiquement les Etats-Unis s'étaient détournés et dont les richesses pétrolières avaient servi, avant et à l'issue de la deuxième guerre mondiale, de monnaie d'échange dans les tractations pour l'exploitation de celles plus grandes encore de la péninsule arabique et de ses pourtours, est à nouveau transformé en régime pro-occidental et surtout pro-américain. Israël se présente toujours comme un partenaire indispensable, mais immodéré, des Etats-Unis. D'un côté il vient de restituer la dernière partie du Sinaï à l'Egypte, laquelle, sous la houlette des Etats-Unis, a choisi la voie de l'arrangement et de la distanciation d'avec l'U.R.S.S. en dénonçant les traités de coopération et d'amitié signés avec Moscou (traité de Washington 1979), mais de l'autre côté, arguant que sa sécurité est toujours en jeu, il déclenche l'opération « Paix en Galilée », pénétrant au Liban Sud, maintenant l'occupation du Golan Syrien et accélérant la colonisation des territoires arabes occupés. Cinquième guerre dite « israélo-arabe ». Ces conflits, qui courent sur les lignes de tensions entre les deux blocs, ne sont pas sans engendrer entre eux une nouvelle course aux armements... qui n'est bien sûr pas incompatible avec les projets de désarmement et même avec les désarmements partiels réels pour lesquels on fait toujours grand tapage. L'on voit, toujours en tête, les Etats-Unis, à la pointe de ces progrès technologiques qui, si le prolétariat n'y met pas fin, s'inscriront prochainement dans les gênes de l'humanité capitalisée, à moins qu'ils ne fassent rejoindre, par la guerre mondiale, à la terre, les étoiles. Pour soutenir le nouvel effort, les Etats-Unis ont prétendu que les Minutemen sont vulnérables jusqu'à leur remplacement par les MX. La menace qui vient des SS 20 et des Back Fire soviétiques que les forces du Pacte de Varsovie implantent alors en Europe au rythme de cinquante unités par an pour les premiers et de trente pour les seconds ne sera contrée qu'en 1984 par les armes américaines à moyenne portée installées, elles aussi, en Europe. Intoxication ! Que l'on se rassure, les programmes occidentaux de l'OTAN dépasseront de loin leur objectif premier déclaré et placeront les soviétiques en position de faiblesse vers le fin de la décennie. L'Europe des euromissiles précède l'Union Européenne. L'apparition des MX à partir de 1986-87 rendra vulnérable l'ensemble des moyens nucléaires basés à terre, soit les trois quarts de leur arsenal. Mais alors, la « marge de sécurité » sera si grande, les possibilités « stratégiques » seront telles, la « dissuasion » sera si forte; qu'il ne pleuvra que des eaux

bénites, c'est bien connu !

En 1989, la crise périodique générale et mondiale prend elle aussi une configuration particulière. Son caractère et sa nature sont masqués par ses dimensions financières qui frappent l'entendement : la fameuse « crise de 1987 », qui était bien son premier moment, semblait être partielle du type monétaire et n'avoir pour pivot que le capital-argent alors qu'elle apparaissait mondiale dans cette détermination autonomisée dans la fausse conscience de l'économiste bourgeois. Elle déclenche les événements et ouvre la période des grandes turbulences internationales qui vont marquer profondément les modalités internationales de l'expansion, c'est-à-dire de l'exploitation, et conduisent à une restructuration du capital mondial, une restructuration qui par certains aspects secondaires remet en cause, sans conflagration mondiale, mais avec une nouvelle série de guerres régionales dont certaines touchent des zones pacifiées depuis 1945, les résultats de deux guerres mondiales. Entre les premiers signes de l'éclatement de la Yougoslavie et la guerre du Golfe, le capital mondial va réaliser un bouleversement important des conditions de l'exploitation planétaire du prolétariat, destiné à optimiser celle-ci, sans pour autant provoquer au sein de la classe la moindre riposte de classe. La contre-révolution s'approfondit. Les Etats-Unis, qui plus que tout autre ont le fameux diable au corps, mènent la danse, pour eux-mêmes d'abord, pour le monde capitaliste ensuite. Mais pas d'ambiguïté, loin du Programme révolutionnaire l'anti-américanisme anti-impérialiste. Et vive donc les Etats-Unis qui civilisent et travaillent pour la future révolution en libérant les conditions de l'accumulation comme nulle autre puissance ne pourrait le faire et en continuant de produire ainsi toujours sa limite, le prolétariat.

Les pays européens une nouvelle fois ébranlés - qui subissent toujours le dictât américain - sont encore poussés à s'unifier. L'Europe - à la fois vieille chimère et éternelle nouvelle réalité - se recompose encore, renouvelle le mythe de son unité, mais progresse dans sa réalité anti-ouvrière, c'est ce qui fait son expansion. Il s'agit bien sûr toujours d'une association de malfaiteurs anti-prolétariens qui travaille à surmonter ses contradictions internes, tente de faire face à l'agression "pacifique" de l'omniprésent partenaire américain et s'efforce de s'émanciper de sa tutelle. En réalité, l'Union Européenne ne peut pas ne pas demeurer une jungle de nationalismes dominée par les capitalismes frères ennemis allemand, français, et anglais. En même temps et sous couvert de l'unité monétaire, à l'arrière-plan des alliances économiques inévitablement instables et temporaires en raison de la concurrence acharnée que se sont livrés, que se livrent et que se livreront d'autant plus qu'ils seront libérés des barrières douanières les pôles de concentration nationaux du capital, et dont les prolétaires ont fait, font et feront les frais, elle représente la recherche de la « garantie » d'une unité politique et militaire en prévision d'inévitables ultérieurs heurts de classe. Quand ceux-ci seront là, incontournables, à ce point incontournables que le prolétariat ne pourra plus se défilier, le prolétariat devra renvoyer dos à dos la Nation et l'Europe, qu'elle que soit la forme de cette dernière. Le prolétariat devra renvoyer dos à dos la Nation et l'Europe, empoigner l'arme de la dictature mondiale, et, en aucun cas, se sentir héritier d'une quelconque perspective européenne de substitution à caractère « socialiste » au moment même de la faillite de celle à laquelle ses ennemis travaillent.

A la même date, l'Allemagne répond à l'offensive transatlantique et à la crise par la réunification. La réunification n'allume pas les feux de l'Apocalypse. Si la réunification ne coïncide pas avec l'éclatement de la guerre mondiale ce n'est pas parce que la fin de division de l'Allemagne signifie fin de la division du monde, mais - parce que l'antagonisme Etats-Unis / U.R.S.S. n'a plus, depuis trois décennies, l'acuité d'hier en raison de la régression économique de ce dernier et sa dégringolade de l'échelle des plus grands pays capitalistes, mais aussi et surtout parce qu'elle n'est pas constitutive des conditions d'une crise catastrophique du capital - alors que l'expansion qui l'accompagne en rapprochera historiquement le terme. L'Allemagne a retrouvé, sans tirer un coup de fusil, son traditionnel Lebensraum d'Europe centrale même si elle n'est pas rétablie dans ses frontières de 1937, elle a renoncé à revendiquer les provinces dont elle avait été amputée (à l'Est de l'Oder et



de la Neisse de la Poméranie, et de la Silésie). C'est là un gage de bons rapports avec la Pologne. Mais elle crée ici les conditions du développement d'une superpuissance économique européenne dont l'existence et les visées expansionnistes vers l'Est peuvent être encore transitoirement tolérées par les Etats-Unis, parce que cette superpuissance est encore dépourvue des moyens militaires de coercition et de terreur à la hauteur de ses ambitions. L'Allemagne réunifiée appartiendra bientôt à l'O.T.A.N., une fois dissipées les craintes ex-soviétiques. Elle accroît son influence sur les pays de l'Est et engendre les conditions d'une extension et d'une expansion de l'Union Européenne. En même temps que le problème allemand se résout, il s'étend à l'échelle européenne. L'Europe se fait. Se reposent alors de vieilles questions. Jusqu'à quel point l'Europe se fera t-elle, et jusqu'où s'étendra t-elle sans heurter les Etats-Unis, et les puissances de second ordre ? Comment profitera t-elle de l'éclatement du bloc "soviétique" dont elle est coresponsable ? A quels critères obéira le processus de son inflation ?

Dans le même temps, et en indissociable relation avec cet expansionnisme européen sur fond de réunification allemande, l'U.R.S.S. - dont le recul relatif était depuis longtemps effectif - éclate. Retrait des troupes. Ouverture des frontières. Désarmement, unilatéral d'abord. Destruction du mur. Suppression de Check Point Charlie. Libéralisation de l'immigration. Poursuite de l'élimination des missiles intermédiaires. Fin du marché commun du Comecon, regroupant encore six pays de l'Est, la Mongolie, le Viêt-nam et Cuba. Dissolution du Pacte de Varsovie par les six pays membres. Adhésion imminente d'ex-républiques soviétiques à l'O.T.A.N.. Evocation de l'adhésion prochaine de la Russie. De quoi perdre quelques repères, et ramener certains prévisionnistes révolutionnaires à des chroniques d'actualité. A partir de l'éclatement et à l'initiative des trois Etats slaves, de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie, la Communauté des États Indépendants (C.E.I.) se constitue, amenant à elle les anciennes Républiques Soviétiques de Moldavie, d'Arménie, et les six républiques musulmanes du Caucase (Azerbaïdjan - Kazakhstan - Ouzbékistan - Tadjikistan - Turkménistan - Kirghizstan). Cette décomposition rapide, qui signe l'arrêt de mort de l'U.R.S.S., laisse cependant debout la Russie. La « communauté internationale » s'emploie à en restaurer les potentialités capitalistes. Avec elle, elle restaure son pouvoir de centralisation, notamment sur le plan militaire avec la détention exclusive des armes nucléaires et la concentration des forces stratégiques sous commandement unifié, action qui laisse intactes et même accroît ses potentialités militaires qui continuent de faire d'elle la deuxième puissance mondiale, et avec - signe de reconnaissance et de futures tractations avec les Etats-Unis - la location de son siège à l'O.N.U.. Le Congrès américain ne lui octroie t'il pas la clause de la Nation la plus favorisée ? Ironie de l'histoire. Mais ne serait-ce que parce qu'elle n'a pas encore désarmé, la « double hégémonie » tissée de rivalité et de connivence, de conflit et de coexistence, de concurrence et d'émulation, est encore, de ce point de vue, intacte. La Russie n'a pas fini de jouer un rôle historique. Son développement, en relation avec l'expansion européenne, sera encore déterminant dans la perspective de la future guerre mondiale. L'on s'intéresse partout aux relations avec la Fédération de Russie, et à son expansion, en même temps que l'on déclare craindre son effondrement et que l'on spéculé sur ses misères. L'influence financière est multilatérale. Les restrictions de transfert de technologie, en vigueur depuis 1949, sautent. Une fois effacées les réticences protectionnistes se manifeste ici l'ardent désir d'obtenir les aides financières occidentales. Les pays qui composent le noyau originel de la C.E.I. subissent le mouvement d'attraction des capitaux européens et américains. L'Ukraine, notamment, établit des liens avec les structures euro-atlantiques, puis et sans pour autant renoncer aux caractères prioritaires d'une coopération avec les pays occidentaux, accueille massivement les capitaux russes, signe d'importants accords de coopération économique et militaire. Mouvements de balancier significatifs de la dépendance des Etats Indépendants. La Communauté des Etats Indépendants, à laquelle n'ont pas adhéré la Georgie et les trois Etats Baltes, est secouée dès sa naissance par des mouvements sécessionnistes réactionnaires qui divisent les nouvelles républiques constitutives (La Tchétchénie, l'Ingouchie et l'Ossétie du Nord en Russie - le Nakhitchevan en Arménie - le Haut-Karabakh en Azerbaïdjan). Ces mouvements sont télécommandés par les puissances qui ont intérêt à une désagrégation plus complète de

l'ancien bloc de l'Est. La Georgie hébergeant à son corps défendant elle aussi des mouvements séparatistes en Ossétie du Sud, fragilisée parce qu'elle fait face aussi à l'autonomisation de l'Abkhazie, finit par intégrer la C.E.I. (1993) en échange de l'intervention russe en Abkhazie. Tout le « contexte régional » est profondément modifié. Hier annexées et transformées en Républiques Soviétiques (1940), les pays Baltes, Lituanie (1990), Lettonie et Estonie (1991) s'arrachent immédiatement à la tenaille russe. La Yougoslavie, fédération dont l'origine remonte à la résistance et à l'opposition face à l'invasion nazie et dont l'histoire est marquée par le précoce effort d'indépendance par rapport à l'U.R.S.S. (1948), en sortant de l'orbite russe, éclate en engendrant le conflit en Croatie (1991) et en Bosnie Herzégovine (1992), alors qu'au Kosovo les Albanais autoproclameront une république autonome (1998). La Tchécoslovaquie qui avait été rétablie (en 1945) dans ses frontières de 1920 est dissoute et divisée en deux républiques, la République Tchèque et celle de Slovaquie (1993). La Roumanie voudrait bien absorber la Moldavie où une minorité russe a proclamé la « République de Transnistrie ». En même temps que sont ravivées d'anciennes tensions, comme entre les Grecs et les Turcs, de nouvelles se développent par ailleurs comme entre la Grèce et la Macédoine. Nombreux sont ces pays qui sont secoués par des affrontements qui renouvellent la supercherie des revendications nationales, et qui connaissent un devenir lié à l'ouverture des zones d'influence, des champs d'investissement de l'Ouest, et cette restructuration interne des marchés, cette accession au marché mondial, véritables miroir aux alouettes pour les jeunes prolétariats. Avec l'effondrement de l'U.R.S.S. la mystification du socialisme n'a pas fini de nuire elle est reproduite à l'infini. Une bombe à fragmentation pour le prolétariat. L'aveu de la nature capitaliste de l'économie russe, depuis avant la révolution anti-féodale (février 1917) et à travers la double-révolution (politiquement prolétarienne, économiquement capitaliste) d'octobre 1917, n'a évidemment pas eu lieu. Le mensonge du passage récent au capitalisme et à l'économie de marché renouvelle la mystification de la réalisation, hier, du socialisme. A vomir tant on gave ici les masses incrépinisées de discours destinés à masquer les atrocités classiques du capitalisme de toujours .

C'en est donc fini de ce partage du monde en deux blocs qui n'avaient pas intérêt à ce que leurs leaders - va t'en guerre chez les autres, pacifistes finalement entre eux - s'affrontent directement. Ce bouleversement a eu lieu sans conflit mondial mais il était gros, il l'est encore, de multiples conflits régionaux et il renouvelle, avec les conditions de la paix mondiale ainsi prolongée, les conditions de la future guerre mondiale. Pour réaliser le nouvel « ordre mondial », ou si l'on se place du « point de vue » du Communisme, l'anarchie planétaire, les Etats-Unis ne se retrouvent pas seuls, mais en très mauvaise compagnie des multiples puissances militaro-industrielles qu'ils ont engendré de par le monde et qui ont des vellétés d'autonomie, qui veulent elles-mêmes constituer de nouveaux pôles de centralisation. Ils les affrontent, les unes derrière les autres, financièrement ou militairement, avec ou sans l'Organisation des Nations Unies. La faillite de l'Organisation des Nations Unies et autres Banque Mondiale et Fond Monétaire International, c'est-à-dire en dernière analyse leurs incapacités séparées ou combinées à réguler plus longtemps l'exploitation des prolétariats, sera d'ailleurs un signe avant-coureur de la conflagration mondiale. Les bourgeois eux-mêmes ne s'y trompent pas, et certains la déplorent, car il ne faut pas croire que les nations ont toutes et au même moment un besoin irrépressible de guerre. Ce n'est que quand un tel besoin étreindra en même temps les Etats-Unis et l'Europe qu'elle sera mondiale.

L'Asie du Sud-Est connaît une formidable expansion capitaliste. Bien que tardive - tant en raison de l'historique résistance originelle du mode de production asiatique à la pénétration du capital qu'en raison de l'historique mainmise des capitalismes dominants sur cette aire et enfin en raison du manque de radicalisme et de détermination bourgeoise des révolutions anti-coloniales - elle est néanmoins considérable et s'exprime en particulier par l'agressivité sur le marché mondial des « tigres asiatiques », Corée du Sud - Viêt-nam - Taiwan - Singapour - Thaïlande... qui font maintenant vivre aussi à leurs prolétaires particulièrement disciplinés les conséquences de la généralisation des conditions de la

soumission réelle du travail au capital, sur le modèle japonais. La normalisation bat son plein. Il y a le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge qui met fin à dix ans d'occupation. Il y a encore, dans la zone, la Corée. Divisée, sera-t-elle pour longtemps encore le dernier point chaud de la zone ? La Corée du Nord, ce dernier bastion de la guerre froide devrait aussi tomber ! La Corée du Sud, dopée par les Etats-Unis et où un prolétariat promis par les règles d'une accumulation qui le ravale au rang d'auxiliaire automatisé à un grand avenir, connaît une formidable expansion, mais derrière il y a la puissance chinoise. Le Japon conserve sa grande importance de leader menacé de la zone, rivalise avec l'Allemagne, et prend la place de deuxième puissance économique mondiale, lutte « pacifique », grosse de potentialités révolutionnaires, parce que productrice de très grandes concentrations prolétariennes.

L'Asie Centrale connaît aussi un fort développement. La Chine bat ses records de croissance, appelle les investissements étrangers et s'ouvre au marché mondial, à la pénétration de la France, de l'Angleterre, des Etats-Unis qui se partagent le marché. HongKong revient à la Chine. Tout un symbole mais pas qu'un symbole ! Après le modus vivendi des « deux Chines », capitalistes l'une et l'autre depuis toujours, la Chine ne fait maintenant qu'une. Entre les montagnes d'ordinateurs qui affluent du monde entier pour que la valorisation soit toujours possible, assis à même le sol, les enfants salariés, et non esclaves (!) font de l'écologie, ils reniflent les composants des ordinateurs, tout ne sera pas perdu, grâce à leur nez les déchets seront recyclés, les profits seront grands, leurs maladies incurables.

L'Afrique pendant ce temps respire, elle, l'odeur des charniers et connaît les douleurs d'une énième redistribution des zones d'influences économiques. Existe-t-il un pays d'Afrique qui ne soit pas déchiré ? La monoculture a fait d'irréparables ravages. La richesse de ses sous-sols a fait le malheur des populations rivées sans espoir aux logiques mercantiles des trusts capitalistes. Mais l'Afrique épuisée n'est pas dans sa totalité « délaissée », même si elle n'entre pas dans les priorités de la « mondialisation » du moment. En attendant, les mouches à merde des organisations humanitaires qui ne connaissent pas les frontières de la honte y prolifèrent. Les vers de la charité internationale engraisent le sol fumant des nouveaux investissements. Les organisations « non gouvernementales », selon la très odieuse et mensongère dénomination en vogue, vont et viennent, prostituent les corps décharnés des hommes, des femmes, des enfants, parasitent et aggravent la détresse des peuples en vantant et en vendant les mérites d'une aide qui les dépossède de toute révolte et couvrent les affaires, les investissements et les spéculations les plus juteuses, qui renouvellent et élargissent les catastrophes « naturelles » ... catastrophes capitalistes partout !!! Et si le petit bourgeois feint toujours de s'émouvoir à la vue des millions de corps décharnés et déshydratés, lorsqu'il est interrogé par le regard délavé des enfants qui meurent sous l'œil des caméras, c'est encore, bien sûr, pour préconiser un développement... du capital, le capital sans les catastrophes qu'il engendre.

L'Irak, fort de la puissance militaire qu'il a acquis auprès des occidentaux et qu'il a fait payer au prix fort à son prolétariat, se montre à son tour indocile, envahit le Koweït sous les cris d'or frais de la « communauté internationale » toujours encline à s'émouvoir, mais pour le plus grand bonheur des Etats-Unis qui ne se privent pas de brandir cette baudruche gonflée au bon sentiment démocratique. L'aventure se termine par la guerre contre l'Irak. La guerre dite « du Golfe » offre une solution partielle et sectorielle à la surproduction générale, alors qu'à la dévastation du Koweït hypocritement déplorée mais au fond souhaitée et en un sens organisée, puis aux destructions des infrastructures d'Irak et des villes irakiennes, mondialement saluées par les milieux financiers, succède un embargo qui non seulement n'en finit pas absolument avec la guerre mais l'aggrave par d'autres moyens, comme avec l'ignoble programme « pétrole contre nourriture », face à un « monde arabe » plus que jamais divisé, et achève de saigner le prolétariat irakien assurant temporairement une protection des débouchés américains et continuant de leur assurer le contrôle de la production du pétrole. L'Amérique non seulement n'a rencontré aucune opposition immédiate à sa politique particulièrement meurtrière, mais s'est entendue à nouveau avec l'U.R.S.S

finissante et a écarté d'un revers de mains les rares objections pacifistes européennes, toujours impuissantes à empêcher la guerre donc, en dernier ressort, toujours utiles à l'accroissement du sentiment de sa fatalité.

En 1999, la crise périodique générale et mondiale connaît elle aussi son premier moment en Asie (1997). Elle trouve sa solution dans un nouveau partage de l'Europe de l'Est et du Sud qui demeure au centre des préoccupations. Les Etats-Unis continuent d'étendre leur domination en Europe de l'Est, cela leur permet de tolérer, voire d'encourager une extension européenne que l'on présente souvent unilatéralement comme le moyen de lutter contre leur hégémonie. Ils profitent notamment du démembrement de la Yougoslavie et des guerres qui s'y rattachent, et s'implantent en Asie Centrale alors que la Russie affaiblie perd encore de son pouvoir de centralisation, courbe encore l'échine et, dans une certaine mesure, n'est plus en position de réagir au pied levé aux empiétements américains dans cette zone jadis sous influence « soviétique » exclusive, alors qu'elle marchandise aux Etats-Unis les conditions de son expansion.

Le Moyen-Orient, où le monde capitaliste était - en particulier depuis l'effondrement de l'U.R.S.S - toujours plus contraint de s'aligner sur la politique des Etats-Unis est à nouveau secoué par une période d'instabilité, et c'est entre autre là que l'on recherche et trouve les solutions à la crise périodique générale et mondiale qui a d'abord, comme toujours, frappé au centre. C'est entre autre là que l'on actionne les leviers de la reprise générale. Les Mollah d'aujourd'hui comme les Ayatollah d'hier servent sur un plateau les moyens de la résolution de cette crise, et le grand nouvel alibi de la « guerre » contre le terrorisme que les capitalismes les plus puissants ont eux-mêmes engendré, nourri, excité et armé, masque à grand peine le véritable enjeu .

L'Arabie Saoudite, premier producteur de pétrole, est toujours ici le grand partenaire (lire ennemi), et la plus importante zone d'investissement du capital américain. Mais comme partout où celui-ci investit, il engendre les puissances qui finissent par avoir leurs propres exigences et développer des velléités d'indépendance, ici sur fond de guerre du pétrole. Le profit, les sur-profits, la rente, surtout la rente pétrolière, tels sont les aiguillons de toute action. Face aux profonds mouvements anti-américains qui agitent ce genre de pays, les Etats-Unis doivent aussi se tourner vers d'autres horizons, l'enjeu étant la diversification et la multiplication des sources de ces matières premières fondamentales dont la baisse du coût de production est vitale pour qui lutte continuellement contre la baisse du taux de profit et conjure la perspective de son inéluctable effondrement périodique et historique, et donc si possible la main mise sur les conditions de leur production et de leur acheminement, la sécurisation de l'approvisionnement et de la livraison au moindre coût <sup>30</sup>. Les vieux empêcheurs de s'étendre en rond que sont l'Irak et l'Iran sont toujours sur la sellette. Les Etats-Unis feignent de dépasser les contentieux avec l'Iran et opèrent une nouvelle tentative de rapprochement destinée à rétablir les liens des belles années 1950 et à continuer ainsi d'interdire un rapprochement Iran/Irak qui leur serait préjudiciable, en dressant l'un contre l'autre les deux Etats qui leur posent problème. Ils font d'abord peser la menace d'une nouvelle entreprise de destruction systématique de l'Irak, tant pour ses richesses que pour sa position stratégique, commerciale et militaire, puis ils la mettent à exécution, invasion de l'Irak. Les gesticulations pacifistes comme toujours n'y ont rien fait. Mieux, elles ont couvert cette fuite en avant. Et ils ne s'arrêteront pas en si bon chemin. Ils ne pourront pas s'arrêter en si bon chemin. Leurs prochaines offensives déclencheront en outre de nouvelles guerres « israélo-arabes ». Ils s'appuieront encore sur l'Etat d'Israël et iront de l'avant. La Syrie est bien évidemment aussi dans le collimateur. Les Etats-Unis s'emploieront à faire sauter tous ces verrous afin de tenter de s'assurer le contrôle absolu de toute cette région, car elle jouxte cette autre région récemment partiellement libérée de la tutelle « soviétique ». Il en va ici et là du dépassement de la crise périodique générale et mondiale du capital, de l'avenir de l'accumulation ... et du renouvellement des contradictions. Les pacifistes auront beau bêler à nouveau, en appeler à l'Organisation des Nations Unies qui bat de l'aile pour protéger la sécurité, c'est-à-dire les marges de profit de leurs capitalismes respectifs, ils

suiront le chien berger comme des moutons.

La région de la Caspienne au riche sous-sol est devenue un nouveau grand centre d'investissement où sont au contact et à la lutte tous les grands capitalismes du monde. La nouvelle province en vue, au fort potentiel pétrolier et gazier, est constituée depuis 1991 par les nouvelles Républiques de la région de la Caspienne, cette région qui ne s'est pas encore émancipée complètement de la Russie. La Fédération de Russie et les Etats-Unis et leurs forces militaires y sont au contact direct, puisque les Républiques ex-soviétiques sont les unes derrière les autres progressivement économiquement et militairement pénétrées par les Etats-Unis<sup>31</sup>. La Georgie notamment est à nouveau habitée par des tensions significatives, au bord du démembrement. Elle comporte encore d'importantes bases militaires qui protègent les intérêts russes (gaz) et en particulier soutiennent en sous-main, depuis sa guerre pour le droit à l'autodétermination contre Tbilissi de 1992-93, la République « autoproclamée » non reconnue d'Abkhazie. Mais la Georgie est désormais largement pénétrée par les Etats-Unis. C'est là où leur percée est la plus évidente. Avec la bénédiction de l'Organisation des Nations Unies, ils y implantent aussi leurs forces militaires, sur la base d'un engagement financier qui s'élève à plus de trois fois le budget militaire de la Georgie elle-même, en particulier dans les régions du nord proches de la Tchétchénie qu'ils souhaiteraient également pacifiée, de la République du Daghestan qui est regardée de la même façon, et de l'Azerbaïdjan sur laquelle ils lorgnent aussi (et où ils pourraient mener de futures opérations de police, ici en concurrence avec celles du « partenaire » russe) parce qu'elles ne doivent présenter aucun obstacle à une certaine continuité des territoires qui sont maintenant sous sa domination dans la zone entre la mer Noire et la mer Caspienne, sur la fameuse ligne Ceyhan (Turquie), Tbilisi (Georgie), Bakou (Azerbaïdjan), celle que suivra, que suit déjà, l'oléoduc. Cet oléoduc est en concurrence directe avec celui qui a vu le jour en 2001 et qui relie le port Kazakh d'Atyraou et le champ of shore de Tengouiz (l'un des plus grand gisement du monde) au port russe de Novosibirsk sur la mer Noire. L'enclavement géographique et l'effacement économique ici de la Russie qui possédait l'essentiel des voies d'exportation du pétrole, et qui ne possède pas les capacités d'investissement de son rival, est en cours. Cet effacement nécessite une Turquie consolidée. D'autant que cette réalisation se double d'un projet de gazoduc qui transportera le gaz azerbaïdjanais du gisement de Shack Denis dans la Caspienne jusqu'à Erzurum en Turquie. D'où la proposition de la création d'une flotte azerbaïdjanaise « digne de ce nom ». L'engagement militaire des Etats-Unis, il va sans dire, est le prolongement d'une politique d'investissements qui depuis 10 ans sont de l'ordre de ceux qui sont faits en Egypte et en Israël, ce qui donne la mesure de l'enjeu de la pacification armée, et à travers elle, comme toujours, de l'accumulation des raisons de guerre. Mais on pose déjà dans la zone ces tuyaux pour lesquels on continuera de tuer et qui vont drainer, avec le naphte, le sang noirci des prolétaires et le déverser dans le monde.

En Afghanistan, même s'ils ont été un temps détournés de leurs projets par la révolution iranienne d'abord, par l'invasion du Koweït par l'Irak ensuite, les Etats-Unis ont également travaillé de longue main (bien avant le 11 septembre, jour de la punition venue du ciel) et avancé vers la réalisation de ces projets qui les avaient conduits à la participation à peine voilée à la guerre, guerre contre l'U.R.S.S. qui a conduit à ce retrait des troupes « soviétiques » annonciateur de plus grands encore, guerre dont ils sont et seront finalement, comme on le voit, les premiers bénéficiaires. Ils ont armé le Pakistan pour parvenir ici à leurs fins. Il y avait là aussi la volonté de faire face sur un autre front, par puissance interposée et à travers le conflit du Cachemire, à l'Inde. L'enjeu, c'est encore ici de réduire la dépendance à l'égard des pays du Golfe, et le contrôle de la production et de l'acheminement du pétrole et du gaz, depuis et à travers les très riches et convoitées Républiques ex-soviétiques, directement vers la mer d'Oman. Et par là il s'agit bien, entre autres pour les raisons déjà indiquées, de se passer, de l'autre côté, du détroit d'Ormuz, et de shunter pour le moment les zones contrôlées en amont du Koweït par les indociles Irak et Iran, en réalisant les mirifiques projets d'acheminement des richesses sur une nouvelle ligne sous domination américaine : mer Noire - Turquie - Georgie - Azerbaïdjan - mer Caspienne - Turkménistan - Afghanistan -- mer d'Oman/ Océan Indien. L'Iran, ménagé (question de priorité) tant qu'il

n'empiète pas sur ces plates-bandes, voit d'un très mauvais œil l'intervention américaine dans tous les pays qui entourent la Caspienne, non seulement parce la liaison avec la Russie selon l'axe Téhéran - Erevan - Moscou, via le couloir de la Transcaucasie, est complètement fermée mais parce leur projet d'oléoduc, qui nécessite un accord avec le Turkménistan (encore neutre), qui relirait aussi au port Kazakh d'Atyraou le nord de l'Iran, et qui a les faveurs de Total-Fina-Elf, est menacé au point où il pourrait ne pas voir le jour, et encore et enfin parce que leur projet de gazoduc vers l'Arménie ne pourra pas, pour les mêmes raisons, être caressé encore longtemps sans attirer les foudres du « Grand Satan ». Le Pakistan, instable et néanmoins doté par la grâce du diable en personne des forces nucléaires, a aussi son propre intérêt dans cette affaire, lui qui s'oppose à l'Inde, autre puissance nucléaire, et recherche l'appui du géant chinois qui est lui aussi pourvu de l'arme atomique, et avec lequel il pourrait avoir en commun la réalisation de la liaison vers la tête de pont des gisements pétroliers de la province du Sin-Kiang. La Chine, qui importe le tiers du pétrole qu'elle consomme, a également des ambitions en Asie Centrale. Elle est particulièrement active dans tous ces pays avec lesquels elle a une frontière commune au point d'avoir formé avec le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, et la Russie l'Organisation de Coopération de Shanghai, la lutte contre le terrorisme étant pour elle aussi un bon Alibi, le Xinjiang (ancien Turkestan oriental) abritant aussi une agitation islamiste séparatiste, le mobile réel étant l'ouverture d'un axe transcontinental eurasiatique, pour lequel on travaille donc à créer une arrière cour anti-américaine, voire anti-russe. De leur côté, il est possible que les Etats-Unis souhaitent réellement démembrement la Chine sur ses marches occidentales (Tibet et Xinjiang) pour la couper des réserves d'hydrocarbure d'Asie Centrale. Avec la nouvelle guerre d'Afghanistan (2002), le contenu de la guerre économique que se livrent depuis longtemps les pays de la zone pour le contrôle de l'acheminement du pétrole et du gaz, avec en vue le grand marché asiatique d'un côté et européen de l'autre, a été dévoilé. Le capitalisme, fort de l'absence du prolétariat, opère partout, de plus en plus à visage découvert. Ses crimes n'ont plus rigoureusement besoin de justifications démocratiques, même s'il les dispense quand même. Les « Compléments d'enquêtes » et autres « Monde diplomatique » peuvent dévoiler les secrets de polichinelle de la diplomatie américaine. L'anti-américanisme démocratique et réactionnaire qui dispute d'ailleurs ces caractères à l'américanisme lui-même se donne libre cours. Ce n'est qu'une forme de la défense du capital. Les dispositifs mis en place, pour contenir, avec l'Afghanistan et le Pakistan, les pays de l'« axe du mal », Iran, Irak continueront de faire des Etats-Unis le principal concurrent du Japon, de la Russie, de la Chine, de l'Europe, et le maître incontestable mais non incontesté du marché asiatique et européen. Ils sont donc pour l'instant, et il pourrait sembler pour l'éternité, vainqueurs, car aucun pays et même coalition de pays ne vient encore troubler leurs manœuvres évidentes et menacer le primat qu'ils viennent d'acquérir ici en un temps record qui en dit long. Sept des quinze Républiques qui composaient l'ex-U.R.S.S. sont intégrées à l'O.T.A.N.. Ce n'est pas que les Etats-Unis aient rigoureusement besoin de l'O.T.A.N. s'ils veulent frapper, ici ou là, les « diables islamistes intégristes » sur lesquels le gendarme du monde se fait la main, en attendant d'avoir à affronter demain les véritables intégristes des futures insurrections fanatiques de prolétaires que l'on rassemble ici et qui pratiqueront un terrorisme d'une toute autre nature, même s'il frappera aussi, en priorité, les Etats-Unis, et qui devra aussi compter avec cette réalité qui s'accompagne d'un corps expéditionnaire d'intervention rapide de vingt et un mille hommes, équipés dernier cri, faciles à parachuter sur n'importe quel territoire, pour liquider n'importe quelle atteinte à la Démocratie.

Mais pour combien de temps... cette victoire des Etats-Unis ? Quand le primat capitaliste sera-t-il réellement menacé ? Cette possibilité d'une menace effective qui participerait de la crise historique en préparation sur le cours de l'expansion générale, comme hier et par deux fois l'Allemagne maudite, paraît être contenue dans l'unification européenne, dans laquelle c'est toujours et encore l'Allemagne qui joue le premier rôle. Celle-là même dont les Etats-Unis, ce n'est qu'un de ces paradoxes que le capitalisme engendre, ont souhaité et organisé la réalisation à chaque fois dans les années d'après guerre, à laquelle ils ont donné un blanc-seing, et qu'ils continuent à encourager, tant qu'elle ne leur fait pas de l'ombre, et surtout

parce que leur propre expansion nécessite une Europe forte. Car de son côté l'Europe s'enfle<sup>32</sup>. Ici, et par la coalition économiquement forcée des nations, concurrence et centralisation obligent, on travaille aussi à l'expansion. Cette expansion des forces productives dont le capitalisme finira par crever, une expansion qui rencontrera finalement l'obstacle des rapports de production, une expansion qui n'est pas que territoriale, une expansion sans précédent historique, et, avec elle, elle travaille aussi à la réunion des conditions économiques et militaires de la future guerre mondiale. Perspectives ! Là où les Chroniqueurs voient « la fin de l'après guerre », car aucun d'entre eux ne se hasarde à prédire la fin de toute guerre, en particulier dans ces intégrations des anciennes Républiques « soviétiques », se réfléchit seulement, non sans subir quelques déformations, la continuité de ce qui est en œuvre depuis longtemps et ne peut pas s'arrêter, l'accumulation des déterminations historiques de la crise catastrophique et de la guerre mondiale en préparation. L'on ne confondra pas l'expansion des pays de l'Union Européenne avec l'extension plus récente et spectaculaire de l'Union elle-même, même si la seconde ne peut aller sans la première, la réciproque n'étant pas obligatoire, puisqu'une extension, et c'est là toute l'explication d'une certaine prudence capitaliste européenne en même temps que d'une certaine impatience américaine, peut fragiliser la structure et augmenter encore le poids américain sur cet édifice. L'expansion, en tant qu'elle conditionne l'extension, est à n'en pas douter au cœur de cette accumulation des raisons de la crise catastrophique ... et - mais si le prolétariat n'intervient pas pour transformer victorieusement la catastrophe en révolution communiste mondiale - de la guerre mondiale. On notera que dans les termes de cette dialectique entre l'expansion et l'extension se trouve encore la Russie. Remarquable est la situation de la Russie qui était donnée pour morte, qui de l'autre côté a su se réconcilier avec la Chine, cette puissance qui fait toujours face, côté mer de Chine et dans les îles du Pacifique, aux Etats-Unis et à leur allié japonais, et qui, comme eux lorgne sur l'Europe Orientale. La Russie a plus que des velléités « d'indépendance », mais elle pourrait bien elle aussi être absorbée dans l'Union Européenne tant ses besoins de capitaux comme les possibilités qu'elle offre d'investissement de son sous-sol et de ses prolétaires sont immenses.

Cette hypothèse d'une certaine absorption de la Russie comporterait la réalisation d'une alliance militaire Fédération de Russie/Europe - et nous avons bien un axe Berlin, Paris, Moscou, puisque Londres se singularise et se présente comme le plus puissant facteur de décomposition de l'Europe - alors, et dans le rapport à la crise historique attendue et qui frappera le capitalisme en son centre, aux Etats-Unis donc d'abord ... la nouvelle guerre mondiale ! Car attention, liquidation de l'U.R.S.S et affaiblissement économique de la Fédération de Russie n'ont jamais signifié disqualification militaire et rétrogradation de la formidable puissance ici concentrée. La Russie n'a pas perdu tout ces galons capitalistes. La deuxième puissance militaire mondiale est toujours là. De ce point de vue là, le nouveau monde est loin d'être « unipolaire » même si les Etats-Unis sont surclassés et ne boxent pas dans la même catégorie. Même après le retrait des troupes, après les mascarades des traités de désarmement conventionnel, et à travers les spectaculaires réductions effectives, qui n'ont jamais été aussi fortes, des armes nucléaires tactiques, en Europe surtout, et dans ces pays qui étaient divisés et occupés à son image, l'expansion se poursuit sur ce plan-là aussi et la Russie pourrait bien donner à l'Europe, ce serait alors, dans son rapport à la crise historique attendue, le signal de la troisième guerre mondiale, les moyens militaires de sa politique anti-américaine<sup>165</sup>.

---

<sup>165</sup> Une catégorie entière d'armes, les missiles intercontinentaux basés au sol et équipés de plusieurs ogives (multiple independently targeted re-entry vehicles), parmi d'autres, et cette exclusion ne concerne pas celles qui équipent les sous-marins nucléaires, les porte-avions et les avions, est encore intacte à l'issue du plan de « désarmement » Start 1 (1991). Au moment de l'élaboration du « plus ambitieux » projet de désarmement Start 2, la Russie conservait ses SS-18 (dix têtes) et SS-19 (six têtes), les Etats-Unis leurs MX Peacekeeper et Minutmen III, engins « jugés » les plus déstabilisants de la panoplie des deux Grands. Le langage et le jugement des spécialistes en question militaire et en désarmement est toujours aussi savoureux, « déstabilisant » signifiant qui incite à « une première frappe », car le souci et le secret de ce « désarmement » là, est d'éviter les « premières frappes ». Que faut-il entendre ? Il faut entendre préparer la guerre totale en protégeant et en mettant hors de portée les moyens de destruction mille fois plus puissants. Intoxications pacifistes et course aux armements comme toujours ! Mais la terreur nucléaire est toujours là. Et non dans les palais de Saddam ! Comme il était

Autre hypothèse, moins probable, mais tout aussi envisageable, car déjà contenue dans un partenariat qui n'a pas attendu l'effondrement du bloc de l'Est pour exister, mais qui est inscrit dans la faillite de la Dictature du prolétariat fin 1922, plus que la « coexistence pacifique » si chère aux révisionnistes Léninistes, Staliniens et Trotskystes, entre les deux systèmes depuis toujours identiques et concurrentiels, la complicité, l'alliance, la collusion Russie/Etats-Unis? En tout cas la question de l'Europe, cette vieille chimère avec les multiples visages qu'offre sa réalisation, renouvelle les contradictions et les combinaisons multiples des raisons historiques d'affrontements militaires entre les membres ennemis-associés contre le prolétariat mondial d'un faisceau de trois groupes d'Etats. Ce faisceau composé de trois grands éléments déterminants ne s'est pas constitué hier matin, pas même il y a une décennie, mais au moment du schisme du début des années vingt alors qu'il s'est consolidé à travers et après la deuxième guerre mondiale. Au centre de ce faisceau d'armes capitalistes, pour l'instant au repos mais qui seront dans la guerre de classe toutes pointées vers la poitrine prolétarienne, de loin la plus grande et la plus imposante les Etats-Unis (seule au centre du monde mais avec autour du monde leurs nombreux partenaires qui, sans être complètement sous tutelle car il n'y a pas de « néo-colonialisme » qui tienne, ne seraient rien sans elle, Japon, Arabie Saoudite, Israël, Turquie, Corée du Sud, Taiwan, Canada, et presque tous les pays d'Amérique Latine), à côté mais en dessous, et demain bien plus résolument en face, les vieilles puissances européennes rajeunies, pleines d'une vitalité anti-prolétarienne retrouvée grâce aux Etats-Unis eux-mêmes et qui forment une Europe qui ne connaît pas non plus de limite, et pourrait comme dans l'une de nos hypothèses inclure la Russie, encore à côté mais plus encore en dessous les « nouvelles » puissances montantes, et bientôt, si ce n'est immédiatement, rivales des Etats-Unis au premier rang desquelles il n'est pas donc paradoxal de placer encore et toujours la Russie, et de façon plus évidente la Chine, l'Inde ou le Pakistan. Et, sur les lignes des forces grâce auxquelles cet édifice tient encore et sur lesquelles se testent, se jaugent, s'éprouvent déjà, avant de se prendre à la gorge, les plus grands, se trouvent, parcourus, partagés, déchirés, les Etats des « voyous », des « méchants », des « bandits » et des « diables », selon la très en vogue démonologie, Etats mis au ban des accusés des auteurs de désordre mondial, Serbie, Afghanistan, Irak, Iran, Syrie, Pakistan, Libye, Soudan, Corée du Nord, Cuba, Venezuela, et la liste peut toujours se modifier. Proletaires ! Le jour où vous ne voudrez plus ni de la guerre ni de la paix, ni de la paix ni de la guerre, vous préparerez la guerre de classe anti-capitaliste. Et vous frapperez avec ensemble et sans modération aucune d'abord au cœur de la toute puissante Amérique. Là où l'on accumule le plus contre vous ! »<sup>66</sup>

---

évident de le prévoir. A savoir, et quitte à avoir dans l'appréciation plusieurs cycles d'accumulation de ces capacités de destruction de retard, un seul SS18 embarque dix ogives qui peuvent atteindre dix cibles différentes dont chacune d'elles recèle une capacité cinquante fois supérieure à la bombe d'Hiroshima.

<sup>66</sup> Les limites de la restauration doctrinale de la notion même de crise catastrophique et l'insuffisante systématisation de l'appareil mathématique et statistique s'impose de telle façon aux présentes forces révolutionnaires qu'elles ne sauraient encore traduire l'intelligence des lois du développement du capital et l'évolution des indicateurs de son futur et inévitable effondrement en données historiques prospectives significatives: alors que la mobilisation théorique se poursuit toujours en ce sens, la date même de l'explosion de la crise catastrophique du système capitaliste n'est pas encore découverte, le temps qu'il reste à parcourir et à subir jusqu'à ce point historique singulier est encore inconnu, les changements prévus (raccourcissement) dans la durée des cycles industriels ne sont pas reconnus, leur nombre à venir même ne peut pas encore être chiffré. Ce sont des batailles théoriques perdues. Alors, les forces révolutionnaires s'en tiennent encore, dans certains domaines, à la réaffirmation du schéma catastrophiste et révolutionnaire, décrivant toujours le pourquoi et le comment et anticipant ici surtout sur la situation géographique originelle et le procès de mondialisation de la future inéluctable révolution communiste. C'est déjà une grande et belle victoire doctrinale sur le capital, un motif immense de satisfaction. Au sujet des conditions d'organisation et des formes de la poursuite de la mobilisation théorique en question ici voir les « Dialogues avec les vivants » dans le numéro 11 et dans le présent numéro de cette revue.



## DE LA CRISE CATASTROPHIQUE DU SYSTEME CAPITALISTE

## A LA

## REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE

## ACHEVEMENT DE LA RESTAURATION ET REALISATION DU PROGRAMME COMMUNISTE :

## LE PARTI COMMUNISTE MONDIAL, SON ACTIVITE CATASTROPHISTE

1. Le capitalisme est frappé par une crise générale et mondiale de surproduction telle que l'histoire du capital n'en a jamais connue. L'Histoire vérifie une nouvelle fois, mais dialectiquement comme jamais, et peut-être pour la dernière fois, le catastrophisme marxiste. La crise catastrophique qui vient ne saurait être une simple reproduction à l'identique de celles d'hier (1848 - 1871 - 1917). Comme jamais, la surproduction atteint le stade catastrophal. Le marché est saturé, la circulation et la reproduction du capital sont interrompues. A la surface, les phénomènes liés aux dimensions financières de la crise s'épanouissent, les bulles spéculatives explosent, le capital fictif s'effondre, les dettes ne sont pas honorées, les investissements sont suspendus, les cessations de paiement interviennent en chaîne, et, en profondeur, tous les secteurs fondamentaux de la production capitaliste sont touchés par le syndrome que provoque l'interruption des procès de valorisation, donc des procès de production. La dévalorisation n'est plus désormais solidaire de la valorisation, et elle est générale. La plus-value ne peut plus être produite. La nouvelle plus-value ne peut plus être extorquée et l'ancienne plus-value produite ne peut plus être réalisée. L'augmentation de la masse du profit ne peut plus s'accorder à la baisse du taux de profit. La baisse de la masse du profit, corrélative à la baisse du taux de profit pour un capital donné, ne peut plus être compensée par l'augmentation plus importante de la grandeur du capital. Ce mouvement se vérifie y compris pour les capitaux de composition organique supérieure, ceux des secteurs déterminants de l'économie qui avaient conquis les plus grandes possibilités de compensation et avec elles la capacité à faire jouer la loi de la valeur à leur avantage. La masse de capital en fonction ne peut plus augmenter de telle façon qu'elle puisse compenser la baisse du taux. Ont en effet fini de jouer ces tendances contraires qui agissaient dans le même temps d'une part sur la valeur des éléments constants et variables du capital en l'abaissant, d'autre part sur le taux de l'exploitation de la force de travail lui-même en l'augmentant. Cela signifie que, désormais, les contre-tendances à la baisse du taux de profit ne peuvent plus être effectives. Le capital ne peut plus relever le taux général d'exploitation. Même la baisse des salaires ne peut plus avoir de réalité, car le paiement même du salaire est désormais impossible. Tout taux de profit est aboli, parce que le profit lui-même est généralement impossible, et cette abolition prolonge et conclut son historique baisse tendancielle. Le travail passé, le travail mort, ne peut plus être ramené à la vie par le travail présent, le travail vivant. Le capital constant et le capital variable, les installations et moyens de travail, la force de travail, les marchandises antérieurement produites sont détruits. La civilisation détruit le trop de civilisation qu'elle a produite, le trop de civilisation, qui lui empêche de produire encore de la civilisation. La crise catastrophique sape toutes les conditions de domination de la loi de la valeur par le capital. Dans cette crise singulière, toutes les tentatives d'assujettissement de la loi de la valeur sont vaines du point de vue du capital individuel et les capitaux particuliers sont unifiés par la faillite générale. Dans cette crise singulière, toutes les tentatives d'assujettissement de la loi de la valeur sont subordonnées au procès de destruction systématique et organisé que représente la guerre mondiale du point de vue du capital total. La dévalorisation générale appelle les destructions massives et immédiates des forces productives.

La crise débute par l'effondrement sur lui-même du capitalisme le plus puissant, celui américain et les déflagrations sismiques ébranlent rapidement la « vieille Europe » où se répercute l'onde de choc car les compensations à la crise ont été moins grandes ici que là. Du centre hégémonique mondial du capital, tous les moyens sont d'abord mis en oeuvre pour tenter comme toujours de faire porter à la périphérie du système le poids de sa crise. Mais la périphérie s'est historiquement rapprochée du centre, c'est un effet révolutionnaire de la mondialisation de la forme de production capitaliste. L'océan Atlantique n'est qu'une petite mer intérieure. Il y a plus que dans toute les crises précédentes la misère, une misère inouïe à la mesure de l'universalisation du mode de production capitaliste, de l'expansion des forces productives et de l'extension du marché.

Les contradictions inter-capitalistes sont à leur paroxysme. Les conflits se multiplient en même temps qu'ils se rapprochent du centre du capital et qu'ils l'impliquent plus directement et clairement que jamais. La troisième guerre mondiale est à l'ordre du jour. La perspective de guerre mondiale est comme toujours dissimulée derrière les traités et les simulacres de paix. La mobilisation pour la guerre est générale. Les complexes militaro-industriels sont en effervescence, les scientifiques s'agitent frénétiquement autour de la production d'engins de mort toujours plus perfectionnés. Ils ont dans leurs mains assassines de quoi détruire la possibilité de l'Humanité. Les populations se sentent à l'étroit dans leurs Etats-Nations. Les grandes et les petites Nations travaillent à leur expansion et à leur conservation réactionnaire. Les nationalismes s'exacerbent. Les vieilles plaies s'ouvrent. Les manifestations d'irrédentisme se multiplient. Les sociaux-chauvinismes s'épanouissent. Les peuples abrutis se dressent les uns contre les autres. Les exploités de toutes les latitudes cherchent la trace de leur race au lieu de trouver la marque de leur classe. L'antifascisme démocratique ici, l'anti-stalinisme là rejouent leurs farces macabres. Les Etats-Unis défendent militairement leur primat. Ils doivent affronter maintenant leurs rivaux européens directs, dont encore et toujours l'Allemagne, dont le développement impétueux avait été encouragé et était jusque-là, et dans certaines limites, toléré. L'Union Européenne touche les limites de son expansion et de son extension. Sa nature anti-ouvrière apparaît de plus en plus évidente. L'Europe de « la haute finance » bat de l'aile. On renouvelle le mythe en faisant renaître l'idée d'une Europe socialiste. L'Europe des Nations se montre telle qu'elle n'a jamais cessé d'être, une jungle des nationalismes. Le fédéralisme que la fraction la plus éclairée de la bourgeoisie lui souhaite se présente désormais plus encore qu'hier comme une garantie contre le surgissement des conflits de classes et pour la sauvegarde de la paix sociale sans laquelle il n'y aura plus de grands profits. Les discours de paix s'enflent. Les grondements des conflits nationaux se font entendre en série. Des guerres qui opposent des puissances de second ordre éclatent et constituent le prélude de la troisième guerre mondiale. Si celle-ci éclate, la perspective promet d'être désespérée comme jamais.

2. La contre-révolution touche à son terme. Le réformisme, expression de la vitalité capitaliste et de ses marges de manoeuvre, fait faillite, avec l'expansion et la prospérité qui le fonde. La principale force productive, le prolétariat est directement menacée et atteinte. En raison directe de cette menace et de ces atteintes les signes avant-coureurs de la recomposition la lutte de classe apparaissent, poussant encore le capital vers la solution finale par excellence de la question ouvrière, la guerre mondiale. Dans cette crise singulière toutes les tentatives ouvrières de faire respecter la loi de la valeur sont - parce que prisonnières de la démocratie et de la paix sociale d'hier - illusoire et réactionnaires, et elles apparaissent telles du point de vue de la révolution communiste à l'ordre du jour. Dans cette mesure, la démocratie sociale vacille, chancelle, se décompose, elle a fait son temps. Au-delà donc du renouveau de la lutte pour le salaire et les conditions de travail, et brisant le cercle vicieux des programmes revendicatifs, la spontanéité révolutionnaire explose en des émeutes industrielles qui renferment une âme universelle. Les premières révoltes prolétariennes éclatent. Alors il y a la violence tant attendue qui se déchaîne. Avant tout celle de l'Etat capitaliste qui, de potentielle, devient cinétique. La crise qui a provoqué l'explosion des luttes revendicatives et sociales a rencontré l'impuissance capitaliste à canaliser le flot impétueux du désespoir par cette satisfaction pondérée des revendications

les plus élémentaires qui fondait la paix sociale. Cette impuissance rend inévitables les violences étatiques. Le massacre social des travailleurs embourgeoisés ruine la paix sociale, brise les illusions et sape les mystifications démocratiques. Plus donc que toute exhortation impuissante à la lutte, le terrorisme de l'Etat démocratique à des fins démocratiques révolutionne le prolétariat. Il avait bien besoin de cela. C'est en crevant les yeux des prolétaires qu'il fait voir à leurs frères de classe le Programme de leur émancipation, c'est en tranchant les mains des prolétaires qu'il oblige leurs frères de classe à s'emparer du Programme communiste. C'est en arrachant les tripes des uns qu'il tire les cris de vengeance des autres, ceux qui restent debout campés dans cette certitude qu'il faut maintenant s'armer. Venez voir ...le sang dans les rues! Venez voir le sang ... dans les rues ! Venez voir le sang dans les rues ! C'est le nouveau 1905 sanglant, il prélude aux grands affrontements. L'Etat bourgeois noie dans les larmes les dernières illusions républicaines, humanistes et pacifistes. Les mystifications tombent, la démocratie apparaît pour ce qu'elle est, totalitaire, d'autant plus totalitaire qu'elle été profondément et complètement réalisée. Pour être agitées d'illusions et d'espoirs de réformes impossibles à satisfaire sur l'heure, les couches moyennes sont elles aussi frappées dès les premiers temps de la crise, mais elles n'ont pas de rôle historique à jouer en tant que telles car elles représentent une masse informe, couches parasitaires du capital par excellence, sans âme, sans unité, sans programme, sans avenir historique. N'étant pas une classe en elles-mêmes, elles ne peuvent connaître de procès historique de constitution en classe pour elle-même. Leur existence est soumise au capital, qui leur fait subir le mouvement d'attraction et de répulsion qui engendre leur instabilité sociale et politique, leur avenir est de périr avec lui, avec l'élimination sous la Dictature du prolétariat de leur base matérielle. Le prolétariat n'attend d'elles aucune initiative historique qui irait dans le sens de ses intérêts historiques et de ceux de l'Humanité. Au contraire, même dans les formes de luttes les plus radicales qu'il est donné d'atteindre aux plus déterminés de leurs éléments au moment de la plus grande exaspération et du plus grand désespoir, et face à l'impossibilité de réformer ce monde, elles voilent et mystifient le procès de la constitution du prolétariat en classe, en particulier lorsque, comme dans cette situation, elles préconisent et pratiquent un terrorisme individualiste, aventuriste, et réformiste quant au fond, parce qu'indépendant de toute perspective classiste et révolutionnaire, et sous ce rapport de nature à renforcer l'Etat bourgeois, au moment même donc où le terrorisme prolétarien, terrorisme de classe, apparaît enfin comme une nécessité inséparable de la recomposition de la force de classe, le parti de classe, le Parti Communiste Mondial.

3. C'est parce que la société se polarise à nouveau en classes ennemies, que le prolétariat, révolutionnaire parce que révolutionné, resurgit sur la scène de l'histoire, que la crise générale et mondiale est transformée en crise catastrophique. En ce sens, la crise catastrophique n'est pas une fatalité économique mais une production historique indissociable de cette soudaine et grandiose action de classe du prolétariat qui, brutalement, se dresse, renverse toutes les présuppositions contre-révolutionnaires en vigueur, et d'un geste historique esquisse le plan d'un monde nouveau que le vieux monde étouffait dans ses flancs, découvre en un seul mouvement l'horizon de son Programme.

Est-il possible de dire à l'avance si, d'emblée, le prolétariat aura la maturité et la force d'intervenir à temps pour conjurer la guerre mondiale, où s'il ne réagira, comme par le passé où il fut finalement invariablement défait, qu'à une perspective plus sombre, dans laquelle il est déjà ramené au défaitisme révolutionnaire par lequel il lutte pour la transformation de la guerre capitaliste mondiale en guerre civile, en guerre de classe, et travaille à la défaite de deux camps ? L'histoire a montré qu'alors que la pureté de la crise catastrophique est une condition de la victoire prolétarienne, jamais la crise catastrophique ne pût être pure en raison du dramatique retard de la riposte. La pureté de la crise catastrophique, donc dans la conception communiste la préparation optimum des conditions de la victoire révolutionnaire, dépend de la rapidité et de l'efficacité avec laquelle le prolétariat intervient pour empêcher les solutions bourgeoises à l'explosion des contradictions. Parmi ces solutions, celle par excellence de la guerre altère immédiatement au plus haut point la pureté de la crise

catastrophique. Il est donc impératif que l'activité prolétarienne de transformation de la crise générale et mondiale en catastrophe pour le capital intervienne cette fois au moment de son explosion, sans retard. C'est une condition essentielle de l'issue révolutionnaire. Elle renvoie à l'état de la restauration programmatique du Communisme, à la rigueur et à la vigueur des mots d'ordre dans lesquels sont condensés les principes et les solutions de classe, et donc à l'œuvre du Parti Communiste Historique. Il en va de l'avenir de tout le mouvement. C'est dire que le Parti Communiste Mondial doit être efficace au point de conjurer la perspective d'une transformation de la guerre capitaliste en guerre civile, où le prolétariat est déjà dramatiquement menacé de destruction, placé dans une position défensive, et qu'il est en un sens déjà défait parce mobilisé sous le drapeau de la nation et de la honte contre son frère de classe de la nation d'en face. Le prolétariat ne doit pas se laisser réduire comme hier au seul « défaitisme révolutionnaire ». Le prolétariat doit promouvoir et forcer la voie directe de l'offensive, la guerre civile qui conjure la guerre capitaliste. Le prolétariat doit se détourner bien sûr, cela va de soi, de tout pacifisme. Le prolétariat doit frapper, violemment, avec ensemble et détermination, « chez lui », dans son propre pays, dès l'apparition de ces guerres partielles et locales qui invariablement constituent le prélude de la guerre mondiale, et surtout lorsque ces guerres dans lesquelles le capital anticipe la mondialisation des destructions n'explorent pas « dans sa patrie d'origine ». De la confluence des déterminations historiques, matérielles, théoriques et pratiques de cette situation de crise historique qui contient l'alternative révolution ou guerre, et tente de se défaire de l'alternative guerre et révolution, résulte, mondial et monolithique, le Parti Communiste Mondial qui réalise la fusion de la spontanéité révolutionnaire et du Programme communiste, et dont la constitution formelle ouvre, avec le cycle révolutionnaire, un nouveau moment du Parti Communiste Historique.

Cette situation historique constitue le siège par excellence du procès de délimitation et d'unification des forces révolutionnaires disponibles à l'achèvement de la restauration programmatique du Communisme et orientées vers la reformation du parti de classe. Surgissant spontanément du sous-sol de la société bourgeoise que fait craquer le séisme de cette crise singulière et la perspective imminente de la guerre mondiale, les expressions tendanciennes du Programme révolutionnaire trouvent le Groupe Communiste Mondial sur la voie de la reformation du Parti Communiste Mondial et le rejoignent. Elles entendent l'Appel à cette reformation et elles répondent à son initiative <sup>167</sup>. Le Groupe Communiste Mondial, pôle d'unification des énergies marxistes, en vertu de la continuité programmatique réalisée, s'insère comme facteur dirigeant dans le procès de reformation du Parti Communiste Mondial, encadre la confrontation programmatique conformément aux principes et selon les conditions

---

<sup>167</sup> « Quand prendrons-nous l'initiative d'un Appel » c'est le titre donné à un des textes publiés dans le numéro huit de cette revue. On y décrit les conditions de la fin de l'isolement du Groupe Communiste Mondial et l'on prévient les dangers différenciés de toute action prématurée ou tardive dans ce sens. Cette prévention solidaire de la prévision de va pas sans critique de certaines initiatives et échecs précédents qui n'ont pas été sans appeler certaines leçons. Une de celle-ci porte sur l'« L'Appel pour la réorganisation du mouvement communiste » de 1951. « Indiscutablement, "L'Appel" participait de l'élévation d'un indispensable "cordon sanitaire" doctrinal, prônait la plus stricte et sévère délimitation théorique comme condition du rassemblement des forces marxistes, brandissait les principes séculaires du marxisme Parti - Etat - Dictature - Terreur - Anti-pacifisme - Anti-démocratie - Internationalisme, se prononçait assurément sur la non imminence de la 3<sup>e</sup> guerre mondiale et appréciait globalement comme non révolutionnaire la situation issue de la 2<sup>e</sup>. Il ne peut manquer toutefois d'apparaître qu'il était grevé d'insuffisances quant à la caractérisation, dans toutes ses dimensions, de la situation historique, et d'ambiguïtés et d'erreurs quant à la perception des conditions et des modalités de la reconstitution de la force de classe autonome du prolétariat révolutionnaire, toutes dialectiquement dépendantes de l'existence contemporaine d'un pseudo parti de classe qui en était l'initiateur, le parti communiste internationaliste. Postuler pour une "réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste", c'était rester sous influence - dans l'exacte mesure où était admise l'existence contemporaine d'un parti de classe - de l'illusion de la permanence de la lutte des classes, et ne pas rendre compte de toute la dimension de la profondeur sans précédent historique de la contre-révolution démocratique de ce temps: l'oeuvre de celle-ci n'ayant pas été la désorganisation du mouvement révolutionnaire marxiste et le désordre de la structure organique et centralisée du parti communiste, mais bien l'anéantissement total (bien que transitoire) du prolétariat révolutionnaire, la totale faillite (et non la "longue et grave" ou "terrible" "crise") du mouvement prolétarien, l'évacuation (et non l'établissement d'un "cours confus et défavorable") de toute lutte de classe, et la destruction de tout parti formel de la classe ouvrière ».

préalablement établies conformément à la prévision du moment déterminant de la délimitation, de la sélection, et de l'unification des énergies disponibles à la lutte pour la reformation du parti de classe. C'est dans cette situation que le Groupe Communiste Mondial épuise sa fonction historiquement déterminée et limitée, apportant les résultats systématisés et différenciés de son œuvre de restauration programmatique, et, ceux-ci étant, maintenant, en vertu de sa lutte d'hier et de celle de ce moment singulier, constitutifs du nouveau moment du Parti Communiste Historique, il proclame sa dissolution dans les rangs du Parti Communiste Mondial, programmatiquement restauré, matériellement et pratiquement rétabli, formellement proclamé.

Le Parti Communiste Mondial achève la restauration programmatique du Communisme en liaison avec le mouvement spontané des prolétaires en révolte. L'élaboration théorique ne compte plus sur la seule énergie de forces ténues suspendues entre le passé et le futur et niées par le présent, mais puise maintenant à nouveau sa lymphe vitale dans les veines ouvertes de la classe ouvrière. Le retour à l'Oeuvre du premier moment du Parti Communiste Historique qui contient la Totalité programmatique, est parachevé et sont exhumés les moments de cette Oeuvre originelle, et de toutes celles qui en ont exprimé la vitalité et la continuité, et qui sont encore restées à l'arrière plan du travail du précédent moment du Parti Historique.

Le Parti Communiste Mondial arbore le Programme communiste invariant, et le présente sous la forme systématique d'un corps de Thèses caractéristiques achevé, directement convertible en mot d'ordre d'action révolutionnaire. En vertu des principes qui le fondent, il anticipe en son sein le Communisme, préfigure l'Etre Humain, le centralisme organique est son mode d'être. Parce qu'il place le Programme communiste avant l'action, la prévision avant les réalisations, les mots d'ordre avant l'activité, il renverse le sens de la praxis. Alors sont réunies - en un point historique singulier d'où il n'est plus possible de ne pas voir la fin d'un monde et le commencement de l'Histoire de l'Humanité - les conditions immédiates et les conditions historiques de la Révolution. La réunion de ces conditions est en même temps approfondissement de la crise catastrophique, car, par son activité apocalyptique pour les tenants de la vie passée et non seulement par ses proclamations et ses déclarations d'intention, la fraction la plus avancée et belliqueuse du prolétariat exprime de façon lumineuse qu'elle se détourne désormais à jamais - fait historique fondamental qui résume toute une époque - des solutions réformistes, démocratiques et constitutionnelles. En effet, en même temps qu'éclate le front uni des partis de la contre-révolution, le prolétariat avance à pas de géant, il ne se traîne plus après la conservation d'illusoires « conquêtes sociales », ne relève plus le drapeau des « droits de l'homme et du citoyen bourgeois », n'est plus ébloui devant le mirage de la fraternité, ne se prosterne plus devant le despotisme de la réalisation de la liberté, ne brandit plus le « droit au travail », ne déplore plus les faillites en chaîne des entreprises et des banques, ne craint plus l'effondrement des marchés, ne se lamente plus devant le spectacle de la famine, des maladies, de l'épuisement, du dénuement, de la misère, comme si cela était une fatalité de la nature, mais voit ici et là, partout, l'aboutissement rationnel et monstrueux du capital, se réjouit de la perspective du chaos et de la possibilité de la ruine de cette civilisation qui menace de crouler enfin sous le poids de son infâme but, l'accumulation pour l'accumulation, la production pour la production, la plus-value pour la plus-value, se place désormais résolument en dehors et se dresse de toute sa stature contre tout ce qui mérite de périr : travail salarié, entreprise, marché, banque, famille, propriété, Etat. Il le peut parce qu'il renaît de rien et parce que la contre-révolution a laissé le temps à l'Humanité, la seule Humanité, l'Humanité « marxiste », le temps de se recueillir, et de jeter un pont sur les abysses.

Le Parti Communiste Mondial détient - pour l'avoir vérifié avec les contre-révolutions qui succédèrent aux révolutions de 1871 et 1917 - la vérité de classe qui donne son sens à l'action de toute la période qui s'ouvre : la révolution dépend désormais de la pureté de la crise catastrophique, donc de la capacité du prolétariat à rompre radicalement avec tous les liens qui le rattache à la communauté matérielle du capital et à se tenir rapidement et

durablement au-delà et au-dessus de toutes les fausses solutions que l'effondrement de tout le système capitaliste ne manque pas de ramener à la fausse conscience incurable des domestiques du vieux monde.

Le Parti Communiste Mondial donc, sélectionne et forme les énergies révolutionnaires en oeuvrant à la conquête des masses ouvrières selon une stratégie et une tactique intransigeante rigoureusement déduite du But, unifie la classe en transformant le renouveau des luttes revendicatives sans issue en lutte de classe, la lutte pour les intérêts partiels et contingents de telle ou telle fraction de la classe ouvrière en lutte pour les intérêts historiques et généraux du prolétariat. Il liquide, définitivement cette fois, la distinction contre-révolutionnaire programme minimum / programme maximum et affirme que la seule lutte ayant un contenu révolutionnaire est la lutte immédiate pour le Communisme, c'est-à-dire la Dictature du prolétariat. Toutes les médiations historiquement nécessaires à ce résultat n'ont pas été supprimées, elles ont été réalisées par le maintien et le développement de la domination capitaliste fondée sur la contre-révolution. C'est pourquoi il condamne tout programme revendicatif nécessairement illusoire et réactionnaire, déclare son anti-syndicalisme communiste de principe et met en oeuvre l'abstentionnisme communiste syndical, condamne le mot d'ordre de conquête et de direction des syndicats comme des associations subversives spontanées qu'elles soient de type syndical ou non, et puise dans ces dernières ses forces vives en orchestrant leur dissolution et en gagnant les éléments les plus farouchement déterminés à affronter le capital, met en lumière la nécessité et trace la perspective de la destruction systématique de tous les syndicats et en appelle à cette liquidation accentuant ainsi les résultats du déclenchement de la crise catastrophique qui abolit la fonction syndicale dans sa complémentarité à l'action politique mais n'élimine pas automatiquement les structures syndicales qui recouvrent alors des contenus politiques directement réactionnaires, sabote les dernières tentatives réformistes de sauvegarde de la démocratie sociale, disperse les réunions de conciliation, les assemblées démocratiques, les conseils représentatifs, exalte et encadre la violence ouvrière visant les membres les plus en vue des organisations syndicales ouvrières embourgeoisées, en appelle à la grève générale et politique, mobilise tous les moyens qui interdisent la reprise des procès d'accumulation et le redressement du capital, encourage la violence sur les personnels d'encadrement et de direction des entreprises, réalise des coups de force contre les milices patronales, salue la destruction des machines et la mise à sac des lieux de travail dans tous les secteurs de la production capitaliste nuisible à l'homme, organise la saisie des moyens de subsistance, préconise le refus systématique de paiement des impôts, atteint immédiatement la propriété foncière en invitant au non paiement des loyers, transforme les logements vides en logements occupés et les logements occupés en forteresses ouvrières, entraîne le déplacement du centre de gravité des luttes de l'entreprise au quartier et à la rue, qu'il transforme en champ de bataille.

Le Parti Communiste Mondial, à tel degré d'exaltation des antagonismes de classe, subordonne toutes les formes de lutte à la réunion des conditions de la résolution de la question militaire : armement du prolétariat, insurrection et destruction de l'Etat bourgeois, instauration de la Dictature du prolétariat, édification de l'Armée Rouge, exercice du totalitarisme pour l'anéantissement des classes. Par anticipation sur une telle résolution, il développe sur le champ son organisation clandestine et ses services secrets pour assurer la protection des militants révolutionnaires, crée immédiatement une garde rouge et des sections d'assaut du parti, constitue des fractions armées rouges, fer de lance de la révolution et embryons de la future Armée Rouge, porte une attention particulière aux productions des secteurs industriels utiles à la lutte pour le pouvoir, renforce sans attendre l'activité de propagande et d'agitation dans l'industrie d'armement, travaille ardemment à hisser théoriquement et pratiquement le mouvement à la hauteur des exigences scientifiques de la maîtrise des stratégies, des technologies et des techniques militaires, vise à la pénétration des secrets militaires, se prépare au contrôle des arsenaux, à la saisie et à la protection des stocks de munitions, lutte pour l'armement du prolétariat dans la perspective insurrectionnelle, fait vivre les leçons des insurrections manquées, suscite un engouement

sans borne pour l'art militaire de l'insurrection, prépare scientifiquement et planifie l'insurrection. Au-delà de cette phase préparatoire et conspirative, le Parti Communiste Mondial, qui apparaît d'emblée comme il doit être, illégal et illégaliste, encourage et encadre le terrorisme révolutionnaire, salue les manifestations les plus violentes de la colère prolétarienne, désigne les institutions qui doivent flamber, les monuments et les symboles de l'exploitation qui doivent tomber, organise des démonstrations armées de la détermination et de la force de destruction prolétarienne préparatoire à l'assaut de la forteresse étatique bourgeoise, découvre les figures représentatives de l'ordre bourgeois qui doivent pour l'exemple être châtiées, montre du doigt les têtes qui doivent tomber, organise la chasse aux profiteurs, aux accapareurs, aux parasites, et aux spéculateurs, affiche les listes des représentants capitalistes qui devront être en premier éliminés, met le feu aux organismes de presse et d'information, lance des actions de représailles contre les institutions policières de l'État bourgeois, stimule la haine de classe, nourrit le sentiment de vengeance et exalte la passion de destruction, fomenté la guerre civile. Alors qu'il fait l'apologie de cette forme ultime de la lutte de classe et revendique la nécessité de la Dictature du prolétariat comme l'œuvre salvatrice de toute une période transitoire, il proclame clairement la nécessité bardée d'acier de son totalitarisme révolutionnaire : érigé sur les ruines de l'État bourgeois, son État de classe est soumis au Programme de destruction des classes, la violence contre la classe capitaliste et ses fondements ne saurait être excessive car la disparition de cette classe et de son système doit être complète. Les capitalistes de l'industrie, de la finance, leurs hommes de main, leurs protecteurs, leurs diplomates, leurs émissaires pour la paix, leurs représentants, leurs idéologues, leurs penseurs, leurs philosophes, leurs professeurs, leurs curés... surtout ne pas se contenter de les mettre à genoux... pas de maîtres à genoux ... mais... une balle dans la tête, sans pâlir, les yeux dans les yeux et en criant vive le Communisme, avec une pensée pour les Communistes qui, contre le mur, le voyaient encore resplendir alors qu'ils offraient leurs poitrines anonymes aux fusilleurs de Versailles. A Lucette ! A nos amours ! Éliminer et non dominer la classe des accapareurs et des profiteurs. Détruire les classes avec cette capacité d'aliéner la force de travail, de consommer la force de travail, d'accaparer, de profiter, d'accumuler, d'engendrer la misère et le dénuement. En finir avec le système d'exploitation du travail salarié et donc avec le prolétariat lui-même, fin ultime sans laquelle le Communisme n'a pas de sens.

4. Le Parti Communiste Mondial, produit et facteur immédiat de la situation historique singulière de la crise catastrophique du système capitaliste et produit médiat de l'histoire de la lutte de classe et du Parti Communiste Historique, naît d'emblée mondial par son but. Cependant, il a son centre aux États-Unis où la lutte de classe renaît d'abord et où il est reformé en premier car les contradictions capitalistes y sont les plus fortes et parce que l'absence de « traditions révolutionnaires » et de toute trace de la lutte de classe, autant dire la présence d'un prolétariat sans histoire « révolutionnaire » et sans titres « révolutionnaires », donc aussi sans préjugés « révolutionnaires », y favorise, dans les conditions en question, la formation d'un parti purement communiste conforme à celui qu'anticipe la théorie. La rupture avec la démocratie est ici d'autant plus franche que la démocratie a été profondément réalisée pour le plus grand profit du capital, que les valeurs bourgeoises traditionnelles (liberté, égalité, fraternité) sont parvenues au summum de leur pouvoir de conciliation, au sommet de leur capacité de fascination, et au maximum de leur efficacité de coercition contre-révolutionnaire, que la capacité à intégrer le prolétariat, à le séparer de son Être révolutionnaire, le Programme communiste, a été la plus grande, et que l'explosion de la crise s'est accompagnée d'un déferlement de violence étatique propre à faire apparaître la démocratie pour ce qu'elle est, un totalitarisme, mais le totalitarisme des totalitarismes. De ce centre, le Parti Communiste Mondial coordonne la lutte pour son extension et son implantation territoriale section par section, région du monde par région du monde, œuvre à la victoire mondiale d'organisation : parti communiste unique purement classiste pour tous les États du monde. Cette victoire, du moins dans les principaux pays, est condition impérative du triomphe de la révolution communiste. Elle est, cette fois, préalable à l'offensive insurrectionnelle planifiée, centralisée, et généralisée. La lutte de classe en procès de sa mondialisation se répand comme une traînée de poudre en suivant l'axe

Washington - Berlin (et non Bonn désormais). C'est ici et là que, répondant aux conditions de la crise historique, comme il n'y a jamais encore répondu, le prolétariat donne le signal aux ouvriers du monde, ouvre la période insurrectionnelle. Le Congrès des Etats-Unis, ici, et le Reichstag, là, flambent. Le prolétariat a la joie de revendiquer ces actes qui embrasent l'esprit du temps. Que brûlent les parlements et avec eux, enfin, les illusions démocratiques ! Que ceux qui y dormaient sur la misère du monde courent... et qu'on leur tire dessus ! Que les attentats parlent et fassent courir le vacarme des explosions qui annoncent que l'on va bientôt se défaire, sous la Dictature du prolétariat, de toute loi et de toute constitution et avec elles de toute modération républicaine et humaniste ! Que la peur se voit à nouveau dans les yeux des donneurs de travail, des trafiquants de force vitale, des vendeurs de sommeil ! Que la terreur s'empare des classes possédantes ! Que la bourgeoisie fasse à nouveau sous elle ! Partant donc des Etats-Unis où se trouve le centre de la reformation du Parti Communiste Mondial et d'où le prolétariat réarmé coordonne et centralise l'affrontement décisif, la lutte de classe s'exacerbe en une guerre civile comme il n'y en a encore jamais eu. Une guerre civile pour qu'après il n'y en ait plus. La plus terrible et la dernière. C'est-à-dire une guerre civile nourrie des leçons des victoires et des défaites, des leçons de ces révolutions qui sont restées à mi-chemin et de ces contre-révolutions qui ont tout balayé. Une guerre civile jusqu'au bout. Une guerre civile totale. Une guerre civile qui ne se laisse pas contenir. Une guerre civile qui gagne prioritairement, rapidement, le cœur de l'ancienne aire euro-nord américaine où doivent être lancées avec la plus grande simultanéité possible les premières offensives, où se trouve, pour des raisons qui tiennent au développement du capital lui-même, l'aire centrale de la future révolution, et où se trouve donc l'épicentre de la première insurrection victorieuse, où les premiers Etats bourgeois doivent tomber, dans une succession d'explosions sociales rapides, où le prolétariat enfin ramené à la rude et fortifiante réalité du combat pour la vie ou pour la mort doit ériger la première expression historique de cette Dictature purement communiste, où s'exerce, sans partage et sans respect d'aucune loi, son pouvoir, où il ramasse assez de force, rassemble assez de brutalité, concentre assez de sauvagerie, et unifie assez d'énergie et de passion destructrice pour assurer le mouvement d'universalisation de son Etat et appuyer, depuis le premier Etat de classe constitué pour tuer l'exploitation de classe, l'offensive déterminante pour gagner le monde.

« Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Puissent les classes dominantes trembler à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Manifeste du parti Communiste - 1848